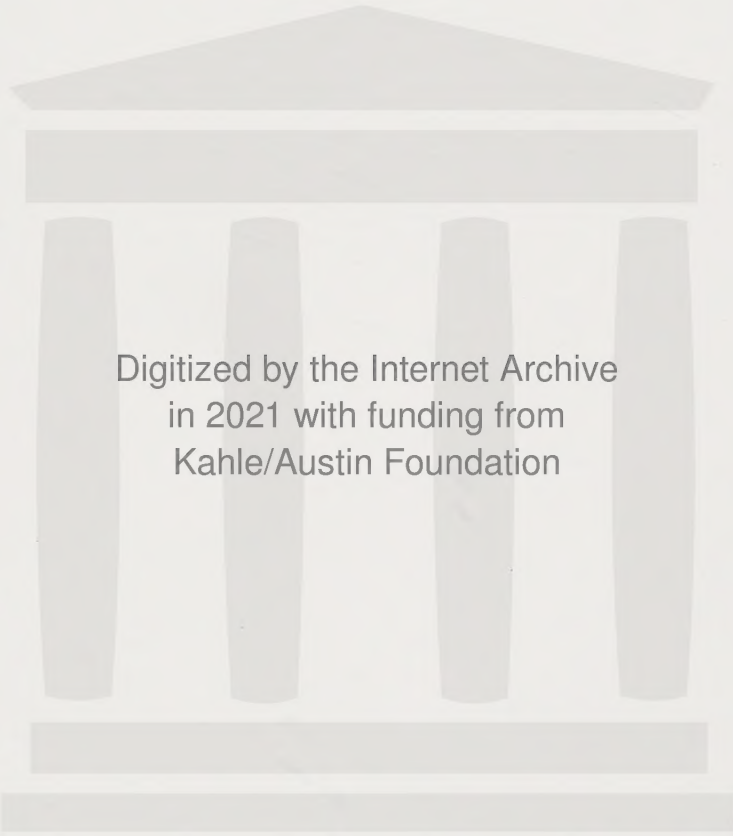


UVIC - McPHERSON



3 2775 90335043 6



Digitized by the Internet Archive  
in 2021 with funding from  
Kahle/Austin Foundation









communisme et nationalisme  
en algérie 1920~1962 e. sivan

travaux et recherches de science politique n° 41

une documentation sur les publications de la fondation nationale  
des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée  
aux presses de la fondation nationale des sciences politiques  
27, rue saint-guillaume, 75341 paris cédex 07

communisme  

---

et nationalisme  

---

en algérie 1920~1962  

---

emmanuel sivan



H31  
F64  
no. 41

*pour NOURIT*





## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	9
 CHAPITRE I : « Mentalité esclavagiste » et bolchevisme (1920-1927) .....	 13
Malentendus initiaux .....	13
L'affaire de Sidi-Bel-Abbès - une tempête dans un verre d'eau ? .....	24
La purge .....	36
 CHAPITRE II : La traversée du désert (1927-1935).....	52
Les jeunes zélateurs .....	52
« Survivances colonialistes » .....	59
« Quasi-liquidation du travail anticolonial » .....	71
 CHAPITRE III : Anticolonialisme à l'époque du Front populaire (1935-1939) .....	 82
La mission Barthel .....	82
Contradictions et désillusions .....	97
« La nation algérienne en formation » .....	106

CHAPITRE IV : Tutelle et patriotisme français (1939-1947)	117
Le PCA « contrôlé par le grand PCF » .....	117
A l'ombre de la « France nouvelle » .....	126
Mai : le choc .....	139
La volte-face .....	154
CHAPITRE V : Essor du PCA (1947-1954) .....	162
Composition ethnico-sociale .....	162
Programme et collaboration quotidienne .....	176
Intégration et rejet .....	185
Le débat fondamental .....	195
CHAPITRE VI : Une contre-société face à l'épreuve (1954-1962) .....	206
A la veille de la guerre : vers « deux organisations à base raciale » .....	206
La guerre : éclatement du PCA .....	227
Leçons de la guerre .....	242
CONCLUSION .....	261

## INTRODUCTION

Attiré tout au long de nos recherches historiques par les situations coloniales et les mentalités qu'elles engendrent<sup>1</sup>, nous nous sommes attaché, dans la présente étude, à approcher ce phénomène sous un angle peu conventionnel, celui d'une *contre-société* existant dans une colonie. Le concept de contre-société (ou de *parti-héritier*) a été déterminé par J.-P. Nettl et A. Kriegel pour décrire et analyser un modèle socio-politique, créé à l'origine par le SPD d'avant 1914, développé par les bolcheviks et ensuite par les PC, avant d'être repris par certains mouvements nationalistes du Tiers-Monde<sup>2</sup>. Il désigne un mouvement de masse, oppositionnel et légal, « dont la philosophie officielle se fonde sur l'éventualité d'un effroulement de la société établie », « événement dont sa politique s'efforce d'accélérer l'accomplissement » ; « qui marque ses distances à l'égard de la société, d'abord en mettant l'accent sur des divergences d'ordre philosophique et moral, et en complétant ensuite l'isolement social de ses adhérents par des moyens organisationnels »<sup>3</sup>. Un tel parti est non seulement « un agent de dissociation révolutionnaire de la société établie » mais aussi une « contre-société globale en miniature préfigurant la société... à venir »<sup>4</sup>. L'instauration d'un tel « ghetto » — une micro-société à l'intérieur de la société dominante, et contre elle — offre trois avantages : il « permet à une collectivité minoritaire de préserver son originalité et, par l'homogénéité comme par l'intensité de son monde intérieur, de se défendre... contre l'assimilation ». Il « lui

1. Cf. *L'Islam et la croisade : Idéologie et propagande dans les réactions musulmanes aux croisades*, Paris, A. Maisonneuve, 1968, et « Modern Arab historiography of the crusades », *Asian and African studies*, 8, 1972, p. 109-149.

2. Cf. J.-P. NETTL, « The German Social Democratic Party, 1890-1914, as political model », *Past and present*, 30, 1965, p. 65 ; A. KRIEGL, « Les communistes français et le pouvoir », dans M. PERROT, et A. KRIEGL, *Le socialisme français et le pouvoir*, Paris, EDI, 1966, p. 97-107.

3. J.-P. NETTL, p. 66.

4. A. KRIEGL, p. 105-106.



permet encore d'exercer sur la société extérieure dominante, mais aux confins moins structurés, une influence sans commune mesure avec sa taille réelle ». Il « propose une hiérarchie parallèle et par conséquent des formes de mobilité sociale, strictement réservées à ses habitants : condition indispensable à l'éclosion d'une élite spécifique... de révolutionnaires professionnels »<sup>5</sup>.

Notre hypothèse de travail est que l'on peut user de la contre-société comme d'une sorte de réactif pour tester la situation coloniale. Les difficultés et les résistances rencontrées (tant parmi des colonisés que parmi les colonisateurs), les mécanismes employés pour surmonter ces obstacles (ou les contourner) et le degré de succès remporté par cette contre-société — autant d'éléments susceptibles d'éclairer quelques-unes des *structures mentales* créées par le phénomène colonial.

Le choix d'un Parti communiste s'explique : il est l'incarnation même d'une contre-société. Si l'on a pris l'Algérie comme cadre territorial, c'est qu'elle représente l'un des cas de domination coloniale les plus complexes et les plus oppressifs, caractérisé par la présence massive et de longue date d'une minorité colonisatrice, et par son impact très lourd sur la société indigène. Le communisme algérien avait, en outre, le triple avantage d'offrir des matériaux abondants et disponibles ; d'une existence suffisamment longue (1920-1962) pour nous permettre d'observer le phénomène dans ses phases multiples et d'en saisir ainsi les nuances et les intrications ; et de la coexistence, au sein du Parti communiste algérien (PCA) — à l'encontre de la plupart des PC coloniaux — de secteurs européens et musulmans considérables, ce qui permit au PCA de s'engager dans une tentative sérieuse pour briser la ségrégation sociale imposée par le colonialisme et construire le noyau éventuel d'une société fondée sur des valeurs diamétralement opposées.

Cette étude n'est pas, pourtant, l'histoire du communisme algérien ; elle est à la fois moins et plus que cela. Moins, en ce sens que notre propos n'était pas d'écrire une histoire formelle du PCA, mais plutôt de concentrer la réflexion sur l'un de ses aspects : les rapports entre le communisme et les réalités coloniales, la décolonisation et le nationalisme indigène. Plus, dans la mesure où il devra traiter de certains éléments de la politique coloniale du PCF : l'organisation algérienne était une partie intégrante du PCF entre 1920 et 1936, et, même dans la période postérieure, l'instance suprême du mécanisme de décision en matière algérienne était (jusqu'en 1955) le parti français. Plus, également, parce que l'on espère que cette étude s'inscrira dans le cadre d'un schéma d'ensemble plus vaste et deviendra, peut-être, une histoire-problème.

5. *Ibid.*, p. 106-107.

Ainsi conçue, l'enquête repose sur cinq catégories de sources :

1. *Archives* : les Archives nationales contiennent un certain nombre de dossiers concernant le communisme algérien, mais demeurent encore inaccessibles, même pour l'entre-deux-guerres (par exemple en ce qui concerne les dossiers F 7/13042, 13099, 13170, 13171, 13188). Heureusement — grâce à la bienveillance de M. le conservateur en chef, P. Boyer — nous avons pu consulter des rapports de la Direction des affaires indigènes, pour la période 1921-1938, se trouvant aux Archives d'Outre-Mer (AOM) d'Aix-en-Provence. Les archives de la Préfecture de police (APP) nous ont également ouvert certains dossiers datant des années 1926-1934. A l'Institut Maurice Thorez, nous avons pu consulter les microfilms des rapports des Renseignements généraux sur le communisme en France et en Algérie au début de 1939, photocopiés probablement à l'époque par des fonctionnaires communistes du Ministère de l'intérieur. M. Jean Maitron a bien voulu nous ouvrir les archives d'André Marty, ancien patron du PCA (1944-1947), qui contiennent des documents confidentiels du PCF d'une très grande valeur<sup>6</sup>. Enfin, et surtout, le colonel Paul Schoën nous a donné accès très aimablement à ses archives privées qui comprennent, dans leur intégralité, tous les rapports de synthèse (hebdomadaires, bimensuels ou mensuels) des deux organes de renseignements politiques du Gouvernement général dont il avait été le directeur adjoint, puis le directeur : Centre d'informations et d'études (CIE), pour les années 1938-1945, et son successeur, Service de liaisons nord-africaines (SLNA) — nommé à ses débuts Service d'informations et de documentation musulmane (SIDM) — pour les années 1946-1956<sup>7</sup>. Notons en marge les archives Boris Souvarine (à l'Institut d'histoire sociale) que nous a ouvertes M. Branko Lazitch, et les mémoires de stage de fonctionnaires coloniaux déposés au Centre des hautes études d'administration musulmane (CHEAM) — dont l'apport fut d'un grand intérêt.

2. *Presse et brochures* : nous avons dépouillé tous les organes du PCA — mêmes éphémères et clandestins — ainsi que toutes les brochures de ce parti et les écrits volumineux du PCF en matière coloniale. En plus des collections de la BN et des AOM, on a trouvé précieuses celles de la BDIC (Nanterre) qui comprend maintes publications illégales, et de la bibliothèque privée de Marty, déposée maintenant (en tant que *Fonds Marty*) à l'Institut français d'histoire sociale (IFHS). On a entrepris également des sondages dans la presse algérienne, française et arabe, complétés par en-

6. Cf. *Le Mouvement social*, 46, janv.-mars 1964, p. 116.

7. SIDM, fév. 1946 - août 1947 : SLNA, sept. 1947 - déc. 1956. Les rapports du CIE proviennent soit de l'organe suprême rattaché au Gouvernement général, soit de ses branches départementales de Constantine et d'Alger.

droits par les *Bulletins de la presse musulmane d'Algérie* (déposés aux AOM).

3. *Documentation orale* : de longues interviews en profondeur ont été menées avec les anciens du PCA (I. Nahori, P. Bouaziz, M. Rouzé, A. Smadja) qui nous ont fourni de précieux renseignements et nous ont aidé à remplir cette fonction si difficile de l'historien, entrer dans la peau des personnages qu'il décrit. Les anciens délégués du PCF en Algérie, A. Ferrat et J. Chaintron (Barthel), ainsi que les experts du Komintern en matière coloniale, J. Berger-Barzilai et N. List, ont bien voulu discuter avec nous de leurs expériences. Des interviews plus courtes, mais toujours intéressantes, nous furent accordées par M. le ministre J. Soustelle, MM. les professeurs Wallich et Tiano, M<sup>mes</sup> C. Aboulker-Muscat et S. Sabari et MM. A.-R. Abdelkader et A. Chouraqui.

4. *Thèses de doctorat inédites* : elles ont été d'une grande utilité, étant donné l'état relativement peu avancé des travaux sur l'histoire contemporaine de l'Algérie et sur l'activité coloniale du mouvement communiste mondial. Relevons, notamment, les thèses récentes de J.R. Perry (*Soviet policy towards North Africa*, Université de Columbia, 1972), S.W. Fain, (*Soviet theoretical approaches to colonial nationalism*, *Ibid.*, 1971), J. Zagoria (*The rise and fall of the movement of Messali Hadj*, *Ibid.*, 1973), A. Nadir (*Le mouvement réformiste algérien*, Sorbonne, 1968), R. Ainad-Thabet (*Le mouvement du 8 mai 1945 dans le Nord constantinois*, mémoire DES, Université d'Alger, 1968)<sup>8</sup>.

5. *Souvenirs inédits* : ceux des anciens dirigeants du PCF, H. Barbé (manuscrit déposé à l'Institut d'histoire sociale) et A. Vassart (copie du manuscrit prêtée par M<sup>me</sup> Annie Kriegel), ont été particulièrement précieux.

C'est pour nous un agréable devoir de reconnaître les dettes encourues au long de cette enquête. Nous en devons l'inspiration première à nos maîtres et collègues J.-L. Talmon et Y. Arieli, de l'Université hébraïque de Jérusalem, et à M. le professeur Zbigniew Brzezinski, de l'Université de Columbia, la possibilité de mener une partie de nos recherches dans le cadre intellectuellement stimulant de son Research institute on international change. Nous tenons surtout à exprimer notre profonde et sincère gratitude à M<sup>me</sup> Annie Kriegel dont la sollicitude, l'aide constante et les judicieux conseils nous permirent de surmonter bien des obstacles. Remercions enfin MM. les professeurs C.-R. Ageron, G. Baer, C.-L. Brown, R. Gallissot, P. Shinar et W. Zartman, qui ont bien voulu nous faire bénéficier de leur vaste érudition.

8. Ce livre était sous presse lorsque nous avons appris l'existence de la thèse de Sayah TALEB, *Histoire du PCA des origines à nos jours*, mémoire, doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Université de Lille, 1972.



## CHAPITRE I

### « MENTALITÉ ESCLAVAGISTE » ET BOLCHEVISME (1920-1927)

#### Malentendus initiaux

Au printemps 1921, quelques mois après la fondation du PCF, une enquête d'opinion confidentielle fut menée auprès de ses fédérations algériennes quant à leurs attitudes sur ce qu'il était convenu d'appeler « la question indigène ». Voici quelques réponses typiques<sup>1</sup> :

« Il faut combattre résolument les tendances nationalistes de la minorité indigène cultivée et la discréditer par tous les moyens aux yeux de leurs coreligionnaires... Il faut très énergiquement dénoncer les nationalistes et donner aux indigènes une grande impression de force... Un mouvement indigène actuellement aurait, en cas de réussite, les conséquences les plus tragiques pour les Européens. Vainqueurs, les musulmans n'hésiteraient pas à massacrer les hommes et à réduire à l'esclavage les femmes et les enfants... En cas de réussite, la révolte ne pourrait aboutir qu'à une défaite du socialisme et à une régression de la civilisation. »

Réponses en contradiction flagrante avec la huitième des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (IC) acceptées

1. L'enquête — qu'avait menée C.-A. JULIEN — fut étudiée par C.-R. AGERON, « Les communistes français devant la question algérienne de 1921 à 1924 », *Le Mouvement social*, 78, 1972, p. 13-23 (reproduit dans son livre, *Politiques coloniales au Maghreb*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, p. 187 et suiv.).

par la majorité des socialistes en France (et en Algérie) en décembre 1920 :

« Tout parti appartenant à la Troisième Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les "prouesses" de "ses" impérialistes aux colonies ; de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux <sup>2</sup>. »

C'est cette contradiction qui doit constituer le point de départ pour l'étude du communisme algérien. Que les communistes algériens — presque exclusivement des Européens — aient nourri de telles vues est à peine étonnant. Ayant abandonné, en 1902, leur politique de soutien aux revendications des ultras colons pour l'autonomie de l'Algérie (comme garantie ultime des privilèges des Européens), les socialistes algériens se muèrent en partisans acharnés de l'assimilation. Pour eux, l'essence de l'assimilation revenait non seulement à lier l'Algérie directement à la métropole (avec l'abolition du Gouvernement général et des délégations financières), mais aussi à résoudre, sur le plan politique et culturel, « la question indigène »<sup>3</sup>. Ils préconisaient, en conséquence, une vaste gamme de réformes : abolition du code de l'indigénat et des impôts arabes, expansion de l'instruction dans le secteur arabo-berbère, à travail égal salaire égal (et notamment l'octroi du quart colonial aux fonctionnaires musulmans), enfin l'extension du suffrage musulman aux assemblées locales et, éventuellement, au parlement<sup>4</sup>. Positions courageuses pour l'époque, sans doute ; elles n'en étaient pas moins foncièrement limitées sur le fond à cause de leur motivation assimilationniste. Il va sans dire que les socialistes algériens ne mettaient jamais en question le principe de la souveraineté française, de même qu'ils n'attaquaient pas la situation coloniale mais bien plutôt ses abus. Indice fort révélateur : le congrès de 1902 consacra le plus clair de son temps à la défense des intérêts des petits colons (contre les grands propriétaires fon-

2. J. FAUVET, *Histoire du Parti communiste français*, vol. I, Paris, Fayard, 1964, p. 273-274.

3. L. PAOLI, « Autour de quelques manifestations économiques et sociales à Alger », *La Revue socialiste*, 25, 1902, p. 457-458, 462-464, 473-475 ; A. JUVING, *Le socialisme en Algérie*, Alger, 1924, p. 191-206 ; C.-R. AGERON, « Jaurès et la question algérienne », *Le Mouvement social*, 42, 1963, p. 8-21 ; A. NOUSCHI, « Un cas ambigu : le Maghreb », dans G. HAUPT et M. REBERIOUX, *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967, p. 442 et suiv.

4. Résolutions du congrès de Constantine en 1902 (PAOLI, « Les congrès socialistes algériens », *La Revue socialiste*, 26, 1903, p. 57-64) et du congrès d'El-Afroun en 1912 (*La Lutte sociale*, 7 et 14 janv. 1912). Cf. JUVING, p. 227, 240-241 ; AGERON, art. cité, p. 24-25 ; NOUSCHI, art. cité, p. 449-456.

ciers). Le terme de « prolétariat algérien », employé dans ces résolutions, ne désignait que les ouvriers européens, par contraste avec « les indigènes, nos sujets ». Ceux-ci allaient être intégrés progressivement à la communauté pied-noir (et, par ce truchement, à la France), gagnant en cours de route une mesure grandissante d'égalité. Ce scénario supposait une condition sine qua non : la déculturation ; ils devraient renoncer à leur « civilisation retardée, à leurs préjugés fatalistes » et « atteindre l'émancipation » par l'assimilation de la culture française. Le congrès de 1902 considéra, en effet, que la mesure la plus urgente était « l'obligation pour tous les indigènes de ne parler que la langue française » (jusques et y compris dans le culte musulman) et d'interdire la parution de livres, journaux et affiches en arabe. En vue d'assurer cette hégémonie de « la langue nationale », force était d'implanter les écoles françaises dans le secteur musulman (et de fermer les écoles religieuses islamiques). Les socialistes n'étaient pas pour autant parfaitement sûrs que les indigènes pourraient jamais atteindre le niveau des Français. En matière d'instruction, on envisagea « l'enseignement secondaire absolument professionnel... et non l'instruction supérieure qui ne peut être que nuisible à l'heure actuelle pour l'indigène, à moins de cas et de sujets exceptionnels <sup>5</sup> ».

Cette politique n'avait jamais troublé les rapports des socialistes algériens avec leurs camarades de France. A l'exception de Jaurès et de quelques délégués à la propagande occasionnels, la SFIO était totalement indifférente aux affaires algériennes et, dans l'hypothèse improbable où elle s'en serait occupée, il est fort douteux qu'elle ait condamné les camarades coloniaux. Dès 1907, en effet, l'opposition à outrance aux possessions coloniales, reposant sur la doctrine marxiste orthodoxe, devint minoritaire à la SFIO, la position réformiste l'emportant. Les réformistes ne trouvaient pas justifié d'abandonner les colonies « prématurément », car elles risquaient de tomber aux mains d'autres puissances, moins éclairées. Ils conçurent la colonisation comme un vecteur positif de modernisation et de progrès social, tout en recommandant que les populations indigènes soient dotées d'une marge plus vaste pour leur propre perfectionnement sous la tutelle généreuse de la France <sup>6</sup>. Lorsque, dans l'immédiat après-guerre, la SFIO s'engagea

5. PAOLI, art. cité, p. 58-64 ; NOUSCHI, art. cité, p. 446-448, 449, 451-458.

6. NOUSCHI, *op. cit.*, p. 19, 30-33, 44-45, 136 et suiv. ; F. BÉDARIDA, « Perspectives sur le mouvement ouvrier et l'impérialisme en France au temps de la conquête coloniale », *Le Mouvement social*, 86, 1974, p. 25-42 ; C.-R. AGERON, *L'anti-colonialisme en France de 1871 à 1914*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, p. 70-85 ; R. THOMAS, « La politique socialiste et le problème colonial de 1905 à 1920 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 48, 1961, p. 214-232. Pour l'indifférence des socialistes à la question algérienne avant guerre, cf. les *Comptes rendus sténographiques* du 7<sup>e</sup> congrès de la SFIO (1910), p. 109-110, 143-145, 480, 9<sup>e</sup> congrès (1912), p. 194-195, et 11<sup>e</sup> congrès (1914), p. 120-122.

activement dans la campagne pour l'extension du suffrage musulman (aux assemblées locales), qui devait aboutir aux réformes de février 1919, elle ne put que s'aligner sur les positions recommandées avant guerre par les fédérations algériennes.

Etant donné les positions de ces fédérations sur la question coloniale, comment expliquer que la plupart de leurs adhérents se soient ralliés à l'Internationale communiste au moment du congrès de Tours (décembre 1920)<sup>7</sup> ?

Ignoraient-ils les positions du Komintern en matière coloniale ? Non, certes. Il est vrai que le passage de la stratégie de l'Internationale communiste à une notion plus énergique en direction des mouvements révolutionnaires coloniaux s'opéra seulement en juin 1920 (avec les nouvelles *Thèses* de Lénine), à un moment où la SFIO algérienne était déjà largement favorable à la direction des bolcheviks<sup>8</sup>. Il est vrai également que les 21 conditions ne furent formulées qu'en août 1920 (lors du deuxième congrès mondial). Les Algériens n'eurent donc pas trop le loisir de discuter de cette « faille » inattendue de l'idéologie communiste. On peut pourtant établir avec certitude qu'à partir de septembre 1920, les fédérations algériennes en débattaient en pleine connaissance de cause<sup>9</sup>. Il en fut question, en effet, lors de délibérations tenues avant et pendant les conférences de sections et les congrès fédéraux (en novembre-décembre), qui avaient pour tâche de formuler les directives à donner aux délégués algériens au congrès de Tours. L'Internationale communiste avait beau avoir viré « à gauche », l'enthousiasme des Algériens à son égard n'était aucunement affaibli : sur les quarante et un mandats algériens, trente-quatre firent bloc sur la motion Cachin-Frossard recommandant l'adhésion à l'Internationale communiste.

Comme en métropole, la scission dans la SFIO algérienne s'explique dans une large mesure par les malentendus entretenus par la fraction pro-Komintern quant à la nature de l'IC et au nouveau modèle de parti que celui-ci entendait mettre sur pied.

Malentendu fondamental (tant dans le cas algérien que dans celui de la fraction centriste en France) : le caractère des 21 conditions. Pour autant que Lénine les considérait sur la base de « tout ou rien », les centristes crurent comprendre qu'il était possible d'adhérer à l'IC tout en émettant de sérieuses réserves sur plu-

7. Cf., *Demain* (organe de la SFIO, Alger), 26 juin 1920, 10 juillet 1920 ; *La Lutte sociale* (à l'époque, organe de la SFIO, Oran), 22 juin 1919, 6 juillet 1919.

8. Cf. les votes des délégués algériens au congrès de Strasbourg de la SFIO en février 1920 (*Compte rendu*, p. XVIII-XXIII) ; cf. également *Demain* et *La Lutte sociale*, 1919-1920, *passim*.

9. *Demain*, 18 septembre 1920 ; *La Lutte sociale*, 18 novembre 1921.



sieurs conditions, réserves frisant le rejet, ou peu s'en fallait. C'est ainsi que les Algériens ne doutèrent point de pouvoir s'y rallier, encore qu'ils aient repoussé la 8<sup>e</sup> condition. Frossard, il est vrai, se montra réservé sur des conditions tout autres, mais, du moment que le droit au « oui mais » était acquis en principe, on pouvait l'invoquer dans le cas de la « condition coloniale » également. D'autant plus que la section d'Oran crut déceler « une réserve implicite » sur la question coloniale dans le texte de la motion Cachin-Frossard. Les réserves à ce propos étaient tellement cruciales qu'elles ne se limitaient pas en Algérie aux seuls centristes. Ainsi, l'un des dirigeants de l'extrême-gauche algérienne, lorsqu'il proposa de voter pour la motion Heine (qui préconisait de se soumettre pleinement à la discipline de l'IC), se hâta d'ajouter que cette motion devrait être « amendée en politique indigène » <sup>10</sup>.

La seconde ligne de défense résidait dans la 16<sup>e</sup> condition : « [L'IC doit] tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans le cas où elles sont possibles ». Ce qui fut interprété comme la remise aux fédérations locales de la « question indigène » <sup>11</sup>. C'était commettre une erreur d'analyse reposant sur une double hypothèse : d'une part, que les fédérations seraient dotées d'une autonomie aussi large que dans la SFIO ; de l'autre, que les affaires algériennes continueraient d'être marginales pour l'IC également. Cette interprétation revêtait une importance toute particulière pour la section d'Alger, la seule ayant approuvé les thèses de Lénine « sur la question nationale et coloniale », présentées au deuxième congrès mondial. Ainsi que l'enquête de 1921 devait le démontrer, si Alger fut favorable au principe, elle ne pensait guère qu'il pût être appliqué en Algérie dans un avenir prévisible <sup>12</sup>.

Les thèses de Lénine étaient formulées en termes suffisamment larges pour admettre des interprétations diverses ; partant, les Algériens pouvaient supposer que, la doctrine coloniale restant fluide, elle pourrait encore être inclinée dans une direction compatible avec leurs vues. Il y avait, pour commencer, l'hostilité de Lénine à l'égard de la plupart des mouvements nationalistes coloniaux (ainsi qu'envers le pan-islamisme). Qui plus est, on pourrait se fonder sur la position farouchement européen-centrique défendue

10. *La Lutte sociale*, 4 décembre 1920 ; *L'Humanité*, 7 janvier 1921 (article de C.-A. JULIEN).

11. C.-R. AGERON, « Les communistes français » ; sur l'indifférence de l'IC, cf. C.-A. JULIEN, « Les communistes et l'Orient en 1921 », *Le Mouvement social*, 82, 1973, p. 106.

12. *Demain*, 16 septembre 1920, 18 octobre 1920, 13 novembre 1920, 11 décembre 1921.



au second congrès par Serrati (et soutenue par le Français Rosmer), à savoir que seule une révolution victorieuse dans les métropoles impérialistes serait à même de libérer les colonies ; ce qui signifiait que la perspective d'insurrection coloniale était reportée à un avenir très lointain. La thèse Serrati fut minoritaire au second congrès, mais lui-même ne fut ni exclu, ni condamné. On était en droit de supposer qu'un bon communiste pouvait entretenir de telles vues, et espérer même que l'IC finirait par les faire siennes.

Tous ces malentendus furent mis en évidence dans le discours préparé par C.-A. Julien, délégué algérien au congrès de Tours<sup>13</sup>. Il ne prit pas de ménagements pour dire que ses mandataires ne souscrivaient pas à toutes les thèses du Komintern en matière coloniale et revendiquaient le droit d'agir selon les conditions locales, si différentes de cette « expérience asiatique » qui avait servi de base aux thèses de l'IC. « L'opposition de [ses] camarades... à toute révolte ou mouvement nationaliste colonialiste » s'appuyait sur deux raisons : une telle révolte n'avait aucune chance de succès et se solderait par un massacre insensé ; à supposer même qu'elle eût réussi, elle ne ferait que remplacer le régime colonial par une oligarchie musulmane, et renforcer ainsi l'exploitation des masses indigènes. D'ailleurs, un tel Etat « indépendant » serait trop faible pour veiller à ses propres intérêts et finirait inévitablement par tomber sous la houlette d'une autre puissance colonialiste. Pour consolider ces arguments pratiques, Julien s'efforça de prouver que, même au niveau doctrinal, il se tenait toujours dans le cadre de l'orthodoxie. La doctrine communiste en matière coloniale n'était pas encore fondue dans des moules rigides, dit-il ; preuves à l'appui : les contradictions entre les divers documents officiels de l'IC publiés au cours des vingt mois précédents. Dans cette gamme si variée, les communistes algériens, déclara Julien, optaient pour la thèse Serrati.

Dans leurs moments de candeur, certains de ces communistes allaient admettre — dans les résolutions du congrès fédéral de Constantine (octobre 1921), par exemple — qu'ils n'appliqueraient point à la lettre la 8<sup>e</sup> condition, tout en protestant de leur fidélité à l'esprit du léninisme. On ne saurait trouver une expression plus transparente que dans cette résolution de leur conviction d'être des communistes orthodoxes, ni un emploi plus subtil de l'analyse léniniste pour légitimer leurs préjugés. Citons à titre d'exemple cette défense de l'impérialisme : « Appréciée du point de vue marxiste, la colonisation nous apparaît comme la forme nécessaire sous laquelle des nations arriérées devaient accéder à la phase

13. Julien ne pouvait pas prononcer son discours à cause de l'arrivée du célèbre « télégramme Zinoviev ». Il le publiera sous forme d'article dans *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> et 7 janvier 1921.

d'organisation capitaliste d'où naît le communisme ». Ou bien leur attaque sur le mouvement nationaliste indigène : « Toute agitation nationaliste aurait pour effet de substituer à une société à concentration capitaliste avancée, à consciences de classes nettement opposables, c'est-à-dire mûre pour l'organisation collectiviste, une société où se déchireraient les races ennemies en une lutte où les classes possédantes trouveraient un regain de popularité et de pouvoirs »<sup>14</sup>. L'un des premiers observateurs à détecter la déviation algérienne des normes de l'IC, Robert Louzon (fondateur français de la fédération communiste de Tunisie), maintint qu'« un communiste doit avoir une mentalité communiste et non une mentalité algérienne »<sup>15</sup>. Les fédérations algériennes s'évertuèrent à prouver que les deux mentalités étaient compatibles. La « mentalité algérienne » est particulièrement évidente dans les stéréotypes des musulmans que révélaient les réponses à l'enquête de 1921 et les articles de *La Lutte sociale* (organe du parti)<sup>16</sup>. Stéréotypes faits de demi-vérités et de préjugés, et partagés par la communauté des pieds-noirs en général et aussi par le socialisme algérien du début du siècle. Le portrait-robot des musulmans qui en ressort est celui d'une population fanatique, ignorante et rétrograde : « Les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'Arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale indispensable aux individus pour former un Etat autonome »<sup>17</sup>. Leur fervente religiosité implique l'abdication, partielle ou totale, de la raison, et l'alliance de l'ignorance et de la religion constitue une menace constante pour les Européens :

« Le fanatisme est aussi violent parmi les indigènes qu'aux premiers temps de leur ère ; le plus petit marabout qui prêche la guerre sainte trouve des partisans... Il fallait s'emparer de la femme, dont l'ignorance entretient dans la famille musulmane la haine du *roumi*... Après soixante-dix ans de colonisation, l'Arabe est resté ce qu'il était : un simple, un primitif, l'esprit ficelé dans la coutume, aussi fermement rattaché à ses traditions qu'aux premiers siècles de l'Hégire »<sup>18</sup>.

La même image est réservée à l'élite musulmane — moderniste ou traditionaliste — ce fer de lance du « nationalisme musulman » (*sic*). Concurrément, on attribue l'oppression et l'exploitation des

14. *Demain*, 22 octobre 1921. A noter, les ressemblances avec la résolution de Sidi-Bel-Abbès (*infra*, p. 25).

15. *Bulletin communiste*, 3, 1923, p. 16.

16. Devenu l'organe des trois fédérations algériennes avec la fermeture de *Demain*, en mars 1921.

17. Extraits de la réponse de la section de Sidi-Bel-Abbès à l'enquête (publiés dans *La Lutte sociale*, 7 mai 1921 et AGERON, art. cité).

18. AGERON, art. cité, p. 20-22, *La Lutte sociale*, 23 juin 1921 ; cf. *Ibid.*, 22 octobre 1921.

« prolétaires indigènes » non tant aux colonisateurs qu'à leurs propres coreligionnaires : grands bourgeois, marabouts et propriétaires fonciers<sup>19</sup>. La solution à la « question indigène » se résume ainsi à une formule double : répression et assimilation. Répression : il faut « supprimer les chefs indigènes et toute autre représentation spéciale arabe », puisqu'elle ne fait qu'attiser les sentiments nationalistes toujours sous-jacents. Assimilation : il faut abolir les écoles indigènes qui inculquent aux enfants l'orgueil racial, et « contraindre les enfants... à fréquenter obligatoirement l'école française ». Et d'ajouter qu'il s'agirait de « diffusion de l'instruction au point de vue agricole et pratique surtout »<sup>20</sup>. Même lorsqu'ils parlent de domaines où cette « mentalité musulmane » supposée offre un certain espoir pour le communisme, les communistes algériens ne manquent pas de reprendre l'un des lieux communs les plus tenaces des pieds-noirs : les prétendus « communisme primitif » et « collectivisme agraire », naguère pratiqués par les musulmans, et leur soi-disant penchant inné à la communauté des biens<sup>21</sup>.

« Le communisme a obtenu droit de cité »<sup>22</sup> ; cette déclaration des communistes (après leurs succès électoraux d'octobre 1921 à Alger) était juste pour l'Algérie tout entière et bien au-delà de son contexte politique immédiat. Ne faisaient-ils pas, à dire vrai, partie intégrante de la communauté des pieds-noirs, partageant ses principes fondamentaux, engagés à sa survie et à sa prédominance, tout en se donnant libre cours pour interpréter les aspirations à une transformation sociale qui prévalaient dans les couches inférieures de cette communauté ? Et, quel que soit l'angle d'approche, il est évident que le parti prospérait. Les effectifs, qui avaient doublé dans l'immédiat après-guerre (ils étaient de 750), sortirent presque intacts de la scission de décembre 1920. Seule une poignée quitta les fédérations d'Oran et d'Alger, tandis que, dans le Constantinois, la moitié des adhérents démissionna (100 environ). Ces pertes furent vite compensées par de nouvelles adhésions, de sorte qu'au milieu de 1922 les trois fédérations combinées avaient dépassé le chiffre d'avant Tours, et atteignaient le millier en 1925 ; et cela en un temps où les effectifs du PCF en général étaient en baisse<sup>23</sup>. Les résultats électoraux dans le premier collège (à majo-

19. *Ibid.*, 7 mai 1921 ; AGERON, art. cité, p. 15-16.

20. *La Lutte sociale*, 18 mai 1921 ; AGERON, art. cité, p. 20.

21. *Ibid.*

22. *La Lutte sociale*, 5 novembre 1921.

23. Cf. les *Comptes rendus sténographiques* des congrès de la SFIO de février 1920, décembre 1920 ; JUVING, p. 115-118. Nos calculs des effectifs se fondent sur les *Rapports du secrétariat général* au congrès de la SFIC (PCF), 1921, 1922 ; PCF, 5<sup>e</sup> congrès national, *Compte rendu sténographique*, Paris, 1926, p. 252 ; supplément au PCF (Comité central), *Rapport moral au 5<sup>e</sup> congrès*, Paris, 1926, p. 11.

rité européenne écrasante) étaient impressionnants : un sixième à Oran (juin 1921), un cinquième à Alger (novembre 1921) ; même ordre de grandeur aux législatives de 1924 et aux municipales de 1925<sup>24</sup>. La droite et les socialistes avaient beau rappeler aux électeurs pieds-noirs la 8<sup>e</sup> condition, brandissant le spectre du « monstrueux accouplement du nationalisme et du communisme »<sup>25</sup>. L'électorat n'en parut pas inquiet outre-mesure, notamment dans les circonscriptions ouvrières (Belcourt et Bab-el-Oued à Alger, Marine à Oran, etc.) ; à leurs yeux, le Parti communiste représenterait le mieux leurs revendications socio-économiques. D'autant plus que, dans les programmes des candidats communistes, il ne fut jamais question de décolonisation, et les rares références aux « réformes indigènes » étaient bien dans la ligne tracée par les libéraux et les socialistes algériens (abrogation du Code de l'indigénat, extension du suffrage, égalité des salaires et des impôts, etc.)<sup>26</sup>. La SFIO, consciente de l'échec de ses attaques, dut en fait accuser le PC d'avoir délibérément trompé l'électorat en passant sous silence, dans ses meetings et journaux, la 8<sup>e</sup> condition, qui demandait « l'évacuation des colonies par les envahisseurs, c'est-à-dire par ces mêmes travailleurs et petits colons » qu'il s'efforçait de s'attirer<sup>27</sup>. Accusation injustifiée, parce que les communistes algériens crurent sincèrement (encore que ce fût à tort) que leurs vues étaient compatibles avec le dogme léniniste. Mis au pied du mur et sommés de s'expliquer sur des articles de *L'Humanité* qui exposaient en toutes lettres la thèse décolonisatrice, les candidats communistes d'Alger rejetèrent toute responsabilité<sup>28</sup>.

Rien, semblait-il, ne pourrait contrecarrer cette intégration du Parti communiste à la communauté pied-noir, ni ternir la respectabilité dont il y jouissait<sup>29</sup>. Son prestige se trouvait renforcé par la présence à la direction d'éminents intellectuels locaux : l'historien C.-A. Julien, le médecin de Batna L. Laurens, le proviseur M. Guillon, de Sidi-Bel-Abbès. Et pour le prolétariat, il tirait profit des noms d'E. Mazoyer, ancien dirigeant de la grève des cheminots de 1920, et de Giovacchini, leader des ouvriers de Bône.

24. *L'Echo d'Oran*, 6 mai 1921 ; *L'Echo d'Alger*, 3 octobre 1921 ; JUVING, *op. cit.*, p. 220-223 ; KADDACHE, *La vie politique à Alger de 1919 à 1939*, Alger, SNED, 1970, p. 110-111, 119 ; *La Dépêche de Constantine* et *L'Echo d'Oran*, 12 mai 1924. Excepté un échec à Oran, le PC recueillit, en 1924, entre 10 et 12 % dans la plupart des centres urbains, un cinquième à Alger et un tiers à Sidi-Bel-Abbès.

25. *L'Echo d'Oran*, 5 juin 1921 ; *Le Travailleur* (socialiste), 29 octobre 1921, 16 avril 1922 ; *L'Echo d'Alger*, 29 avril 1923 ; *Demain* (SFIO), 31 janvier 1925.

26. Cf. *La Lutte sociale*, 18 janvier 1924.

27. *Le Travailleur*, 27 avril 1924 ; cf. *Ibid.*, 8 septembre 1921, 22 octobre 1922, 25 mai 1924.

28. *L'Evolution Nord-Africaine*, 22 février 1924.

29. Cf. les commentaires d'un observateur impartial, C. HOUEL, dans *Les Cahiers de l'Afrique du Nord*, 1921-1922, *passim*.



Paradoxe éclatant que cette genèse du communisme algérien : comment cet amalgame curieux d'adulation pour le bolchevisme et de ce que l'on allait appeler la « mentalité esclavagiste »<sup>30</sup>, put-il maintenir une existence assez robuste pendant cinq (ou même six) années ? S'il était impossible de prévoir la montée des pressions vers le changement — les fédérations locales étant trop imprégnées de préjugés de colons — qu'en était-il de l'IC et du PCF ?

A la limite, les trois malentendus présents au berceau du communisme algérien n'étaient pas tout à fait dépourvus de fondement (du moins à court terme). S'il n'était point concevable que le Komintern abrogeât la 8<sup>e</sup> condition, voire même adoptât la thèse Serrati, cette organisation mit du temps à se débarrasser de toutes ses illusions quant à une révolution européenne imminente, compte tenu de la fermentation continue en Europe centrale. C'est ainsi que le troisième congrès mondial (juin 1921) s'occupa presque uniquement des questions européennes. Même lorsque l'IC commença à considérer le Tiers Monde comme une arène prometteuse pour la Révolution — évolution marquée par la session de l'exécutif (février-mars 1922), le 4<sup>e</sup> congrès (novembre-décembre 1922) et le 5<sup>e</sup> congrès (juillet 1924) — elle était loin d'y déployer un effort considérable : les tactiques étaient encore sujettes à polémiques, et l'appareil maigre. De toute façon, son intérêt se portait sur l'Inde et le Sud-Est asiatique (et à un degré moindre, sur le Moyen-Orient). C'est à peine si le Maghreb figurait dans les préoccupations des stratèges du Komintern. De plus, en vertu d'une décision de l'exécutif datant du 4 mars 1922 — qui établissait un modèle d'organisation et d'activité que l'on appliquerait pendant plus de trois décennies — c'est le PCF que l'on chargea de mener la propagande dans l'Empire français et d'« établir des contacts avec les masses coloniales opprimées »<sup>31</sup>. Bien que le Komintern se fût réservé le contrôle ultime, il ne devait l'exercer que fort rarement.

Le PCF, dans la tradition de la SFIO d'avant-guerre, était virtuellement indifférent aux questions coloniales, en dépit de l'hommage de pure forme rendu par *L'Humanité* à la « libération des colonies ». Ainsi que devait le signaler, en 1922, le futur Hô Chi Minh (qui s'appelait alors Nguyễn Ai Quốc), le parti n'était pas encore passé de l'état d'expression purement sentimentale à celui d'un programme de travail bien défini, sans parler d'une politique effective et pratique. Ce n'est que grâce à l'initiative venant d'en

30. Ou : *mentalité des possesseurs d'esclaves*. Le terme est de Trotsky (*Bulletin communiste*, 4, 1923), p. 34, et cf. *infra.*, n. 48 et *supra.*, p. 19.

31. J. DEGRAS, *The Communist International*, vol. I, Oxford, Oxford University Press, 1956, p. 325-327. Les PC anglais et italien furent chargés de l'activité dans leurs Empires respectifs.



bas, de plusieurs membres du PCF ayant résidé dans l'Empire et de quelques ressortissants indigènes des colonies séjournant en France, qu'un Comité d'études coloniales (CEC) fut fondé en août. Encore celui-ci n'aurait-il pas vu le jour sans l'appui donné au groupe par Vaillant-Couturier, seul dirigeant communiste français qui s'intéressât aux colonies. Le titre même de CEC indique l'acceptation des vues prudentes de C.-A. Julien (l'un des cofondateurs), à savoir que la question coloniale était tellement complexe que la condition sine qua non — de l'élaboration d'un programme d'action région par région. Le bilan d'activité du CEC se montra pourtant négatif. Seul résultat tangible : la rubrique coloniale hebdomadaire à *L'Humanité*, chargée de susciter l'intérêt et de favoriser études et débats ; elle devait disparaître au bout d'une dizaine de mois (mai 1922 - mars 1923). De son propre aveu, le CEC ne réussit même pas à attirer l'attention de la direction du parti sur la question coloniale, ni à tout le moins de persuader l'un des organes suprêmes de consacrer une discussion approfondie à la stratégie et à la tactique à suivre dans ce domaine<sup>32</sup>.

Partant, les fédérations algériennes jouissaient en matière musulmane d'une large autonomie, renforcée encore par le fait que les délégués à la propagande nommés pour l'Afrique du Nord étaient musulmans : C.-A. Julien (1921-1922), puis E. Mazoyer<sup>33</sup>. Elles n'avaient rien à craindre de visiteurs français occasionnels, car même un homme aussi averti que Vaillant-Couturier, en tournée en Algérie (1922), fut converti à plusieurs thèses chères aux communistes locaux<sup>34</sup>. On pourrait ainsi renvoyer dos à dos les déclarations incendiaires parues de temps à autre dans *L'Humanité* et les allusions critiques que l'on y faisait aux positions des fédérations coloniales, les qualifiant de « tactiques aveugles élaborées au sein de clubs parisiens »<sup>35</sup>. *De facto*, sinon *de jure*, la 16<sup>e</sup> condition était donc valable pour l'Algérie. Pareillement, l'orientation euro-péocentrique de fait du PCF — et, dans une certaine mesure, du Komintern également — rendait crédible l'hypothèse selon laquelle la thèse Serrati restait dans les limites de l'orthodoxie. Il parut même concevable qu'elle l'emportât. L'état fluctuant de la politique coloniale, tant au niveau de l'IC qu'à celui du PCF, donnait à penser, enfin, que la 8<sup>e</sup> condition serait un jour abrogée.

32. *L'Humanité*, 25 mai 1922 ; 28 mai 1921, 7 juillet 1921 ; *La Lutte sociale*, 27 avril 1923 ; Parti communiste français, 3<sup>e</sup> congrès national, *Compte rendu sténographique*, p. 66 ; *Bulletin communiste*, 1924, p. 597-598, 615.

33. AGERON, art. cité, p. 11, 24 ; *La Lutte sociale*, 5 janvier 1921, 20 avril 1924.

34. AGERON, art. cité, p. 26-27.

35. L. LAURENS, secrétaire fédéral de Constantine, dans *La Lutte sociale*, 17 septembre 1921.

## L'affaire de Sidi-Bel-Abbès Une tempête dans un verre d'eau ?

Le tableau paisible que nous venons de brosser des cinq premières années du communisme algérien fut troublé par un épisode qui, par un concours de circonstances, devint une *affaire* de quelque notoriété — l'affaire de Sidi-Bel-Abbès. Force est donc de l'examiner de très près et de la replacer dans le contexte approprié.

Le coup d'envoi de l'affaire fut l'*Appel pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie*, promulgué par l'exécutif de l'IC, le 20 mai 1920. On y lit, entre autres :

« La civilisation française en Afrique du Nord s'exprime par une charge insupportable d'impôts, la misère indicible des prolétaires, paysans et ouvriers... Les coups portés aux communistes renforcent le prestige du communisme... et font apparaître en pleine lumière aux masses indigènes le PC comme l'unique champion de leurs droits. Le prolétariat français assurera la victoire de la révolution coloniale et frappera en même temps l'impérialisme français dans ses œuvres les plus vives... La lutte pour la libération de l'Algérie ne cessera qu'après le triomphe des esclaves<sup>36</sup> ! »

De toute évidence, le manifeste était le produit de la session de l'exécutif en février-mars 1922, où il avait été résolu de mettre l'accent sur l'importance du travail dans les colonies. Ce fut un pas en avant, mais pas plus. Tout ce que fit l'exécutif dans cette phase préliminaire de sa conversion à la stratégie de révolution coloniale fut de lancer des appels à l'intention de diverses régions. Indice incontestable que l'on avait commencé à s'apercevoir des différences existant entre colonies et cessé de les traiter en bloc. Il n'en s'agissait pas moins d'un acte purement symbolique, une sorte de déclaration d'intention et qui ne fut publiée que dans *La Correspondance internationale*, hebdomadaire de l'IC. On ne l'imprima même pas sous forme de tract destiné aux « populations coloniales opprimées ». De plus, l'*Appel* ne proposait aucune directive pour mener la « lutte » proclamée, les laissant à la discrétion du parti directement en charge (c'est-à-dire le PCF). Il va sans dire qu'il n'existait aucun contrôle pour en vérifier l'application.

*La Correspondance internationale* arriva cependant en Algérie, et c'est ainsi que, trois semaines après la publication, des ondes de

36. *La Correspondance internationale*, 2, 1922, p. 340-341.

choc se propagèrent au sein des trois fédérations algériennes du PCF. Plusieurs sections, de leur propre chef, tinrent des assemblées pour en discuter ; plus tard eurent lieu les congrès des trois fédérations, culminant au congrès interfédéral (24 septembre), tenu sous l'égide de leur organe de coordination, le secrétariat interfédéral<sup>37</sup>.

Nous sommes en possession du texte intégral d'une seule résolution de section, celle de Sidi-Bel-Abbès, section la plus forte de la fédération de l'Oranie. La population ouvrière de Sidi-Bel-Abbès, baptisée — non sans raison — « la Mecque rouge » assurait au Parti communiste une cote électorale sans égale en Algérie, plus d'un tiers des votants<sup>38</sup>. Le cœur de la résolution<sup>39</sup> consiste en une reproduction *verbatim* d'une autre résolution adoptée un an plus tôt en réponse à l'enquête d'opinion dont nous venons de parler. Cela revenait à une réaffirmation des positions et des hypothèses entretenues au temps du congrès de Tours. Pour mettre les points sur les *i*, on fit précéder cette partie d'une introduction très vaste commentant les thèses de 1921 et répliquant à l'Appel. Les trois hypothèses principales y sont naturellement réitérées :

« 1. Il ne peut y avoir une thèse unique en matière coloniale... La question coloniale est caractérisée par son manque absolu et nécessaire d'unité... Les fédérations communistes indigènes, c'est-à-dire coloniales, sont seules qualifiées pour arrêter une tactique d'action locale.

2. La libération du prolétariat indigène de l'Afrique du Nord ne sera le fruit que de la révolution métropolitaine... Un soulèvement victorieux des masses musulmanes d'Algérie qui ne serait pas postérieur à un même soulèvement victorieux des masses prolétaires de la métropole, amènerait fatalement en Algérie un retour vers un régime voisin de la féodalité.

3. Le meilleur moyen " d'aider tout mouvement libérateur " dans notre colonie n'est pas " d'abandonner " cette colonie, comme il est dit dans la 8<sup>e</sup> condition de l'adhésion à la Troisième Internationale, mais au contraire d'y rester, à charge pour le Parti communiste... d'y multiplier la propagande d'adhésion au syndicalisme, au communisme et au coopératisme. »

Il n'est point malaisé de discerner ici ce mélange curieux, si typique du communisme algérien : d'un côté, répétition de préjugés et de lieux communs de la communauté pied-noir, par exemple : « Dans le cas d'une souveraineté arabe prématurée... l'escla-

37. Le manifeste fut adopté le 20 mai et publié le 6 juin dans *La Correspondance internationale*. La première réaction algérienne (celle de Sidi-Bel-Abbès) vint le 27 juin.

38. Cf. *L'Echo d'Oran*, 16 novembre 1919, 15 décembre 1919, 9 octobre 1922.

39. Version originale dans S. BAHNE (éd.), *Archives de Jules Humbert-Droz*, vol. I, Dordrecht, D. Reidel, 1970, p. 256-261.

vage serait amplifié, parce que le fait de posséder des esclaves... est une tradition musulmane en Algérie » ; de l'autre, emploi de la dialectique marxiste et affirmation de la foi au credo communiste :

« Le soulèvement de la masse musulmane algérienne... serait à l'heure actuelle une folie dangereuse dont les fédérations algériennes du PC, qui ont avant tout le sens marxiste des situations, ne veulent pas se rendre complices devant le jugement de l'histoire communiste... Tout mouvement révolutionnaire doit marquer une étape en avant dans le développement historique de l'humanité vers le progrès et non une réaction vers un stade... déjà condamné par l'histoire ».

On s'aperçoit plus nettement encore de la véhémence de la réaction dans la sommation péremptoire « que le dit Appel ne soit pas publié en Algérie », n'ayant pas été soumis d'avance à l'approbation des fédérations locales.

Les extraits des autres résolutions qui nous sont parvenues paraissent avoir été rédigés dans la même veine<sup>40</sup>. Chose plus significative encore : le congrès interfédéral adopta à l'unanimité un projet de résolution déposé par la fédération de l'Oranie et rédigé, sans conteste possible, par Maurice Guillon, secrétaire de la section de Sidi-Bel-Abbès. Il semble qu'entre-temps les esprits se soient apaisés dans cette ville ; d'autres sections (comme celle, relativement modérée, d'Alger) exercèrent peut-être une pression pour mettre une sourdine à la résolution interfédérale. Cela donna un texte<sup>41</sup> qui, pour autant qu'il émoûsât quelques angles de la motion de Sidi-Bel-Abbès, n'en maintenait pas moins l'essentiel.

Les trois premiers paragraphes de la résolution interfédérale, traitant du « manque absolu et nécessaire d'unité » de la question coloniale, étaient empruntés, presque mot pour mot<sup>42</sup>, à la résolution de Sidi-Bel-Abbès. Le triptyque d'hypothèses y est nettement formulé, quoique sur un ton moins sec : la 8<sup>e</sup> condition « a le tort d'être trop générale..., [de ne pas] tenir compte des conditions particulières [des colonies] et des moyens d'action du parti dans chacune d'elles » ; en Algérie, on ne saurait s'attendre à une insurrection ayant pour but « l'expulsion des impérialistes nationaux », puisque la bourgeoisie musulmane, support du « nationa-

40. Résolution de la section d'Alger citée dans *La Lutte sociale*, 15 septembre 1922 ; la position de Bône, section la plus importante dans le Constantinois, est connue à travers les extraits d'une brochure qu'elle publia à ce propos (citée dans *Journal officiel. Assemblée nationale*, 4 juillet 1924, p. 2304-2305 ; *L'Evolution Nord-Africaine*, 6 novembre 1925).

41. *Bulletin communiste*, 3, 1922, p. 939-940.

42. Seule une phrase, jugée trop provocatrice peut-être, fut supprimée : « Si une souveraineté égyptienne est nécessaire, une souveraineté d'anthropophages n'est pas désirable ; si un Gandhi peut devenir un chef d'Etat, un Batouala ne le peut pas. »



lisme héréditaire profondément enraciné », est composée « d'esprits imprécis, sans énergie, constamment ballottés entre leur impulsion nationaliste et la crainte des représailles de l'administration ».

Le paragraphe traitant des mécanismes de décision ne fit que ressusciter la formule avancée par *La Lutte sociale* un an auparavant <sup>43</sup> : le comité directeur du PCF (mais non l'IC !) devrait être le dépositaire de l'autorité ultime, les Algériens cumulant les fonctions de conseillers supérieurs et d'agents d'opération et de renseignements sur place :

« Aussi avons-nous le devoir impérieux de faire la critique de la politique suivie, d'en signaler les erreurs et les lacunes, étant bien placés pour cela. Il nous appartient aussi de fournir au parti les indications qui lui manquent sur la situation particulière de notre région et de lui suggérer les méthodes à employer afin d'éviter des tâtonnements et des fautes qui risquent d'avoir de graves conséquences. »

Désireux d'éviter un affrontement direct et de circonscrire l'affaire à la sphère du PCF, les auteurs de la résolution interfédérale n'y inclurent aucune mention de l'Appel. De même prit-on soin de supprimer la demande hautaine de Sidi-Bel-Abbès afin que « la tactique d'action coloniale du PC soit établie en commun accord avec les fédérations socialistes ».

Ainsi que l'on devait le faire ressortir au temps de la purge de 1926, la résolution interfédérale marquait « un retour à l'esprit de Sidi-Bel-Abbès » <sup>44</sup>. Sans doute reflétait-elle fidèlement le consensus des communistes algériens jusque dans les menus détails des stéréotypes de l'indigène : son « ignorance systématiquement entretenue par les chefs indigènes, administratifs et religieux » ; son « fanatisme et fatalisme religieux », etc. L'élection de Guillon par le congrès, au poste de secrétaire fédéral, consacra Sidi-Bel-Abbès comme porte-parole attitré des communistes pieds-noirs.

Il n'est pas étonnant que des prises de position publiques aussi nettes aient provoqué une réaction. Encore faut-il en bien cerner les contours : d'où vint-elle et sous quelle forme ? De fait, les critiques provinrent uniquement des milieux du Komintern et ne prirent pour cible que la résolution de Sidi-Bel-Abbès. L'affaire revêtait ainsi l'allure d'un combat contre les déviations d'un petit groupe, laissant le communisme algérien s'en tirer indemne. La résolution interfédérale restait pratiquement méconnue au Komintern. Le PCF la publia — sans commentaire ! — dans le *Bulletin communiste* ; la seule critique qu'elle reçut était due à la plume

43. *La Lutte sociale*, 17 septembre 1922.

44. *Ibid.*, 26 février 1926.



d'un militant tunisien<sup>45</sup>. Quant au comité directeur, il semblait tout ignorer de l'affaire ou y être indifférent.

La suite des événements mériterait une description détaillée, qui illustrerait la triste condition où se trouvaient l'appareil colonial du PCF et celui de l'IC. L'affaire de Sidi-Bel-Abbès n'aurait pas vu le jour si ce n'était pour la décision prise à l'assemblée de section (fin juin) de porter ses vues à l'attention des autorités communistes hors de la colonie. On expédia le texte de la résolution à C.-A. Julien (qui venait d'être affecté à un lycée de Montpellier), dans l'espoir, probablement, que cet ancien dirigeant de la fédération oranaise plaiderait cette cause auprès des instances métropolitaines. Julien se contenta de transmettre la lettre à Frossard, secrétaire général du PCF, sans prendre la peine pour autant de l'éclairer sur les origines de l'affaire. Dans l'indifférence la plus complète, Frossard, à son tour, passa la lettre à « l'œil de Moscou à Paris », J. Humbert-Droz. Ce délégué permanent du Komintern en France, doté pourtant de « pleins pouvoirs d'intervenir dans la vie du PCF », fit peu de cas de l'affaire et, qui plus est, il considéra que les questions coloniales étaient du ressort des experts coloniaux du Komintern. Il expédia la lettre algérienne au Praesidium de l'Internationale, recommandant « que le secrétariat de l'IC pour les colonies se tienne en rapport avec ces fédérations pour leur faire comprendre la tactique coloniale de l'IC et pour tenir compte autant que possible de la situation et des conditions de leur lutte »<sup>46</sup>. Sa missive arriva à Moscou à la veille du 4<sup>e</sup> congrès mondial qui devait, d'une part, consacrer le travail colonial comme entreprise majeure de l'IC, et, d'autre part, prendre le PCF à parti pour ses nombreuses faiblesses. Safarov et Trotsky, respectivement spécialistes de l'IC pour les questions coloniales et les questions françaises, jugèrent le document de Sidi-Bel-Abbès comme une arme didactique utile pour faire aboutir leurs thèses sur chacun de ces deux chapitres. Safarov, soutenu par le délégué tunisien, l'utilisa pour démontrer que « sous le drapeau du communisme se cachent [dans les PC d'Occident, en matière coloniale] des idées chauvines, étrangères et hostiles à l'internationalisme prolétarien ». Trotsky cita cet exemple dans le cadre de sa diatribe contre le PCF, alors en proie à une sérieuse crise interne ; pour lui, il s'agissait avant tout d'une tentative — si caractéristique d'un parti encore pénétré de tendances socialistes — de disputer à l'IC

45. R. LOUZON dans *Bulletin communiste*, 3, 1923, p. 15 et suiv.

46. *Archives de Jules Humbert-Droz*, vol. I, p. 256, 319. La signature sur le premier document est illisible, mais le fait qu'il fut expédié de Montpellier (à Frossard, Paris) paraît désigner Julien comme l'auteur. Celui-ci, en effet, maintenait ses contacts avec les fédérations algériennes et devait présenter sa candidature aux élections départementales à la fin de 1922 (*L'Echo d'Oran*, 9 octobre 1922).

le droit d'intervenir dans les affaires internes de ses sections nationales<sup>47</sup>. Il n'était pas question pour autant d'une mise en accusation du communisme algérien dans son ensemble, encore que Sidi-Bel-Abbès ait expressément demandé à en être le porte-parole. D'ailleurs, les « experts » coloniaux de l'IC, mieux renseignés et plus attentifs aux affaires maghrébines, auraient facilement découvert — en feuilletant *La Lutte sociale*, par exemple — que le phénomène était très répandu et bien ancré. Mais, à supposer même qu'ils se soient intéressés aux communistes de l'Algérie (ou de Sidi-Bel-Abbès) *per se*, il est fort douteux que cela eût eu des conséquences pratiques. Pour la direction de l'IC, la crise que connaissait la direction du PCF était infiniment plus vitale que les lointaines affaires coloniales ; et, même dans cette sphère, l'accent était mis plutôt sur l'élaboration d'une stratégie globale (voir les débats Roy-Lénine), et pour autant que des problèmes régionaux tangibles aient préoccupé les spécialistes du Komintern, ceux de l'Afrique du Nord ne furent pas du nombre.

Par conséquent, les résolutions du 4<sup>e</sup> congrès sur « la question française » et sur la « question d'Orient »<sup>48</sup> se référèrent uniquement à Sidi-Bel-Abbès — et d'ailleurs d'une manière indirecte pour la seconde résolution — et non au communisme algérien. On condamna catégoriquement l'attitude de la section et on tira des arguments concernant : 1<sup>o</sup> le devoir du PCF de mettre un terme à son indolence à l'égard de « la lutte contre l'esclavage colonial... et de l'activité révolutionnaire dans les colonies » ; 2<sup>o</sup> la nécessité de « combattre opiniâtrement et sans merci les tendances colonisatrices pseudo-socialistes de certaines catégories d'ouvriers européens bien payés dans les colonies ».

Sur ce dernier point, le Komintern fait allusion pour la première fois à la vraie question, celle du communisme algérien. Il en laissa pourtant l'entière application au PCF, en accord avec la division du travail instaurée le 4 mars, et qui plus est, ne tenta jamais de vérifier si elle était effectivement exécutée. Indice très révélateur : lorsque Manuïlsky fera mention de l'affaire de Sidi-Bel-Abbès au 5<sup>e</sup> congrès mondial (juillet 1924), la citant en exemple des « survivances social-impérialistes » dans les partis occidentaux, il s'inquiétera pour la première fois de savoir si les dirigeants de la section ont été expulsés.

47. H. CARRÈRE D'ENCAUSSE et S.-R. SCHRAM, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin, 1967, p. 263-264 ; *The fourth congress of the CI*, Londres, s.d., p. 213-214. *Bulletin communiste*, 4, 1923, p. 33-34.

48. J. DEGRAS, *op. cit.*, vol. I, p. 392-393, 405. Que la « Résolution sur la question française » soit due à la plume de Trotsky paraît évident ; à noter, par exemple, l'emploi du terme *esclavagiste* dans le paragraphe sur Sidi-Bel-Abbès (*Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'IC*, Paris, 1934, p. 198).

Le PCF, lui, avait certainement des préoccupations plus urgentes, plongé comme il l'était dans la crise qui se préparait avec le groupe Frossard (puis avec celui de Souvarine). La demande pourtant si élémentaire de l'IC, la transformation du CEC d'organe consultatif en exécutif, n'eut pas de suite ; et ni le 3<sup>e</sup> congrès du parti (1922) ni le conseil national (1924) ne furent moins inattentifs à la question coloniale que les conférences précédentes. Manuïlsky sera obligé de répéter, en 1924, la plupart des accusations portées par Safarov en 1922 au chapitre du travail du PCF dans les colonies <sup>49</sup>.

Au premier abord, la condamnation de Sidi-Bel-Abbès, à elle seule, paraît avoir donné le coup d'envoi au processus vaguement envisagé par le congrès mondial. Fin décembre, Guillon donna sa démission du parti, « la mort dans l'âme », ainsi qu'il le dit dans sa lettre <sup>50</sup>. Son acte fut suivi de démissions massives, en Oranie notamment (une partie en serait due, peut-être, à la défection du groupe Frossard en janvier 1923). Une crise majeure aurait éclaté sans l'intervention de la fédération d'Alger. Sur son initiative, un congrès fédéral fut convoqué en toute urgence à la mi-janvier pour discuter de l'« application de la résolution du 4<sup>e</sup> congrès », où fut adopté un projet de programme d'action en matière indigène <sup>51</sup>. Le *Programme* fut aussitôt expédié au *Bulletin communiste*, afin de dissiper les impressions créées par la publication, un mois auparavant, de la résolution interfédérale. Le *Programme* représentait, à première vue, un effort pour se conformer aux exigences de l'IC en opérant une volte-face : un dirigeant algérois, Mouillard, nommé secrétaire par intérim de l'interfédération, déclara effectivement que le *Programme* revenait à répudier les thèses adoptées le 24 septembre 1922. A vrai dire, il n'en était rien : le but véritable de Mouillard et de ses amis était de faire d'une pierre deux coups : éviter l'éventualité de conflits avec l'IC, par des concessions de pure forme, tout en gardant intact l'essentiel de la position algérienne. Le *Programme d'Alger* contourna la difficulté en s'abstenant de discuter et la 8<sup>e</sup> condition et la thèse Serrati. Il expédia tout l'épineux problème stratégique en un paragraphe assez sommaire. Le Parti communiste « possède la clé » qui rend intelligible le phénomène impérialiste, à savoir que « les souffrances des colonies viennent des appétits du capitalisme et qu'elles ne disparaîtront qu'avec le régime capitaliste lui-même et l'instauration universelle de la production soviétique ». Cet objectif ultime — rédigé en des termes si vagues que personne n'y trouva à redire — fut pourtant

49. H. CARRÈRE D'ENCAUSSE et S. SCHRAM, *op. cit.*, p. 193.

50. Lettre à Frossard (en date du 22 décembre 1922) reproduite dans *Le Travailleur*, 11 février 1923.

51. *Bulletin communiste*, 3, 1923, p. 47-48, 61.

qualifié de « purement théorique ». « Si le PC veut avoir une action réelle sur les masses, il doit formuler des mots d'ordre susceptibles d'être immédiatement compris par elles ». La stratégie, origine de la querelle, devait donc être mise au rancart, et la tactique avoir priorité. « Il y a nécessité à ce que le PC des colonies, sans cesser de proclamer jamais son but réel, formule au fur et à mesure de l'action des mots d'ordre divers toujours adaptés aux possibilités immédiates ». On prend la mesure de l'importance des questions tactiques par la place qu'elles occupent au *Programme* : quatre cinquièmes du texte leur sont consacrés. Dans l'ensemble, ces slogans sont calqués sur ceux de la SFIO d'avant-guerre : mettre un terme à l'expropriation des terres, abroger les lois d'exception, égalité devant le service militaire, diffusion de l'instruction (en français, non en arabe). C'était signifier, premièrement, que l'Algérie n'était pas mûre pour la révolution dans un avenir prévisible (c'est-à-dire seulement après la révolution en France) ; deuxièmement, que les fédérations algériennes entendaient rester seules juges des changements de la situation et de l'action qu'ils exigeraient. Sur ce dernier point, le *Programme* était un peu plus net : « Dans chaque colonie, les membres locaux de l'IC définissent la tactique qu'ils doivent observer pour la libération de ces masses opprimées ».

Les trois hypothèses principales, établies à la veille du congrès de Tours, furent ainsi réintroduites à la dérobée. La direction algérienne reconnaissait maintenant avoir mal jaugé les attitudes du Komintern (au moins sur les deux premiers points), mais uniquement au niveau de la théorie et non au niveau de la pratique. Il leur semblait que l'action coloniale était un volet mineur de la stratégie de l'Internationale que celle-ci ne tenait pas trop à voir se réaliser, et, de toute façon, pas en Algérie. A condition de se garder de provoquer le Komintern sur cette question — comme Sidi-Bel-Abbès avait eu la maladresse de le faire — ils pourraient rester à la fois pied-noirs et communistes.

En effet, le Komintern ne réagit ni à la publication de la résolution interfédérale ni à celle du *Programme d'Alger*, soit par manque de renseignements, soit par indifférence. Nul danger n'était à craindre du côté du PCF non plus, étant donné le peu d'intérêt qu'il portait aux colonies. Les Français parurent même approuver l'interprétation algérienne de la 16<sup>e</sup> condition, lorsque le *Bulletin communiste* intitula le *Programme d'Alger* comme suit : « Le communisme et la question coloniale — le point de vue algérien » (ne prenant pas la peine, bien sûr, d'en discuter).

Si les fédérations de Constantine et d'Oran ne tinrent pas de congrès, elles semblent avoir accepté le *Programme* de la fédération



algéroise (qui, remarquons-le, comprenait au moins la moitié des effectifs du PC en Algérie)<sup>52</sup>.

On s'aperçoit combien mince était le changement intervenu dans la position algérienne à lire cet article de Victor Spielmann, publié dans *La Lutte sociale*, le jour même où le *Programme* fut élaboré :

« Française ou arabe, que sera l'Algérie en 1950 ? Etant donné la situation révolutionnaire dans l'Europe actuelle, il est fort possible que l'Europe sera, en 1940, et non en 1950, un Etat bolchevique fédéré. Etant donné que l'Algérie actuelle est composée d'éléments hétéroclites : Kabyles, Français, étrangers, nègres et négriers, incapables de se régir eux-mêmes faute d'accord, il y a des chances que l'Algérie de 1950 soit une colonie européenne, américaine, bolchevique ou turque<sup>53</sup> ».

La thèse Serrati d'une part, la thèse colonialiste sur « l'incapacité congénitale à l'indépendance » de l'Algérie, de l'autre : tout y est. Le fait même que Spielmann, indigénophile de la vieille école, qui avait adhéré au PCF à sa fondation, lui servit toujours de mentor en matière musulmane, en dit long sur la continuité de sa politique après l'affaire. Les articles de l'organe du parti combattaient contre les injustices (par exemple les séquestres) et préconisaient une politique de réformes par étapes (notamment, la représentation musulmane partielle au parlement). Son hebdomadaire indépendant, *Le Trait d'union*, fondé afin de gagner une audience plus large à ses idées, fut non seulement toléré par le parti, mais hautement recommandé à ses militants. Chose très révélatrice : ce même journal fut également porté aux nues par la SFIO locale et comptait nombre d'assimilationnistes musulmans (dont le jeune Ferhat Abbas) parmi ses collaborateurs réguliers. *La Lutte sociale* publia même le manifeste du Cercle franco-indigène, association lancée par Spielmann pour favoriser le rapprochement technique entre « Français » et « indigènes », « dans le cadre de notre Afrique du Nord française » (c'est nous qui soulignons)<sup>54</sup>.

52. 450 adhérents à la fédération d'Alger (PCF, 2<sup>e</sup> congrès national. *Rapport du secrétariat national*) sur des effectifs globaux de 900.

53. *La Lutte sociale*, 26 décembre 1922.

54. Ce fut Spielmann qui rédigea la réponse d'Alger à l'enquête de 1921, collaborant en outre à *La Lutte sociale* et à la rubrique coloniale de *L'Humanité*, en 1922-1923. Sur sa carrière, voir AGERON, *Les musulmans algériens et la France*, Paris, Presses universitaires de France, 1968, p. 671, 1036 (n. 1), 1085, 1154. Sur *Le Trait d'union*, cf. *La Lutte sociale*, 8 juin 1923, *Le Travailleur*, 10 juin 1923. Abbas y contribuait en 1924, sous le pseudonyme de Kemal Abenseradj. Les meilleurs exposés des vues de Spielmann se trouvent dans *Le Trait d'union*, 5 juin 1923, et dans ses brochures, *La colonisation algérienne et la question indigène*, I, II, III, Alger, 1922, 1923.

Tout en préservant la tactique ancienne, le *Programme d'Alger* incorporait deux éléments sur lesquels le Komintern avait insisté. Tous deux n'étaient cependant ni particulièrement désagréables aux pieds-noirs, ni porteurs de conséquences pratiques quelconques.

On promettait d'« augmenter notre recrutement en indigènes » et d'esquisser quelques méthodes d'action en ce sens. Rien d'original dans tout cela, car la SFIO algérienne d'avant 1920, pas plus que les sections communistes, n'avait jamais été opposée en principe à cet objectif. Un dirigeant communiste aussi peu « aventuriste » que Giovacchini (de Bône) affirma : « Nous avons intérêt à associer les indigènes à nos luttes, à nos campagnes de propagande ». La lettre de Sidi-Bel-Abbès, elle-même, ne se réfère qu'aux obstacles concrets qui entravaient les progrès du parti dans le secteur musulman<sup>55</sup>. En tous cas, la direction Mouillard ne devait jamais tenir cette promesse. Aucune des méthodes nouvelles suggérées (telle que la publication d'articles en arabe dans *La Lutte sociale*, la présentation de candidats musulmans aux élections) ne connaîtra même un semblant d'exécution. L'effort dirigé vers les Arabo-Berbères demeurera minime, et infime le nombre des nouvelles adhésions<sup>56</sup>. Cet échec s'expliquerait en partie par la résistance (tant larvée qu'ouverte) qu'opposèrent certains militants de la base, ou du moins par l'accueil peu chaleureux réservé aux recrues musulmanes. Au sein même de la CGTU, l'un des arguments fréquemment entendu fut : « Le syndicalisme est bon mais pas pour les Arabes »<sup>57</sup>.

Autre déclaration d'intention : soutenir résolument « les aspirations démocratiques » de la « minorité cultivée des indigènes » et « entrer en rapport » avec elle. Celle-ci non plus n'était pas une innovation, encore qu'elle ne devait pas manquer de plaire au Komintern, avec les mouvements nationalistes progressistes (la thèse de Lénine l'emportant sur celle, plus méfiante, de Roy). De fait, en ce qui concernait Alger, les communistes ne s'attendaient pas, au 4<sup>e</sup> congrès, à se voir donner le feu vert. La section d'Alger avait déjà favorisé de telles alliances au moment de l'enquête de 1921. Le congrès fédéral de l'Algérois (septembre 1922) établit une distinction très nette entre « le nationalisme quand il est progres-

55. *La Lutte sociale*, 11 janvier 1924 (et 7 janvier 1912, 4 août 1912) ; AGERON, art. cité, p. 20 ; brochure de GIOVACCHINI citée dans *Journal officiel. Assemblée nationale*, 1922, p. 2304 et dans *L'Evolution Nord-Africaine*, 1<sup>er</sup> juillet 1928.

56. Direction des affaires indigènes, rapports datés de 25 novembre 1921, 1<sup>er</sup> juin 1922, AOM. D'après un document du parti saisi lors de perquisitions en 1925, *La Lutte sociale* n'avait que 89 abonnés musulmans (rapport de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> octobre 1925). Le même rapport évalua le chiffre des adhérents indigènes dans l'Algérois à 80.

57. A. CRÉMIEUX, *ABC du syndicalisme*, Alger, 1924, p. 27-28.



siste (par conséquent révolutionnaire), et quand il est conservateur et, par suite, régressif »<sup>58</sup>.

C'est le mouvement Jeune-Algérien de l'émir Khaled qui incarnait à leurs yeux la première catégorie. Khaled revendiqua la formule d'association et s'efforça d'élargir la part prise par les indigènes dans la gestion des affaires de la colonie ainsi que leur représentation parlementaire, de supprimer enfin les organes de gouvernement algériens et de les remplacer par un attachement direct à la France (mais sans renoncer au statut coranique)<sup>59</sup>. Cette forme embryonnaire de nationalisme n'avait rien pour déplaire aux communistes — témoins les remarques pleines de sympathie du *Programme d'Alger* à propos de ces « espoirs d'émancipation » — puisque le mouvement Khaled se contentait d'opérer dans le cadre de la souveraineté française. Il est vrai que les sections oranaises et constantinoises (et certaines même dans l'Algérois) avaient plutôt tendance à ne voir en Khaled que l'un des *chefs indigènes*, espèce tellement haïe des pieds-noirs<sup>60</sup>. Au cours des débats qui précédèrent le congrès de Tours, de même que dans l'enquête de 1921, l'influence de la campagne de la presse colon contre l'émir se fit nettement sentir. Sa doctrine y était décrite comme une variation du dangereux « nationalisme indigène » remontant à Abdel-Kader et lui-même comme l'incarnation du spectre de la domination arabo-berbère sur les Européens. Il est naturel que l'attitude à son égard ait commencé à changer. Le mouvement Khaled fut un phénomène essentiellement algérois, et le Parti communiste de cette ville, bien placé pour l'examiner de près, en vint à distinguer entre l'élite moderne soutenant Khaled et les « vieux turbans », élites traditionnelles (religieuse, féodale ou bourgeoise). On s'aperçut que le programme Khaled était voué à la réforme constitutionnelle (dans le style du Néo-Destour), et on ne prit plus pour hypocrites ses protestations de loyauté à la France. De plus, les communistes se trouvèrent, sur mainte question, sur les mêmes positions que les Jeunes-Algériens : diffusion de l'instruction, abrogation du code de l'indigénat, par exemple. Des contacts finirent par être noués entre les deux mouvements, peut-être par l'entremise de militants ayant un pied dans l'autre camp, tels Spielmann et Touili Ben Amar<sup>61</sup>, et une collaboration indirecte de s'ensuivre. Au cours de la campagne des élections législatives par-

58. C.-R. AGERON, art. cité, p. 16, 17. *La Lutte sociale*, 15 septembre 1922.

59. Cf. C.-R. AGERON, « L'émir Khaled, petit-fils d'Abdel-Kader, fut-il le premier nationaliste algérien ? », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 2, 1966, p. 9-49 ; « Le mouvement Jeune-Algérien de 1900 à 1923 », *Etudes maghrébines - Mélanges C.-A. Julien*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, p. 217-243.

60. Par exemple, *Demain*, 16 octobre 1920.

61. Spielmann collaborait à *L'Ikdam* et le Jeune-Algérien Touili Ben Amar écrivait dans *La Lutte sociale* (par exemple 8 octobre 1921).

tielles à Alger (1921), les Jeunes-Algériens — ainsi que devait le reconnaître plus tard leur journal, *L'Ikdam* — soutinrent le candidat communiste, E. Mazoyer « par nos deniers et notre influence, non parce que communiste, mais en tant que défenseur des indigènes ». En effet, tous les autres candidats demandèrent à grands cris l'abrogation des réformes de 1919 (extension du suffrage musulman), tandis que Mazoyer se fit leur champion. L'article de *L'Ikdam* qui en fit état (en juin 1922) ne cachait point sa « sympathie » envers les communistes — tout en gardant la neutralité quant à leur doctrine — car « ils nous traitent sur un pied d'égalité »<sup>62</sup>.

Prévue dans le *Programme* — et affublée du terme léniniste d'« alliance anti-impérialiste » — l'alliance Parti communiste-Khaled ne devait cependant pas voir le jour. L'idée fut lancée en un moment où les Jeunes-Algériens commençaient à avoir des difficultés ; Khaled lui-même se mettait à douter de ses perspectives politiques face à la propagande colon qui se déchaînait contre lui, et devant les pressions administratives exercées sur l'électorat musulman pour qu'il porte ses voix sur des candidats *beni-oui-oui* ; pour comble de déception, le gouvernement français fit la sourde oreille à ses appels en faveur de réformes immédiates. A la mi-1923, il renonça à toute activité politique et s'exila de son propre gré en Egypte. Ce qui restait encore de son mouvement allait vite s'écrouler<sup>63</sup>. Le Parti communiste eut beau réclamer à cor et à cri « le retour de Khaled » — prétendant que c'était l'administration qui l'avait exilé — il ne réussit pas pour autant à en tirer profit parmi la communauté musulmane.

Cet épisode ne manque cependant pas d'intérêt, puisqu'il fait la lumière sur la naissance du mythe colon qui faisait de Khaled un crypto-communiste ; il explique également pourquoi Khaled devait accepter plus tard de collaborer publiquement avec le Parti communiste : en 1924, il donnera à Paris des conférences sous l'égide du parti, et, en 1925, figurera en tête de la liste communisante aux élections d'Alger<sup>64</sup>.

Résultats somme toute négligeables, d'autant plus que l'épisode ne marqua pas la pensée des communistes algériens : comme au-

62. *L'Ikdam*, 23 juin 1922 (article de T. Ben Amar). Cf. *Ibid.*, 16 juin 1922 (article en arabe).

63. C.-R. AGERON, « L'émir Khaled... », art. cité, p. 36-41. Pour une autre interprétation, présentant son départ comme une expulsion par le gouvernement général, voir M. KADDACHE, « Al-Amir Khalid wa-nashatuhu alsiiy asi bayna 1919 wa 1925 », *Revue d'histoire et de civilisation musulmane*, 4, 1968, R. SA'DALLAH, *Al-Haraka al-wataniyya al-jazā'iriyya*, Beyrouth, 1969, p. 415.

64. *La Lutte sociale*, 3 mai 1924, 15 mars 1925 ; AGERON, art. cité ; KADDACHE, *La vie politique à Alger*, p. 78 et suiv. Rapport de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> avril 1925, AOM. Il adhéra également à l'Union intercoloniale, organisation communisante de ressortissants coloniaux habitant en métropole.

paravant, on flétrissait les aspirations « séparatistes » et nationalistes, l'élite musulmane demeurait suspecte, et abhorré le particularisme indigène. Albert Crémieux, délégué à la propagande de la CGTU, fit, à la fin de 1923, cette observation : « En Algérie, si l'on gratte tant soit peu l'anarchiste, le communiste, le syndicaliste, il est extrêmement rare qu'on ne trouve pas dessous l'Européen conquérant »<sup>65</sup>.

Il n'est pas étonnant donc que les fédérations algériennes aient tenu tête assez facilement à la « tempête » de Sidi-Bel-Abbès. Non seulement les démissions cessèrent, mais la tendance fut renversée ; aux élections de 1924, le Parti communiste maintint partout ses positions dans le premier collège (y compris à Sidi-Bel-Abbès)<sup>66</sup>.

Jugée avec le recul qu'impose le temps, l'affaire de Sidi-Bel-Abbès n'était guère plus qu'une tempête dans un verre d'eau.

## La purge

Ce que le Komintern appelait « le communisme esclavagiste » — ce dosage bizarre de léninisme et de racisme — allait être battu en brèche par le choc de la guerre du Rif et le processus d'épuration qu'elle mit en mouvement. Mortellement blessé, il ne disparut néanmoins pas complètement, ce qui donne la vraie mesure de l'enracinement du phénomène.

La campagne du PCF contre la guerre du Rif marqua en effet la rupture avec l'« héritage réformiste de la Deuxième Internationale » en matière coloniale, et engagea le parti dans un activisme anticolonialiste à outrance. Ce jugement reste valable, même si force est de reconnaître la part considérable jouée dans cette campagne par le pacifisme et l'antinationalisme, et d'en signaler les défauts : presque pas d'action au Maroc et au sein de l'armée française, passivité d'une grande partie des milieux ouvriers, etc.<sup>67</sup>. Cette rupture avec le passé — qu'un militant musulman

65. *La Vie ouvrière*, 21 décembre 1923.

66. *L'Echo d'Oran*, 12 mai 1924.

67. Cf. N. LE GHENNEC, « Le PCF et la guerre du Rif », *Le Mouvement social*, 82, 1972, p. 43-47 ; J.R. PERRY, *Soviet policy towards North Africa*, thèse inédite, Columbia University, 1972, p. 219 et suiv.

travaillant en France crut déceler déjà à la fin 1924<sup>68</sup> — n'atteignit son point de non-retour qu'en mai 1924, lorsque la campagne fut lancée sur une grande échelle à la suite de l'entrée en scène de l'armée française pour aider les Espagnols à mater les rebelles marocains. Pour les fédérations algériennes, dont l'hypothèse majeure était que la continuité de la politique de la Deuxième Internationale devait durer toujours, ce fut l'heure de vérité, d'autant plus que la colonie en question était non seulement française, mais limitrophe de l'Algérie. Les mots d'ordre d'« évacuation », « fraternisation », « indépendance du Maroc », eurent un son sinistre pour les oreilles des pieds-noirs ; et, pour qui aurait été lent à en saisir les implications éventuelles, la presse locale et métropolitaine prit soin de les épeler en toutes lettres, sans omettre le point très sensible de la « collusion » Abd el-Krim - Komintern<sup>69</sup>.

Que l'érosion des positions traditionnelles des communistes algériens n'ait été pourtant ni immédiate ni totale s'explique par l'ambiguïté même de la campagne que l'on put considérer dans le principe comme une opération antimilitariste (le « travail anti », forme d'action très populaire dans les fédérations, notamment parmi la « génération du feu », et se traduisant par exemple par le sabotage des démonstrations patriotiques<sup>70</sup>. On pouvait donc, la conscience en repos, coller des affiches ou haranguer les passants contre la guerre au Maroc, ainsi que *La Lutte sociale* se plaisait à décrire la campagne. Ce caractère de la propagande est illustré par le fait qu'aucun effort ne fut virtuellement mené en direction du secteur musulman ou vers les unités de l'armée française stationnées en Algérie ou de passage à destination du Maroc<sup>71</sup>. A la fin de juin, la commission coloniale du PCF (ainsi que le CEC venait d'être rebaptisé) devait conclure dans un document confidentiel : « A Alger, le comité d'action [contre la guerre du Rif] a une fausse compréhension de sa mission »<sup>72</sup>.

La direction algérienne s'était-elle vraiment trompée ou le prétendait-elle afin de tenir tête à une autre « tempête » passagère ? On ne saurait le déterminer. Quoi qu'il en soit, cette tactique ne pouvait pas éviter la crise imminente, déclenchée cette fois par

68. EL-DJAZAÏRI, pseudonyme de Hadj Ali Abdelkader, futur fondateur de *L'Etoile Nord-Africaine*, dans *La Lutte sociale*, 5 décembre 1924.

69. Cf. *L'Echo d'Alger*, *L'Evolution Nord-Africaine* et *La Dépêche algérienne*, *passim*, et même l'organe de la SFIO, *Demain* (15 juin 1925, 4 juillet 1925).

70. Cf. les incidents de mai 1922 à Alger : rapport de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> juin 1922, AOM ; *L'Algérie*, 25 mai 1922.

71. Rapports de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> avril 1925, 20 juin 1925, 1<sup>er</sup> octobre 1925, AOM ; *L'Echo d'Alger*, 9 au 14 juin 1925 ; *La Lutte sociale*, *passim*.

72. Document saisi par la police lors de l'arrestation d'une délégation clandestine du PCF : *infra*, p. 44 ; rapport de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> octobre 1925, AOM ; *La Dépêche algérienne*, 6 septembre 1925.



un véritable ouragan. Pour commencer, la position du PCF en matière d'anticolonialisme était maintenant suffisamment nette et trop connue du public, pour que les militants algériens pussent l'édulcorer. *La Lutte sociale* publia des documents franchement anticolonialistes, tels que le manifeste du PCF de mai 1925, et des tracts incendiaires, dépêchés clandestinement de France. De plus, en Algérie, le parti n'était plus aussi monolithique que par le passé. Certains groupes de militants — membres des Jeunesses communistes pour la plupart — étaient affectés par la contagion de ce zèle anticolonialiste si caractéristique de la génération des Jeunesses communistes métropolitaines ; leur activité — de toute manière plus courageuse que celle d'autres groupes — monta cet aspect en épingle<sup>73</sup>. Conséquence inéluctable — la répression du parti par le gouverneur général, M. Viollette : *La Lutte sociale* plusieurs fois saisie (ce qui provoquait de graves difficultés financières pour les fédérations), perquisitions aux sièges du Parti communiste et aux domiciles de militants, adhérents arrêtés alors qu'ils faisaient de la propagande contre la guerre et condamnés par la suite à des peines très sévères. D'autres encore furent l'objet de pressions de la part de la police ou de leurs employeurs (pour fournir des renseignements, quitter le PCF, etc.), ou (dans le cas des cheminots) d'affectation à des postes éloignés dans l'hinterland. Viollette les traita de « mauvais Français » portant atteinte par leur « propagande empoisonnée... infâme et criminelle » à la sécurité de l'État et à la survie même de l'Algérie française<sup>74</sup>. La respectabilité du PC en fut fatalement ternie ; pour la première fois, il se vit isolé du consensus très large de l'opinion pied-noir. Isolement qui ne fit que s'accroître à la suite de l'arrestation de trois délégués que le PCF tenta d'infiltrer en Algérie (mi-juillet) et de la publication de documents saisis sur eux, contenant des consignes détaillées<sup>75</sup>. On en retiendra les principaux objectifs : « Gagner les indigènes, [faire de la] propagande dans les douars, désorganiser l'armée, coordonner la lutte du prolétariat [européen] avec la lutte des indigènes contre les oppresseurs impérialistes », afin de préparer le terrain à « l'insurrection révolutionnaire nord-africaine » et à l'« organisation

73. *La Lutte sociale*, 2 août 1925 ; cf. circulaire confidentielle des JCF datée du 18 mai 1925, citée dans Sûreté à Préf. de Police (29 juin 1925), APP 100 (cote provisoire).

74. Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> octobre 1925, AOM ; *La Lutte sociale*, passim ; *La Dépêche de l'Est*, 25 mai 1925 ; *L'Avant-garde*, 19 septembre 1925 ; PCF, 5<sup>e</sup> congrès, compte rendu sténographique, Paris, 1926, p. 252-254 ; *Journal officiel. Assemblée nationale*, 18 décembre 1926, p. 4333 ; Parti communiste (SFIC), *Quatre ans de répression*, Paris, 1928, p. 15 ; *L'Echo d'Alger*, 16 juillet 1925 ; M. VIOLLETTE, *L'Algérie vivra-t-elle ?* Paris, 1931, p. XXI.

75. Extraits publiés par *La Dépêche algérienne*, 6 septembre 1925 ; *L'Evolution Nord-Africaine*, 21 mai 1926 ; confirmés par un rapport de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> octobre 1925, AOM.



d'une république algérienne ». Les méthodes pratiques à employer : « refus de payer les impôts, retour au banditisme, vols et crimes d'où naîtrait la désobéissance au *caïd*, au juge et à l'administration », enfin « séquestration des gendarmes ». Deux mois plus tard, tous les projecteurs de la presse furent braqués sur la tentative de Doriot pour s'infiltrer au Maroc par l'Algérie, tentative qui rendit plus crédible encore cette nouvelle image de marque d'un parti communiste ennemi mortel de l'Empire et de l'Algérie.

Ces événements eurent un effet de choc sur les militants locaux, persuadés jusqu'alors de la compatibilité entre communiste et pied-noir. Le malaise transpirait à travers les euphémismes employés par la presse du parti : trop d'adhérents « ne voient pas notre activité sous son vrai jour » ; la répression aurait semé « quelques craintes » dans les rangs, rendant maint adhérent « indécis ». En certains moments de candeur, l'origine du malaise, comme ses effets, furent admis sans complaisance : « Des camarades européens se sont écartés de notre organisation à cause de la question indigène... [considérant] que nous prêchions la révolte indigène pour les jeter à la mer »<sup>76</sup>. Les défections massives furent, sans conteste, la conséquence la plus directe de la crise, car elles étaient catalysées dans une large mesure par la répression et le climat d'animosité entourant le PC. Celui-ci avait beau parler avec dédain de ces « éléments timorés », il devait bien finir par reconnaître l'ampleur du désarroi et de la crise de foi qui s'ensuivit<sup>77</sup>. Ces phénomènes furent d'autant plus difficiles à dissimuler que certains leaders communistes étaient au nombre des démissionnaires et déclarèrent publiquement leurs raisons : Spielmann, que l'on ne pouvait accuser ni de couardise, ni de manque de sollicitude envers les musulmans, dit que le slogan d'« indépendance des colonies » n'était que « verbiage et confusionisme..., surenchère et bluff ». D. Giovacchini eut ce mot célèbre : « Si j'étais à Paris, je serais communiste, mais en Algérie je considère de mon devoir d'être socialiste »<sup>78</sup>, et d'empêcher l'entreprise communiste de mettre un terme à la présence française. D'une façon générale, les cadres furent autant exposés à cette contagion que la base. Même dans les Jeunesses communistes — cible favorite de la répression — « seuls quelques camarades étaient restés à leur poste de com-

76. *L'Echo d'Oran*, 1<sup>er</sup> et 4 septembre 1925 ; *L'Evolution Nord-Africaine*, 7 septembre 1925. Cf. le compte rendu de DORIOT, *L'Avant-garde*, 10 octobre 1925 et de BARBE, *Souvenirs de militant et de dirigeant communiste*, dactyl., Institut d'histoire sociale, Paris, p. 59-63.

77. *La Lutte sociale*, 2 octobre 1925, 25 septembre 1925, 18 juin 1926 ; *The Communist International* (décembre 1925), p. 111 ; cf. la lettre d'un ancien communiste à *L'Evolution Nord-Africaine*, 18 décembre 1925.

78. *Demain*, 12 juin 1926 ; GIOVACCHINI, cité par *La Lutte sociale*, 29 avril 1928 ; cf. *Ibid.*, 25 septembre 1925, 9 octobre 1925.

bat révolutionnaire », et « les cadres étaient émiettés » ; ceux qui y restaient connaissaient « un certain désarroi entravant l'élan » de leur travail <sup>79</sup>.

Les effectifs globaux tombèrent, en l'espace d'un an, d'un millier à quatre ou cinq cents environ <sup>80</sup> ; beaucoup de cellules disparurent complètement. Mêmes syndromes d'effondrement imminent dans les « couronnes extérieures ». Le tirage de *La Lutte sociale* connut le déclin (aggravant pour sa part la crise financière déclenchée par les saisies). Aux élections départementales de l'automne 1925, le PCF essuya partout de lourdes pertes ; échec le plus probant : celui de R. Cazala, secrétaire des Jeunesses communistes, arrêté pour propagande contre la guerre dans les rangs de l'armée. Candidat à Alger, il ne recueillit que 86 voix <sup>81</sup>.

On ne saurait trouver une expression plus poignante de l'inquiétude et du désenchantement provoqués dans la clientèle par la guerre que le roman *Le Grand Soir*, écrit quelques années plus tard par Albert Crémieux. Crémieux, qui devait entre-temps quitter le parti, y brosse le tableau imaginaire d'une révolution communiste avortée en France. L'acte final se joue à Alger avec l'éclatement d'une insurrection musulmane ourdie par les communistes, mais dont ils perdent vite tout contrôle. « Toute la haine accumulée en un siècle explosait en un vandalisme inutile et éblouissant ». Des foules arabes fanatisées et déchaînées mettent le feu à la ville, égorgent les Européens et saccageant leurs maisons avant d'être massacrées à leur tour par les forces françaises dépêchées pour écraser la rébellion <sup>82</sup>.

Bref, on s'aperçut tout à coup que le mythe sacro-saint de la révolution prolétarienne était en fait diamétralement opposé à l'instinct de conservation des communistes locaux en tant que membres de leur groupe de référence prioritaire <sup>83</sup> — celui des colonisateurs. Le djinn du « fanatisme musulman » manqua d'être libéré de sa bouteille par ce même parti, que les pieds-noirs avaient jusqu'alors tranquillement soutenu.

Pour traumatique que fût l'effet de la guerre du Rif, il ne fit point disparaître toutes les illusions ni éliminer du parti tous ceux

79. Cf. P. SÉMARD, annexe du *Rapport moral au 5<sup>e</sup> congrès du PCF*, p. 10-11 ; *La Révolution prolétarienne*, 15 juin 1927, p. 121.

80. Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> octobre 1925, AOM ; PCF, 5<sup>e</sup> congrès, *compte rendu sténographique*, p. 253.

81. *Demain*, 17 octobre 1925 ; *La Lutte sociale*, 16 octobre 1925.

82. A. CRÉMIEUX, *Le Grand Soir*, Paris, 1929, p. 212 et suiv.

83. Cette approche (employée par S.G. RUNCIMAN dans *Relative deprivation and social justice*, Londres, Rutledge et Kegan Paul, 1966) nous paraît rendre mieux compte du phénomène que l'analyse de S. LIPSET concernant l'« autoritarisme ouvrier » (*Political man : the social basis of politics*, New York, Doubleday, 1960), encore que les thèses des auteurs se recoupent parfois.

qui restaient fidèles à l'ancien esprit du communisme algérien. Il est peu probable que les 40 ou 50 % qui y restèrent aient toujours été des parangons de la doctrine léniniste de la décolonisation, ou qu'ils s'y fussent soudain convertis. Les arguments avancés par les adhérents furent parfois à peine différents, sur le fond, de ceux des démissionnaires, et ils illustrent quelques-uns des mécanismes classiques auxquels on a recours pour résoudre une situation de *cognitive dissonance*. C'est ainsi que le secrétaire d'une cellule bônoise démentit l'accusation de Giovacchini, à savoir que le parti préconisait l'expulsion des petits colons, car cela signifierait fatalement « la destruction de la civilisation et des perspectives de progrès en Algérie »<sup>84</sup>. Quoi d'étonnant à ce que, quand la « région algérienne » — cette nouvelle structure introduite en 1925 pour remplacer l'interfédération, jugée trop relâchée<sup>85</sup> — tint sa conférence de mars 1926, 10 sur les 24 délégués aient voté pour une motion copiée sur celle du congrès d'Alger de janvier 1923<sup>86</sup>. Les circonstances objectives les aidèrent à encaisser le choc asséné et à faire décroître la *dissonance* : à la mi-1925, dans le Rif, le vent tournait au désavantage d'Abd el-Krim (août-septembre 1925), la campagne contre la guerre était virtuellement au point mort, après l'échec de la grève générale du 12 octobre. Maint communiste algérien pouvait donc croire la tempête apaisée, et mourant le zèle anticolonialiste.

C'était compter sans la commission coloniale élue au 4<sup>e</sup> congrès du PCF (janvier 1925). Sa composition même met en relief l'alliance qui devait faire l'assaut du « communisme esclavagiste » : Doriot et Lozeray, des Jeunesses communistes, Hadj Ali Abdel-Kader et Benseman pour les travailleurs algériens immigrés<sup>87</sup>. Cette alliance avait pris corps au début de 1923, au cours de la campagne contre l'occupation de la Ruhr, lorsque Doriot (qui dirigeait l'opération de Paris) et Lozeray (en charge sur le terrain) entreprirent de prêcher l'insoumission aux forces françaises d'occupation, composées en partie de régiments d'indigènes algériens et marocains. C'est en s'efforçant d'attirer ces derniers que les Jeunesses communistes « découvrirent » la question coloniale d'une manière concrète, prenant conscience du rapport existant entre les luttes menées contre le capitalisme européen et contre le colonialisme. C'est de cette conviction que les tracts diffusés parmi les troupes musulmanes se firent l'écho.

84. *L'Étincelle* (Bône), 2 août 1925., cf. L. FESTINGER, *A theory of cognitive dissonance*, Evanston, 111., Boyd Peterson, 1957.

85. *La Lutte sociale*, 9 janvier 1925, 27 mars 1925.

86. *Ibid.*, 12 mars 1926.

87. PCF, 4<sup>e</sup> congrès national, *Compte rendu sténographique*, p. 52, 368-369.

« Camarades, Amis !

Malgré votre résistance héroïque et celle de vos pères, les impérialistes français ont envahi votre pays. Ils ont tué vos frères, vos pères et vos mères, détruit vos maisons, pillé vos villages et se sont emparés des immenses richesses de votre pays, ne vous apportant en échange que la misère et l'esclavage... Ou encore, les impérialistes français vous enrôlent de force dans l'armée, vous emmènent sur les champs de bataille... La longue guerre ne leur a pas suffi, puisqu'ils vous ont encore transportés dans la Ruhr... Après avoir volé vos terres, ils vous prennent pour les aider à voler en Allemagne !

Les ouvriers et les paysans allemands souffrent de l'occupation de leur pays comme les ouvriers et les paysans des colonies ont souffert et souffrent encore sous la botte des impérialistes français.

...Si on vous commande de battre et de tuer les ouvriers allemands, NE LE FAITES PAS, camarades d'Algérie et du Maroc. NE TIREZ PAS ! TENDEZ LA MAIN AUX OUVRIERS ALLEMANDS QUI SONT VOS AMIS !<sup>88</sup> »

Pour traduire en arabe de tels tracts et préparer les numéros d'*Al-Kāzırna* (*La Caserne*), feuille antimilitariste bilingue<sup>89</sup>, conduire, enfin, la propagande orale dans les régiments, on eut recours à des Algériens résidant en France sous le contrôle de Mahmoud Ben Lekhal, ancien élève de l'Université des travailleurs d'Orient (KUTV), de Moscou<sup>90</sup>. La plupart de ces Algériens (tel Hadj Ali Abdel-Kader, le véritable fondateur futur de *L'Etoile Nord-Africaine*<sup>91</sup>, et Benseman) vinrent au communisme par le biais de l'Union intercoloniale, organisation « de masse » réunissant les ressortissants indigènes habitant en métropole. Fondé en 1922, ce mouvement, fait à l'origine en majorité d'Indochinois et d'Antillais (et dirigé par le futur Hô Chi Minh), fut le seul, dans la sphère du PCF, à s'intéresser vraiment aux problèmes des colonies et à appeler ouvertement à l'indépendance. A partir de 1923, l'Union fut prise en charge par des travailleurs algériens, le groupe le plus important de coloniaux résidant en France<sup>92</sup>. D'autres propagandistes furent recrutés dans les rangs des Jeunesses communistes<sup>93</sup> (tel Bourahla) ou de la CGTU (comme Issad, qui devait être associé à la fondation de *L'Etoile Nord-Africaine*)<sup>94</sup>.

88. Tract se trouvant dans la collection de l'Institut Maurice-Thorez.

89. Empruntant maint article au *Conscrit* (JCF), ce journal fut également introduit clandestinement en Algérie, *L'Evolution Nord-Africaine*, 10 octobre 1924 ; *Le Flambeau*, 23 mai 1924.

90. KADDACHE, *op. cit.*, p. 78 (n. 2) ; Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> avril 1925, AOM ; *Le Journal*, Paris, 24 janvier 1924 ; *L'Avant-garde*, 6 mars 1926 ; *Le Paria*, juin 1926.

91. Notice biographique sur lui (s.d.) dans APP, 57 (cote provisoire).

92. *Le Paria* (organe de *L'Union*), *passim*. D'après APP, 57, Hadj Ali collaborait à *Al-Kāzırna*.

93. Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> juin 1922, AOM ; *L'Avant-garde*, 1<sup>er</sup> juin 1923.

94. Notice biographique sur lui (s.d.), APP, 57.



L'alliance Jeunesses communistes - immigrés algériens allait survivre à la campagne de la Ruhr. Témoin la place considérable accordée en 1923-1924 par *L'Avant-garde* (organe des JC) aux questions coloniales, la collaboration étroite du groupe Doriot avec l'Union intercoloniale (dirigée, après le départ de Hô Chi Minh pour Moscou, par Hadj Ali Abdel-Kader), l'organisation, enfin, de meetings en l'honneur de l'émir Khaled, durant sa visite en France (juillet 1924)<sup>95</sup>.

Avec la montée en flèche de la génération des Jeunesses communistes dans la hiérarchie du parti, survenue au moment de la bolchevisation du PCF (fin 1924) et l'éruption de la guerre du Rif — qui leur fournissait un objectif idéal conjuguant les luttes antimilitariste et anticolonialiste — l'alliance se mua en une force avec laquelle il fallait désormais compter. De surcroît, la nouvelle commission coloniale fut nettement orientée vers les solutions radicales<sup>96</sup>, et dotée de pouvoirs exécutifs qui avaient manqué au feu CEC. Contrairement à celui-ci, la commission (y compris les militants des JC) attachait une grande importance à l'Algérie et à sa « région » et était mieux renseignée sur ce qui s'y passait sans dépendre des sources de la « région algérienne ». Pour les Jeunesses communistes, l'Algérie était importante parce que limitrophe du théâtre de la guerre, mais aussi par le caractère douteux de son organisation communiste. C'est cette image que le discours de Manuïlsky au 5<sup>e</sup> congrès mondial grava dans la mémoire de Doriot et de Chasseigne (JC) qui y avaient assisté. L'intérêt des immigrés algériens pour leur patrie allait de soi, et des hommes tels que Hadj Ali Abdel-Kader qui, selon son propre témoignage, « adhéra au PCF à cause de la 8<sup>e</sup> condition », étaient naturellement très sensibles aux déviations de cette condition si prépondérantes dans la région algérienne. L'afflux constant de travailleurs musulmans en France et leur retour saisonnier en Algérie (pour les vacances ou pendant la moisson) assuraient aux militants musulmans du PCF l'écoulement rapide de renseignements détaillés, tandis que Loze-ray et ses camarades puisaient leurs informations à la délégation clandestine envoyée en Algérie avec Célor, un dirigeant des Jeunesses communistes, pour lancer des actions sur les lieux des combats et dans les environs<sup>97</sup>.

95. *L'Humanité*, 3, 13, 20 juillet 1924, 30 septembre 1924 ; M. LEBJAOUÏ, *Vérités sur la révolution algérienne*, Paris, Gallimard, 1970, p. 19-21 ; AGERON, « L'émir Khaled... », art. cité, p. 42-43.

96. Cf. HADJ ALI, *Bulletin communiste*, 1924, p. 597-598.

97. *L'Humanité*, 18 août 1924 ; *APP*, 100 (tracts et circulaires divers des JC concernant la campagne du Rif) ; BARBE, *Souvenirs*, op. cit., p. 61 ; *La Lutte sociale*, 5 décembre 1924.

Il fallut moins d'un mois à la commission, après le début de la phase majeure de la campagne contre la guerre du Rif, pour arriver à la conclusion que les communistes algériens négligeaient leurs tâches. L'impatience envers la région algérienne allait grandissant depuis le congrès du Komintern, et, maintenant qu'on avait des preuves solides contre elle, la commission se résolut à passer à l'action directe. Auparavant, il est vrai, elle se contenta de gestes symboliques et se laissa duper par l'acrobatie verbale des Algériens. A la veille du congrès constituant de la région (mars 1925), la commission persuada le bureau politique français de lui envoyer un télégramme exhortant les délégués à attacher plus d'importance à la question coloniale. Le congrès y répondit — comme en janvier 1923 — en adoptant une vague résolution sur la « libération des masses indigènes » assortie d'une liste de réformes très banales<sup>98</sup>. Ce fut pourtant avant que la campagne contre la guerre du Rif n'atteignît sa vitesse de croisière, attisant le zèle de la commission et mettant la région aux prises avec des défis concrets et difficiles. Il est caractéristique de la mentalité de la commission d'avoir dépêché immédiatement sur place une délégation dirigée par Henri Lozeray ; avec mission, d'une part, de contrôler l'activité subversive parmi les troupes musulmanes et les paysans et de prendre, d'autre part, la région en main (afin notamment qu'elle contribuât efficacement à la subversion). Objectifs principaux à accomplir dans la région : « intensification de l'activité parmi les indigènes », « fondation d'une école léniniste à Alger » (modelée sur l'école de Bobigny ?) pour entraîner un noyau neuf de cadres et éduquer la base ; établissement de contacts solides avec le « mouvement Khaled »<sup>99</sup>.

Les espérances qu'on avait placées dans cette délégation avortèrent lorsque ses trois membres furent arrêtés dès leur arrivée (mi-juillet). Mais la commission coloniale donna une preuve de sa détermination en envoyant, deux mois plus tard, une nouvelle délégation comprenant deux jeunes permanents du PCF, Louis Campiglia et André Schneider. Désabusée par les déboires d'Abd el-Krim et l'échec de la mission Doriot, la commission abaissa ses prétentions : les tâches de subversion furent supprimées, la délégation devant se concentrer sur le « regroupement interne du parti en [Algérie] », conçu comme œuvre de longue haleine. Dans une série d'articles-programmes à *La Lutte sociale*, les délégués présentèrent

98. *Ibid.*, 27 mars 1925.

99. *Supra*, p. 38. Les autres membres de la délégation étaient également des militants des JC : V. Arrighi (un pied-noir, alors secrétaire du Secours rouge parisien) et Accouturier (secrétaire des JC à Montluçon). Pour les documents saisis, cf. *supra*, n. 72.

une nouvelle version du plan Lozeray. Objectif prioritaire : donner à des cadres et des militants une formation intensive sur les fondements théoriques et les conséquences pratiques de la politique coloniale de l'IC ; ce travail de formation devait permettre de dissiper les « malentendus » (allusion peut-être au triptyque analysé ci-dessus), mettre en échec les efforts de « l'impérialisme français... pour convaincre les travailleurs que les indigènes nous sont inférieurs ».

Une fois cet objectif atteint et seulement alors, le Parti communiste serait à même de gagner les indigènes en abolissant « la méfiance qui existe chez eux envers toutes les formations politiques françaises, méfiance compréhensible étant donné le peu d'activité du parti parmi les masses indigènes »<sup>100</sup>.

Campiglia — le premier parmi les « missi dominici » français qui allaient présider aux destinées du communisme algérien durant le quart de siècle à venir — était muni, semble-t-il, de pleins pouvoirs de contrôle et d'intervention, calqués sur ceux dont jouissait, en France, Humbert-Droz ; pouvoirs couronnés par un poste clé dans la hiérarchie régionale, celui de responsable à l'appareil, chargé avant tout du secteur très délicat de la sélection et de la formation des cadres. Il se mit à l'œuvre avec célérité et nomma un comité régional provisoire composé d'hommes sûrs. Le poste de secrétaire régional échut à M. Garau, dirigeant des Jeunesses communistes, qui avait donné sa mesure durant la campagne contre la guerre du Rif<sup>101</sup>.

L'appareil une fois contrôlé, il fut possible de lancer une campagne massive de formation, culminant, en février 1926, avec les conférences des sept rayons qui composaient la région, et une conférence régionale en mars. Au cours des deux rounds, les « thèses sur la politique algérienne coloniale » furent adoptées, mais à de faibles majorités<sup>102</sup>. Si le plan original de la commission coloniale comptait exploiter les conférences pour mettre l'opposition au pied du mur en lui offrant l'alternative acceptation de la ligne du Komintern ou exclusion, force fut de l'abandonner devant la vitalité inattendue dont faisait preuve la minorité. La commission coloniale renforça la délégation d'un nouveau membre, Marcel Joubert, qui devait relancer l'endoctrinement. Très jeune, Joubert

100. *La Lutte sociale*, 26 février 1926 ; Cf. *Combat social* (organe des dissidents), 31 mars 1927 ; *The Communist International* (déc. 1925), p. 111 ; SÉMARD, art. cité, p. 11 ; *La Lutte sociale*, 25 septembre 1925, 2 octobre 1925, 9 octobre 1925, 23 octobre 1925.

101. Garau (né en 1899) avait pris part à l'action antimilitariste des JC (*L'Algérie*, 23 mai 1922), avant d'être promu secrétaire JC, puis secrétaire du rayon d'Alger. Il fut au nombre des militants arrêtés au cours de la campagne du Rif.

102. *La Lutte sociale*, 19 février 1926, 26 février 1926, 12 mars 1926.

avait pourtant une expérience considérable du travail anticolonialiste<sup>103</sup>, et devait formuler plus nettement les positions du parti, fixant, sur plusieurs points, des objectifs plus ambitieux. Cette « radicalisation de notre orientation politique » était probablement un acte réfléchi, calculé de manière à effrayer les adhérents vacillants et à faire basculer l'opposition modérée à l'autre extrémité, rendant ainsi le choix univoque. Habile manœuvrier, Joubert réussit à enfoncer un coin dans l'opposition entre modérés et ultras, acculant ceux-ci à l'impasse, en janvier 1927, sur une question — le suffrage musulman — pour laquelle ils ne jouirent point du soutien de modérés (*infra*, p. 51). Ce ne fut qu'après l'expulsion du rayon Blida, citadelle des extrémistes, que Joubert se tourna contre l'aile modérée, considérablement affaiblie, en excluant ou acculant à la démission dirigeants et adhérents<sup>104</sup>.

Les péripéties de cette guerre de mouvement ne méritent pas d'être décrites en détail. Retenons-en, toutefois, la nature des forces en présence qui met en lumière la persistance de la tradition « esclavagiste » et le tempérament résolu de la délégation du PCF. Il faut signaler tout d'abord qu'au niveau des cadres, tout au moins, il s'agissait d'un conflit entre générations. Le camp « léniniste » était composé de « purs de 23 ou 24 ans » (d'après la formule lapidaire d'un leader de l'opposition)<sup>105</sup> ; la délégation elle-même comprenait des militants des Jeunesses communistes de France, et ses alliés principaux — Garau, Cazala et Cormon — avaient tous été récemment secrétaires des Jeunesses communistes algériennes ; enfin, ses partisans avaient moins de trente ans et avaient adhéré au parti après la scission de Tours. S'il est vrai que certains militants anciens d'échelon inférieur devaient rester dans le parti, même après l'épuration de 1927, il est très révélateur pourtant que seul un cadre supérieur de la vieille garde — Pierre Larribère, d'Oran — en ait fait autant<sup>106</sup>. Lorsqu'on rédigera, deux décennies plus tard, l'histoire officielle du communisme algérien, on élèvera Larribère au rang de fondateur, condamnant à l'oubli les fondateurs véritables (Mazoyer, Julien, Laurens, Lémédioni, Guillon), exclus ou démissionnaires de la période 1922-1926. L'opposition, pour sa part, fut dirigée (et en large majorité composée)

103. Joubert avait été envoyé en Tunisie en 1922 comme rédacteur en chef de l'organe communiste *L'Avenir social*, et finit par être arrêté (*Bulletin du comité de l'Afrique française*, 37, p. 107, 193). Il fut parmi les premiers à tenter de pousser les JCF vers l'action anticolonialiste (*L'Avant-garde*, 1<sup>er</sup> juin 1923), et, en 1925, devint membre de la délégation clandestine du PCF en Afrique du Nord (BARBE, *op. cit.*).

104. *La Lutte sociale*, 14 janvier 1927, 21 janvier 1927, 25 février 1927, 25 mars 1927, 1<sup>er</sup> avril 1927, 15 avril 1927 ; *Combat social*, 31 juillet 1927.

105. *Loc. cit.*

106. *La Lutte sociale*, 12 mars 1926 ; Ecole élémentaire du PCA, Cours N° 4, *Le Parti*, Alger, 1947, p. 3. Ses deux fils seront cadres supérieurs du PCA.



par les anciens de la SFIO d'avant-guerre<sup>107</sup>, ou de la « génération du feu » qui y avaient adhéré entre 1918 et 1920<sup>108</sup>. Le dénominateur commun de ces communistes, la question indigène, effaçait le souvenir des divergences d'avant 1920. De même que la section de Sidi-Bel-Abbès avait été à l'extrême-gauche à la veille de Tours, Lémédioni, dirigeant de l'opposition de 1926-1927, avait été zimmerwaldien pendant la guerre mondiale<sup>109</sup>.

Si, durant la campagne du Rif, les porte-parole du Parti communiste évitaient d'évoquer explicitement l'objectif ultime, la délégation du PCF l'avait écrit en toutes lettres dès l'origine. « Les revendications partielles ne peuvent en aucune circonstance masquer le but final pour lequel nous luttons, *l'indépendance de l'Algérie* » (c'est Campiglia qui souligne). Même les réformes partielles prirent de l'ampleur. Ayant soutenu ouvertement la revendication de l'émir Khaled concernant la représentation musulmane au parlement (au moins à partir de ses meetings à Paris en 1924), le PCF tendait maintenant à le surpasser en demandant la représentation, non sur la base du suffrage restreint, mais sur celle du suffrage universel. Et de revendiquer plus tard le suffrage universel à toutes les assemblées algériennes dans le cadre d'un seul collège électoral (c'est-à-dire sans garantie de prédominance européenne)<sup>110</sup>.

La délégation posa trois conditions pour atteindre ce but<sup>111</sup> :

1. « La composition nationale du parti devra tendre à être en rapport avec la composition nationale de la colonie » qui irait de pair avec l'orientation de l'effort principal du PCF sur les questions indigènes.

2. Une fois l'arabisation accomplie — ainsi devait-on appeler ce processus dès la fin des années vingt — le PCF devait établir un front unique avec les nationalistes. En cas d'échec ou de manque de partenaires acceptables, il lui faudrait mettre à profit les « aspirations nationalistes », afin de créer une sorte d'organisation « de masse », noyautée et dirigée par les communistes.

3. L'objectif majeur du front nationaliste-communiste sera la suppression des délégations financières. Vieux cheval de bataille des assimilationnistes (et des socialistes), cette suppression était maintenant transformée en tremplin pour accéder à l'indépendance. Les délégations allaient être remplacées par un parlement

107. Par exemple E. Lémédioni, qui adhéra en 1913 (*Révolution prolétarienne*, 1927, p. 122), et S. Ben Amar, secrétaire de la section d'Alger avant-guerre (*La Lutte sociale*, 3 octobre 1909).

108. Tel Constant (*Le Combat social*, 31 mars 1927).

109. *Loc. cit.*, Sidi-Bel-Abbès vota en 1920 pour la motion Heine (*supra*, p. 17).

110. *La Lutte sociale*, 19 février 1926, 17 décembre 1926, 21 janvier 1927.

111. *Ibid.*, 31 décembre 1926, 18 février 1927, 26 février 1926, 27 janvier 1927.

algérien élu au suffrage universel, et par un collègue unique doté de pleins pouvoirs constitutifs ; ce mot d'ordre de parlement algérien devait être l'une des contributions principales du PCF au nationalisme algérien renaissant, par le truchement de *L'Etoile Nord-Africaine*. Toutes les réformes intermédiaires au niveau des assemblées locales furent conçues comme une phase préparatoire pour accorder petit à petit aux musulmans un rôle grandissant dans les affaires algériennes.

Face à cette position intransigeante et monolithique, l'opposition se dressait en ordre dispersé (bien qu'elle ait réussi à mettre sur pied une alliance éphémère lors de la conférence de mars 1926, et à déjouer la tentative de Campiglia d'imposer une « résolution définitive »). C'est le rayon de Blida, à prédominance ouvrière, dirigé par le syndicaliste Constant, qui remplaça Sidi-Bel-Abbès comme parangon de la position extrémiste, franchement raciste et procolonialiste. Chantant les louanges de la colonisation française, véhicule de civilisation et de progrès en Algérie, le rayon prétendait que les musulmans ne pourraient que bénéficier de la continuité de la présence française. Le côté négatif du tableau fut brossé à l'aide de vieux clichés pied-noir concernant l'anarchie, la violence et le fanatisme musulmans, ainsi que la soumission des indigènes « à la bourgeoisie et à ses alliés marabouts ». L'émancipation fut jugée prématurée, car elle n'aurait fait qu'annoncer le retour aux temps turbulents d'avant 1830 et se serait soldée par une effusion de sang européen. « Royaume arabe », c'est ainsi que les Blidéens nommaient l'Algérie indépendante, allusion évidente au célèbre plan de réformes de Napoléon III (1863), dont le souvenir exécré hantait toujours la conscience collective des Européens. Même veine dans le rejet du suffrage indigène avec collègue unique : dans cette hypothèse, la vénalité et le fanatisme risquent de l'emporter ; et comme « ils sont six fois plus nombreux que nous... que deviendraient donc les travailleurs et les fonctionnaires européens si les assemblées élues étaient détenues par les indigènes »<sup>112</sup> ?

La portée de ces arguments se mesure à la férocité avec laquelle les délégués communistes les combattirent. C'est ainsi qu'une rubrique de *La Lutte sociale* — « Questions et réponses » — destinée à apaiser les inquiétudes de la base, traita de questions telles que : « Si les indigènes avaient le droit de vote, le fanatisme religieux l'emportant, tous les marabouts seraient-ils élus ? » « Que deviendraient les travailleurs européens si les indigènes dirigeaient eux-mêmes leur pays ? » « Quand l'Algérie sera indépendante, les indigènes sauront-ils se diriger eux-mêmes ? » « Croyez-vous que

112. *Ibid.*, 12 mars 1926.

l'indépendance de l'Algérie apportera le bonheur complet aux travailleurs algériens » <sup>113</sup> ?

L'aile modérée de l'opposition suivit grosso modo la ligne de la section d'Alger (au temps des congrès fédéraux de septembre 1922 et janvier 1923). C'est en effet Alger — et notamment le quartier populaire de Bab-el-Oued — qui en fut le bastion principal, deux cadres algérois, Lémédioni et Salomon Ben Amar, se trouvant d'ailleurs à sa tête. Sur les trois malentendus originaux, les modérés écartèrent la thèse Serrati ; conséquence inéluctable de l'accent mis sur la stratégie non européenne par les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> congrès mondiaux. Si les modérés acceptèrent en outre la 8<sup>e</sup> condition et ses prémisses idéologiques, la 16<sup>e</sup> condition resta le sujet majeur de division. Les résolutions de 1922-1923 étaient définitives, puisque prises par l'organe souverain, arguèrent-ils ; Campiglia ne fut pas habilité à en demander l'abrogation. Sur le fond du problème, on affirma que « l'indépendance » et « la terre aux paysans » n'étaient pas des « mots d'ordre omnibus » applicables à l'Algérie, car, « en Algérie, la situation n'est pas la même qu'en Chine ou en Egypte ». L'Algérie a subi un siècle de colonisation. Elle n'a pas de mouvement national organisé, ni même des « vellétés nationalistes ». Quant au mouvement Khaled, il ne contestait point la souveraineté française. Exemple typique de cette attitude — conciliante sur les principes mais ferme quant aux réalités algériennes — que cette déclaration de Lémédioni : « Sans nier la valeur des mouvements coloniaux, je considère votre mot d'ordre démagogique, isolant les masses indigènes et les masses européennes du parti » <sup>114</sup>.

Ce qui faisait de la 16<sup>e</sup> condition un argument à l'emporte-pièce, dans ce contexte, c'est qu'il était dirigé contre une cible bien spécifique, « la tyrannie de cette caste de fonctionnaires appointés [c'est-à-dire la délégation] » et « cette cuisine faite par le responsable à l'appareil pour escamoter des votes et obtenir une majorité ». Si l'on réexaminait la politique coloniale, il faudrait que ce soit dans une atmosphère libre de « toute ingérence étrangère » <sup>115</sup>. La polémique s'inscrit ainsi dans le cadre de ce débat brûlant dans les rangs du PCF depuis les débuts de la bolchevisation — et enflammé par la guerre du Rif — concernant toute une série de questions clés : l'autonomie des différents échelons de la hiérarchie, l'initiative de la base, l'organisation cellulaire, et, par-dessus tout, le droit à la critique et le principe même du centralisme

113. Extraits d'une motion adoptée par le rayon de Blida le 24 janvier 1927 (*Ibid.*, 27 février 1927, 1<sup>er</sup> avril 1927 ; *L'Évolution Nord-Africaine*, 15 avril 1927).

114. *La Lutte sociale*, 11 et 18 février 1927.

115. *Ibid.*, 26 février 1926 ; 12 mars 1926. *Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927. Le terme « mot d'ordre omnibus » s'inspire de l'un des arguments majeurs de l'opposition « droitiste » en France (*L'Humanité*, 5 janvier 1926).

démocratique. Lémédioni en vint jusqu'à soutenir à fond la fameuse « Lettre des 250 », plateforme de l'opposition « droitière », en France, qui condamnait l'imposition brutale de slogans et de consignes anticolonialistes à la base. Le comportement arbitraire des délégués parisiens (par exemple en imposant dans le rayon de Blida, sans consultation, un programme pour les élections départementales partielles) fournit à l'opposition algérienne d'amples munitions <sup>116</sup>.

L'opposition réussit même à tirer profit d'une autre doléance des « droitiers » français qui, elle, n'avait presque aucun rapport avec le problème colonial : la protestation contre le contrôle rigoureux exercé par le parti sur la CGTU ; contrôle diamétralement opposé aux traditions du mouvement ouvrier français, et qui s'exprimait notamment par la restriction de l'autonomie des fédérations professionnelles (le principe de la direction unique), ainsi que par la sujétion directe au parti des cadres syndicalistes communistes <sup>117</sup>. Se faisant le champion de l'indépendance de l'action économique vis-à-vis de la politique <sup>118</sup>, Lémédioni mobilisa le soutien des cadres CGTU (notamment ceux ayant adhéré avant 1920), y compris le secrétaire régional et dirigeant des dockers, Schiavo <sup>119</sup>, et s'assura l'appui moral de la fraction anarcho-syndicaliste de Monnatte en France <sup>120</sup>. Au moment de la scission et de l'épuration de 1927, la plupart des partisans de l'aile modérée viendront en effet de la CGTU. Leur journal éphémère, *Le Combat social*, devait se préoccuper surtout de la lutte féroce pour l'hégémonie dans la CGTU algérienne, qui culmina, en été 1927, avec la défection des unions minoritaires dirigées par les anciens communistes en vue d'établir une centrale syndicale autonome <sup>121</sup>.

Tout désireux qu'ils étaient d'élargir leur base, les modérés n'étaient pas portés au compromis sur la question coloniale. Cette attitude paraît être réductible à une position de principe peu teintée de considérations tactiques. Renouant avec la tradition du communisme algérien, ils soutinrent la revendication de la repré-

116. *La Lutte sociale*, 26 février 1926, 25 février 1927 ; *Révolution prolétarienne*, 15 avril 1927.

117. N. LE GUENNEC, art. cité, p. 59-63 ; *La Lutte sociale*, 26 février 1926.

118. Cf. *Ibid.*, 14 janvier 1927, 21 février 1927, 1<sup>er</sup> avril 1927 ; *Le Combat social*, 31 mars 1927.

119. Il fut suivi par Andréani, Nieto, Laulom, Lagrange, Philippe-Henri (et probablement Mazoyer). La jeune génération de cadres syndicalistes (Torrecillas, Palomba, Navarro et Zannettacci) se rallia au camp adverse.

120. Leur organe, *La Révolution prolétarienne*, publiait les articles des dissidents algériens ; et le mouvement syndicaliste de Monnatte devait entretenir des rapports avec la centrale autonome que fonderait Schiavo.

121. *La Lutte sociale* et *Le Combat social*, *passim* ; *L'Algérie*, 29 mars 1927, 12 avril 1927 ; CGTU, 4<sup>e</sup> congrès national, *Compte rendu sténographique*, p. 315-317 ; *Le Cheminot algérien*, 1<sup>er</sup> juillet 1927.



sensation parlementaire musulmane et jugèrent « malencontreux » le rejet par les extrémistes — leurs alliés objectifs — du principe même du droit de vote musulman. Joubert se hâta d'élargir la fissure, déclarant, en février 1927, que « le parti aurait peut-être discuté avec l'opposition, et plus particulièrement avec les camarades abusés, sur la question de l'indépendance ; mais où le parti ne peut pas discuter... c'est sur la question des droits politiques des indigènes »<sup>122</sup>. C'est cette ligne de partage entre les deux ailes de l'opposition qui fut responsable de leur déroute rapide, et probablement aussi de leur échec à établir une force politique nouvelle.

Le parti émergea de cette crise, « numériquement faible, peut-être, mais pur », selon le mot de son organe<sup>123</sup>. Affirmation certainement correcte dans sa première partie. Les évaluations les plus prudentes portent les pertes subies en 1927 à 150 au moins<sup>124</sup>, s'ajoutant aux vagues de démissions déclenchées par la crise du Rif et à l'érosion subie au cours du processus d'endoctrinement dirigé par Campiglia et Joubert. Un parti si chétif (200-250 adhérents) était-il un instrument assez fort pour les luttes à venir ? Constituait-il vraiment ce « noyau pur et dur » que la bolchevisation devait produire ? N'était-il vraiment plus « embourbé » — ainsi qu'il le prétendait — « dans le marais social-démocrate »<sup>125</sup> ?

122. Cf. la lettre de Lemédioni à Constant (interceptée par le PC, *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> avril 1927) ; *Ibid.*, 25 février 1927 ; *Le Combat social*, 14 avril 1927.

123. *La Lutte sociale*, 15 avril 1927.

124. D'après l'opposition (*Révolution prolétarienne*, 1927, p. 121), seuls 150 à 200 adhérents restèrent au parti, ce qui pourrait être un peu en deçà du chiffre véritable. L'opposition, pour sa part, comprenait la soixantaine d'adhérents du rayon de Blida (*loc. cit.* ; PCF, 5<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique*, p. 253), la quinzaine de membres de la cellule de Lemédioni (*Le Combat social*, 31 mars 1927) et des dizaines de partisans épars dont le nombre exact est impossible à déterminer.

125. *La Lutte sociale*, 25 janvier 1929.

## CHAPITRE II

### LA TRAVERSÉE DU DÉSERT (1927-1935)

#### Les jeunes zélateurs

Giovacchini, cet ancien leader communiste bônois — et donc peu suspect d'indulgence envers le communisme algérien à la fin des années vingt — lui reconnaît pourtant trois qualités : « jeunesse, enthousiasme et sincérité »<sup>1</sup>. L'examen des faits confirme cette observation.

La jeunesse — au niveau des cadres notamment, mais peut-être aussi à la base — est en effet la caractéristique la plus saillante du parti en Algérie au cours des sept ou huit années qui suivirent la purge. Tous ses leaders étaient âgés de moins de trente ans au moment de la guerre du Rif, et — chose plus capitale encore — il s'agit de nouvelles recrues qui, pour la plupart, adhérèrent au PCF à partir de 1926, c'est-à-dire lorsque le processus d'épuration battait déjà son plein<sup>2</sup>. Une comparaison entre les listes des candidats communistes aux élections de 1924 et à celles de 1928 illustre bien cette mutation de la physionomie du PCF, et le conflit entre générations qui fut à son origine. En 1924, les candidats avaient, en majorité, la quarantaine (et même la cinquantaine), et avaient

1. Cité par *La Lutte sociale*, 6 avril 1928 ; cf. SPIELMANN dans *Demain*, 12 juin 1926.

2. La liste suivante donne les dates respectives de naissance et d'adhésion des dirigeants : R. Cazala, 1902, 1922 ; N. Zannettacci, 1897, 1924 ; G. Palomba, 1898, 1926 ; R. Navarro, ? , 1929 ; M. Banaïch, ? , 1926 ; J. Torrecillas, ? , 1924 ; E. Castel, ? , 1928 ; M. Garau, 1899, 1922 ; L. Sportisse, ? , 1928. (Sources : notices biographiques des candidats aux élections 1928-1936 dans *La Lutte sociale* ; notice nécrologique sur Sportisse, *Liberté*, 2 novembre 1944).

milité à la SFIO et à la CGT d'avant-guerre. Une petite minorité avait adhéré sous l'impact immédiat de la guerre. En 1928, en revanche, tous les candidats — à l'exception de Pierre Larribère — avaient moins de trente ans ; ils ne connaissaient guère la SFIO d'avant 1920 et n'étaient au Parti communiste que depuis deux ans<sup>3</sup>. Les cadres musulmans qui commencèrent à monter au début des années trente seront encore plus jeunes — entre dix-sept et vingt-quatre ans — et n'auront guère d'expérience de la région algérienne d'avant 1927<sup>4</sup>.

L'enthousiasme, second trait de la région, éclate à travers les colonnes de *La Lutte sociale*, qui vit dans le même climat que le PCF en métropole en cette même période, « climat grossier, âpre, vain et naïf ; climat d'une secte dont la parole se perd de plus en plus dans les sables, d'une secte qui s'éteint dans une rumeur d'imprécations outrageantes, d'excommunications sordides et de mirages orientaux »<sup>5</sup>. Le jugement virulent porté par la région sur la période d'avant la purge traduit parfaitement cet état d'esprit : le Parti communiste « n'avait pas encore compris son rôle et suivait la pente boueuse de l'électoratisme ; il ne prenait qu'en paroles et non en actes la défense des opprimés ; il avait laissé croire à une partie des électeurs qu'il ne fallait pas prendre au sérieux le mot d'ordre d'indépendance dans les colonies »<sup>6</sup>. Dans le domaine de l'action on constate son zèle, tout d'abord dans l'opération du mécanisme de la purge, cette fois sous le contrôle direct de la région. Des déviations de la « ligne » coloniale constituaient en bien des cas le motif principal de l'expulsion (*infra*, p. 61). Il reste que d'autres motifs n'en figuraient pas moins au premier plan, allant du rejet de la stratégie « classe contre classe » jusqu'à l'opposition à la mainmise du PCF sur la CGTU, en passant par de simples bévues d'ordre tactique. Rien qu'à la direction, on perdit ainsi Albertini (membre du bureau politique), Rocchi (trésorier), Kamès (chargé du travail syndical) et même une personnalité clé comme René Cazala, « martyr » de la campagne du Rif qui, à sa sortie de prison, fut promu par le PCF au poste de secrétaire régional<sup>7</sup>.

On ne saurait non plus contester la sincérité des communistes algériens. Comment expliquer autrement leur persévérance à met-

3. *La Lutte sociale*, 9 mai 1924, 13 avril 1928.

4. Dates de naissance et d'adhésion : K. Belkaïm, 1910, 1932 ; A. Ouzegane, 1910, 1930 (JC), 1934 (PC) ; A. Mahmoudi, 1912, 1929 ; T. Bouali, 1915, 1932 (JC) ; B. Boukhort, 1904, 1927. Sources : *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> juillet 1935, avril 1936 (numéro spécial) ; *Liberté*, 12 août 1943 ; 12 et 19 juillet 1945 ; 11 octobre 1945.

5. A. KRIEGL, *op. cit.*, p. 61.

6. *La Lutte sociale*, 6 avril 1928 ; cf. *Ibid.*, 12 mai 1928, 5 avril 1929, fév. 1931.

7. *Ibid.*, 13 avril 1928, 23 novembre 1928, 11 janvier 1929, 15 juin 1934 ; *L'Echo d'Alger*, 21 octobre 1928.

tre en avant les notions de « parlement algérien » et d'« indépendance de l'Algérie », face à une opinion hostile et — menace plus lourde encore — une répression grandissante. Il est symbolique qu'au moment même où la purge de 1927 atteignit à son paroxysme, Sarraut, ministre de l'Intérieur, prononça à Constantine son fameux discours, *Le communisme voilà l'ennemi !* :

« Le gouvernement, pas plus en Algérie qu'ailleurs, ne saurait tolérer les excitations à la révolution, à la guerre intérieure, à la déchéance nationale. Contre elles, il a déjà sévi et sévira encore, aussi longtemps et autant qu'il le faudra ».

Fort de cet appui, le gouverneur général Viollette, dont la politique répressive avait fait l'objet d'attaques de milieux libéraux en France, pouvait relancer sa croisade anticomuniste au cours des derniers mois de son mandat. Bordes, qui devait lui succéder à la fin 1927, systématisa cette politique de force contre « ces mauvais citoyens... qui font une œuvre antifrançaise », soutenu à son tour par le nouveau ministre de l'Intérieur, Tardieu, qui ne voyait au Maghreb que deux forces avec lesquelles il fallait compter, « l'Islam et le bolchevisme »<sup>8</sup>.

Des vagues d'arrestations et de perquisitions déclenchées sous Bordes (puis sous Carde) paralysèrent le Parti communiste toutes les fois qu'il fut sur le point de lancer une campagne d'une certaine envergure : à la veille de la Journée pour la défense de l'URSS (fin juillet 1928) ; mesures préventives avant les fêtes du centenaire (été 1929) ; enfin, dans le courant de l'été et de l'automne 1932, lorsque le Parti donna le signe d'une prochaine résurrection<sup>9</sup>. *La Lutte sociale*, en butte à des difficultés financières à cause des saisies fréquentes, se vit obligée à plusieurs reprises de suspendre sa publication, puis de paraître fort irrégulièrement, incapable même de maintenir la périodicité mensuelle. Son tirage tomba à moins de 200 exemplaires (en 1932), ce qui signifie que le cercle de ses lecteurs était virtuellement identique à celui des adhérents<sup>10</sup>. Toutes les opérations spéciales du PC devaient être étouffées dans

8. *La Dépêche de Constantine*, 23 avril 1927, 15 mai 1927 ; *Le Matin*, 2 octobre 1926 ; *La France du Sud-Ouest*, 25 avril 1927 ; *Demain*, 21 mai 1927 ; Parti communiste (SFIC), *Quatre ans de répression*, Paris, 1928, p. 20 ; BORDES, cité par *L'Évolution Nord-Africaine*, 1<sup>er</sup> juillet 1928 ; TARDIEU, cité dans GAUTHEROT, *Le bolchevisme aux colonies et l'impérialisme rouge*, Paris, 1930, p. 236.

9. *La Dépêche algérienne*, 2 août 1928 ; *La Lutte sociale* 24 mai 1929, 21 juin 1929, 19 août 1929, 6 septembre 1929, mars 1930 ; sept.-déc. 1932 ; oct. 1933 ; *La Vie ouvrière*, 11 juillet 1930 ; *La Défense* (Secours rouge), 24 août 1929, 7 septembre 1929, 14 décembre 1929, 10 juin 1932, 15 juillet 1932, 12 août 1932, 2 septembre 1932, 25 novembre 1932, 30 décembre 1932, 9 juin 1933, 4 août 1933 ; A. AYYACHE, « Essai sur la vie syndicale en Algérie... (1930) », *Le Mouvement social*, 78, 1972, p. 104-110.

10. Nombre annuel de numéros : 1928 : 39, 1929 : 22, 1930 : 1, 1931 : 3, 1932 : 9, 1933 : 6. Tirage calculé sur la base du budget du journal (*Ibid.*, sept. 1932).



l'œuf par une police toujours en alerte : agitation à la campagne (1932-1933), noyautage des manifestations des Oulémas (1933), etc. Bien renseignée, la Sûreté algérienne parvint à arrêter, dès leur arrivée, à peu près tous les cadres musulmans, formés à Paris (ou à Moscou), qui tentèrent d'entrer clandestinement dans la colonie ; elle réussit en outre à mettre méthodiquement en détention administrative et/ou à déporter dans les Territoires du Sud la poignée de militants musulmans formés sur place (*infra*, p. 59).

Il n'en reste pas moins que, malgré tout ce zèle et cette sincérité, les résultats obtenus par la région furent plutôt maigres, quel que soit l'angle sous lequel on les considère. Dans les circonscriptions urbaines — la campagne lui étant pratiquement interdite — le PCF ne recueillit, au cours de cette période, que 1 à 2 % (beaucoup moins que les résultats obtenus en métropole). Seule lumière dans ce sombre tableau : Alger ; mais, même dans son bastion d'autrefois, le Parti communiste n'obtint, en 1928, que 1 536 voix — contre 4 173, quatre ans plus tôt (7,3 % contre 21,2 %) — avant d'essuyer une défaite cinglante en 1932, 307 voix seulement<sup>11</sup>. La région pouvait, à coup sûr, se piquer d'être « purgée d'éléments électoralistes », voire feindre l'indifférence à ces chiffres en affirmant qu'elle regardait les élections uniquement comme une occasion de mener la propagande sur une grande échelle, et impunément, dans le cadre de la « légalité bourgeoise ». Force lui était de reconnaître cependant que ces résultats — et notamment dans les quartiers populaires tels que Bab-el-Oued — prouvaient éloquemment que « les travailleurs ne s'étaient pas encore... débarrassés de leurs préjugés », « emprisonnés » qu'ils étaient par une instruction et une propagande « arabophobes », ne voulant par suite rien entendre ni des droits politiques des indigènes, ni, à plus forte raison, de l'indépendance »<sup>12</sup>. Autrement dit, la région faillit à une tâche primordiale : créer une périphérie assez large pour y recruter des adhérents futurs et mobilisables ouvertement pour des campagnes de « masse » ou pour soutenir l'activité clandestine. Pire encore : le PCF n'eut guère plus de succès dans ses efforts pour éduquer les prolétaires européens — témoin entre autres le tirage de *La Lutte sociale* — et éliminer leur aversion envers leurs « frères » musulmans.

La courbe des effectifs accuse la même tendance : 280 adhérents en 1929, 200 en 1931, 130 en 1932, 150 en 1934<sup>13</sup>. Le taux de

11. KADDACHE, *op. cit.*, p. 174-176, 181, 259-262 ; *La Dépêche de Constantine* et *L'Echo d'Oran*, 2 mai 1932.

12. *La Lutte sociale*, 6 avril 1928, 24 février 1928, 5 et 12 mai 1928, 5 avril 1929, fév. 1931.

13. *Cahiers du bolchevisme*, 1, mars 1932, p. 336 ; *Vers l'organisation d'un parti bolchevique*, rapport au 7<sup>e</sup> congrès du PCF, Paris, 1932, p. 19 ; interview de Ferrat (sur la situation en 1934).

« déchet » était certainement très élevé sous l'effet combiné de la répression, des épurations et des dissensions internes ; et ceci plus particulièrement dans le corps des cadres. C'est ainsi que, sur le triumvirat qui présidait aux destinées de la région en 1928, Cazala se vit expulsé en 1929, Garau et Cormon devaient démissionner du parti en 1930 (ou 1931)<sup>14</sup> ; à un échelon plus bas, on retiendra les noms d'Albertini, Rocchi et Kamès, sans oublier Tabarot (Oran), Paganacci (Bône), Testa et Lévi (Alger)<sup>15</sup>. D'aucuns parmi les renégats (tels Cormon et Paganacci) allaient combattre publiquement leur ancien parti, appuyant les efforts acharnés, déployés par des dissidents plus anciens : Schiavo, Lémédioni, Giovacchini et Spielmann. Leurs rangs devaient être renforcés par deux anciens délégués du PCF exclus du parti et venus en Algérie chercher fortune dans les mass media : Joubert, nommé directeur de *Radio-Alger*, Arrighi, rédacteur à *Oran-Matin*<sup>16</sup>. Les effectifs — la région ne se lassait point de le répéter — n'avaient en soi aucune importance ; mais on fut obligé d'admettre que cet « aspect squelettique » limitait fatalement ses chances de réaliser d'une manière concrète les tâches qui lui étaient dévolues. Le « sectarisme », l'« absence de travail de masse » (manifestations, grèves, organisations périphériques, etc.), « les méthodes formelles et mécaniques » dans l'exécution des consignes — autant de maux souvent déplorés dans les publications du Parti communiste — avaient pour origine l'exiguïté de son assise militante, d'autant plus que l'on devait s'attendre à ce qu'un bon nombre de ces militants se retrouvent — à n'importe quel moment — soit en prison soit en résidence surveillée sur les confins sahariens<sup>17</sup>. Assiégée, la région passa une période relativement longue (fin 1929 - mi-1932) dans une passivité presque totale, qualifiée pudiquement, dans le jargon du parti, de « passage dans la clandestinité ». Seuls signes de vie pendant cette vingtaine de mois : la parution intermittente de l'organe régional (rédigé, de leur propre aveu, par trois à quatre personnes seulement), et quelques tracts occasionnels. La « campagne populaire » contre les fêtes du Centenaire (1930), amorcée à grand éclat, se solda par un fiasco gigantesque<sup>18</sup>. Si maigres et si instables étaient

14. CAZALA ; *supra*, p. 53 ; CORMON, *La Lutte sociale*, mars 1932 ; GARAU est mentionné pour la dernière fois comme militant au PC dans un rapport de la Sûreté daté du 6 mars 1930, APP B/a 1676. Il devait adhérer par la suite au PPF.

15. *Infra*, p. 60-61.

16. *La Lutte sociale*, mars 1932 ; *L'Étincelle* (Bône), 29 avril 1928.

17. *Cahiers du bolchevisme*, p. 334-335 ; *La Lutte sociale*, 28 juin 1928, 25 janvier 1929, fév. 1931, oct., déc. 1932, 1<sup>er</sup> septembre 1935 ; *La Défense* (Secours rouge), 11 mars 1932 ; *L'Algérie ouvrière*, juillet 1932, avril-mai 1933.

18. L'activité se réduit au seul numéro de *La Lutte sociale* qui parut en 1930 et à quelques tracts (dont 4 se trouvent à l'Institut Maurice Thorez) et affiches (voir celle du Secours rouge reproduite par le *Bulletin du comité de l'Afrique française*, 1930, p. 219).

les effectifs qu'ils se révélèrent insuffisants, même pour une activité dans les quelques villes côtières où se concentrait la force du parti (dont la moitié à Alger)<sup>19</sup>, sans parler de l'hinterland.

Critère plus concluant encore de l'échec de la région, du point de vue léniniste : ne s'être pas transformée en « parti passoire », à la manière du PCF en métropole, qui se forgea, au cours de ces années, un noyau de militants à toute épreuve, dévoués et expérimentés, capables de soutenir leur activité dans un milieu hostile et qui furent la charnière du parti pour plus d'un quart de siècle. Cette différence entre colonie et métropole n'est pas à mettre au compte de la seule répression, même si elle fut plus féroce en Algérie ; il faut aussi prendre en compte le niveau d'endoctrinement et de formation, si bas en Algérie que la mobilité verticale — créée par les démissions et la répression — ne poussa pas forcément vers le haut ce « noyau pur et dur » tant attendu. C'est ainsi qu'à la suite de l'arrestation de la totalité de la direction en 1929, on dut la remplacer — selon *La Lutte sociale* — par « des camarades politiquement très faibles »<sup>20</sup>. Il n'est pas étonnant, donc, que ces dirigeants nouveaux aient dû, tôt ou tard, disparaître. Les militants des Jeunesses communistes, dont l'importance dans la région aux alentours des années 1925-1928 allait croissant, ne marqueront point de leur empreinte son développement ultérieur. Le seul groupe de cadres qui se révéla d'une étoffe plus résistante et persévérante fut celui des syndicalistes (Maucherat, Cailler, Zannettacci, Navarro, Palomba, Torrecillas), dont l'envergure intellectuelle et politique laissait en revanche beaucoup à désirer. Si les syndicalistes allaient servir de trait d'union entre la région et le puissant Parti communiste algérien qui naîtrait après 1935, personne parmi eux — à l'exception, pour une très courte durée, de Zannettacci — n'assumera de hautes fonctions dans le PCA. La « génération fondamentale » du communisme algérien sera le produit du Front populaire.

Ces généralisations appellent quelques réserves au regard des cadres musulmans. Les leaders musulmans de la période ultérieure — tels Boukhort, Ouzegane, Belkaïm — avaient adhéré et milité au cours des sept « années maigres ». Mais, d'une part, tous n'étaient, au début des années trente, que des cadres de bas échelon avant d'être catapultés, en 1934-1935, vers la fin de la traversée du désert, à des postes très élevés ; et ceci, non tant en fonction de leurs qualités, mais plutôt parce que l'« arabisation » de la direction ayant été décrétée impérative, on n'avait guère de candidats valables. Seul Ouzegane était effectivement à la hauteur de ses

19. *Cahiers du bolchevisme*, p. 336 ; cf. *La Lutte sociale*, 5 mars 1927.

20. *Ibid.*, mars 1930 (et 7 décembre 1928).

tâches. D'autre part, si l'on ne constate dans les premiers temps aucune mobilité analogue de musulmans vers le second et le troisième échelon<sup>21</sup>, c'est simplement par manque de candidats ; cela en raison de la pauvreté en effectifs musulmans durant la période 1927-1934, de leur taux de « déchet » singulièrement élevé, et du fait que si peu d'indigènes aient été présents, même dans les rangs inférieurs de la hiérarchie.

A ces critères valables à l'examen de tout « parti d'avant-garde » il faut en ajouter un autre, qui s'applique plus particulièrement à une situation coloniale, la composition ethnique et ses corollaires dans le domaine de l'organisation. Ainsi que les conférences régionales ne se lasseraient jamais de le réitérer, il fallait en priorité « renforcer les rangs du parti par un travail intensif parmi les ouvriers indigènes », ensuite réaliser « l'éducation rapide de ces camarades pour leur avancement aux postes responsables du parti »<sup>22</sup>. Mais la répétition même de ces thèmes prouve que l'arabisation ne faisait pas de grands progrès. A une époque où l'on assistait à l'exode campagnard et à la croissance rapide de la population musulmane des grands centres urbains — les nouveaux venus allant surtout enfler les rangs du prolétariat — les effectifs indigènes du PC restaient de l'ordre de quelques douzaines<sup>23</sup>. Dans le corps des cadres, leur présence était virtuellement inexistante. Si la conférence régionale de 1929 élut plusieurs Arabo-Berbers au comité régional, aucun d'entre eux n'exerça de pouvoir réel, à l'exception de Boualem (de son vrai nom Sidi Ahmed Belarbi), dirigeant de traminsots, qui allait être nommé au secrétariat régional au début des années trente<sup>24</sup>. La région se trouvait ainsi bloquée dans une sorte de cercle vicieux : peu d'adhérents musulmans, donc un nombre encore plus restreint propre à devenir cadres ; rareté des cadres contribuant à son tour à la stagnation du recrutement indigène. Que ce rapport de cause à effet ait joué est confirmé par les cellules musulmanes relativement fortes — Bône et Sétif par exemple — qui furent l'œuvre de cadres indigènes talentueux (Abdallah Ben Mohamed et Lazla Smail)<sup>25</sup>. Mais n'avait-on pas un autre réservoir de cadres musulmans, celui des

21. A l'exception de Mahmoudi, qui militait déjà en 1929 et devait être promu membre suppléant du bureau politique en 1938, et membre de plein droit après la guerre.

22. *La Lutte sociale*, 5 avril 1929, fév. 1931, déc. 1932, juillet 1933 ; *Cahiers du bolchevisme*, 1930, p. 443.

23. *La Lutte sociale*, fév.-mars 1931, déc. 1932 ; *Correspondance internationale*, 1928, p. 1414-1415.

24. *La Lutte sociale*, 5 avril 1929 ; OUZEGANE, *Le meilleur combat*, Paris, Juliard, 1962, p. 181. Ferrat devait écarter Boualem en 1934, pour incompétence aussi bien que comme suspect de contacts policiers (interview).

25. Rapport de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> avril 1928, AOM ; *La Lutte sociale*, 25 mai 1928, 22 juin 1928 ; *L'Étincelle* (Bône), 29 avril 1928.



travailleurs immigrés en métropole et formés par le PCF ? La région fit appel à la commission coloniale, mais les quelques cadres envoyés dans la colonie devaient être immédiatement emprisonnés ou placés en résidence surveillée (Rabah et Ben Lekhal — 1926, Issad et Rabia — 1928, Marouf — 1929)<sup>26</sup>. Dans une autre tentative pour rompre le cercle vicieux, Ferrat, délégué du PCF en Algérie (1934), recruta en hâte de nouveaux adhérents araboberbères et, au terme d'une formation non moins accélérée, en fit des cadres. La sélection était pourtant loin d'être rigoureuse, la formation trop sommaire, et tout l'édifice s'écroula rapidement (*infra*, p. 78). Une telle situation semblait rendre lointain sinon irréalisable l'objectif fixé par le 6<sup>e</sup> congrès mondial, concernant les pays du Maghreb, objectif plus ambitieux que le plan Joubert : des partis communistes « fondés authentiquement » sur le prolétariat indigène et capables de devenir des sections indépendantes de l'Internationale communiste<sup>27</sup>.

Ce n'est pas sans raison que la SFIO algérienne appelait le Parti communiste « le parti fondu ». Selon les critères externes aussi bien que selon ses propres critères, ce n'était qu'un petit groupe de parias ou, pour reprendre les mots de Boukhort, une « organisation de sectaires », dépourvue de toute influence sur les réalités algériennes<sup>28</sup>. Le PC ne représentait ni ce danger mortel pour l'Algérie française clamé par la presse colon, ni ce levain du prolétariat pied-noir (et/ou des colonisés) qu'il aspirait lui-même à être.

## « Survivances colonialistes »

Parmi les causes de l'échec communiste, la plus aisément discernable vient de ce que le débat intérieur sur la question coloniale n'avait pas été clos par l'épuration de 1927. Les adhérents nou-

26. Rabah et Ben Lekhal (*La Lutte sociale*, 3 et 10 septembre 1926). Issad, ancien élève de l'École de Bobigny et membre du comité directeur de l'ENA (rapport de la Sûreté daté du 7 mai 1928, APP 57, cote provisoire), *La Lutte sociale*, 28 novembre 1928, 8 mars 1929 et *Compte rendu* du 5<sup>e</sup> congrès du PCF, p. 629 ; Marouf, à l'époque membre du secrétariat colonial de la CGTU ; (*La Lutte sociale*, 9 juillet 1929, *La Défense* (Secours rouge), 24 juillet 1929, *L'Algérie ouvrière*, sept. 1930) ; Rabia (*Indigénat : Code de l'Esclavage*, Paris, 1928, p. 13 ; *La Défense*, 25 novembre 1932). En 1934, le nouveau secrétaire, Boukhort, fut arrêté peu après son retour de stage à Moscou (*infra*, p. 78).

27. J. DEGRAS, *The Communist International*, vol. II, Oxford, Oxford University Press, 1956, p. 545-546.

28. *Alger socialiste*, 8 novembre 1931. *La Lutte sociale*, 16 septembre 1934 (pseudonyme « El-Mounadi »).

veaux n'étaient point nécessairement imprégnés des idées léninistes sur la décolonisation, peut-être même n'en avaient-ils pas pleinement saisi le sens. Cela valait d'ailleurs pour maint communiste ancien, demeuré au parti après le séisme de 1926-1927. Ils avaient été nombreux à accepter en principe le nouveau programme, tout en nourrissant des doutes qu'ils s'abstenaient de formuler aussi longtemps qu'aucune action spécifique n'était pas exigée ; face à des consignes précises (par exemple à propos de l'arabisation, qui risquait de bouleverser la composition des cellules ou de pousser à l'écart des cadres européens en faveur de musulmans), l'opposition prendra le devant de la scène.

Syndrome plus fréquent encore : la conviction rationnelle de la justesse de la décolonisation, juxtaposée aux préjugés viscéraux de la tradition pied-noir. Exemple à l'appui : la résolution suivante adoptée par la cellule de Philippeville juste après la purge (avril 1927). Si elle se déclarait pour l'« indépendance de l'Algérie », la cellule rejetait « tout compromis — même momentané — avec la bourgeoisie indigène qui, triomphante à la suite d'un mouvement nationaliste, pourrait — grâce à l'influence des marabouts, ses alliés les plus sûrs — maintenir très longtemps encore l'esclavage des masses paysannes de ce pays »<sup>29</sup>. Couverte du manteau des thèses de M. N. Roy au 2<sup>e</sup> congrès mondial, l'hostilité séculaire des colons envers les « chefs indigènes » est ici manifeste. Un tel engagement au programme de Joubert s'avéra ainsi assez fragile.

La passivité de la région servait, dans un certain sens, le facteur de stabilisation des effectifs, mais, qu'un regain d'activité ait lieu — lors de campagnes électorales par exemple, où la répression s'atténuait — et les fissures apparaissaient. A la veille des législatives de 1928, l'un des dirigeants oranais, Tabarot, refusa de figurer sur la liste du Parti communiste afin de n'être pas obligé d'en défendre les thèses coloniales. Il devait être expulsé avec deux autres militants qui le soutenaient. Incident fort intéressant, car tous trois appartenaient également aux Jeunesses communistes, jugées jusque-là exemptes des « déviations colonialistes » et dont, de plus, le rayon (section) ne condamna pas unanimement le comportement, loin de là. Ailleurs, des voix sourdes se firent entendre pour demander qu'au moins « on délaisse momentanément les indigènes, ces non-électeurs ». Au cours de cette même campagne électorale, un dirigeant CGTU de Bône fut exclu du parti à la suite d'un conflit avec Abdallad Ben Mohamed, accusé par lui de « nationalisme »<sup>30</sup>. Un an plus tard, à Oran, lors de la campagne pour les municipales, un soi-disant « groupe de travailleurs communis-

29. *Ibid.* 1<sup>er</sup> avril 1927.

30. *Ibid.*, 2 mars, 29 avril, 12 mai, 2 juin 1928. *L'Étincelle*, 29 avril 1928.

tes » placarda une affiche sur laquelle ne figurait que le programme électoral du PCF en métropole, sans nulle allusion aux problèmes algériens. C'était évidemment leur manière de critiquer la politique coloniale du parti en même temps qu'une tentative pour attirer ceux des ouvriers pied-noir que, ainsi que l'avait dit Giovacchini, seule la question indigène empêchait de voter communiste. Ce fut, en effet, l'interprétation du parti qui chassa aussitôt les fautifs de ses rangs<sup>31</sup>. La conférence régionale de 1932 exclura même une personnalité aussi respectée que Testa, depuis longtemps avocat des militants traduits en justice, coupable de s'être dressé contre l'arabisation. Cette conférence signalait en outre qu'une opposition larvée, plus effective car plus difficile à détecter et, partant, à extirper, couvait encore dans les rangs : « Le fait de poser la question de l'arabisation comme une menace contre les travailleurs européens, de se retrancher derrière la répression ou l'incapacité de camarades indigènes de diriger... l'acceptation de fait plus ou moins totale » par les travailleurs de la politique coloniale française, enfin « l'ignorance et la sous-estimation du mouvement nationaliste » — autant de manifestations de l'« opportunisme colonial »<sup>32</sup>.

Qu'une telle manière de penser ait été bel et bien répandue dans la région, on peut en avoir confirmation par l'étude de six journaux de cellules algériennes, faite par le PCF en 1934. On a constaté que ces journaux se cantonnaient dans les domaines économique et corporatif, évitant soigneusement de dénoncer la guerre qui sévissait toujours au Maroc ou de faire allusion à la « sur-exploitation des indigènes » en Algérie ou à la façon dont « l'oppression nationale et l'exploitation de classe s'entrelacent étroitement ». Bref, leur « défaut principal... c'est qu'il n'y apparaît pas qu'ils soient écrits dans une colonie de l'impérialisme français et qu'ils s'adressent à un peuple opprimé ». Un *argumentum ex silentio* analogue, et vers cette même date, peut être tiré du manque d'attention porté aux aspirations indigènes par la section de Sidi-Bel-Abbès<sup>33</sup>.

Il n'est pas étonnant que, lorsque l'instructeur communiste, André Ferrat, mettra résolument en œuvre l'arabisation (mi-1934), un certain nombre d'adhérents européens ne reprendront pas leurs cartes, bien qu'il les ait exhortés à ne pas s'effrayer du « caractère inévitablement nationaliste » des tendances nouvelles dans l'opinion musulmane, et à contribuer, « avec l'abnégation totale », à

31. *La Lutte des classes* (organe du PC à Oran), 3 mai 1929.

32. *Ibid.*, déc. 1932.

33. A. MARTY, « Sur six journaux des cellules d'Algérie », *Bulletin colonial* (Supplément des *Cahiers du bolchevisme*), fév. 1934, p. 28-31 ; *L'Humanité*, 18 juillet 1933.

l'arabisation du PC<sup>34</sup>. Un an après que ce processus eut été mis en branle, les cadres eux-mêmes n'étaient pas encore débarrassés de telles attitudes. On dut opérer une purge au rayon d'Alger, dont les victimes — au nombre desquelles se trouvait le secrétaire A. Lévy — furent jugées coupables d'avoir qualifié de « parlottes » les conférences d'une représentante parisienne de la « Ligue anti-impérialiste »<sup>35</sup>.

Comment un parti, qui n'avait pas réussi à liquider les « poches » considérables de résistance à la décolonisation existant dans son sein, pouvait-il espérer être un outil efficace pour gagner à ses idées le prolétariat pied-noir ? Cet échec s'explique, par ailleurs, par le fait — tant déploré — que « le commandement mécanique remplaçait le travail de conviction » ; les cadres n'étaient donc pas toujours persuadés de la justesse de la cause. Dans le milieu ouvrier, même proche du parti, les porte-parole communistes étaient contraints de démentir sans cesse — et en vain — que « le parti les néglige au seul profit des masses indigènes »<sup>36</sup>.

Le PC se trouvait, en effet, aux prises avec des obstacles presque insurmontables. On doit se rappeler qu'on assista en France, dans l'entre-deux-guerres, à l'apogée de ce que R. Girardet appelle *la bonne conscience coloniale*, engagement sincère et moralisateur à la cause coloniale dont la « mission civilisatrice » était inculquée par tous les media, à commencer par l'école primaire imprégnée d'esprit jacobin<sup>37</sup>. Engagement mêlé à la conviction du caractère inébranlable de l'Empire, fondée sur les conquêtes faciles de l'avant-guerre et renforcée ensuite par la déroute totale des rébellions des Druzes et du Rif, doublée de la faiblesse des mouvements nationalistes coloniaux ; fortifiée enfin davantage par le climat présomptueux et suffisant instauré par les fêtes du Centenaire en Algérie et l'Exposition coloniale à Paris (1931). Cette texture émo-tive avait sur les pieds-noirs une emprise d'autant plus puissante que leur existence même, en tant que classe privilégiée, économiquement et socialement, dépendait de la force physique et morale de l'édifice impérial<sup>37</sup>. Si le PCF était seul en métropole à prêcher la décolonisation<sup>38</sup>, il était à plus forte raison isolé dans une colonie. Si le prolétariat français réagissait avec une indifférence fri-

34. *Cahiers du bolchevisme*, 1934, p. 947 ; interview de Ferrat.

35. *La Lutte sociale*, 16 juillet 1935.

36. *Ibid.*, 6 avril 1928, 2 juin 1928, 25 janvier 1929, oct.-déc. 1932.

37. R. GIRARDET, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, La Table ronde, 1972 ; M. SEMIDEI, « De l'Empire à la décolonisation à travers les manuels scolaires français », *Revue française de science politique*, 16 (1), 1966, p. 60-69 ; X. YACONO, « Le centenaire de la prise d'Alger vu par la presse quotidienne de Paris », dans *La Méditerranée de 1919 à 1939*, Paris, SEVPEN, 1969, p. 5-25.

38. Cf. J. BEROUE, *Le Maghreb entre les deux guerres*, Paris, Le Seuil, 1962 ; GIRARDET, *op. cit.*



sant l'hostilité aux mots d'ordre de « fraternisation », « évacuation » et « indépendance », si son attitude envers les travailleurs immigrés musulmans se marquait de xénophobie (que le PCF appelait, avec pudeur, « nationalisme ouvrier »)<sup>39</sup>, combien plus violente était la réaction du monde ouvrier pied-noir, complètement intégré à la communauté des colonisateurs avec ses préjugés racistes remontant aux premiers temps de la conquête ! Citons à titre d'exemple cette description très franche des attitudes prévalant dans la plus puissante union de la CGTU en Algérie, celle des cheminots : « L'indigène est un ingrat ; il est fourbe, sournois, sale, voleur ; lui faire du bien, c'est donner de la confiture à un cochon ; lui faire du mal, c'est lui apprendre à se soumettre et à se civiliser »<sup>40</sup>.

Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, « la tactique coloniale du parti était peu comprise de la grande majorité des travailleurs européens, animés souvent d'animosité envers leurs malheureux frères indigènes »<sup>41</sup>. Sentiments que les journaux et les formations politiques européens ne firent qu'envenimer. A droite, *La Dépêche algérienne* accusa les communistes de « prêcher la révolte des indigènes, la restitution des terres des colons et, pour couronner le tout, l'expulsion des Européens de l'Algérie et de l'Afrique du Nord ». Et, à gauche, les socialistes proclamaient : à cause de l'activité du PCF, les pieds-noirs « risquent de se faire f... à la mer par les Arabes »<sup>42</sup>. On mesure l'efficacité de cette propagande par cet incident où des travailleurs européens expliquèrent à Maurice Thorez, en visite en Algérie (1933), qu'ils refusaient de voter communiste de peur que les musulmans ne les jettent à la mer<sup>43</sup>.

Dans ce climat d'ostracisme, il aurait fallu à un « petit blanc » algérien des ressources affectives et intellectuelles extraordinaires pour arriver à croire au caractère opportun et désirable de la lutte pour la décolonisation et à ses chances pratiques. D'autant plus que toute activité à cet effet était exposée à de sévères sanctions, spécialement après la promulgation, en 1929, d'une loi assimilant la propagande anticolonialiste à la haute trahison et à la conspiration contre l'intégrité du territoire national. Ajoutons, enfin et en marge, que l'éclipse du PCF en métropole ne fut pas de nature à arranger les choses.

39. *La Lutte sociale*, 13 février 1925, 9 juillet 1928 ; LE GUENNEC, art. cité ; et notre article « Leftist outcasts in a colonial situation », dans *Asian and African studies*, 10, 1975-1976.

40. *Le Cheminot algérien*, 1<sup>er</sup> avril 1928.

41. *La Lutte sociale*, 5 avril 1929.

42. *La Dépêche algérienne*, 5 mai 1932 ; le leader socialiste Cianfarini, cité par *La Lutte sociale*, déc. 1932.

43. *Ibid.*, 6 avril 1928 ; *L'Humanité*, 21 juin 1933.

Quelques-uns des facteurs mentionnés ci-dessus contribuent à expliquer l'échec dans la communauté musulmane. La répression, tout d'abord, fut une force de dissuasion formidable, étant donné l'arsenal des lois d'exception et des mesures administratives draconiennes capables de foudroyer les « sujets indigènes » (et cela, même après la non-reconduction du code de l'indigénat en 1928). Il faut noter aussi que, pour les musulmans également, le *credo* communiste était en avance sur son temps. Aucun secteur de cette communauté en Algérie — l'immigration en France est un cas différent — n'entretenait de sentiments nationalistes ; personne ne pensait en termes d'autonomie politique, encore moins d'indépendance algérienne. Le mouvement Khaled — proto-nationaliste dans le meilleur des cas — était déjà complètement éteint. L'humeur qui régnait dans l'élite modernisée, groupée autour de la Fédération des élus (fondée en 1927) était pro-assimilationniste et ne contestait nullement le « cadre français ». Quant aux Oulémas réformistes, ils commençaient à peine à développer leur doctrine de la spécificité culturelle, arabo-musulmane, de l'Algérie, évitant délibérément d'en tirer des implications politiques<sup>44</sup>.

Plus que n'importe quel autre facteur, fut préjudiciable au Parti communiste son image de marque *roumi*. Les milieux musulmans étaient portés à le considérer comme un « parti français » ; dans leur optique, « les communistes ne pouvaient être autres que des Européens ne luttant que pour les intérêts de ces derniers ». Selon une vue plus charitable — plus rare également, semble-t-il, — c'est « par générosité de cœur » que ce « parti européen d'importation... prenait la défense des revendications » musulmanes<sup>45</sup>. Il est évident que l'origine occidentale de leur doctrine et la composition ethnique de leurs sections contribuèrent à créer cette image. N'oublions pas non plus que la région était partie intégrante du PCF, encore qu'elle ait salué, à l'occasion, l'idée d'un Parti communiste algérien<sup>46</sup>. Autre facteur qui saute aux yeux : l'opposition doctrinale entre Islam et communisme ; encore que, si elle encouragea certainement l'aversion envers le Parti communiste, elle eut beaucoup moins d'importance que ne le laissaient croire, tout au long des années vingt et trente, les rapports de la Direction des affaires indigènes, la présentant comme garantie ultime de « l'imperméabilité indigène » à cette propagande subversive. Ainsi que le démontre un orientaliste éminent, la « contradiction totale » au ni-

44. J.-C. VATIN, *L'Algérie politique. Histoire et société*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1974, p. 176-199 ; A. MERAD, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris-La Haye, Mouton, 1967.

45. *La Défense*, 28 décembre 1934 ; *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> juin 1935 ; OUZEGANE, dans 8<sup>e</sup> congrès du PCF, *Compte rendu*, 1936, p. 380.

46. *La Lutte sociale*, 5 avril 1929, déc. 1932, 15 juin 1934 ; *L'Humanité*, 10 mars 1932, 20 octobre 1932 ; *Cahiers du bolchevisme*, 1932, p. 335.

veau idéologique est un mythe ; sur plus d'un point, il y a affinité remarquable entre les deux idéologies, et les contradictions qui existent bel et bien sont parfois trop compliquées pour être saisies par les masses ignorantes<sup>47</sup>. En effet — pour en revenir à la scène algérienne — ces mêmes Oulémas réformateurs qui, en 1930, stigmatisaient le « communisme maudit » comme « une idéologie contraire au véritable Islam » loueront, cinq ans plus tard, les efforts du Parti communiste en faveur des Arabo-Berbères, et se joindront à lui, en 1936, pour créer le Congrès musulman algérien<sup>48</sup>. Et en France, au cours de ces mêmes années maigres, le communisme — sous une forme quelque peu déguisée, celle de *L'Etoile Nord-Africaine* — faisait des progrès parmi les travailleurs algériens immigrés. Qui plus est, la région algérienne avait toujours pris des précautions pour éviter de choquer la susceptibilité religieuse des indigènes, tirant peut-être les leçons de la débâcle du communisme tunisien qui avait payé cher son attaque d'athéisme féroce contre l'Islam au début des années vingt<sup>49</sup>. De même, les propagandistes de la région firent-ils rarement allusion à la philosophie matérialiste, s'évertuant à établir la compatibilité des deux doctrines, citant à l'appui la floraison présumée de la culture musulmane dans les républiques soviétiques d'Asie centrale. Si l'on peut glaner quelques rares articles athéistes dans *La Lutte sociale*, ils étaient d'une nature très générale, et l'existence à Alger des « Travailleurs sans Dieu » — groupement vaguement rattaché à la CGTU — ne fut qu'un épisode marginal et éphémère<sup>50</sup>.

Un facteur moins évident, mais d'un poids très lourd dans la balance : la conception et la présentation de la propagande communiste. Une propagande menée d'abord presque uniquement sous forme imprimée, s'adressant donc à une mince couche de la communauté musulmane, en majorité illettrée, et restreignant encore son audience par l'emploi presque exclusif du français. Il est vrai que la répression entravait, dans une large mesure, l'usage de la propagande orale — beaucoup plus conforme à la culture politique des musulmans — et dissuadait les imprimeries arabes d'accepter les commandes du PC. A l'occasion, des feuilles bilingues, publiées par le PCF pour les travailleurs immigrés (tel que *Al-Raïat al-Hamra*) ainsi que des affiches et des tracts du même genre furent

47. B. LEWIS, « Islam and communism », *International Affairs*, janvier 1954, p. 1-12.

48. MERAD, *op. cit.*, p. 304 ; *La Défense*, 18 octobre 1935 ; C. COLLOT, « Le Congrès musulman algérien », *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 1974.

49. *Revue des études islamiques*, 1937, p. 367.

50. OUZEGANE, *op. cit.*, p. 29-30 ; cf. les articles athéistes (destinés à des lecteurs européens), *La Lutte sociale*, 25 septembre 1928, 12 avril 1929 ; *L'Enchaîné* (PC, Oran), 18 avril 1932 ; *La Lutte des classes* (PC, Oran), 27 avril 1932.

introduits clandestinement en Algérie quand ils n'avaient pas été saisis par la police métropolitaine<sup>51</sup>. Leur quantité n'était cependant pas suffisante pour combler la lacune. Soulignons toutefois que le phénomène n'est pas réductible à la seule répression. Car même lorsque le parti, ayant trouvé une imprimerie arabe, se mit à publier des articles dans cette langue à *La Lutte sociale* (à partir de septembre 1932), ceux-ci n'y occupèrent qu'une place assez restreinte et — chose plus significative encore — ils n'étaient que des traductions d'articles français du même journal, sans nul effort pour les adapter aux besoins des lecteurs arabes (et sans qu'il soit question, a fortiori, d'en écrire directement en arabe). Rares étaient également les tracts en arabe.

La carence en matière de propagande orale s'explique notamment par le manque de cadres musulmans auquel la région ne s'était jamais efforcée de parer sérieusement avant 1934 ; et quand, à cette date, elle le fit, ce ne fut que grâce à une initiative venue de l'extérieur, celle d'un instructeur communiste métropolitain, André Ferrat. Son court séjour terminé, cette flambée d'activité retomba ; le secrétaire régional dut faire état de la léthargie des cellules, du manque de contrôle par les cadres et d'une régression généralisée face à l'objectif du parti d'en faire « un véritable PC de masse arabe »<sup>52</sup>. Les quelques cadres supérieurs arabes placés aux échelons moyens et inférieurs durent compenser la pauvreté du niveau de formation et du niveau intellectuel des indigènes qui s'y trouvaient. Le plan Lozeray (datant de 1925) d'établir en Algérie une école léniniste ne verrait même pas un début de réalisation ; on constate en effet l'absence totale de formation institutionnalisée pour les musulmans, même sous forme de cours de quelques jours. Seul point positif : les conférences et entretiens donnés en hâte par Ferrat lors de ses tournées. Aucun musulman n'avait fréquenté les écoles du parti, à part les deux camarades qui prirent part à la célèbre promotion de fin 1924 de l'Ecole de Bobigny ; et même alors, il s'agissait de travailleurs immigrés — très probablement Hadj Ali Abdel-Kader et Hassan Issad — qui devaient remplir des fonctions importantes dans les sections de main-d'œuvre coloniale (MOC) du PCF et de la CGTU et devenir en 1926 les co-fondateurs de l'*Etoile Nord Africaine* (ENA)<sup>53</sup>. Une carrière analogue fut réservée en métropole à la demi-douzaine d'Algériens formés entre 1923

51. *Journal officiel. Assemblée nationale*, 3 juin 1927, p. 1763 ; *L'Evolution Nord-Africaine*, 12 août 1927, 21 mars 1930, 22 mai 1930, 25 octobre 1930, 5 décembre 1930, APP B/a 1714 (listes d'affiches et de tracts saisis en 1928-1929) ; *Ibid.*, B/a 1676, rapport de la Sûreté, 22 octobre 1934 ; C. COLLOMB, *Vérités Nord-Africaines*, Alger, 1933, annexe ; cf. tracts de 1929-1930 à l'Institut Maurice Thorez.

52. « El-Mounadi » (pseudonyme de Boukhort) dans *La Lutte sociale*, 16 septembre 1934. Cf. *Ibid.* 1<sup>er</sup> août 1934.

53. VASSART, *Mémoires* (ms. A. Kriegel), p. 90.



et 1926 au KUTV à Moscou ; seul Mahmoud Ben Lekhal devait rentrer en Algérie, mais sera immédiatement arrêté et déporté dans le Sud<sup>54</sup>. Aucun Algérien ne prendra le chemin de Moscou dans la période postérieure à la purge<sup>55</sup>, jusqu'au temps de la mission Ferrat ; celui-ci y envoya Boukhort, nouvellement nommé secrétaire régional, pour un stage accéléré au KUTV, et deux autres militants pour une formation plus complète : Bouhali (futur secrétaire du PCA après la deuxième guerre mondiale) et Dib (qui, de retour en Algérie, démissionnera pour adhérer au PPF). Initiative tardive — car ce sera la toute dernière formation du KUTV — avant la fermeture de cette « université »<sup>56</sup>. N'aurait-on pu, à la rigueur, avoir recours aux cadres européens pour le travail en milieu musulman ? En principe, oui, mais, de fait, la région ne disposait point de militants pied-noir parlant l'arabe (ou le kabyle) et, qui plus est, ne déployait aucun effort pour former de tels spécialistes.

Déficiente, la propagande l'était non seulement quant aux moyens, mais également quant au contenu. Premier constat : son caractère foncièrement français ; les références (mythes, événements historiques, héros littéraires), les citations — tout était ancré dans la culture française et n'avait rien à voir avec les traditions islamiques. Même lorsque des références de cette sorte firent leur apparition, vers 1934 — avec le parachutage de musulmans à la direction — elles allaient toujours de pair avec des références françaises vaguement analogues : l'insurrection de Mokhrani, présentée comme le pendant de la Commune, et la révolte de l'Aurès (1916) comme celui des mutineries de soldats en 1917 ; la résistance indigène au débarquement avorté de 1664 associé à la critique dont fut l'objet, en France, la politique coloniale de Colbert. Parfois même, les cadres musulmans faisaient appel au seul contexte français. Boukhort ne déclara-t-il pas voir ses aspirations légitimées par l'héritage dont il tirait gloire — celui de 1789-1793, de 1848 et de la Commune — en un mot, de tout le panthéon de la gauche française<sup>57</sup> ?

L'impression qui se dégage est confirmée par le fait que la « libération nationale » de l'Algérie fut présentée sous des traits

54. *Zhizn' national'nosty*, janv. 1923, p. 267 ; témoignage de L. LAURAT (professeur du KUTV en 1924-1926) recueilli par B. Lazitch ; *Archives Boris Souvarine* (Institut d'histoire sociale), lettre de Souvarine au secrétariat du Komintern, 30 juin 1923.

55. Interview de S. SABARI et de M. SLONIM (étudiants au KUTV en 1931-1933). Seule exception probable : Si Ahmed Balarbi (« Boualem ») qui aurait fait son stage à Moscou à cette époque.

56. Interview de Ferrat ; OUZEGANE, *op. cit.*, p. 277 ; interview de Dib à *L'Oranie populaire*, 11 septembre 1937.

57. *La Lutte sociale*, 16 mars 1935, 1<sup>er</sup> avril 1935, 16 juillet 1935, 1<sup>er</sup> septembre 1934, 16 avril 1935.

essentiellement politiques et économiques. C'est à peine si l'on se pencha sur son aspect culturel, sur cette recherche d'identité qui caractérisait le nationalisme algérien qui commençait à éclore à cette époque. Recherche qui s'imposait après un siècle d'efforts assimilationnistes français et la présence d'une large communauté pied-noir qui avait marqué l'Algérie de son empreinte. Indice remarquable : jusqu'en 1932, la région n'introduit dans son programme aucune revendication d'ordre culturel et n'attaque que fort rarement la politique d'assimilation<sup>58</sup>. Les progrès enregistrés par le mouvement des Oulémas, insistant sur l'histoire et la culture arabo-musulmane en tant qu'épine dorsale de la spécificité algérienne, firent que les communistes en vinrent à adopter certaines revendications de ces réformateurs : expansion de l'instruction en langue arabe, place plus large dévolue à l'histoire arabe et musulmane dans les programmes scolaires, indépendance du clergé musulman de l'Etat. De telles demandes ne jouaient qu'un rôle mineur dans la plate-forme communiste et leur apparition ne signifie nullement une mutation de sa vue d'ensemble du problème national algérien. La meilleure illustration en est l'incompréhension dont fit preuve le PCF quant au caractère foncièrement nationaliste du mouvement des Oulémas. Leur concentration sur les revendications culturelles fut considérée par la région comme stratagème de la « grande bourgeoisie » musulmane collaboratrice « pour prendre en main le mouvement réformateur qui se dessine afin de désorienter et de briser la lutte des travailleurs algériens pour leur libération »<sup>59</sup>.

Deuxième constat, et qui explique en partie l'imperméabilité dont nous venons de parler : le dogmatisme des militants communistes dont les convictions en matière de décolonisation semblent s'être forgées non à partir d'une réflexion sur la situation algérienne — ni, à plus forte raison, par un choc moral né du contact direct avec les iniquités coloniales — mais plutôt d'un raisonnement abstrait sur le colonialisme dans l'optique de Lénine et ou par soumission aveugle aux diktats du Komintern, fer de lance de la révolution mondiale. Aussi ne considérèrent-ils jamais à fond la question de la libération nationale, estimant simplement qu'elle était une phase nécessaire, dans le cas algérien comme pour n'importe quelle colonie, sur la route de la révolution sociale ; et il va de soi que des questions spécifiquement algériennes ne figuraient jamais à l'ordre du jour. Comme fait foi cette phrase fort révéla-

58. On peut glaner toutefois quelques attaques sur l'assimilation, *Ibid.*, 25 septembre 1928, 8 mars 1929. Les revendications culturelles apparaissent pour la première fois, *Ibid.*, avril 1932.

59. *Ibid.*, déc. 1932, 1<sup>er</sup> mars 1933, avr.-mai 1933, 1<sup>er</sup> décembre 1934, 1<sup>er</sup> septembre 1935 ; NOUSCHI, *op. cit.*, p. 72-73.

trice, tirée d'un article incendiaire de *La Lutte sociale* : « Nous dresserons... les masses indigènes en allant au-devant d'elles avec le seul mot d'ordre qu'elles puissent comprendre à l'heure actuelle : le mouvement national »<sup>60</sup>. En outre, tous ces militants portaient la marque indélébile de l'instruction française, et c'est en tant que Français, imprégnés de patriotisme jacobin, qu'ils regardèrent la question de la « libération nationale ». Aussi étaient-ils incapables d'envisager l'Algérie décolonisée autrement qu'évoluant dans la sphère culturelle française, et ils étaient donc parfaitement indifférents (voire hostiles) à toute « algérité », soit dans une version essentiellement (voire exclusivement) arabo-musulmane, soit dans un amalgame des cultures des deux communautés.

Ces deux constats sont complémentaires ; peut-être sont-ils des variations sur un même thème. Ils représentent les modalités subtiles par lesquelles l'idéologie et la mentalité colonialistes pénétraient les attitudes et les comportements de cette soi-disant contre-société vouée à la destruction de l'édifice colonial et à l'éclosion et à la préfiguration de la société de rechange qui devait la remplacer.

Telle quelle, cette propagande n'était certainement pas de nature à attirer les musulmans au Parti communiste ; tout au contraire, l'attitude axée sur la France qu'affichaient même les militants européens les plus dévoués — sans parler de l'opposition intransigeante qui persistait dans les rangs à l'égard de la décolonisation et de l'arabisation — dut fatalement repousser une bonne partie des quelques douzaines qui y avaient adhéré. « Nous ne savons pas encore nous lier aux [indigènes], nous n'avons pas encore trouvé le moyen de les garder », lit-on dans une des autocritiques publiées de temps en temps. Et Ouzegane, parlant, en 1936, des années antérieures, devait employer des termes plus crus : « Les adhérents arabes... n'ont fait qu'entrer et sortir du parti, parce qu'ils étaient traités en parents pauvres ». Résultat inévitable, ainsi qu'on le déplorait à l'époque : tous les courants importants de l'opinion musulmane échappaient à l'emprise du Parti communiste<sup>61</sup>. Lamentation plus véridique encore à partir de 1933, lorsque l'opinion musulmane entra dans une phase d'intense effervescence (manifestations des Oulémas, démission collective des élus, protestations contre la mise au rancart des recommandations de la commission des réformes, etc.).

60. *Ibid.*, sept. 1933.

61. 8<sup>e</sup> congrès du PCF (1936), *Compte rendu sténographique*, p. 380 ; rapports de la Direction des affaires indigènes, 3 août 1934, 10 mai 1935, 17 août 1935, AOM. *L'Humanité* 17 mars 1932 ; *La Lutte sociale* 16 août 1935, 1<sup>er</sup> et 15 septembre 1935, 1<sup>er</sup> novembre 1935.

Le PCF avait beau se plaindre de la rareté des effectifs musulmans, de la persistance de l'« esprit raciste » dans les rangs et les « fluctuations des cadres et des adhérents », nul changement ne s'opéra, ni dans le contenu, ni dans les méthodes de la propagande, encore moins dans les mentalités sur lesquelles tout reposait. Un rapport confidentiel des Oulémas datant de 1935 fit valoir que « la situation du PC était précaire par suite d'inorganisation, d'incompétence, de manque de cadres et de moyens »<sup>62</sup>. En effet, les Arabes ne représentaient qu'un dixième des effectifs (dont le nombre était récemment monté à 700 grâce à la poussée de la réaction antifasciste après les événements de février 1934)<sup>63</sup>.

Ce fut peut-être le plus préjudiciable de ces cercles vicieux dans lesquels la région se trouvait empiétrée : ayant perdu pied dans la communauté pied-noir à cause d'un programme orienté vers la liquidation de la position privilégiée des colonisateurs, son orientation étrangère (*roumi*) l'empêcha de s'implanter vraiment parmi les musulmans colonisés. Cela ne veut pas dire que le cercle vicieux n'aurait pas pu être brisé. Mais la région était soit insuffisamment consciente, soit trop léthargique et trop doctrinaire pour inventer des moyens appropriés à la hauteur de ses objectifs, et y avoir recours. On pourrait appliquer à cette situation le jugement porté par le Komintern, en 1929, sur un parti aux prises avec des problèmes analogues, le PC palestinien (à majorité juive) :

« La déviation droitière du PCP se traduit par une sous-estimation des possibilités révolutionnaires, par une résistance larvée ou ouverte à l'arabisation du Parti, par le pessimisme et la passivité quant au travail parmi les masses arabes, enfin par le fatalisme et l'apathie sur la question paysanne »<sup>64</sup>.

Tant il est vrai que la région algérienne n'avait jamais essayé de lancer une campagne massive de recrutement en milieu musulman. On peut repérer toutefois, au cours de cette période, deux campagnes isolées dans ce sens, qui — bien que maladroites et peu réussies — furent commencées à l'initiative des émissaires du PCF, Radiguet (fin 1932 - début 1933), et Ferrat (1934). Ce n'est que plus tard, à la fin de 1935, qu'une autre campagne, due elle aussi à un délégué français, Jean Chaintron (Barthel), devait ouvrir une ère nouvelle dans l'histoire du communisme algérien et prouver que le cercle pouvait être brisé, du moins partiellement.

62. Réponse des Oulémas au questionnaire du Comité panislamique (de la Mecque) cité par un rapport de la Direction des affaires indigènes, 28 août 1935, AOM.

63. *Rapport du comité central au 9<sup>e</sup> congrès du PCF* (1937), p. 107 ; PCF, 8<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu*, p. 381.

64. J. DEGRAS, *The Communist International*, vol. 3, p. 84.



Cet épisode démentit l'argument avancé par la région, à savoir que la répression était seule responsable de ses échecs. Barthel devait entrer en action et recueillir des résultats considérables, alors même que les lois draconiennes contre l'activité anticolonialiste étaient toujours en vigueur et avant d'en être lui-même la victime. Preuve plus concluante encore — et liée directement à la période traitée dans ce chapitre : les succès remportés par le PCF en 1926-1929 parmi les travailleurs algériens immigrés en métropole : quatre mille d'entre eux furent attirés et encadrés dans les rangs de *L'Etoile Nord-Africaine* (ENA), organisation de masse communisante et premier mouvement algérien véritablement nationaliste. L'histoire de l'ENA est hors de propos dans ce livre et nous l'avons donc étudiée dans un article séparé<sup>65</sup>. Mais il convient de souligner que c'est par le truchement de cette organisation exclusivement musulmane — et non par la région algérienne — que le communisme apporta trois contributions majeures au nationalisme algérien naissant : l'idée de l'indépendance algérienne ; la notion de parlement algérien à pouvoir constituant, phase intérimaire sur la voie de l'indépendance ; enfin, les modes d'organisation communiste (notamment la structure cellulaire, la compartimentalisation et le centralisme démocratique).

## « Quasi-liquidation du travail anticolonial »

Force est de remarquer cependant que le PCF ne devait pas récolter les fruits de son travail parmi les immigrés. De par sa dynamique propre mais également, pour une large mesure, à cause de l'incurie et de l'indifférence fondamentale dont faisait preuve le PCF à son égard, l'ENA évolua, au début des années trente, hors de l'orbite communiste, et ses diverses mutations futures (la Glorieuse ENA, PPA, MTLN) seront même marquées d'un anticomunisme virulent qui sera légué au FLN. Ces carences du PCF dans l'affaire de *L'Etoile Nord-Africaine* soulèvent inévitablement la question de la part de responsabilité qu'on doit lui assigner également dans l'échec du communisme algérien.

65. Cf. « To leftist outcasts in a colonial situation », art. cité, *Asian and African studies*, 10 (3), 1975, reposant essentiellement sur deux dossiers des archives de police, 56 et 57 (cotes provisoires). Cf. C. COLLOT « La première Etoile Nord-Africaine », *Revue algérienne des sciences économiques, politiques et juridiques*, 1972.

En définitive, c'est bien le PCF — à la fois comme organisation-mère et comme responsable du travail dans l'Empire français (résolution de l'IC de mars 1922) — qui au départ avait poussé la région à des positions anticolonialistes. Mais cela fait, il ne mit pas à sa disposition l'aide suffisante pour pénétrer dans la communauté musulmane, rééduquer les effectifs européens et liquider l'opposition larvée. Ainsi laissa-t-il la région faire face à tous les inconvénients de la dépendance (par exemple l'image de marque *roumi*) et dépourvue des avantages très tangibles que l'on aurait pu en tirer. Ce double paradoxe représente le troisième cercle vicieux qui enserrait le communisme algérien.

A l'heure où les émissaires français opéraient la purge de la région — remplissant ainsi une fonction que celle-ci n'était pas à même d'effectuer — l'intérêt que portait le PCF au travail anticolonial s'était déjà affaibli<sup>66</sup>. Il semble que le fiasco de la grève générale contre la guerre du Rif (octobre 1925) et la montée, au sein du parti, de l'opposition à l'anticolonialisme militant n'étaient que les causes immédiates de ce phénomène. Une cause sous-jacente, mais d'un poids plus décisif, fut l'indifférence foncière du prolétariat français — y compris la majorité écrasante des cadres et des adhérents du Parti communiste — à l'égard du problème colonial. Même pour la « génération des Jeunesses communistes », acteur principal du travail anticolonial, ce travail avait toujours été mêlé à leur activité majeure — le « travail anti » (antimilitariste). Une fois les *guerres* coloniales terminées — avec la déroute des rebelles rifains et druzes — l'intérêt des Jeunesses communistes connut un brusque déclin. En avril 1931, le bureau politique français, contraint de faire son *mea culpa* devant l'exécutif de l'IC, devait confesser une « quasi-liquidation du travail anticolonial et anti-impérialiste du PCF »<sup>67</sup>. Les termes employés ne sont nullement excessifs. Seuls éléments à porter à l'actif du PCF : quelques attaques fulgurantes, occasionnelles au parlement et à *L'Humanité*<sup>68</sup>. En 1929, la question coloniale ne figura même pas à l'agenda du Congrès du PCF. Réprimandé par l'IC, le parti trouva finalement un bouc émissaire sous la forme du « Groupe » d'ex-dirigeants des Jeunesses communistes qui avait présidé à ses destinées au cours des années 1928-1931 et dont deux membres, P. Celler et H. Lozeray, avaient été tour à tour responsables de la section

66. Cf. PCF, *Rapport au 6<sup>e</sup> exécutif élargi*, Paris, 1926, p. 11, LE GHENNEC, art. cité, p. 42-47.

67. *Le PCF devant l'Internationale*, Paris, 1931, p. 24 ; cf. T. SWEITZER, « Le PCF, le Comintern et l'Algérie dans les années 1930 » *Le Mouvement social*, 78, 1972, p. 113-136.

68. Cf. V. AUZEPY, « *Le problème colonial à travers L'Humanité (1928-1935)* », mémoire IEP, Paris, 1967 ; J. DORIOT, *Les colonies et le communisme*, Paris, 1929 ; *Journal officiel. Assemblée nationale*, 1926, p. 4338-4339 ; 1928, p. 3191-3194.

coloniale<sup>69</sup>. A vrai dire, le déclin s'accusait déjà bien avant 1928, et d'autres éléments de la direction (Thorez compris) étaient pour le moins aussi indifférents à ce domaine. Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, la déchéance du « Groupe » et l'avènement de Thorez (fin 1931), n'amenèrent aucun renversement de tendance. La délégation du Komintern dépêchée à ce moment en France était trop préoccupée par sa tâche immédiate — la reprise en main et la rééducation du PCF — pour prendre ces problèmes en considération. Selon la même mécanique, le PCF devait encore une fois admettre sur le tard ses faiblesses et échecs des années 1932-1935, rejetant la responsabilité sur André Ferrat, chef de la section coloniale durant cette période (et qui avait été entre-temps expulsé)<sup>70</sup>. Ces incriminations personnelles ne parvenaient point à masquer la responsabilité de la direction tout entière.

En matière algérienne, cette indifférence se reflétait — pour prendre d'abord un indice qui saute aux yeux — dans les comptes rendus aléatoires et souvent erronés traitant des colonies dans les pages de *L'Humanité*<sup>71</sup>. Mais il y a pire : entre 1927 et 1934, on laissa la région se débrouiller pratiquement toute seule. Jusqu'en 1934, aucun militant algérien ne fréquenta les écoles du PCF, et, comme l'ENA absorbait tous les militants musulmans en métropole, une poignée seulement fut envoyée en Algérie (pour y être, d'ailleurs, vite arrêtée). L'aide financière du PCF, que les Algériens avaient déclarée insuffisante déjà à la mi-1926, se tarissait, entre autres parce que les subsides du Komintern destinés au travail dans l'Empire se virent souvent affectés à d'autres fins<sup>72</sup>. Et, si les envois de littérature — affiches, tracts, journaux — furent relativement moins parcimonieux, ils laissèrent de même beaucoup à désirer en quantité, qualité et régularité<sup>73</sup>. Plus grave peut-être fut la suppression (jusqu'en 1933) des tournées de propagande et d'inspection de cadres supérieurs du PCF ; avec Joubert, disparurent également les « délégués instructeurs »<sup>74</sup>. Ce n'est qu'à la fin 1932 — avec l'arrivée de Paul Radiguet — que l'institution des « instructeurs » reprit vie, mais pour des périodes très brèves (quatre mois au plus) et sans continuité : le PCF mit onze mois après le retour de Radiguet en France (mars 1933) pour le remplacer par Ferrat ; puis cinq mois passèrent entre le départ de Ferrat (juin

69. *Cahiers du bolchevisme*, mars 1932, p. 334 ; *L'Humanité*, 16 mars 1932.

70. *L'Humanité*, 7 juillet 1936, 23 janvier 1937 ; Circulaire du comité central du PCA, mars 1937, en annexe au rapport de la Sûreté du 6 juin 1937, APP 56.

71. AUZEPY, *op. cit.* ; X. YACONO, art. cité, p. 72-74, 79, 84-86, 96, 112.

72. PCF, 5<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique*, p. 255 ; rapport de la Sûreté, 16 mars 1930, APP B/a 1676 ; interview de Ferrat.

73. Rapport de la Sûreté, 22 octobre 1934, APP B/a 1714 ; C. COLLOMB, *Vérités Nord-africaines*, Alger, 1933, annexe.

74. *L'Humanité*, 23 juin 1933, 17 juillet 1933.

1934) et la rentrée de Radiguet qui devait quitter l'Algérie aussitôt, et l'on devra attendre plus d'une année jusqu'à l'arrivée de Jean Chaintron (Barthel). Nous voici à nouveau devant une situation paradoxale : formellement soumise au PCF, la région était de fait beaucoup plus indépendante de ses mouvements, entre 1927 et 1935, que ne le sera le futur Parti communiste algérien qui la remplacera en 1936.

Tout cela ne revient pas à faire endosser au PCF toute la responsabilité des échecs algériens, loin de là. Mais, eu égard à la mentalité esclavagiste endémique du communisme algérien, on est en droit de penser que seule une réorientation venant du dehors, dotée d'une vue plus perspicace des choses et étayée par l'autorité formelle et morale du PCF, aurait transformé la physionomie et le comportement de la région. On ne saurait nier, en outre, que les ressources matérielles d'une organisation plus large, à l'échelle de la France, et la possibilité d'effectuer une partie des préparatifs dans l'atmosphère relativement libre de la métropole, auraient arrangé pas mal de choses pour cette petite organisation coloniale persécutée. Joanny Berlioz l'admit lorsqu'il dira en 1934 que, si la région algérienne n'avait pas encore été « arabisée », la faute en était à l'apathie du PCF<sup>75</sup>. En définitive, le parti se contenta plutôt de gestes creux, telle cette circulaire de 1932 exhortant les communistes algériens à déployer leurs efforts en vue de devenir « une section nationale de l'IC », ou bien encore ce manifeste de 1933 appelant les « populations opprimées de l'Afrique du Nord » à combattre pour leur indépendance<sup>76</sup>.

On se rend compte de quelle urgence était, pour le communisme algérien, l'aide venant de France au fait que ses flambées d'activité eurent lieu au cours des missions de Radiguet et de Ferrat. Mais ces deux missions font ressortir en même temps les défauts de l'aide du PCF, tant sous le rapport de la durée et de la continuité que dans la manière dont elles étaient conçues et menées.

Les raisons pour lesquelles on avait dépêché Radiguet en Algérie à la fin 1932 ne sont pas tout à fait claires. Quelques mois auparavant, les affaires coloniales avaient été reprises en main par un membre de la délégation du Komintern, Seraphima Goloubieva (alias « Suzanne »), mais celle-ci s'intéressait uniquement à l'Indochine, laissant le reste de l'Empire à André Ferrat, chef de la section coloniale. Ferrat, à son tour, cumulait cette fonction avec celle de rédacteur en chef à *L'Humanité*. Signe évident de l'éclipse de l'activité coloniale, même pas jugée digne de l'attention à plein

75. *Imprecor*, 14, 1934, p. 1172 ; cf. *Ibid.*, 15, 1935, p. 247-248.

76. *Cahiers du bolchevisme*, 1932, p. 335 ; *L'Humanité*, 27 septembre 1933.



temps d'un cadre supérieur. De son propre aveu, Ferrat considérait comme secondaire son poste colonial, tout occupé qu'il était par le journal et par son activité au bureau politique<sup>77</sup>. Qu'il ait décidé d'envoyer Radiguet, un permanent de la section, ne fut point le signe avant-coureur d'une nouvelle politique algérienne, mais plutôt le résultat tardif de cette crise d'autocritique du travail dans l'Empire que traversa le parti à la fin de 1931 et au début de 1932. La nouvelle équipe dirigeante se sentait simplement obligée de faire quelque chose pour prouver qu'elle ne réitérait point les péchés du « Groupe ». L'homme choisi pour cette mission fut, sans conteste, un médiocre<sup>78</sup>, ce qui imposa au départ des limites à ses chances de succès et accusa, en même temps, le peu d'importance attachée à sa mission. Pire encore : la manière dont sa tâche fut définie n'avait rien à voir avec les réalités algériennes. Radiguet devait concentrer son activité dans la paysannerie de manière à canaliser son mécontentement dans une direction révolutionnaire. De toute évidence, Ferrat était tributaire de cette doctrine de « révolution agraire coloniale », chère au Komintern (et maintes fois rabâchée depuis le sixième congrès mondial). Dans l'optique de Ferrat, cette doctrine semblait particulièrement pertinente devant la crise montante du capitalisme et l'affrontement imminent avec l'Etat bourgeois ; elle avait été exposée en septembre 1932 par le 12<sup>e</sup> plénum de l'exécutif de l'IC<sup>79</sup>. Appliqué à l'Algérie d'une façon doctrinaire, ce schéma ne tenait pas compte de trois faits essentiels : le manque d'assise communiste dans le prolétariat musulman urbain, le scepticisme (voire l'hostilité) des adhérents européens envers toute bravade de « révolution coloniale », enfin et surtout l'attitude de la paysannerie musulmane qui — repoussée par la colonisation dans les terres arides de l'intérieur et frappée tout récemment par la crise économique mondiale et par la sécheresse — ne fit preuve cependant que d'une résistance restreinte et sourde. Dans les rangs de la région, Radiguet ne parvint à réunir pour cette opération qu'un petit groupe de militants JC d'Alger et la section musulmane de Blida<sup>80</sup>. C'est en vain qu'il fit appel aux

77. N. LIST, « Entre antifascisme et anti-impérialisme », *Kesheth* (en hébreu), 15, 1962, p. 147 et suiv. (souvenirs du secrétaire de la Ligue anti-impérialiste) ; interview de Ferrat.

78. A. REY-GOLDZEIGER, « Quelques témoignages pour une étude du parti communiste algérien de 1934 à 1937 », *La Méditerranée de 1919 à 1939*, p. 39.

79. Interview de Ferrat. Cf. ses articles cités dans nos 83, 86 ; C.-R. AGERON, *Les Algériens musulmans et la France*, Paris, Presses universitaires de France, 1968, ch. V, XXVIII ; NOUSCHI, *op. cit.*, p. 32-41, 46-49, 766-771, 792-805.

80. Sources principales pour cette mission : le compte rendu de RADIGUET dans les *Cahiers du bolchevisme*, 1933, p. 577-582 ; *Le Paysan indigène* (feuille éditée par la région au cours de la campagne), mars 1933 ; *La Lutte sociale*, déc. 1932, mars, avril-mai, juillet 1933 ; *L'Humanité*, 25 janvier 1933, 1<sup>er</sup> mars 1933, 14 mars 1933 ; NOUSCHI, *op. cit.*, p. 70 ; *La Défense* (Secours rouge), 24 mars 1933.

cellules de cheminots (à prédominance européenne) qui, disséminées dans la campagne, auraient pu être fort utiles. Qu'ils se fussent tenus à l'écart est manifestement la résultante de leur racisme notoire (voir *supra*, p. 63). La seule base d'opération étant Blida, l'activité fut circonscrite aux confins Sud de la plaine de la Mitidja et aux pentes inférieures de l'Atlas du Nord (40 à 50 km au Sud et au Sud-Ouest d'Alger), ce qui touchait peu la campagne appauvrie. Profitant du mécontentement paysan face au reboisement, la bande de Radiguet lança des opérations dans une demi-douzaine de villages (décembre 1932 — mars 1933), dans le but d'organiser la résistance aux séquestres ; elle fut quelque peu aidée par le député communiste Monjauvis, alors en visite. Dans trois cas, on réussit à animer une véritable opposition : manifestations, refus d'accepter les piètres indemnités proposées par l'administration, mise en culture de terres assujetties au reboisement. Ce n'étaient pourtant que des flambées isolées ; l'agitation s'éteignit vite, soit par manque de militants communistes pour soutenir une opération de longue durée, soit à cause de la réaction-éclair du Gouvernement général muselant les fellahs par la terreur et contraignant les propagandistes à passer à la clandestinité. Avec l'arrestation de Radiguet, de Serrano (dirigeant des Jeunesses communistes d'Alger) et de deux de leurs collaborateurs arabes, un terme fut mis à l'affaire.

Les leçons de ce fiasco furent, du moins, tirées au niveau régional ; nulle action ne devait plus être entreprise dans ce sens sur le terrain, encore que le PCF ait persisté à rendre hommage à la « révolution agraire », mythe qui ne sera pas parfois sans influencer ses prises de position.

Il est intéressant de noter que, lorsque le maître-théoricien André Ferrat arriva en personne en Algérie comme instructeur (février 1934), il devait faire preuve d'un sens assez aigu de la situation. Il n'en fut pas moins en butte à d'autres difficultés, à celles, en premier lieu, qui ressortaient des circonstances mêmes qui avaient donné naissance à sa mission. Ce fut, certes, la première fois qu'un cadre aussi haut placé était dépêché à la région ; mais ce n'était dû ni à sa propre initiative, ni au fait que la direction du PCF tenait à relancer le travail anticolonial. Si Ferrat avait été relevé de ses fonctions à *L'Humanité* au milieu de 1933, il n'en avait pas pour autant porté ses énergies sur la section, se préoccupant plutôt des polémiques qui faisaient rage à l'intérieur du parti autour de la politique à adopter face à l'hitlérisme<sup>81</sup>. C'est son opposition, sur ce point, à la direction du parti — et ses tentatives d'établir une fraction préconisant le front unique — qui

81. Interviews de Ferrat et de List ; VASSART, *Mémoires*, p. 373.

lui avaient coûté son poste de rédacteur en chef ; elles se trouvèrent également à l'origine de la décision prise par Fried (« Clément »), chef de la délégation du Komintern, de l'éloigner de Paris, contre son gré, en l'expédiant en Algérie<sup>82</sup>. Preuve éloquente de la marginalité des affaires algériennes à la fois pour le « spécialiste colonial » du parti et pour sa direction.

Ferrat, on s'en doute, fit tout son possible pour raccourcir la durée de son exil, d'où la brièveté de son séjour (février-juin 1934) et son manque d'efforts pour assurer le prolongement des initiatives qu'il avait prises en Algérie. Ces initiatives elles-mêmes portent la marque de cette précipitation. Son idée maîtresse — qu'il développa dans une série d'articles à *La Lutte sociale* — représentait certes un progrès sur celle qui avait gouverné la mission Radiguet. Toute activité à la campagne devait être précédée par l'établissement d'une implantation solide dans le prolétariat arabe urbain, dont la conscience nationale et la conscience de classe étaient de loin plus avancées. C'est ce prolétariat d'origine rurale et en rapport étroit avec la campagne, qui sera à même de fournir à l'organisation paysanne future des cadres bien entraînés et expérimentés. Vue à travers ce prisme, l'arabisation du Parti communiste était donc plus urgente que jamais. Les adhérents européens devraient se contenter d'« aider et de conseiller leurs camarades arabes et kabyles », et cela « à condition qu'ils aient chassé de leur cœur et cerveau toute survivance de préjugés colonialistes »<sup>83</sup>.

Impatient de quitter l'Algérie, Ferrat n'établit guère de plan à long terme pour l'arabisation des sections urbaines. Il échafauda à la hâte une structure apparemment complète afin de pouvoir informer le comité central de l'accomplissement de sa mission. Si son diagnostic de l'état de la région était juste, le remède préconisé pour y parer — transformation directe de nouvelles recrues en cadres — n'était sûrement pas le bon. La sélection fut précipitée, sans grande exigence, « faute de choix », ainsi que le dira Ferrat sur le tard. La formation fut extrêmement sommaire dans la plupart des villes qu'il visita — à l'exception d'Alger où il séjourna pour une période relativement longue — et limitée à un ou deux entretiens avec Ferrat à la suite du meeting où ces musulmans avaient été recrutés. Aucune école de cadres ne fut mise sur pied et seuls quatre ou cinq musulmans furent envoyés — pour la première fois en sept ans — pour un stage de formation plus long à Moscou ou à Paris. Il est vrai, que grâce à Ferrat, *La Lutte sociale* reprit sa parution régulière avec une présentation améliorée, mais

82. Sources principales pour la mission Ferrat : REY-GOLDZEIGER, art. cité, p. 36-39 et notre interview de Ferrat.

83. *La Lutte sociale*, 28 avril 1934, 15 mai 1934, 1<sup>er</sup> juin 1934, 15 juin 1934 (articles signés MOURAD).

le contenu ne subit aucune mutation substantielle. Tout au plus pourrait-on y dénoter une plus grande attention aux problèmes des musulmans algériens et du monde arabe. La perspective culturelle n'en restait pas moins foncièrement française, sans qu'on se penchât sur le problème clé de l'identité nationale, si épineux étant donnée l'hétérogénéité de la population. Était-ce indifférence, ignorance ou souci de ne pas porter ombrage aux susceptibilités pied-noir ? En admettant même la troisième hypothèse, on ne parvint point à apaiser ainsi les craintes des adhérents européens ; Ferrat se vit obligé de déployer toutes ses habiletés dialectiques pour réfuter les allégations selon lesquelles le nationalisme arabe était une force rétrograde et qu'à terme les travailleurs européens n'auraient pas de place dans un parti « arabisé ». A en juger par le nombre élevé des démissions, son succès fut loin d'être éclatant.

Le grand défaut de la mission Ferrat résidait moins, somme toute, dans ses actes et dans ses lacunes que dans le fait qu'une fois la mission terminée, le PCF négligea de pousser la région dans la direction suggérée par Ferrat, soit par le biais de nouveaux instructeurs, soit par un contrôle étroit des activités algériennes. De retour en France, Ferrat se consacra entièrement au lancement de son groupe oppositionnel *Que faire ?*, et la section coloniale en resta toujours au point mort. Résultat : la région algérienne retrouva en même temps son autonomie et sa léthargie. Non seulement on mit un terme à la formation des cadres arabes, mais beaucoup de ceux qui avaient été récemment recrutés, entraînés et promus, durent quitter le parti, soit que leur formation ait été très superficielle, soit que, la physionomie du parti ne s'étant pas réellement transformée, ils ne s'y sentaient plus chez eux. Les quelques Arabes qui y restaient ne satisfaisaient pas les espoirs placés en eux. Seule initiative de Ferrat destinée à long terme au succès : la promotion de deux militants obscurs, Ben Ali Boukhort et Amar Ouzegane, respectivement aux postes de secrétaire régional et de secrétaire du rayon d'Alger<sup>84</sup>. En outre, les tentatives, très modestes, de l'instructeur, en vue de rééduquer les adhérents européens furent immédiatement suspendues<sup>85</sup>.

Si l'on veut déterminer à qui incombe le blâme pour cet état de choses, il faut le faire endosser, en dernière analyse, à la direction

84. Notices biographiques dans *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> juillet 1935 et *Liberté*, 11 octobre 1945, et l'interview d'Ouzegane à *Esprit*, juillet-août 1963, p. 13-14. On pourrait y rajouter le nom de Larbi Bouhali, envoyé par Ferrat à Moscou pour devenir à son retour, en 1936, secrétaire du Secours rouge et, huit ans plus tard, secrétaire du PCA.

85. *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> août 1934, 16 septembre 1934 ; rapports de la Direction des affaires indigènes, 3 août 1934, 10 mai 1935, AOM. D'après Ferrat (dans l'interview), Radiguet fut encore une fois envoyé en Algérie, mais devait s'enfuir aussitôt, par crainte d'arrestation.



du PCF, qui n'exerçait aucun contrôle ni sur sa section coloniale, toujours paralysée, ni sur une région algérienne habituée à une autonomie de fait. La direction en arrivera finalement à intervenir directement dans les affaires algériennes ; elle ne le fera pourtant que beaucoup plus tard (en septembre 1935) et pour des raisons plutôt étrangères à la lutte anticoloniale.

Dans la mesure où la section coloniale se mêlera, très rarement d'ailleurs, des affaires de la région, les interventions n'auront rien à voir avec la politique esquissée sous Ferrat. Au contraire, elle s'inspirera du dogmatisme qui la caractérisait bien avant 1934. Exemple à l'appui : sa réaction aux troubles de Constantine (août 1934), où des milliers d'émeutiers musulmans égorgèrent de nombreux juifs avant d'être à leur tour impitoyablement massacrés (en même temps que maints indigènes innocents) par les forces de l'ordre. Les communistes constantinois s'efforcèrent d'abord de calmer les esprits avant d'être aussitôt débordés par les événements. La région tout entière assista abasourdie à ce drame qui infligea un démenti cinglant au concept sacro-saint de l'« union des opprimés » ; et plus encore devant la vague d'arabophobie qui submergeait la communauté européenne, l'atmosphère d'état de siège créée par la presse et les tentatives pour mettre sur pied des milices (composées en majorité de « petits blancs »). *La Lutte sociale* se contenta, pour l'instant, de prendre à partie les autorités pour le manque de mesures préventives à la veille des émeutes. En pleine confusion, la direction régionale expédia un émissaire à Paris pour conférer avec la section coloniale. Celle-ci, pour sa part, ne fit montre ni de stupéfaction ni d'hésitation. Vues de Paris, les émeutes — où des milliers de fellahs de la campagne constantinoise avaient pris part — semblaient confirmer le mythe de l'imminence de la « révolution coloniale agraire ». Dogmatiquement interprétés par Ferrat, les troubles étaient donc porteurs d'optimisme : symptôme du mécontentement couvant dans les campagnes, force révolutionnaire à glorifier et à cultiver. D'après lui, à Constantine, il ne s'agissait pas véritablement de pogrom, car si les musulmans s'étaient attaqués aux juifs (plutôt qu'aux grands colons et à l'administration), ils ne s'étaient pas tout à fait trompés d'ennemi : « La minorité juive est une minorité [politiquement] privilégiée par rapport à la population arabo-kabyle... et [sa] couche supérieure joue dans le système d'oppression économique de l'impérialisme français le rôle de bourgeoisie compradore », étroitement liée à ses coreligionnaires. D'ailleurs, que les fellahs se fussent tournés en premier lieu contre les juifs, serait explicable par des machinations tramées par le Gouvernement général, opérant par le truchement de ses agents provocateurs. Le but de cette « classique méthode de la diversion anti juive » : isoler le « mou-

vement paysan anti-impérialiste, sans cesse plus menaçant », le discréditer et en écraser l'avant-garde<sup>86</sup>.

Lorsque l'émissaire algérien, Lucien Sportisse, témoin des événements, arriva à Paris, la section avait déjà pleinement développé sa propre thèse et l'avait publiée (deux jours auparavant) dans les *Cahiers du bolchevisme*. La « dissonance cognitive » existant entre cette thèse et les faits rapportés de première main par Sportisse, devait fatalement provoquer une confrontation. Cet émissaire — soulignons-le — n'était nullement un représentant de la mentalité esclavagiste. Juif constantinois, il était venu au communisme à la fin des années vingt par commisération pour les populations musulmanes qu'il avait appris à connaître lorsqu'il était instituteur dans un village de l'intérieur<sup>87</sup>.

Son entrevue avec la section coloniale est décrite dans une lettre qu'il envoya à ses camarades algériens (et interceptée ensuite par la police) :

« Quand j'ai mis en évidence la provocation [musulmane] anti-juive... je me suis heurté à une conception radicalement différente de la nôtre... L'aspect pogromiste du mouvement constantinois apparaît [à la section] comme un facteur secondaire... l'essentiel, c'était le rassemblement massif de 30 000 paysans de Constantine... [représentant] un mouvement dont le fond est révolutionnaire... Il nous appartient de lui faire prendre conscience de lui-même, en mettant en avant notre programme revendicatif agraire, en l'orientant vers la maison du colon, vers les docks des gros minotiers et vers la préfecture »<sup>88</sup>.

En butte à ce flot de phraséologie incendiaire, Sportisse demeura sceptique :

« Je n'ai pu partager cet optimisme... J'ai exprimé surtout une crainte de voir l'impérialisme utiliser les travailleurs européens et juifs (projet de mobilisation générale Morinaud), ce qui constitue pour le mouvement nationaliste un très sérieux danger. On m'a répondu que je ne comprenais rien à la question..., que je donnais beaucoup d'importance à des points secondaires et que l'essentiel m'échappait.

J'ai eu l'impression que le parti était débordé par la vague de l'antisémitisme, qu'il n'osait pas trop heurter de front de peur de se couper des masses »<sup>89</sup>.

86. *Cahiers du bolchevisme*, 15 août 1934, p. 946-47. Cf. *L'Humanité*, 12 août 1934, 16 août 1934 ; rapports de la Sûreté sur des meetings du PCF en métropole, 19 août 1934, nov. 1934, APP 56 ; 22, 24, 26 octobre 1934, APP B/a 1676.

87. Notice nécrologique dans *Liberté*, 2 novembre 1944. On retrouve le même itinéraire professionnel et spirituel chez d'autres cadres : P. Estorges, C. Oculi, P. Coussaud dans l'entre-deux-guerres (*La Lutte sociale*, 15 mars 1936 ; *Liberté*, 19 juillet 1945, 10 janvier 1952) ; A. Castel et J. Guerroudj après guerre (*infra.*, p. 239).

88. Publié par *L'Evolution Nord-Africaine*, 26 octobre 1934. L'entrevue eut lieu le 17 août.

89. Observation confirmée par le refus du PCF — rapporté dans sa lettre — de laisser Sportisse prendre la parole dans un meeting commun PC-ENA de peur que

Communistes disciplinés, Sportisse et ses camarades algériens s'inclinèrent devant les consignes imposées par la section. *La Lutte sociale* publia des articles exposant la thèse Ferrat ; on y adopta les revendications paysannes et on demanda la mise en liberté des musulmans arrêtés pendant les émeutes (et qualifiés de « victimes de la répression »). Jusqu'au rayon de Constantine lui-même qui diffusera un tract appelant les « travailleurs, fellahs et khammès arabes » à poursuivre le combat contre le colonialisme qui leur avait volé leurs terres, tout en les mettant en garde contre les provocateurs qui les poussaient contre le prolétariat juif<sup>90</sup>. Une commission ouvrière d'enquête fut dépêchée entre-temps en Algérie sous les auspices des organisations communistes ; son rapport — ainsi que l'on pouvait s'y attendre — soutenait la thèse de « révolte grondante et provocation »<sup>91</sup>.

Les fruits de tout cet effort furent très maigres. Le climat créé par les émeutes vit naître une prise de conscience arabo-musulmane très accusée et s'aggraver l'animosité envers les *roumis* ; climat fort peu propice, évidemment, à faire gagner du terrain à un Parti communiste à prédominance européenne. Et, dans la population européenne, les communistes se virent plus isolés que jamais, s'étant alignés sur des positions proches de ce spectre du « fanatisme musulman » évoqué par la presse pied-noir.

Dogmatique, manquant de continuité et foncièrement indifférente, l'aide du PCF n'était donc pas apte à sauver la région algérienne des contradictions internes que le parti français avait contribué à créer. Si, comme l'affirme C.-R. Ageron, la France ne possédait point de politique algérienne dans l'entre-deux-guerres<sup>92</sup>, il en fut de même du PCF.

Les communistes algériens se virent, par conséquent, triplement isolés : vis-à-vis de chacune des deux communautés dans la colonie, et dans le cadre du mouvement communiste français (et partant, mondial).

son origine juive ne provoquât des ennuis devant la recrudescence de l'antisémitisme dans les rangs de l'ENA, à la suite des événements de Constantine. Sur ce phénomène : rapport de la Sûreté, sept. 1934, APP 57 ; *Note sur l'activité de l'ENA depuis sa création jusqu'au 15 novembre 1934*, APP 56, p. 97.

90. Tract diffusé le 18 septembre, cité dans *L'Evolution Nord-Africaine*, 30 septembre 1934 ; cf. *La Lutte sociale* à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1934.

91. *La sanglante provocation de Constantine, rapport de la délégation ouvrière d'enquête*, Bourges-Paris, 1935 ; rapport de la Sûreté, 7 septembre 1934, APP B/a 1676.

92. Compte rendu de W. OHNECK, *op. cit.*, dans *Le Mouvement social*, 68, 1969, p. 118.

## CHAPITRE III

### ANTICOLONIALISME A L'ÉPOQUE DU FRONT POPULAIRE (1935-1939)

#### La mission Barthel

Le caractère confus de la politique du PCF est illustré de la manière la plus frappante par ce qui constitue sa plus longue et plus décisive intervention dans les affaires algériennes pendant l'entre-deux-guerres, la mission Barthel (septembre 1935 — janvier 1937) ; mission qui transforma le communisme algérien en phénomène de masse. Cette confusion est préfigurée déjà dans les circonstances qui la virent naître<sup>1</sup>. La décision d'envoyer Jean Chaintron (alias Barthel) en Algérie comme instructeur fut prise, en août 1935, à l'échelon supérieur du parti (probablement par Fried, délégué du Komintern, et Thorez), et non par la section coloniale. Acte sans précédent qui témoigne de la grande importance que la question algérienne revêtait soudain dans la stratégie du PCF. Or, ce changement d'attitude n'avait aucun rapport avec la lutte anticolonialiste. Ces préoccupations de la direction du PCF lui venaient du glissement rapide à droite de la communauté européenne, manifesté par exemple lors des élections municipales de mai 1935 ainsi que dans l'activité fébrile des ligues. La gauche, il est vrai, cherchait à tâtons la voie vers l'unité d'action, mais le rythme de ces démarches était trop lent et, de toutes façons, c'était

1. Cet exposé de la mission Barthel repose essentiellement sur A. REY-GOLDZEIGER, art. cité, sur nos interviews de Ferrat et de Barthel, et sur les rapports de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> décembre 1935, 1<sup>er</sup> février 1936, 30 septembre 1936, AOM.



surtout la SFIO algérienne qui s'en trouvait renforcée<sup>2</sup>. Pour la direction du PCF, soucieuse de trouver un remède à cette situation, les problèmes de la communauté musulmane ne pesaient guère, preuve supplémentaire de l'indifférence totale du parti français envers la question coloniale. Ceci explique que l'homme choisi pour cette mission, un jeune permanent remarquable de la région parisienne, n'ait eu qu'une expérience coloniale dérisoire<sup>3</sup>. C'est la commission des cadres (et non la section coloniale) qui fut chargée de sa formation ainsi que des autres préparatifs de son voyage. Dans cette formation intensive, Thorez en personne prit une part active, s'évertuant à convaincre Barthel de l'urgence de la lutte antifasciste en Algérie. Tout cela ne signifiait pourtant pas un changement délibéré de la politique coloniale. La décision d'envoyer Barthel fut précédée de peu par le congrès du Komintern qui allait faire de la lutte antifasciste la tâche essentielle et donner à entendre que l'activité anticolonialiste devait être mise au rancart. Il va de soi que, dans un certain sens, la décision même du PCF était un signe annonciateur de ce changement, dans la mesure où la lutte anticolonialiste n'était plus perçue comme prioritaire. Mais la mutation fondamentale de cette lutte n'avait pas eu lieu pour autant. La preuve en est : André Ferrat prit une part importante dans le cours de formation de Barthel, lui inculquant ce qui était considéré comme l'arrière-plan colonial de sa tâche essentielle.

La direction du PCF ignorait toutefois que Ferrat nourrissait de la situation algérienne — et, par conséquent, de la mission Barthel — une conception diamétralement opposée à la leur. Cette conception, Ferrat la formula au début de l'été 1935, dans un rapport présenté à son retour d'une visite en Algérie, et auquel la direction — chose extrêmement révélatrice — ne prêta nullement attention. Ferrat s'y montra consterné par le fait que la région algérienne consacrait le plus clair de ses efforts à mettre sur pied un front unique contre les ligues. Comme Thorez et Fried — mais pour des raisons différentes — il n'était point content du progrès réalisé par le parti au sein du prolétariat européen en 1934-1935 : les adhérents européens triplèrent, dépassant les six cents ; le PCF doubla ses voix aux élections d'octobre 1934 et de mai 1935 (comparativement aux élections de mai 1932)<sup>4</sup>. Ferrat considérait que ces

2. KADDACHE, *op. cit.*, p. 263-271. L'accord avec les socialistes algériens fut signé en octobre 1934, et le Rassemblement populaire (avec les radicaux) établi en juillet 1935.

3. A l'exception de sa participation à un comité d'enquête du Secours rouge en Indochine en 1934 (voir *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> avril 1934 ; *La Défense* (SRI) 11 mai 1934).

4. Voir les numéros de *L'Echo d'Alger*, *L'Echo d'Oran*, *La Dépêche de Constantine*, 15 avril 1934, 6 mai 1935. Cf. rapport de la Direction des affaires indigènes 17 août 1935, AOM.

résultats avaient été acquis par le fait que « toute l'activité du parti s'était portée exclusivement sur la question du front populaire et antifasciste, c'est-à-dire sur un plan exclusivement européen ». La conséquence, selon le rapport, était que « notre parti apparaît comme un parti français et non pas comme le parti essentiellement indigène que nous devons être... Bien souvent dans ce front [antifasciste] nous disparaissions complètement ; nous ne défendons en aucune façon ni notre programme ni les revendications indigènes »<sup>5</sup>.

En fait, aux termes de l'accord conclu entre communistes, socialistes et radicaux locaux, nulle mention n'est faite des projets communistes à long terme en matière indigène ; leur seul apport se trouvait au chapitre des revendications immédiates (abolition du code de l'indigénat, à travail égal, salaire égal). La région algérienne renonça par exemple à des revendications, tel l'élargissement de l'instruction en langue arabe, qui se trouvaient en contradiction flagrante avec les conceptions assimilationnistes de leurs partenaires nouveaux<sup>6</sup>. Certes, quelques voix timides s'étaient déjà fait entendre au sein même de la région pour critiquer cette érosion des positions traditionnelles<sup>7</sup> ; or, Ferrat fut le premier à formuler cette critique d'une façon nette et cohérente. « Le front populaire risque d'être, en fait, un front européen anti-indigène. Et, dans le meilleur des cas, il est un front indifférent aux indigènes ». Le rapport s'attachait à demander que le front en Algérie prît l'anticolonialisme, au lieu de l'antifascisme, comme première priorité. De plus, toutes les sections devaient considérer que leur tâche principale actuelle est d'avancer dans la voie du front anti-impérialiste unique. Parallèlement au front populaire qu'il fallait redresser, il était nécessaire de créer un front groupant « tous les éléments du prolétariat indigène, de la paysannerie indigène, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationaliste réformiste indigène... Un tel front, qui devra d'ailleurs coopérer avec les formations européennes antifascistes... sera en même temps un front permettant de lutter avec la plus grande efficacité contre les fascistes et nationalistes français Croix de feu ».

Barthel fut profondément impressionné par les éclaircissements de Ferrat, à tel point qu'il accepta même l'idée d'adopter son rapport comme un document personnel et de l'envoyer sous forme de circulaire à toutes les sections, dès son arrivée. Le nouvel instructeur était ainsi, d'emblée, tiraillé entre deux directions diamé-

5. Cité in extenso dans *La Dépêche algérienne*, 16 octobre 1935.

6. *La Lutte sociale*, 16 octobre 1934, 16 juillet 1935, 1<sup>er</sup> août 1935, 16 août 1935.

7. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> juin 1935, 1<sup>er</sup> juillet 1935.

tralement opposées. Homme d'action plutôt que théoricien, il décida de ne pas trancher et opta pour une solution de compromis. Il allait lancer une activité antifasciste dans la communauté européenne et une campagne anticolonialiste parmi les musulmans, dans l'espoir que les tensions entre les deux concepts seraient résolues d'une manière pragmatique, a fortiori puisque, en dernière analyse, fascisme et colonialisme n'étaient que deux aspects du même phénomène. Seul maître de l'opération, il pouvait en effet mettre les choses en mouvement sans être astreint à en rendre compte à un échelon supérieur susceptible de découvrir sa déviation par rapport à la ligne établie.

Cette comédie des erreurs qui caractérise la véritable naissance du communisme algérien ne peut être imputée à la seule indifférence du PCF. Il faut aussi tenir compte du caractère amorphe de la stratégie coloniale du Komintern au cours de cette période de passage de la phase « classe contre classe » à celle du « front antifasciste ». Si la mission avait commencé six mois plus tard, il y a lieu de penser que la solution Barthel n'aurait pas été tolérée ; d'ailleurs, ses chances d'être confrontée aux vues d'un Ferrat auraient été très minimes. Quoi qu'il en soit, cet ensemble de circonstances très spécifiques, de malentendus et de manque de communication, produisit des résultats remarquables.

Doté de pleins pouvoirs, d'un secrétaire instructeur (instructeur du PCF faisant aussi partie de l'appareil régional et le dirigeant), Barthel mit effectivement les choses en mouvement dans les deux communautés. Orateur éloquent et organisateur de talent, il réussit à faire du PC un parti de masse dans le secteur européen et un partenaire important dans le Front populaire en Algérie. Au bout de quelques mois (janvier 1936), les effectifs européens avaient doublé, passant ensuite à 3 500 (sur un total de 4 250) dans l'été 1936, pour dépasser le cap des 4 000 (sur 5 100) au moment de son départ, au début 1937<sup>8</sup>. Le tirage de *La Lutte sociale* (dont la majeure partie des lecteurs était européenne) tripla. De 3 000 au cours des trois premiers mois de son séjour, il monta à 8 000 à la mi-1936, et à 10 000 vers la fin de sa mission<sup>9</sup>. Aux élections législatives de 1936, le parti récoltait 15 065 suffrages (9,3 %), soit sept fois plus qu'en 1932 ; dans certaines circonscriptions (Alger-Bab-el-Oued, Bône), le vote communiste représentait un sixième à

8. Pour les effectifs globaux voir *Ibid.*, 1<sup>er</sup> février 1936, 26 septembre 1936 ; PCF, 8<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique*, 1936, p. 381 ; PCF, 9<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique* 1937, p. 107 ; CIE (Alger), janvier 1939. On calcule les chiffres des adhérents européens en défalquant de ces données le nombre des communistes musulmans. Cf. rapport de la Direction des affaires indigènes, 30 septembre 1936.

9. *La Lutte sociale*, *passim*. Entre temps l'organe, de bimensuel, est devenu hebdomadaire.

un cinquième<sup>10</sup>. Les résultats obtenus dans la communauté musulmane étaient inférieurs, soit en termes absolus, soit en termes relatifs ; pourtant, ils étaient assez impressionnants, comparés à ceux des quinze années précédentes. La proportion des adhérents arabo-berbères passait d'un dixième en 1935 (ce qui représentait un record) à un sixième en 1936 et à un cinquième (à peu près un millier) en 1937<sup>11</sup>. De quatre centres urbains majeurs (Alger, Oran, Bône, Constantine), le parti s'étendait aux petites villes en majorité musulmanes de l'intérieur. Aux élections locales, les candidats communistes du deuxième collège remportèrent, pour la première fois, quelques succès que couronna l'élection de la liste intégrale du PCF à la municipalité d'Alger<sup>12</sup>. Qui plus est, le parti pouvait s'enorgueillir d'un important noyau de militants musulmans, recrutés et formés par Barthel, et occupant dans l'appareil une bonne partie des postes aux échelons inférieurs et moyens. Aux échelons supérieurs, on trouvait d'anciens militants musulmans venus au parti pendant sa traversée du désert (1927-1935), tels Belkaïm, Debabèche, Bouhali, Mahmoudi, Marouf. Au secrétariat algérien, au comité central et aux secrétariats des départements, la parité entre Européens et musulmans était strictement observée<sup>13</sup>.

L'évolution dans le secteur européen n'était somme toute que la manifestation des courants, opérant depuis les événements de février 1934 en France, et qui contribuèrent à sortir le parti de l'ostracisme que lui manifestait la gauche européenne d'Algérie depuis la guerre du Rif. En revanche, pour le secteur musulman, c'est un terrain tout neuf qui était défriché, grâce au seul Barthel et à l'interprétation peu orthodoxe qu'il donnait aux directives de Thorez.

Il y avait, certes, des limites imposées à son activité (voir ci-dessous), néanmoins il arriva à accomplir ce que nul autre parmi les instructeurs envoyés depuis 1925 n'était arrivé à faire : implanter le parti dans la communauté musulmane, y gagner une au-

10. Voir les numéros de *L'Echo d'Oran*, *L'Echo d'Alger*, *La Dépêche de Constantine* du 27 avril 1936.

11. PCF, 8<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique*, 1936, p. 381 ; 9<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique*, 1937, p. 107 ; CIE (Alger), rapport mensuel, janvier 1939.

12. *Ibid.*, *Ibid.* ; *Les courants d'opinion de l'Islam algérien* (mémoire du CIE dans la collection du colonel Schoën), s.d. ; *La Lutte sociale*, 15 février 1936, 26 décembre 1936, 2 janvier 1937, 9 janvier 1937 ; KADDACHE, *op. cit.*, p. 305-309 ; rapports de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> décembre 1935, 1<sup>er</sup> février 1936, 30 septembre 1936.

13. *Ibid.* 30 septembre 1936 ; *La Lutte sociale*, 26 décembre 1936, 2 janvier 1937, 9 janvier 1937. CIE (Alger), *La politique indigène au département d'Alger au début de 1939*, p. 33-34. Dans les listes des candidats pour les élections d'après-guerre, l'élément prédominant parmi les musulmans était composé des générations 1935-1937.



dience relativement vaste. Ainsi que l'on verra par la suite, les adhérents musulmans n'étaient pas très stables, mais l'existence d'une telle masse de manœuvre soumise au mécanisme de « parti-passoire » — et ce qu'elle comportait comme méthodes de formation et de sélection — permit au parti de créer la « génération fondamentale » de communistes musulmans éprouvés et endoctrinés<sup>14</sup>. Toute l'évolution future du parti parmi les Arabo-Berbers allait effectivement être réalisée grâce à eux. Barthel était parvenu, en outre, à tirer le parti de son isolement sur la scène politique musulmane ; processus dont l'apogée fut la participation du Parti communiste au Congrès musulman algérien, créé en juin 1936 et groupant toutes les organisations musulmanes (à l'exception de l'ENA). Les communistes y jouaient un rôle actif et y prirent un poids considérable, non seulement au niveau de la direction, mais aussi — grâce à la réserve de cadres polyvalents que possédait le parti — au niveau des comités locaux<sup>15</sup>.

Il faut avouer que les circonstances étaient assez favorables à l'entreprise de Barthel : prestige ascendant du PCF en tant que force la plus dynamique au sein du Front populaire, suspension par le gouvernement des lois d'exception frappant la liberté d'association et de réunion des musulmans. Cependant, l'influence de ces facteurs n'était pas perceptible avant le printemps 1936, alors que Barthel avait remporté ses premiers succès fin 1935 - début 1936. La clé de son succès se situe dans sa concentration d'efforts sur la sélection et la formation rigoureuses de cadres musulmans. Ceux-ci portaient la bonne parole en profondeur dans la communauté musulmane, dotaient le parti d'une plus grande sensibilité aux besoins urgents de cette communauté et essayaient pour la première fois de développer des méthodes de propagande conformes aux traditions culturelles indigènes (c'est-à-dire moins calquées sur celles du PCF) ; qui plus est, ils modifiaient l'image de marque *roumi* que présentait le Parti communiste aux yeux des musulmans. Le tournant était particulièrement net en ce qui concerne les efforts de propagande. Le parti ne possédait pas toujours d'organe en langue arabe, mais la plupart des tracts étaient bilingues (arabe-français), et la propagande orale menée sur une vaste échelle en arabe et en kabyle. Il en était de même pour les activités secondaires telles que les spectacles prévus pour les fêtes du premier mai où figuraient des chanteurs et des danseurs mu-

14. Pour ces termes, voir A. KRIEGL, *Les communistes français*, op. cit., 2<sup>e</sup> éd., p. 14-59.

15. Voir la circulaire communiste de 1937 appelant les cadres à s'implanter dans ces comités. (Ce document fut intercepté par les messalistes et publié le 17 juillet 1937 dans *Al-Basa'ir* et *La Justice*).

sulmans<sup>16</sup>. Le contenu même de la propagande reflète l'influence conjuguée des cadres musulmans et la politique suivie par le secrétaire-instructeur. Les changements introduits tendaient à étayer l'argument présenté dans la circulaire Barthel (c'est-à-dire le rapport Ferrat rebaptisé), à savoir que « la nation française n'est pas la nation du peuple d'Algérie. C'est une nation étrangère au peuple d'Algérie, c'est la nation oppressante, c'est la nation de l'impérialisme qui, par le fer et par le feu, s'est annexé l'Algérie et qui courbe sous l'esclavage la nation algérienne ». Des articles de *La Lutte sociale* mettaient l'accent sur l'histoire musulmane de l'Algérie (notamment avant 1830), exaltant ses réalisations et défendant son héritage contre des empiètements étrangers. La conquête française était présentée sous une lumière très crue, et la résistance indigène célébrée<sup>17</sup>. Sans le savoir, la presse de droite et l'administration coloniale aidèrent l'effort communiste en lui fournissant une publicité gratuite. La circulaire Barthel fut interceptée par la Croix de feu et publiée dans *La Dépêche algérienne* sous une manchette à sensation : « Un complot contre la sûreté de l'État en Algérie ». Barthel fut, par la suite, traduit en justice et condamné à un an de prison pour incitation des indigènes à la révolte contre la souveraineté française. L'opinion musulmane nationaliste réagit en s'alignant sur les positions communistes. *La Défense* (pro-Ouléma) témoigna sa reconnaissance au Parti communiste qui, « par patriotisme ou par humanité, s'intéresse à notre sort et plaide notre cause »<sup>18</sup>. L'auréole de martyr entoura à nouveau Barthel lorsqu'il reparut devant un tribunal d'Alger pour avoir préfacé une virulente brochure communiste anticolonialiste, dont des extraits avaient été publiés à grand tapage par la presse des colons<sup>19</sup>. L'image de marque qu'il en avait gagnée dans le secteur musulman ne se ternit point du fait que les deux sentences ne furent jamais mises à exécution (grâce à l'intervention du PCF auprès du ministre de l'Intérieur).

A tous ces facteurs, tendant à doter le communisme d'un caractère endogène, s'ajoutera la revalorisation du statut de la région,

16. Rapport de la Direction des affaires indigènes, 1<sup>er</sup> décembre 1936, AOM, *La Lutte sociale*, 15 mai 1937, 4 décembre 1937, 27 août 1938. Ce journal publiait d'une manière régulière des articles en arabe.

17. *Ibid.*, 15 septembre 1935, 15 novembre 1935, 15 janvier 1936, 15 mars 1936, 15 avril 1936, 1<sup>er</sup> mai 1936, 1<sup>er</sup> juin 1936, 12 décembre 1936, 2 janvier 1937 ; Rapport de la Direction des affaires indigènes 1<sup>er</sup> décembre 1936, AOM.

18. *La Dépêche algérienne*, 16 octobre 1935 ; le PC acheta de nombreux exemplaires de ce numéro pour diffusion dans la communauté musulmane (interview de Barthel) ; *La Défense*, 18 octobre 1935.

19. Cette fois, le document fut mis à la disposition du *Matin* parisien (et publié le 21 octobre 1935) et copié par *Oran-Matin*, 14 novembre 1935 ; *L'Evolution Nord-Africaine*, 15 novembre 1935 ; *La Dépêche algérienne*, 23 novembre 1935.

érigée en Parti communiste algérien (PCA) dépendant directement de l'IC. En 1925-1935, l'« arabisation » avait été perçue par la stratégie du Komintern et du PCF comme une condition de l'indépendance du communisme algérien. Barthel postula une évolution inverse, saisissant très justement qu'un statut indépendant favoriserait l'« arabisation » de l'appareil et des effectifs ainsi que l'intégration dans la vie politique musulmane. Bien que l'essor de l'« arabisation » n'en fût alors qu'à ses débuts, il arriva très rapidement à convaincre le PCF des avantages de son plan, et une résolution à cet effet fut adoptée au congrès de Villeurbanne (janvier 1936). Le PCA fut établi officiellement en octobre de cette même année<sup>20</sup>.

A première vue, Barthel réussit à réconcilier les instructions discordantes de Thorez et de Ferrat, en mettant les deux priorités sur un plan d'égalité. Sa théorie, selon laquelle il ne devrait pas y avoir de contradictions entre antifascisme et anticolonialisme, aurait-elle donc été justifiée ? Pas forcément, car ces contradictions existaient bel et bien. Elles mirent leur empreinte sur sa propre activité bien avant que le PCF n'opérât sa volte-face notoire quant au rôle de l'activité anticoloniale (à une époque où la lutte contre le fascisme était une priorité absolue).

Afin d'établir en Algérie un front populaire, il fallait tenir compte de l'engagement profond des socialistes et des communistes locaux — beaucoup plus fort que celui de leurs homologues métropolitains — à la cause de l'Empire et surtout à l'hégémonie française en Algérie<sup>21</sup>. D'ailleurs, les nouveaux adhérents étaient pour la plupart des pieds-noirs attirés par la combativité du Parti communiste devant la menace fasciste (et, pour les adhérents juifs, la menace antisémite), mais qui étaient toujours pleins de préjugés en ce qui concernait les musulmans et méfiant devant le danger du « nationalisme indigène »<sup>22</sup>. Barthel devait en effet continuer la politique poursuivie par la région algérienne depuis 1934 et adoucir ses prises de position sur « la question indigène ». Le projet communiste de programme commun escamota les revendications à long terme, ainsi que le principe de l'autodétermination, se contentant de demandes du genre de celles qui avaient été formulées, en accord avec les socialistes, en octobre 1934. De plus, même en menant sa propre campagne électorale, le Parti communiste ne faisait que de vagues et timides allusions à la « libération sociale et

20. PCF, 8<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique*, 1936, p. 385 ; *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> février 1936, 24 octobre 1936.

21. W. OHNECK, *op. cit.*, p. 135, 152-154.

22. Interviews de I. NAHORI, un adhérent de 1935, et avec le socialiste A. CHOURAQUI ; F. GRÉNIER, *Souvenirs*, Paris, Gallimard, 1969, p. 37 et suiv.

nationale », à la « libération du prolétariat musulman et européen » ou à la « république démocratique algérienne »<sup>23</sup>. Nulle mention des slogans chéris des années 1927-1933 tels que « indépendance de l'Algérie », « évacuation de l'armée française » ou « parlement algérien » : en effet, déjà à cette date, l'ENA critiqua le PC sur ce point<sup>24</sup>. Sur le chapitre des finalités, la propagande de Barthel parlait d'une solution calquée sur ce qui s'était passé en URSS, où les anciennes colonies tsaristes s'étaient vues accorder l'indépendance totale et le droit à l'autodétermination « y compris le droit de quitter l'Union soviétique ». Formule délibérément ambiguë dans la mesure où les républiques musulmanes de l'Asie centrale n'avaient jamais eu recours au droit de sécession<sup>25</sup>. Cet effort en vue d'apaiser les inquiétudes de la nouvelle clientèle communiste est particulièrement évident dans le discours de Barthel à son premier procès (décembre 1935). L'instructeur s'évertua à mettre en sourdine les phrases incendiaires utilisées par Ferrat dans le rapport-circulaire : le Parti communiste est un parti qui respecte la légalité et ne joue pas avec l'insurrection ; il ne croit pas à la politique du tout-ou-rien. Même la dénonciation de la France fut atténuée et dirigée plutôt contre « la France des deux cents familles » que contre cette autre France, « celle de 1789 et du Front populaire »<sup>26</sup>. Cette tactique avait pour défaut majeur d'être utilisée sans effort parallèle et sérieux pour éclairer les nouveaux adhérents européens — et une partie des anciens — afin d'extirper les préjugés racistes et chauvins, et stimuler leur animosité à l'égard du colonialisme. Etrange ironie du sort : le parti était ainsi en train de « s'arabiser » enfin, au moment même où ses rangs européens gonflés étaient plus pénétrés que jamais par les valeurs de la société coloniale. Les symptômes familiers s'ébauchèrent dès 1936. Boukhort, secrétaire du PCA, affirma que « certains militants doivent se débarrasser des préjugés regrettables qu'ils conservent encore injustement sur les tendances progressives et sur les militants ouvriers et de toutes les classes pauvres de nos populations musulmanes ». Un an plus tard, il évoqua en termes très nets l'opposition persistante dans les rangs européens à l'entrée en masse des musulmans dans le PCA et exprima son inquiétude en ce

23. *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> octobre 1935. Les revendications principales étaient l'abolition du code de l'indigénat et la séparation du culte musulman de l'Etat.

24. Par exemple, *Ibid.*, 4 avril 1936, 15 avril 1936 ; on connaît les attaques de l'ENA par les réponses que fit *L'Humanité*, 10 janvier 1936 ; *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> mars 1936.

25. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> février 1936 ; cf. 15 septembre 1935. Pour l'ambiguïté délibérée de la formule, voir la lettre de Barthel à R. Quilliot in A. CAMUS, *Essais*, Paris, Gallimard, 1965, Bibliothèque de la Pléiade, p. 1315-1316.

26. *La Lutte sociale*, 15 décembre 1935.



qui concerne l'apport de communistes musulmans jugés analphabètes et pleins « de préjugés petit-bourgeois »<sup>27</sup>.

L'effort entrepris par le PC en vue de s'implanter sur la scène politique musulmane ne freina point ce glissement des positions anticolonialistes soutenues en 1927-1933. Les forces les plus importantes, la Fédération des élus et l'Association des Oulémas, étaient en faveur d'une solution « dans le cadre de la souveraineté française » (encore que les Oulémas s'attachassent en même temps à préserver et à cultiver la spécificité d'identité culturelle arabo-musulmane). Toutes deux présentaient des revendications modérées et fondaient leurs espoirs sur une victoire du Front populaire. L'ENA, qui continuait à soutenir des positions analogues à celles du PC au début des années trente, n'était qu'un facteur marginal dans la colonie (ses adhérents se recrutaient parmi les travailleurs immigrés en France). Dès le moment où les communistes renoncèrent à leurs attaques contre « ces traîtres, les bourgeois nationalistes-réformistes »<sup>28</sup>, et commencèrent à faire des ouvertures à Bendjeloul, Abbas et Ben Badis (mi-septembre 1935)<sup>29</sup>, ils eurent tendance à aller plus loin dans la modération de leur point de vue. Ainsi, ce vieux slogan des « évolués », le suffrage accordé à l'élite instruite (avec maintien du statut personnel) n'était plus critiqué par la presse communiste. Pourvu, par ailleurs, d'un programme social plus audacieux que celui des Oulémas et des élus, le PCA pouvait toujours attirer des musulmans, d'autant plus que l'érosion de ses positions traditionnelles n'était pas perceptible.

Cette imperceptibilité était due, dans une large mesure, au fait que le glissement constituait une série d'adaptations *ad hoc* plutôt qu'une politique délibérée. Tous les actes de Barthel s'inscrivaient dans la tendance ébauchée en Algérie plus d'un an avant son arrivée, mais ils étaient aussi équilibrés par ce qui était sans doute sa contribution capitale au communisme algérien : sa sensibilité aux problèmes des musulmans et son activité acharnée parmi eux. Ainsi esquissé, cet amalgame curieux n'était à coup sûr que la conséquence logique de l'interprétation que s'était faite l'instructeur des directives du PCF, interprétation explicable par l'état fluctuant de la politique coloniale communiste. Puisque la question coloniale était marginale pour l'IC et le PCF, les conclusions des mutations de la stratégie communiste globale ne furent pas encore complètement tirées. Il va sans dire que le soutien apporté par le PCF à la défense nationale française (à la suite du pacte Staline-Laval) d'une part, et, d'autre part, la mise au rancart par le

27. *Ibid.*, 14 juillet 1936, 17 avril 1937. Des arguments identiques se firent entendre en début 1935 (CAMUS, *Essais*, *op. cit.* p. 1314).

28. *La Lutte sociale*, 1<sup>er</sup> mai 1935, 1<sup>er</sup> juillet 1935.

29. *Ibid.*, 15 septembre 1935, 1<sup>er</sup> octobre 1935, 15 octobre 1935.

7<sup>e</sup> Congrès de l'IC de la stratégie de « classe contre classe » en faveur de la stratégie frontiste — tout cela avait déjà mal présagé de l'avenir de l'activité anticolonialiste. Et le silence total observé sur cette question par Thorez et Fried dans leurs directives à Barthel ne signifiait-il pas que la transmutation s'amorçait ? Sans conteste, la confusion régnait encore : la direction du PCF était tentée de prendre le tournant, mais la section coloniale affirmait, même au début de 1936, que le parti restait fidèle à ses idéaux d'antan, que l'antifascisme impliquait la lutte contre l'impérialisme, enfin que le Parti communiste ramènerait les radicaux et les socialistes à ses propres positions sans leur faire de concessions <sup>30</sup>.

Tôt ou tard, le parti se trouverait mis au pied du mur et définirait sa politique coloniale. L'examen des fins et des moyens qui s'ensuivrait donnerait une impulsion telle au changement d'attitude en Algérie que l'on ne pourrait plus s'y méprendre. Ce tournant — décidé probablement à Paris (avec la participation, sinon à l'initiative, de la délégation du Komintern), paraît être intervenu en mars-avril 1936. Il ne fut peut-être pas sans rapport avec le fait que le PCF était en train de « liquider » Ferrat, maintenant en opposition ouverte avec la manière dont le Front populaire évoluait en France : il ne fut pas réélu au bureau politique en janvier, déchu du comité central en juin avant d'être exclu du parti en juillet <sup>31</sup>. Au début même de l'opération, le 8<sup>e</sup> congrès du PCF confia la direction de la section coloniale à Henri Lozeray, un militant proche de Thorez, avec Robert Deloche comme adjoint (janvier 1936). Ce dernier était au service de la section depuis quelque temps <sup>32</sup>, mais n'était nullement un disciple de Ferrat ; apparatchik docile, on pouvait compter sur lui pour exécuter n'importe quelle ligne politique. Une fois la section prise en main, une reconsidération de la politique devenait inéluctable. L'activité dirigée contre l'existence des structures coloniales allait désormais disparaître, car elle était perçue comme un danger pour l'alliance avec (et la défense de) ces mêmes démocraties occidentales, ennemies réelles ou potentielles du fascisme, et qui étaient en même temps des puissances coloniales.

Un indice de la date approximative de la volte-face (et du rôle que les affaires algériennes y auraient joué) est fourni par le témoignage de Nachman List, dirigeant communiste palestinien en exil,

30. *L'Humanité*, 10 janvier 1936.

31. Ferrat raconte (dans l'interview) qu'au 8<sup>e</sup> congrès du PCF Ouzegane, son ancien protégé, introduisit une adresse le remerciant pour son rôle dans le progrès du communisme algérien, mais elle devait être rayée du compte rendu officiel.

32. Son nom figure dans maints rapports de police en tant que délégué du PCF aux réunions communes avec l'ENA en 1935 (APP 56, 57). Cf. A. VASSART, *Mémoires* (ms. A. Kriegel), p. 373.

qui servait à l'époque de secrétaire à la section française de la Ligue anti-impérialiste. En janvier 1936, List publia, sous le pseudonyme M. Loew et N. d'Orient, un livre intitulé *La question algérienne*<sup>33</sup>. Parrainé par la Ligue (que contrôlait la section coloniale), cet ouvrage était une attaque bien documentée sur l'œuvre française en Algérie et prêchait la « révolution agraire anti-impérialiste qui donnera l'indépendance à l'Algérie et lui rendra la possibilité de développer ses forces productives enchaînées par la colonisation ». Le parti local était dépeint comme véhicule principal de cette révolution<sup>34</sup>. *L'Humanité* fit un effort de publicité assez important pour *La question algérienne* et Jean Bruhat en donna, en février, un compte rendu très favorable. Quelques semaines plus tard, le livre fut retiré de la vente sur l'ordre des instances suprêmes du parti<sup>35</sup>.

La première confirmation officielle de cette volte-face peut se déceler dans le message envoyé par Thorez à Boukhort après les élections législatives. L'accent y est mis sur « la possibilité pour nos deux peuples d'aller plus en avant dans la voie de l'union contre leurs ennemis communs : les forces d'oppression (*sic* !) et le fascisme »<sup>36</sup>. Déjà, à la veille des élections, l'organe du PCF affirmait que les communistes algériens n'étaient en aucune façon des antifrancs, leur but final étant défini en termes vagues tels qu'« une Algérie libre et heureuse »<sup>37</sup>. La victoire électorale paraît avoir consolidé le changement, surtout lorsque le PCF fit partie de la majorité gouvernementale.

C'est à la conférence nationale de juillet que se marqua la rupture avec l'ancienne ligne de guerre à outrance contre le colonialisme. Ferrat, déjà chassé du comité central, y fut sévèrement et publiquement critiqué pour les vues qu'il entretenait en tant que chef de section coloniale, celles, entre autres, qui étaient censées avoir entravé « l'union indispensable entre travailleurs indigènes et européens »<sup>38</sup>, et la création du Front populaire en Algérie.

33. Bureau d'édition (Ed. sociales internationales, préface de F. Jourdain). List servait depuis 1933 sous « Suzanne » (Goloubieva), membre russe de la délégation du Komintern à Paris chargée des questions coloniales. La première partie du pseudonyme se référait à sa ville natale en Pologne et la seconde à son pays oriental d'adoption (la Palestine). Le livre reposait sur des matériaux rassemblés par un réfugié allemand. Voir les mémoires de List (en hébreu) dans *Kesheth* (Tel-Aviv), 15 (1962), p. 161-162 ; complétés par notre interview avec lui.

34. *La question algérienne*, p. 219-223, 226-231.

35. *L'Humanité*, 17 et 31 janvier 1936 ; 25 février 1936. List (dans l'interview) croit que la mise à l'index intervint avant que Ferrat ne fût exclu (suivi par lui-même).

36. *La Lutte sociale*, 15 juin 1936 ; dans la même veine, voir le manifeste du premier congrès du PCA (*Ibid.*, 24 octobre 1936) et un article en arabe, *Ibid.*, 30 janvier 1937.

37. *L'Humanité*, 24 septembre 1936, 1<sup>er</sup> mai 1936.

38. *Ibid.*, 7 juillet 1936.

Toujours férue de docilité — et glissant déjà de toute façon dans la même direction — la région algérienne emboîta le pas au Parti communiste français. Barthel en personne donna le signal en associant sa voix au chœur des vilipendeurs à la conférence nationale et en se désolidarisant de « la politique aventuriste recommandée par Ferrat ». Les dirigeants communistes musulmans rabâchaient le refrain de « l'union fraternelle et solide » entre les peuples algérien et français, et démentaient véhémentement toute velléité de « liquider l'Algérie »<sup>39</sup>. La lutte antifasciste était dorénavant le souci capital de la région (et, plus tard, du PCA). Il est très instructif de noter que Barthel consacra tout son temps, au cours des derniers mois de son séjour, à mobiliser des volontaires pour les brigades internationales d'Espagne. Le parti présentait toujours des revendications immédiates en faveur des musulmans, mais la raison alléguée était la nécessité de conjurer le danger d'un désenchantement des indigènes face à la démocratie française et leur glissement éventuel vers les partis fascistes ainsi que vers l'Allemagne et l'Italie<sup>40</sup>.

La plus importante de ces revendications était le projet Blum-Viollette visant à accorder le suffrage à certaines catégories de musulmans (20 000 environ) sans abandon du statut coranique. Quand Viollette (à l'époque gouverneur général d'Algérie) avait avancé cette idée pour la première fois, en 1927, les communistes l'avaient couvert d'opprobre, d'autant plus qu'il s'agissait du gouverneur responsable de la répression féroce contre le parti. Ses efforts ultérieurs (en tant que sénateur) pour déposer un projet de loi à cet effet se heurtèrent à une réaction analogue de leur part. Dans les polémiques des communistes contre la Fédération des élus, le leitmotiv, jusqu'en 1935, était le soutien de ces derniers à cette réforme<sup>41</sup>. La volte-face du PCF en matière coloniale, et l'alliance entre PCA et organisations musulmanes modérées, eurent un retentissement inévitable sur cette question. L'article 6 de la Charte revendicative adoptée au premier congrès musulman algérien (juin 1936) demanda, en effet, le rattachement pur et simple à la France, ce qui signifiait *ipso facto* la revendication du droit de vote de tous les musulmans au parlement français. Cette dernière revendication avait été repoussée par les communistes, dans la

39. *Ibid.*, 10 juillet 1936. *La Lutte sociale*, 24 juillet 1936, 24 octobre 1936, 23 janvier 1937, 30 janvier 1937.

40. *Ibid.*, 24 juillet 1936 ; 11 et 18 septembre 1936.

41. OHNECK, *op. cit.*, p. 89-90, 129-135, 142-145, 164-165 ; J.-C. VATIN, *L'Algérie politique, histoire et société*, *op. cit.* p. 165-167 ; *La Lutte sociale*, 4 février 1927, 1<sup>er</sup> juillet 1935 ; *L'Humanité* 7 février 1934 ; 3 et 22 mars 1935 ; *Bulletin colonial*, février 1935.



période 1926-1934, comme une « ruse impérialiste ». Le mot d'ordre de « parlement algérien » étant abandonné<sup>42</sup>, ils étaient mûrs pour une retraite sur les positions de ce que l'on pourrait appeler leur « période social-démocrate » (1921-1926), pendant laquelle ils avaient soutenu le programme de l'émir Khaled. Viollette, nommé secrétaire d'État au ministère Blum, n'était plus, pour le PCF, le « proconsul », mais « l'un de nos amis du Front populaire ». Une fois son projet de loi rendu public, le parti l'acclama comme une preuve nouvelle du libéralisme du gouvernement Blum envers l'Algérie. Comme les Oulémas, il le jugeait trop limité, mais était prêt à accepter cette réforme partielle, car elle postulait le principe de la compatibilité du statut coranique avec le droit de vote au parlement français. Le projet était ainsi perçu comme « un pas en avant sur la voie de notre émancipation ». Il était évident que le PCA préférait des palliatifs à court terme à des réformes structurelles. Il l'avouait clairement quand il affirmait (en réponse aux nationalistes de Messali Hadj) que des « mots d'ordre trop avancés », tel le « parlement algérien » devaient être abandonnés parce qu'« irréalistes »<sup>43</sup>.

Le tournant de la politique algérienne du Parti communiste était donc achevé à la fin de 1936, c'est-à-dire bien avant que l'instructeur ne terminât sa mission. La thèse selon laquelle le changement n'intervint qu'après le retour en France de Barthel<sup>44</sup> (pour des raisons personnelles), ne tient pas compte du caractère ambigu que revêtait sa mission dès le premier jour, ni du fait que, par obéissance, il avait exécuté sans mot dire la nouvelle ligne décidée au cours de la deuxième moitié de son séjour. Ce qui apporte le démenti le plus concluant à cette thèse de l'« après-Barthel » est l'ouverture de la guerre entre PCF et messalistes de l'ENA sous Barthel, et comme conséquence inéluctable de sa propre politique. Les rapports entre les communistes et leurs anciens alliés nationalistes s'étaient tendus dans la première moitié de 1936, quand l'ENA commença à soupçonner le retrait du PCF par rapport à ses anciennes positions<sup>45</sup>. Les polémiques dans la presse et dans les réunions publiques se firent virulentes dès le moment où le Parti communiste rejoignit les Oulémas pour soutenir le

42. On avait recours à l'euphémisme : le parlement algérien serait « une partie ultérieure de notre programme » (*La Lutte sociale*, 7 novembre 1936).

43. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 8 août 1936, 31 octobre 1936, 7 novembre 1936. Barthel en personne prit fait et cause pour le projet Viollette et pour « l'union franco-musulmane » (*Ibid.*, 23 janvier 1937).

44. REY-GOLDZEIGER, art. cité, p. 43. D. Guérin s'aperçut du changement dès la fin 1936 (*La Vague*, 15 décembre 1936). Les rapports de la Direction des affaires indigènes (AOM) le signalent déjà le 30 septembre 1936.

45. Rapport du 17 février 1936., APP 57 ; et *supra.*, n. 24.

rattachement <sup>46</sup>. L'atmosphère s'envenima du fait que l'ENA, dont le siège était en France, déclencha, en été 1936, et pour la première fois, une campagne de recrutement très énergique en Algérie. Le coup d'envoi y fut donné, d'une manière très dramatique, par le discours contre le rattachement prononcé par Messali à la seconde session du CMA (août 1936). Communistes et messalistes se disputaient une même clientèle potentielle : prolétariat et petite bourgeoisie musulmans. Les escarmouches tournèrent à la guerre quand le projet Blum-Viollette fut déposé, portant le coup mortel aux espoirs (déjà très faibles) que fondait Messali sur le Front populaire. Ce dernier n'était plus capable (ou désireux) de contenir ses propres extrémistes, tel Immache, qui avaient demandé vivement à lancer une offensive contre le Front populaire et le PCF <sup>47</sup>. Début novembre, l'ENA s'attaqua au projet en tant que mesure d'assimilation et tentative de diviser pour mieux régner. Le PCA vola au secours du projet d'autant plus vite que l'ENA utilisait le contre-slogan du « parlement algérien », sous-entendant (et à l'occasion le disant ouvertement) que le Parti communiste avait trahi cette idée en même temps que l'ensemble de sa politique de décolonisation <sup>48</sup>. Si *La Lutte sociale* niait l'existence d'une volte-face, elle qualifiait de « démagogie » toute tentative de présenter « le parlement algérien » comme revendication immédiate, quand le besoin urgent du moment était « du pain et des écoles » pour tous et l'accès « aux droits politiques des citoyens [français] » aux musulmans <sup>49</sup>. A cette phase préliminaire (novembre-décembre), les polémiques se limitaient à la seule Algérie. Ce n'est que fin décembre que le conflit éclata en France. Au moment où l'ENA fut dissoute par le Ministère de l'intérieur (26 janvier 1937), les deux mouvements étaient, depuis déjà quelques mois, à couteaux tirés. Le refus du PCF de mobiliser l'opinion pour la défense de l'ENA n'était pas la cause de cette lutte — comme on le prétend parfois — mais une simple conséquence d'un état de guerre en plein pourrissement <sup>50</sup>.

L'œuvre de Barthel en Algérie était ainsi conditionnée et limitée par le contexte général du communisme, mondial et français,

46. Rapports du 1<sup>er</sup> juillet 1936, 23 octobre 1936, 30 octobre 1936, APP 57 ; *El-Ouma*, septembre-octobre 1936 ; *La Lutte sociale*, 8 août 1936. Voir en particulier l'allocation de Messali à la seconde session du CMA (KADDACHE, *op. cit.* p. 302-304).

47. Rapports des 17 février 1936, 23 octobre 1936, APP 57 ;

48. Voir la résolution de l'ENA citée dans *La Lutte sociale*, 21 novembre 1936 ; interpellation d'un militant ENA dans une réunion de Boukhort (*Ibid.*, 5 décembre 1936) cf. *El-Ouma*, janvier 1937.

49. *La Lutte sociale*, 7 novembre 1936 ; cf. *Ibid.*, 21. et 28 novembre 1936.

50. *Ibid.*, 28 décembre 1936 ; *L'Humanité*, 13, 14, 22 et 23 janvier 1937, 12 février 1937 ; *El-Ouma*, janvier 1937 ; rapport du 23 janvier 1937, APP 57.

dans lequel elle opérait. Elle arrivait même à en être en partie paralysée, bien que cela ne devint évident qu'au bout d'un certain temps.

## Contradictions et désillusions

Les deux années suivantes virent s'affirmer le glissement de la politique coloniale du PCF. Les positions et les priorités furent formulées en des termes univoques et rigides. Si Robert Deloche continuait à rendre hommage du bout des lèvres à la lutte anticolonialiste, il insistait sur l'urgence, pour les colonisés, de « barrer la route au fascisme », car la victoire du fascisme amènerait le « renforcement de l'esclavage des peuples coloniaux »<sup>51</sup>. C'est Thorez qui en tira les conclusions concrètes au 9<sup>e</sup> congrès du PCF (décembre 1937) :

« La revendication fondamentale de notre PC concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition, le droit de l'indépendance. Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens, qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme »<sup>52</sup>.

En Algérie, ces directives étaient appliquées fidèlement, peut-être avec un certain excès de zèle. C'est ainsi que, parlant au même congrès, Kaddour Belkaïm, secrétaire du PCA, réitéra la formule de Thorez et renchérit : « Nous savons qu'à l'heure actuelle l'union du peuple d'Algérie et du peuple de France est nécessaire et qu'elle le sera toujours (c'est nous qui soulignons) »<sup>53</sup>. Par ailleurs, le parti ne mâchait pas ses mots aux messalistes, protagonistes de l'indépendance : « Concevoir l'indépendance de l'Algérie sans l'alliance franco-algérienne, en face d'un fascisme international agressif et assoiffé de conquêtes coloniales, c'est fou et criminel... C'est faire le jeu du fascisme international que de se livrer à des provocations en réclamant l'indépendance »<sup>54</sup>.

51. DELOCHE, dans *Cahiers du bolchevisme*, 20 mai 1937, p. 111.

52. PCF, *La France du Front populaire et les peuples coloniaux*, Paris, 1938, p. 6-7.

53. *Ibid.*, p. 27.

54. *La Lutte sociale*, 15 janvier 1938, 19 mars 1938.

Les indices indirects du changement abondent. Ainsi, Albert Sarraut, cet ennemi de longue date, n'avait maintenant que des louanges pour les communistes algériens, « patriotes » confirmés et non plus « antifrançais » ; le PCA, pour sa part, le félicitait d'être le défenseur de la politique des réformes<sup>55</sup>. Plus instructive encore est la position du Parti communiste devant la fête du centenaire de la prise de Constantine (octobre 1937). Le parti critiqua cette fête « humiliante pour la population musulmane », mais d'une manière nettement moins véhémement et beaucoup moins franche que lors de la célébration du centenaire de la conquête d'Alger, en 1930. Un tract publié par la section de Constantine condamna ces « manifestations chauvines et provocatrices », tout en ajoutant aussitôt : « Nous ne nous serions pas opposés à une manifestation qui aurait été la constatation de réalisations et un prélude à des projets pour l'amélioration du sort de la population musulmane »<sup>56</sup>.

La cristallisation de la nouvelle politique fut largement aidée par le fait qu'au cours des années 1937-1938 les problèmes européens étaient en passe de devenir les préoccupations imminentes du Parti communiste : la guerre d'Espagne, l'Anschluss et Munich. Les affaires coloniales étaient, par conséquent, presque entièrement éclipsées<sup>57</sup>. Dans la mesure où elles étaient encore tenues en ligne de compte, c'était en fonction des revendications coloniales nazi-fascistes, conçues comme une menace grave pour les puissances occidentales<sup>58</sup>. Dans le cas de l'Afrique du Nord, la menace apparaissait encore plus sérieuse en raison de la propagande intensive menée par les radios italienne et espagnole et de la sympathie mal dissimulée des ligues envers ces régimes. Le spectre d'une alliance possible des « autonomistes » colons et des « séparatistes » musulmans rôdait toujours, soutenu par les efforts conjugués de la propagande étrangère à destination des indigènes et de la campagne menée par le PPF à ce même effet ; a fortiori à la suite de la résurgence de la violence nationaliste au Maroc (octobre 1937) et en Tunisie (avril 1938). Et les communistes d'y répondre par le

55. *Oran républicain*, 25 novembre 1937. Cf. *La Lutte sociale*, 9 octobre 1937, 13 novembre 1937, 15 janvier 1938 ; *L'Entente*, 3 février 1938.

56. Tract se trouvant dans notre collection ; cf. rapport de la Direction des affaires indigènes, 7 septembre 1937, AOM. C'est nous qui soulignons.

57. Cf. les brochures d'inspiration communiste de F. JOURDAIN (président de la Ligue anti-impérialiste), *Faut-il donner des colonies à Hitler ?* ; *Du Maroc au Cameroun : les exigences coloniales du Troisième Reich* ; A. MARABINI, *Le fascisme italien aux colonies*.

58. Cf. La série d'articles de G. PÉRI (*L'Humanité* du 10 octobre 1937 au 10 novembre 1937) publiée plus tard sous forme de brochure (*Ombres fascistes sur l'Afrique du Nord*, Paris, 1938) ; *Ibid.*, dans *International press correspondence*, 16 janvier 1937, p. 43 ; 6 novembre 1937, p. 1151-1152 ; 18 mars 1938, p. 743.



slogan : « Il ne saurait y avoir de salut pour les peuples coloniaux hors de l'union indispensable avec la démocratie française »<sup>59</sup>.

Un autre fait joua également le rôle de catalyseur : les polémiques avec le Parti du peuple algérien, ainsi que s'était rebaptisé le mouvement messaliste après la dissolution de l'ENA. « Allié objectif » du fascisme, le PPA était de plus accusé de collaboration délibérée avec lui, Messali étant sous l'influence du dirigeant nationaliste panarabe et pro-italien Chakib Arslan<sup>60</sup>. La concurrence messaliste-communiste pour gagner l'audience des musulmans jouait, en juin 1937, sur le plan électoral (élections municipales d'Alger). Portant sa dynamique interne, cette lutte allait s'exacerber. Dans une circulaire confidentielle traitant de la campagne anti-PPA (mars 1937), le comité central du PCA — sincèrement peut-être — mettait en garde la base contre la tendance à considérer le PPA comme l'adversaire principal<sup>61</sup> ; c'était précisément cette tendance qui gagna du terrain dans le courant de 1937. Aux épithètes abusives lancées par les communistes (« braillards », « faux nationalistes », « troupe de la guerre civile », « séparatisme idiot et rétrograde ») répondaient celles, non moins venimeuses, du PPA (« pro-impérialistes », « judéo-communistes », « persona grata de la république », « imbus de sentiment de race »)<sup>62</sup>. Ces assauts verbaux dégénéraient parfois en affrontements physiques. Si la provocation originelle provenait des communistes, le PPA, pour sa part, tendait à exacerber sciemment l'atmosphère, en étalant son amertume devant le refus du Parti communiste de l'aider au moment de la dissolution et au cours de la répression qui s'ensuivit. Selon une assertion du PPA difficile à contrôler, il aurait intercepté une autre circulaire du PCA appelant ses membres à dénoncer les messalistes à la police<sup>63</sup>. Les déclarations politiques communistes les plus nettes furent en effet portées au paroxysme pendant les polémiques avec le PPA, et en réponse à ce qui était considéré comme une attitude irresponsable de ce dernier. Le terme même de « nationalistes » (« nationalistes révolutionnaires »), dont le

59. *La Lutte sociale*, 8 janvier 1938.

60. *La Lutte sociale*, 3 juillet 1937, 27 novembre 1937 ; rapport de la Direction des affaires indigènes, 7 septembre 1937. Cf. C. COLLOT, « Le Parti du peuple algérien (1937-1947) », *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 8 (1), mars 1971, p. 133-204.

61. La circulaire fut interceptée par le PPA et devait tomber par la suite entre les mains de la police (voir annexe au rapport du 6 juin 1937, APP 56). *Le terminus post quem* pour cette circulaire semble être mars 1937, parce que le mouvement messaliste y est encore appelé ENA.

62. *La Lutte sociale*, 16 octobre 1937 ; 18 et 25 juin 1938 ; *El-Ouma*, décembre 1937, mars 1939 ; *Sidi Henini* (pro-PPA), 10 août 1937, 11 février 1938 ; M. ZAKARIYYA, dans *Al-Nahda*, 2 août 1937.

63. *El-Ouma* évoqua l'existence de ce document (27 mai 1938, 25 octobre 1938) mais n'en publia jamais le texte.

PPA tirait gloire, devint péjoratif pour les communistes algériens, comme il l'avait été au début des années vingt. La circulaire du PCA de mars 1937 déclare que le nœud du débat avec les messalistes réside dans « le fait qu'ils sont des nationalistes tandis que nous sommes des internationalistes »<sup>64</sup>.

En dernière analyse, le ralliement du PCA aux positions du PCF doit plus peut-être aux facteurs internes qu'aux deux facteurs externes esquissés ci-dessus. Il faut d'abord le replacer dans le contexte de l'érosion des positions anticolonialistes du Parti communiste en Algérie en 1935-1937 ; processus qui, somme toute, fut réactivé seulement à la suite de la volte-face du PCF. Ensuite, on doit avoir présent à l'esprit la dépendance du PCA vis-à-vis du PCF. Il y avait, pour commencer, la dépendance organique et matérielle. En vertu d'une résolution du Komintern datant de mars 1922, le PCF voyait s'octroyer l'autorité directe sur tous les partis communistes de l'Empire français, autorité rendue d'autant plus efficace par l'indifférence dont avaient fait preuve, dès les années vingt, l'IC et l'URSS à l'égard des problèmes du Maghreb<sup>65</sup>. Vue de France, l'Afrique du Nord revêtait une importance particulière en raison de sa proximité géographique de l'hexagone, facilitant l'accès et le contrôle (et spécialement dans le cas de l'Algérie, partie intégrante de la métropole). Ces considérations globales mises à part, il faut aussi tenir compte du rôle joué par le PCF dans la croissance du PCA. Au moment du congrès constitutif (octobre 1936), nombre de cadres du PCF opéraient en Algérie sous Barthel : P. Fayet, venu en 1934 pour prendre la CGTU en main et élu, en 1936, secrétaire de l'union départementale d'Alger de la CGT réunifiée ; R. Priaud, secrétaire du Secours rouge algérien, dès 1935 ; enfin, E. Mignot, le seul à ne pas avoir été nommé en Algérie par le PCF, mais venu de son propre chef et choisi ensuite par Barthel pour diriger l'appareil du parti à Alger. Une bonne partie du budget opérationnel provenait des allocations du PCF, et les écoles de ce dernier formaient beaucoup de cadres nouveaux, le reste étant formé sur place par les délégués du PCF<sup>66</sup>. Enfin, il faut se rappeler que la décision de l'établissement du PCA avait été prise non pas parce que la région algérienne était jugée mûre pour une action indépendante, mais afin de favoriser son intégration dans la vie politique locale. La continuité de l'aide du PCF était toujours considérée comme impérative. C'est ainsi que Barthel demeura en Algérie même après le congrès d'octobre 1936 qui l'avait élu secré-

64. Voir *supra*, n. 61.

65. Voir J.-R. PERRY, *Soviet policy towards North Africa*, thèse de doctorat, Columbia University, 1972.

66. *La Lutte sociale, passim* ; REY-GOLDZEIGER, art. cité, p. 32 ; interview de Barthel.

taire du PCA. A son départ, le poste fut laissé vacant jusqu'à l'arrivée de Robert Deloche, qui arriva en automne 1937 et fut dûment élu secrétaire du PCA au second congrès (décembre 1937)<sup>67</sup>. Même durant l'interregne (février-octobre 1937), des rapports étroits furent maintenus au moyen de visites d'envoyés spéciaux français et de comptes rendus de dirigeants du PCA remis aux instances supérieures du PCF<sup>68</sup>. Ces deux voies de communication restèrent ouvertes, même après l'arrivée de Deloche<sup>69</sup>. Les trois collaborateurs français de Barthel demeuraient en Algérie, Mignot devant être élu secrétaire du PCA par le second congrès. En 1938, les deux membres européens du secrétariat — les deux autres étant Boukhort et Belkaïm — étaient par conséquent les instructeurs du PCF. Les subsides français au budget du PCA n'étaient pas taris<sup>70</sup>. Ce fut donc un lapsus éloquent de la part de *L'Humanité*, lorsqu'elle présenta Kaddour Belkaïm (prenant la parole au 9<sup>e</sup> congrès du PCF de décembre 1937) comme « secrétaire de la région algérienne »<sup>71</sup>. En réalité, les rapports PCF-PCA n'avaient traversé aucune mutation significative depuis le congrès constitutif de ce dernier. Il va sans dire que toutes les décisions capitales étaient prises à Paris (et annoncées par des porte-parole du PCF)<sup>72</sup>. Des affaires de moindre importance (par exemple la liste des candidats aux élections départementales) étaient également soumises à l'autorisation du parti français<sup>73</sup>.

Le PCA paraît avoir été satisfait de cette situation. Dans son discours au 8<sup>e</sup> congrès du PCF, à la suite de l'adoption de la motion sur la fondation du PCA, Ouzegane définit le nouveau statut en terme d'« autonomie » (et non d'« indépendance ») et demanda au PCF, « noblesse oblige », de lui servir de guide<sup>74</sup>. Il y avait, de plus, dans cette dépendance, des facteurs idéologiques et affectifs. Les cadres du PCA, surtout ceux qui avaient adhéré — ou pour le moins, étaient montés en grade — après 1934, étaient en fait

67. Il est mentionné pour la première fois dans *La Lutte sociale*, 16 octobre 1937. Pour son élection, voir *Ibid.*, 25 décembre 1937.

68. Boukhort présenta un rapport à la conférence du PCF (*L'Humanité*, 23 janvier 1937) et à la session du comité central du PCF le 25 juillet 1937 (voir sa brochure *Union des peuples de France et d'Algérie, pour le pain, la liberté et la paix*, Alger, 1938). Pour les visites des délégués français, voir *L'Humanité*, 18 juin 1937, *La Lutte sociale*, 17 mai 1937, 28 août 1937.

69. Cf. l'allocution de Belkaïm devant le 9<sup>e</sup> congrès du PCF ; rapport de Boukhort au comité central du PCF, 28 mai 1938 (voir PCF, *Contre les menées hitlériennes*, Paris, 1938) ; et la visite de Lozeray.

70. Rapport du 28 octobre 1937, APP B/a 1677.

71. *L'Humanité*, 28 décembre 1937.

72. Cf. l'article de DELOCHE aux *Cahiers du communisme* en mai 1937 et le discours de THOREZ en décembre 1937.

73. *La Lutte sociale*, 28 août 1937.

74. PCF, 8<sup>e</sup> congrès, *Compte rendu sténographique*, Paris, 1936, p. 385.

profondément marqués par le PCF, ses écoles, sa propagande, ses méthodes d'organisation. Cela était particulièrement vrai pour les cadres musulmans dont la sélection, la formation et la promotion devaient beaucoup à Ferrat et à Barthel. L'alliance du prolétariat français (et de son parti d'avant-garde) et des colonisés algériens était pour eux un article de foi inculqué tant par l'endoctrinement formel que par la pratique quotidienne. Il en résultait un penchant à considérer le PCF comme un guide éternel et, à plus forte raison, en matière coloniale, parce que, depuis l'épuration de 1926-1927, la région algérienne n'avait jamais pris aucune initiative. L'essor du PCF dans les années 1935-1936 renforçait encore sa position-clé aux yeux des communistes algériens. La préoccupation d'une « union antifasciste », qui caractérisait les nouveaux adhérents européens, rendait encore moins plausible une perspective centrée sur l'Algérie. Reconnaissance, admiration et révérence, les principes doctrinaux, autant d'éléments réunis pour produire un attachement profond à « notre frère aîné, le PCF ». Ce sentiment est mis en relief dans les commentaires extrêmement détaillés consacrés par *La Lutte sociale* à toutes les sessions du bureau politique et du comité central français, sans compter ses conférences et ses congrès. Le comité central algérien n'était pas seul à s'en inspirer, certaines instances inférieures le faisaient également ; ainsi, en juin 1938, le comité régional de Constantine discuta les modalités d'application des récentes décisions du comité central du PCF<sup>75</sup>.

Les rapports PCA-PCF ressemblaient donc — tant du point de vue hiérarchique que de celui des mentalités — aux rapports PCF-IC (ou PCUS). Les lignes de force de ce phénomène furent avouées lors d'une autocritique postérieure à la conférence clandestine du PCA, en juin 1941 : « La première faute du PCA est qu'il se considère un appendice du PC français, sans travail propre »<sup>76</sup>. Paradoxalement, le PCA était beaucoup plus dépendant du PCF à la fin des années trente que ne l'était la région algérienne à la fin des années vingt et au début des années trente. La raison tient en partie à la plus grande sollicitude dont fit preuve le PCF à partir de 1935. Pourtant, par un cheminement dialectique, cet intérêt porté à l'Algérie tirait son origine de la stratégie du Front populaire qui devait aboutir à l'éclipse du militantisme anticolonialiste. L'apparente indépendance du communisme algérien n'était compatible ni avec la dépendance continue vis-à-vis du PCF, ni avec la disparition du mot d'ordre de l'« indépendance de l'Algérie ». Ironie de l'histoire ; lorsque l'idée d'un PC algérien avait été conçue, c'était à

75. *La Lutte sociale*, 4 juin 1938, 11 juin 1938, 3 septembre 1938, 1<sup>er</sup> octobre 1938, 2 décembre 1938, 10 février 1939.

76. CIE (Alger), novembre 1941 (annexe A).



la fois comme un signe précurseur et comme un catalyseur de la décolonisation. Et, pour comble, l'idée prit corps quand cette même raison eut cessé d'exister.

Pleine de contradictions, la situation du Parti communiste était néanmoins stable. On ne remarque nul signe de malaise dans les rangs musulmans à propos de l'érosion de la politique anticolonialiste, d'autant moins que l'écrasante majorité des effectifs avait adhéré sous Barthel, c'est-à-dire à une période où cette évolution était déjà amorcée. Quant à la motivation des nouveaux adhérents européens, elle n'avait pas de rapport avec le domaine colonial. Le cas d'Albert Camus — membre du parti depuis 1934, qui semble l'avoir quitté en 1937 en signe de protestation contre la campagne anti PPA — n'est qu'un incident isolé<sup>77</sup>. Les rapports avec les alliés musulmans modérés au sein du CMA restaient corrects, le Parti communiste remportant même un succès d'estime lorsque Lamine Lamoudi (Ouléma) consentit à figurer sur la liste patronée par le PC aux élections municipales d'Alger<sup>78</sup>. Les attaques du PPA, dirigées contre les Oulémas plutôt que contre le PC, touchant la même corde de « collaboration avec l'impérialisme », forgeaient d'avantage l'alliance de ces deux forces.

C'est parce qu'on pensait que les gouvernements du Front populaire s'efforçaient d'effectuer une série de réformes visant l'égalité politique des musulmans et des Européens qu'une certaine stabilité intérieure régnait.

Le sort du projet Blum-Viollette était la pierre de touche de ces réformes. Les atermoiements du gouvernement en face d'une opposition procolonialiste féroce poussèrent bientôt les Oulémas à tirer la sonnette d'alarme. Les déclarations du secrétaire d'État à l'Intérieur, R. Auband, préconisant une politique ferme sans mentionner de réformes, suscitèrent un tollé de toute l'opinion musulmane<sup>79</sup>. Malgré tous ces signes, les espoirs persistaient. Le second congrès musulman renouela sa confiance dans le Rassemblement, tout en l'assortissant d'une condition univoque : la réalisation rapide de la charte revendicative de juin 1936, et d'abord sur le plan de la réforme électorale<sup>80</sup>.

77. Sur sa démission, voir R. QUILLLOT dans CAMUS, *Essais*, p. 1314 et suiv., 1327, 1329. Camus adhéra au parti en août 1934 (*supra*, n. 22) et dirigea un groupe théâtral sous les auspices du parti, devenant ensuite secrétaire de la Maison de la culture d'Alger, patronnée par le PCA. Il est encore mentionné en cette qualité dans *La Lutte sociale*, 15 mai 1937, qui devait annoncer la semaine suivante la publication du premier numéro de l'organe de la maison, *La Jeune Méditerranée* (éditée par Camus). Le *terminus post quem* est donc juin 1937, ce qui soutient la thèse de Quillot.

78. *La Défense*, 2 juillet 1937, cf. rapports de la Direction des affaires indigènes, 30 septembre 1936, 7 septembre 1937.

79. *Al-Shihab*, mai 1937 ; KADDACHE, *op. cit.*, p. 347-349.

80. A. NOUSCHI, *op. cit.*, p. 93-94. Cf. *L'Humanité*, 16 juillet 1937, 10 septembre 1937.

C'est dans le courant de l'automne 1937 et au début de 1938 que l'impatience grandissante des musulmans tourna au désenchantement, lorsque le projet de loi fut torpillé au Sénat (qui devait plus tard le rejeter carrément), sans que le gouvernement fit d'effort sérieux pour le faire avancer. *La Défense* parlait d'un « enterrement de première classe » des revendications musulmanes, dressant le bilan des deux dernières années de politique algérienne en termes « d'iniquité, d'autorité et d'injustice dans une main de fer ». *Al-Shihāb* fit remarquer que les demandes du CMA avaient été « reléguées dans le domaine des oubliettes »<sup>81</sup>. Les Oulémas étaient d'autant plus offusqués que le décret du 8 mai 1937 imposait des restrictions nouvelles aux écoles religieuses privées qui constituaient le plus beau fleuron de leur activité. Leur leader, Ben Badis, en vint à ironiser sur les « gains » musulmans du Front populaire<sup>82</sup>.

Le PCA pouvait facilement joindre sa voix au chœur des récriminations contre la mollesse du gouvernement, avertir ce dernier de l'éventualité d'un glissement musulman vers le fascisme et se désolidariser d'Auband, qui « n'est pas tout le Front populaire »<sup>83</sup>. Cela restait dans la marge de critique que se permettait le PCF afin « d'être à l'extérieur du gouvernement du Front populaire mais à l'intérieur de la majorité politique qui soutient le gouvernement »<sup>84</sup>, se défendant ainsi contre le danger d'intégration dans la démocratie bourgeoise. En même temps, le PCA s'évertuait à renforcer la croyance dans le Front populaire, incarnation du « vrai peuple de France » et de « l'esprit de 1789, 1848, 1871 ». Il signalait les quelques mesures déjà prises (par exemple application en Algérie des lois sociales françaises, invoquant des circonstances atténuantes pour la carence gouvernementale en matière algérienne (« l'offensive de l'oligarchie financière et de la féodalité algérienne contre le Front populaire »)<sup>85</sup>.

Pourtant, quand le désenchantement concernant le Front commença à gagner du terrain, la marge de manœuvre du PCA se trouva brusquement réduite. Dans l'impossibilité de renier le Front, pierre angulaire de sa stratégie, le parti courait le risque de

81. *La Défense*, 11 et 18 mai 1938 ; *Al-Shihāb*, mai 1938 ; cf. *Ibid.*, mars 1938, *Al-Basā'ir*, 19 novembre 1937.

82. Dans un discours devant la direction de l'Association des Oulémas rapporté par la Direction des affaires indigènes, dans *Note sur la situation politique des indigènes en Algérie*, 1<sup>er</sup> mai 1938, AOM.

83. *La Lutte sociale*, 17 avril 1937, 1<sup>er</sup> mai 1937, 22 janvier 1938, 14 mai 1938 ;

84. A. KRIEGLER, « Les communistes français et le pouvoir », dans M. PERROT et A. KRIEGLER, *Le socialisme français et le pouvoir*, Paris, EDI, 1966, p. 133-136.

85. Tract du PCA, *Région de Constantine*, cité dans le rapport de la Direction des affaires indigènes, 7 septembre 1937, AOM ; *La Lutte sociale*, 9 janvier 1937, 2 octobre 1937, 30 janvier 1937 (article en arabe), 20 février 1937.

voir s'effriter sa position dans la communauté musulmane et se désintégrer le « front anti-impérialiste », cet allié « naturel » de la gauche française. Les premiers signes inquiétants ne tardèrent pas à apparaître. Le Parti communiste était le seul élément du CMA à s'opposer au mouvement de démissions collectives des élus musulmans qui protestaient contre les attermolements gouvernementaux concernant la réforme électorale (septembre 1937). Bien que le PC ait finalement donné son accord à contrecœur, la crise mit le congrès dans l'impasse. Certains dirigeants locaux du CMA en vinrent à répudier ouvertement l'idée de coopération avec des « éléments européens » (les communistes)<sup>86</sup>. L'initiative unilatérale d'Ouzegane qui, en tant que secrétaire du CMA, essaya de les réunir, échoua complètement (avril 1938), lorsque Lamoudi, vice-président du CMA, l'eut désavoué publiquement. La crainte d'un noyautage communiste du congrès avait déjà été semée lors de la publication, par le PPA, d'une circulaire confidentielle du PCA donnant instruction à ses militants de s'infiltrer dans les comités locaux<sup>87</sup>. La gaffe d'Ouzegane semblait confirmer ces appréhensions ; aucune forme de coopération avec le Parti communiste n'était plus pensable<sup>88</sup>. Oulémas et JCMA (mouvement des jeunes du CMA, dirigé par Lamoudi) appelaient alors la communauté musulmane à compter sur ses propres forces, plus exactement, ils acceptaient la thèse du PPA sur l'impossibilité de collaborer avec des partis français. Rien d'étonnant, donc, à ce que le JCMA s'adressât, entre autres, aux messalistes, lorsqu'il lança l'idée d'un *rassemblement musulman*<sup>89</sup>. Soupçonnés d'arrière-pensées, les communistes n'étaient plus considérés comme une force musulmane authentique, dans ses effectifs comme dans son programme. Cette idée, nullement nouvelle mais récemment renforcée, était confirmée par la lecture de *La Lutte sociale*, où dominaient les questions internationales. Le thème favori du PPA, à savoir que le PCA n'était que l'annexe du PCF, gagnait progressivement du terrain chez les Oulémas. Même avec une force politique « française », les groupements musulmans ne voyaient plus aucun intérêt à poursuivre la collaboration. Seule une petite fraction du JCMA s'était toujours déclarée pour une telle politique, mais elle essuya une défaite cinglante à l'assemblée générale de décembre 1938<sup>90</sup>. L'audience très vaste dont jouissait l'idée d'un rassemble-

86. Par exemple, Ahmed Taleb, secrétaire du congrès à Tlemcen, dans un débat avec R. Deloche (*La Lutte sociale*, 18 novembre 1937).

87. Sur la circulaire voir *supra*, n. 15 ; cf. *Note sur la situation politique*, 1<sup>er</sup> mai 1938, AOM.

88. *Note sur la situation...*, 1<sup>er</sup> mai 1938.

89. Cf. *El-Ouma*, 11 mars 1938, 22 avril 1938 ; *Al-Basâ'ir*, 11 mars 1938 ; *La Défense*, 20 juillet 1938, 17 août 1938, 28 septembre 1938.

90. *El-Ouma*, décembre 1937 ; CIE (Alger), décembre 1938.

ment musulman témoignait du changement d'humeur de l'opinion indigène. Il ne manquait même pas de dirigeants de la Fédération des élus, tel Ferhat Abbas, pour suggérer la constitution d'un vaste mouvement uniquement musulman (encore que sa propre version, l'Union populaire musulmane, ait exclu la participation du PPA).

Complètement isolé, le PCA tenta d'établir un substitut au CMA. Il ne devait récolter de succès qu'en Oranie, avec la fondation d'un Bloc des organisations musulmanes de l'Oranie, allié au Front populaire et dirigé par un renégat des Oulémas, le Cheikh al-Zāhirī. Le bloc ne réussit pourtant pas à se constituer en mouvement de masse et allait bientôt disparaître <sup>91</sup>.

Un grand nombre d'autres indices éloquentes signalent le même changement d'atmosphère. Les électeurs du second collège d'Alger, qui avaient, en juin 1937, toute la liste recommandée par le PC, donnèrent aux messalistes une majorité accablante, en octobre de cette même année, et devaient leur renouveler leur confiance en novembre 1938 et en avril 1939 <sup>92</sup>. Si une certaine baisse des effectifs arabes du PC s'annonçait déjà au milieu de 1937 <sup>93</sup>, ce fut vers la fin de l'année un raz de marée de démissions, quand les espérances fondées sur le Front populaire se virent frustrées. La propagande dynamique du PPA ne fit que catalyser cette évolution. Les effectifs musulmans de la région communiste d'Alger passèrent de 400 à 100 dans le courant de 1938, tandis que les effectifs du PPA y étaient de l'ordre de 900 <sup>94</sup>. En fait, le PCA commençait à payer le prix des contradictions internes de la mission Barthel.

## « La nation algérienne en formation »

Il n'y avait rien d'étonnant à ce que, vers le milieu de 1938, s'installât un profond malaise dans le noyau musulman du PCA, devant l'aliénation de la communauté musulmane et la désaffec-

91. *Note sur la situation...*, 1<sup>er</sup> mai 1938, 26 juin 1938, AOM ; cf. l'organe du BOMO, *El-Quifak*, mars-septembre 1938, *passim* ; *La Lutte sociale*, 30 janvier 1938, 30 avril 1938.

92. KADDACHE, *op. cit.*, p. 305-309, 337-344, 360-365.

93. Circulaire PCA de mars 1937 interceptée par le PPA (*supra*, n. 15) ; lettre du secrétariat du PCA à la section de Belcourt, 20 août 1937, citée dans *Note sur la situation*, 7 septembre 1937..., AOM ; *La Lutte sociale*, 3 juillet 1937, 23 octobre 1937, 25 décembre 1937.

94. CIE (Alger), avril 1939 ; rapport des *Renseignements généraux* sur le PC dans le département d'Alger, fin 1938 (photocopie à l'Institut Maurice Thorez) ; rapport de 25 juillet 1938, APP B/a 1677.



tion de sympathisants. Rendus amers par le sabordage du projet Blum-Viollette, les cadres indigènes ne tardèrent pas à faire l'inventaire de la faillite de la politique communiste dans les deux années précédentes. Sans pour autant mettre en question l'ordre des priorités établi au 7<sup>e</sup> congrès mondial, ni son application en Algérie, ils ressentaient la mise au rancart pure et simple de l'engagement nationaliste et l'abandon total des efforts pour cultiver la spécificité algérienne du parti. Ainsi, les secrétaires Boukhort et Belkaïm déclenchèrent-ils une campagne faisant vibrer une corde longtemps négligée : l'apport de la civilisation arabo-musulmane au Maghreb et à la culture universelle. Avec un certain retard, les communistes se ralliaient à la défense des écoles de langue arabe contre le décret du 8 mai et se montraient plus attentifs aux problèmes intéressant le monde arabe (tel le conflit palestinien)<sup>95</sup>. Par-delà cette évolution de la propagande, ils cherchaient à tâtons une nouvelle formule de politique algérienne dans le cadre de la stratégie du Front populaire. Le sérieux de leur recherche se voit aux questions de fond soulevées. D'une part, l'indifférence (l'hostilité même) de la majeure partie des nouveaux adhérents européens pour les aspirations musulmanes ; « Avec le Front populaire, dit un membre arabe du comité central<sup>96</sup>, le préjugé colonialiste est entré réellement dans le parti ». D'autre part, la dépendance excessive à l'égard du PCF militait contre toute tentative de doter le mouvement d'un caractère algérien. C'était là, semblait-il, que le bât blessait le plus, car les remous parmi les leaders musulmans entraînaient de graves dissensions avec le secrétaire-instructeur, R. Deloche<sup>97</sup>. Ennemi acharné de longue date du nationalisme extrémiste maghrébin<sup>98</sup>, Deloche, une fois nommé en Algérie, contribua certainement à exacerber les polémiques anti-PPA amorcées déjà sous Barthel. A l'époque, il agit pourtant en plein accord avec ses homologues musulmans. Les dissensions ne se firent jour que lorsque Deloche se fut montré complètement insensible au nouveau climat ascendant dans l'opinion musulmane, en même temps qu'indifférent au sort du projet Blum-Viollette et hostile à toute ouverture vers les nationalistes. Vues par ce métropolitain (ainsi que probablement par maint militant européen local), les considé-

95. *La Lutte sociale*, juillet-août 1938, *passim*.

96. A la session du comité central réuni en présence de Thorez : L. Casanova, « Après le voyage de Maurice Thorez en Algérie », *Cahiers du bolchevisme* 16, 1939, p. 295.

97. CIE (Alger), *La politique indigène dans le département d'Alger au début de 1939*, p. 33 ; CIE (Alger), rapport de février 1939.

98. Deloche joua une part active dans le durcissement de l'attitude du PCF à l'égard du Néo Destour (à la suite de sa mission en Tunisie vers le milieu de 1937) ; il était actif dans les polémiques anti-ENA en France déjà en 1935 (divers rapports dans *APP* 56, 57).

rations algériennes étaient, somme toute, marginales par rapport à l'enjeu principal de la stratégie communiste mondiale, c'est-à-dire la lutte antifasciste.

Naturellement, c'est le PCF qui fut appelé à trancher le débat. Non seulement en vertu de son autorité formelle, tant sur le PCA que sur Deloche, mais aussi parce que le PCA s'était accoutumé à compter sur les directives de son « frère aîné ». La dépendance même n'était pas mise en doute par les communistes arabes ; ils ne s'opposaient qu'à ses excès. Ce qu'ils cherchaient, c'était une mesure d'« autonomie » (pour employer le terme d'Ouzegane au 8<sup>e</sup> congrès) et non pas d'indépendance. Dans le même ordre d'idées, ils ne s'insurgeaient pas contre la politique coloniale du PCF mais contre ce qu'ils considéraient comme ses abus en Algérie.

Examiné dans un contexte historique plus large, le PCF se vit alors échoir le rôle qu'il avait déjà rempli en 1925-1927 (et qu'il devait jouer, pour la troisième fois, en 1946). Toute tentative d'instaurer une ligne plus résolument anticoloniale devait l'emporter sur l'opposition de la presque totalité des effectifs européens, imprégnés, à des degrés divers, d'une mentalité raciste. Seule une force externe — jouissant en outre de prestige aux yeux des pieds-noirs communistes — aurait pu s'acquitter de cette fonction. Dans une certaine mesure, il est vrai que le PCF était responsable de cet état de choses, car il n'avait jamais veillé à ce que le communisme algérien se constituât une clientèle musulmane substantielle et éduquât ses adhérents européens. Il est clair, de toute façon, qu'un mouvement en direction inverse, à savoir l'affaiblissement des positions anticolonialistes, n'avait, en 1934-1935, nul besoin d'une intervention de l'extérieur pour être lancé.

H. Lozeray, chef de la section coloniale, l'arbitre dépêché à toute vitesse, décréta un règlement du conflit en faveur des cadres musulmans (début octobre 1938). La reformulation autoritaire de la politique du PCA n'en était pas moins rapportée à la visite de Thorez, annoncée peu après, visite destinée en outre à revitaliser ce parti stagnant<sup>99</sup>. On pouvait percevoir le sens de l'arbitrage Lozeray dans le rapport qu'il présenta à son retour au comité central et à travers les motions adoptées. Défense de la langue arabe, indépendance du culte musulman, devoir urgent pour les communistes d'apprendre l'histoire du peuple algérien — autant de thèmes qui allaient devenir, en effet, des slogans en vogue du PCA au cours des trois mois suivants. L'ouverture de cours d'arabe pour les camara-

99. La visite fut annoncée pour la première fois dans *La Lutte sociale*, 23 décembre 1938, suivie d'une campagne de propagande intensive. Sur la stagnation (qui atteignait également le secteur européen du PC) voir les rapports des Renseignements généraux sur le PC dans les départements d'Alger, Oran, Constantine à la fin 1938 (photocopies à l'Institut Maurice Thorez) et *Note sur la situation...*, 26 juin 1938.

des européens, la réapparition d'articles en arabe dans *La Lutte sociale*, et l'accent mis sur les discours « en langue maternelle » par les cadres musulmans, autant d'activités visant à prouver — aux dires de l'un de ces articles en arabe — que « le PC est le parti du peuple de cette patrie ». Comme entre-temps le PCF s'était trouvé en opposition ouverte avec le gouvernement, à la suite des accords de Munich, le PCA pouvait enfin déclencher une attaque féroce contre ce même gouvernement au sujet du retrait du projet Blum-Viollette <sup>100</sup>.

Témoignage le plus éloquent du nouvel état d'esprit instauré par Lozeray : le retour définitif de Deloche en France, peu de temps après cette visite <sup>101</sup>. Il ne s'agissait pas seulement d'une affaire d'individus mais aussi d'une tentative pour atténuer la sujétion au PC français. Aucun instructeur ne remplaça Deloche (quoique une tournée d'inspection par un « délégué PCF » dût avoir lieu en juillet 1939) <sup>102</sup>. R. Priaud rentra en France au début 1939, ses fonctions au Secours populaire (anciennement le Secours rouge) étant confiées à Larbi Bouhali <sup>103</sup>. Comme, par simple coïncidence, E. Mignot devait aussi rentrer en métropole (pour raisons personnelles) <sup>104</sup>, un seul membre de la délégation française demeurait en poste : P. Fayet, de la CGT, le plus ancien émissaire français et le plus intégré à l'appareil local <sup>105</sup>. Du même coup, les musulmans prirent des responsabilités plus importantes : majorité musulmane au secrétariat (où un seul européen remplaça Deloche et Mignot), et également au bureau politique <sup>106</sup>. D'autres cadres arabes furent envoyés à Paris pour se former <sup>107</sup>. On remarque,

100. *La Lutte sociale*, 8 octobre 1938, 4 novembre 1938 (article en arabe) ; cf. *Ibid.*, octobre 1938 - janvier 1939, *passim*.

101. Pour son départ, voir sources citées *supra*, n. 97. Nul banquet ne fut organisé en son honneur (à l'encontre de ce qui s'était passé lors du départ récent de Mignot). Quelques mois plus tard, la conférence de la région de Constantine, où les Arabes prédominaient, envoya un message de remerciements à Barthel et à Mignot mais non à Deloche (*La Lutte sociale*, 24 avril 1939).

102. *Ibid.*, 7 juillet 1939. Le délégué était E. Mignot qui, à son retour en France en 1938, était devenu membre de la section coloniale en charge des affaires nord-africaines.

103. CIE (Alger), avril 1939.

104. *La Lutte sociale*, 9 décembre 1938.

105. Après la deuxième guerre mondiale, il devait devenir membre du bureau politique et député PCA.

106. Le nouveau secrétaire était Roland Rhais, un pied-noir. Le bureau politique élu par le second congrès du PCA (*Ibid.*, 25 décembre 1937) était composé du secrétariat ainsi que de deux musulmans (Ouzegane, Debabèche) et de deux Européens (Zannettacci, Martin). En 1938, y furent adjoints un Européen, Lenoir, et un musulman, Ben Amar (CIE — Alger, *La politique indigène... au début de 1939*, p. 33-34). Il y avait donc au bureau politique une majorité musulmane de 5 sur 4. Les deux membres suppléants (Mahmoudi, Marouf) étaient musulmans.

107. Debabèche et Bendib, dirigeants de la région de Constantine (CIE — Alger, février 1939).

d'ailleurs, un effort particulier pour mettre en valeur les cadres supérieurs musulmans. Par exemple, la campagne d'adhésions lancée à la veille de la visite de Thorez était appelée « la promotion Thorez-Boukhort ». L'esprit de ces mesures annonçait les directives laissées par Thorez au terme de sa visite. Directives qui, selon un rapport des services de renseignements français, « tendraient à renforcer le caractère indigène du PCA qui deviendrait presque entièrement indépendant du PCF ; les mots d'ordre et les principes d'organisation de France seraient à laisser de côté, les militants français devant délibérément s'effacer devant les militants indigènes » <sup>108</sup>.

Pour importantes qu'aient été les mesures d'organisation, le but principal de la visite de Thorez (début février 1939) était ailleurs. Selon le compte rendu officiel du PCF, il visait « à donner au parti [algérien] une politique qui lui permette de s'affirmer comme une force indépendante » <sup>109</sup>. Innovatrice dans une certaine mesure, cette politique n'en était pas moins circonscrite a priori par les thèses inviolables du VII<sup>e</sup> congrès de l'IC et l'interprétation qu'en avait fait le PCF à partir de 1936. Il était inconcevable de s'en écarter — même après la chute du dernier gouvernement de front populaire — devant l'imminence de la guerre mondiale. D'autant plus qu'à la suite des accords de Munich l'URSS craignait que la France et la Grande-Bretagne ne tentassent d'apaiser encore l'Allemagne et l'Italie tout d'abord par des concessions coloniales. Le PCF en vint ainsi à prendre fait et cause — entre autres par la plume de Thorez lui-même — contre de telles concessions, notamment au Maghreb <sup>110</sup>.

De ce point de vue, il n'est pas étonnant que la plupart des discours de Thorez au cours de sa tournée algérienne aient rabâché les thèmes de la défense de la République, de l'union avec la France contre le fascisme, du danger d'une mainmise fasciste sur l'Afrique du Nord, répétant — il va sans dire — le slogan : « Le droit au divorce ne signifie pas forcément l'obligation au divorce » <sup>111</sup>. Ce n'est qu'à la dernière et à la plus grande réunion, à Alger (le 11 février), que le secrétaire général du PCF exprima la nouvelle position <sup>112</sup>.

108. *Ibid.* Cf. *La Lutte sociale*, 3 mars 1939.

109. CASANOVA, art. cité, p. 292.

110. *L'Humanité*, 11 novembre 1938, 22 novembre 1938 ; H. LOZERAY « Contre toute cession des colonies à Hitler », *Cahiers du bolchevisme*, décembre 1938, p. 904-916.

111. *La Lutte sociale*, 3 février 1939, 10 février 1939, 17 février 1939.

112. 9 000 auditeurs, dont 1 000 musulmans selon CIE (Alger), février 1939. Texte intégral du discours dans THOREZ, *Œuvres*, Paris, Editions sociales, 1954, liv. III, t. XVI, p. 174-186.



« Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas ici parmi vous, peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides, civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique : les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Eglise catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitons il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'Islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français de terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus en 1871 pour ne pas être Prussiens.

Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. »

L'importance de ce texte réside dans la réaffirmation du concept du nationalisme algérien, tombé en discrédit depuis trois ans. Thorez revivifiait en un certain sens le concept de la circulaire Ferrat-Barthel, à savoir qu'il y avait bel et bien une nation algérienne que l'on ne devait pas confondre avec la nation française. Le droit à l'autodétermination en était évidemment le corollaire immédiat. L'argument favori des colons, « l'incapacité congénitale des indigènes à l'indépendance » devint, par là-même, un objet de risée. L'orateur fit remarquer que ces Arabo-Berbères sensés être incultes étaient les descendants de la civilisation musulmane qui avait constitué au Moyen Age le fer de lance du progrès. Thorez répudia sans équivoque l'assimilation, politique et culturelle — premier article du programme des pieds-noirs — tout comme la notion impliquée de la supériorité culturelle européenne.

« Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ? »

Le secrétaire général faisait un pas au-delà de l'ancien engagement envers l'idée de la nation algérienne, en s'efforçant d'en définir la nature. Jusque-là, le parti se s'était jamais attaqué à cette question, si bien qu'en 1927-1934 le nationalisme était, pour les communistes, un mot d'ordre abstrait, sans aucun rapport avec les réalités algériennes. La thèse thorézienne avait le mérite d'en venir aux prises avec les difficultés tangibles que comportait une

telle recherche, c'est-à-dire la contradiction apparente entre d'une part l'aspiration de la majorité musulmane à exprimer sa personnalité et d'autre part les appréhensions de la minorité européenne quant à sa place, en termes d'identité et de statut légal et social, dans une Algérie indépendante.

Pour les contemporains de Thorez — amis ou ennemis — le thème nationaliste constituait la charnière du discours. Le PCA multiplia les démarches pour le diffuser (notamment en traduction arabe), remerciant en outre le secrétaire général de lui avoir ouvert « des horizons nouveaux »<sup>113</sup>. *El-Ouma* (PPA) mit en doute, pour sa part, la sincérité du leader français qui « se fait le champion de la nation »<sup>114</sup>.

On peut pourtant déceler deux failles majeures dans le concept thorézien du nationalisme algérien. La première résidait dans la définition de ce nationalisme en terme de « creuset » (« mélange de vingt races »). Tout en célébrant les gloires passées de la civilisation musulmane, allant même jusqu'à demander l'établissement d'une « université arabe » à Alger (et l'expansion des écoles de langue arabe), il refusait de souscrire à l'idée du caractère exclusivement (ou essentiellement) arabo-musulman de la nationalité algérienne. L'attaque contre le concept de « la race élue » était une arme à double tranchant : dirigée non seulement contre les protagonistes colons (et fascistes) de la « latinité » foncière de l'Algérie (et du Maghreb), mais aussi contre le concept diamétralement opposé, développé par les Oulémas et les PPA<sup>115</sup>. Présentant toutes les contributions apportées à l'héritage algérien sur un pied d'égalité, Thorez était à même d'esquisser la possibilité, pour les Européens, de s'intégrer de plein droit à la société indigène. Pour lui, les Arabes n'étaient pas en position dominante et les Berbères représentaient un élément à part sans que la soudure arabo-bergère opérée par l'Islam fût prise en ligne de compte ; des facteurs européens tel que Rome — exécrée par les nationalistes — avaient apporté, pour Thorez, une contribution positive à la genèse de l'Algérie. La dichotomie colonisateurs-colonisés se trouvait ainsi oblitérée grâce à cette fusion constante, ethnique et culturelle, qui serait la caractéristique la plus originale de l'histoire algérienne. Par conséquent, la conquête française elle-même n'était pas vue d'une manière totalement négative. Renouant avec des tendances qui s'étaient ébauchées en Algérie dans les deux années précédentes

113. *La Lutte sociale*, 24 février 1939, 3 mars 1939, 14 avril 1939, 19 mai 1939 ; Comité central du PCA, *Au service du peuple d'Algérie, programme d'action du PCA*, Alger mai 1939, p. 8-9 ; CIE (Alger) juin 1939.

114. *El-Ouma*, mars, 1939.

115. Cf. P. SHINAR, « The historical approach of the reformist Ulamā' in the contemporary Maghrib », *Asian and African Studies* 7, 1971, p. 181-210.

tes (cf. le tract à l'occasion du centenaire de Constantine), le secrétaire général faisait l'éloge des réalisations concrètes du colonisateur français ; par ailleurs, la France, son histoire et sa culture, auraient marqué profondément les esprits : « Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites, et vous aussi les musulmans arabes et berbères, tous les fils, sinon par le sang, du moins par le cœur, de la grande Révolution française qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était *une et indivisible* ». Pour parer aux arguments, fondés sur la théorie léniniste, selon laquelle les colonisateurs constituaient toujours, par la force des choses, un corps étranger — l'exégète officiel, Laurent Casanova, se hâta de faire ressortir que l'Algérie était « un cas *sui generis*, beaucoup plus que toute autre colonie, intégrée à la métropole » <sup>116</sup>.

Ni le discours ni l'exégèse ne précisaient l'essence exacte de cette culture qui devait surgir de l'évolution historique ainsi broyée. Il n'en est pas moins curieux que cette culture ressemblait par maint trait au concept de la « méditerranéité » d'Albert Camus, conçu et prêché par celui-ci dans les années où il était membre du Parti communiste. « L'Afrique du Nord, écrit-il en 1937, est un des seuls pays où l'Orient et l'Occident cohabitent. Et, à ce confluent, il n'y a pas de différence entre la façon dont vit un Espagnol ou un Italien des quais d'Alger, et les Arabes qui les entourent » <sup>117</sup>. Le dénominateur commun était, pour Camus, la géographie (le soleil, la mer, etc.), et le mélange ethnique, mais aussi l'unité linguistique « fondée sur le latin » (*sic*). Encore qu'aucune filiation ne puisse être détectée entre elles, les théories de Thorez et de Camus ont cela de commun qu'elles partent à la recherche d'une identité pluraliste permettant à l'Européen de devenir partie intégrante de la scène algérienne (ou maghrébine) sans renoncer à son héritage culturel. Dans une perspective plus immédiate, Thorez cherchait un moyen pour justifier la composition même du PCA et pour combattre la tendance à établir des formations exclusivement musulmanes <sup>118</sup>.

Il va sans dire que la thèse du creuset n'était point acceptable pour les Oulémas, qui s'évertuaient à raffermir la personnalité

116. CASANOVA, art. cité. p. 293-294. Casanova, un originaire d'Algérie (Souk Ahras), était alors secrétaire de Thorez et membre de la délégation.

117. Allocution prononcée à l'inauguration de la Maison de culture d'Alger (*supra*, n. 77) ; texte intégral dans CAMUS, *Essais*, p. 1321-1327 (citation de p. 1325) ; cf. *La Lutte sociale*, 13 février 1937. L'organe de la Maison de culture s'appelait *La Jeune Méditerranée*. Cf. GRENIER, *Souvenirs*, p. 38. Camus s'était-il inspiré de Gabriel Audisio (voir D.C. GORDON, *The passing of French Algeria*, Oxford, Oxford University Press, 1966, p. 29-30) ?

118. Thème rendu plus explicite par CASANOVA, art. cité, p. 292-293.

arabo-musulmane de l'Algérie (sans pour autant envisager, à cette époque, de lui donner une expression politique). Le PPA lui, était plus hostile encore. *El-Ouma* ironisa sur « Maurice Thorez, ce professeur d'histoire », qui apparemment « nie la notion de race » tout en délaissant l'idée de décolonisation <sup>119</sup>. En fait, l'accent mis sur le rôle des Français dans la construction de l'Algérie et l'emploi du terme « Français d'Algérie » se prêtaient à une telle interprétation (cf. le rôle assigné au latin par Camus !).

Le PPA était pourtant le seul à attaquer le Parti communiste sur ce point. Les Oulémas ou bien n'en avaient pas saisi la signification, ou bien jugeaient qu'il ne méritait pas d'être discuté. Les élus étaient encore trop attachés à la culture française — encore que leur zèle pour l'assimilation totale se fût beaucoup refroidi — pour se dresser devant cette thèse. Il faut se rappeler que le tournant historique vers un nationalisme arabo-musulman s'annonçait à peine dans la conscience de la communauté indigène. Ce concept politique ne devait devenir prépondérant que quatre ou cinq ans plus tard. Dans la situation fluctuante de 1939, on pouvait encore espérer que la thèse thorézienne aboutirait à jeter un pont sur l'abîme séparant les deux communautés et à rendre le PCA attirant pour les musulmans.

A ce défaut majeur il faut en ajouter un autre, qui résidait dans l'idée de « nation algérienne en formation ». Idée allant à l'encontre de la thèse de l'historiographie des Oulémas (acceptée ensuite par les messalistes), selon laquelle la nation algérienne existait bel et bien avant la conquête française. « La nation en formation » était une sorte de corollaire à l'idée du « creuset » ; comme le processus de fusion était en cours, les Européens pouvaient toujours s'intégrer. Or, il y avait une autre conclusion à tirer, plus significative encore : le temps n'était pas encore mûr pour l'émancipation ; la condition implicite de cette maturité étant l'intégration complète des deux communautés, européenne et indigène. L'indépendance se trouvait renvoyée aux calendes grecques. Cette signification, il est vrai, n'était pas parfaitement claire à cette époque, car la préoccupation majeure de Thorez était la détérioration de la situation internationale : « Je répéterai à ce propos ce que nous avons eu l'occasion d'affirmer déjà. Oui, nous voulons une union libre entre les peuples de France et d'Algérie. L'union libre, cela signifie certes le droit au divorce, mais pas l'obligation du divorce. J'ajoute même que, dans les conditions historiques du moment, ce droit s'accompagne pour l'Algérie du devoir de s'unir plus étroitement encore à la démocratie française... »

119. *El-Ouma*, PPA, Paris, mars 1939.



Or, ce concept rabâché depuis trois ans se trouvait renforcé par l'idée de « nation en formation » qui lui fournissait une soupape de sûreté, l'autodétermination étant définie comme une perspective à long terme, même au cas où la situation internationale serait favorable. On le remarquera, le terme « indépendance » ne figurait pas dans le discours ; ainsi aurait-on toujours l'option d'un autre type de rapports entre la France et une Algérie décolonisée (par exemple, rapports modelés sur le statut des républiques nationales en URSS). Les Européens d'Algérie n'avaient donc rien à craindre de la réassertion par les communistes d'un engagement nationaliste.

A l'encontre du « mélange de vingt races », la « nation en formation » ne créa, dans l'immédiat, aucune tension dans les rapports entre communistes et musulmans. Non seulement parce que cette idée était en partie masquée par le thème d'« union antifasciste », mais aussi parce que l'autodétermination n'était pas encore à l'ordre du jour dans la communauté musulmane. A une seule exception près, le PPA ; or, ce parti lui-même flirtait, en 1939, avec l'idée de statut de dominion<sup>120</sup>. Ce ne sera que vers la fin de la deuxième guerre mondiale, avec l'essor d'une conscience nationale aiguë et la disparition du danger fasciste, que le sens implicite de la « nation en formation » fera surface.

Doté d'autonomie en matière d'organisation et appuyé sur la thèse thorézienne, le PCA devait être, en principe, mieux armé pour faire face à la situation algérienne qu'il ne l'avait été à aucun moment depuis la volte-face de 1936. Il n'est pas certain que ces facteurs auraient suffi à modifier sensiblement sa position dans la communauté musulmane, car la période d'essai fut trop courte, six mois seulement (depuis le départ de Thorez jusqu'à la guerre et la dissolution du PC). On a des raisons de penser que ses chances auraient été minimales, même si la tentative avait duré plus longtemps. Le peu d'adhésions musulmanes consécutives à la visite du secrétaire général<sup>121</sup>, l'hostilité persistante des modérés musulmans (sans parler du PPA), et l'exclusion des communistes des nouveaux projets d'union des forces politiques indigènes<sup>122</sup>, autant d'éléments qui suggèrent cette conclusion.

120. Cf. *Ibid.*, et *Parlement algérien* (PPA), 1939, *passim*.

121. CIE (Alger), *La politique indigène... au début de 1939*, p. 35, *Ibid.*, juin, septembre 1939 ; cf. *La Lutte sociale*, 30 juin 1939.

122. Voir l'attaque du JCMA sur le projet communiste de Rassemblement franco-musulman (*La Défense*, 10 août 1939). Pour les projets d'union musulmane, voir *Alger républicain*, 7 août 1939 ; *L'Entente*, 3 août 1939 ; *Parlement algérien*, 3 juin 1939, 14 juillet 1939 ; *El-Ouma*, mai-juin 1939. Cf. C. COLLOT, « L'Union populaire algérienne (1937-1939) », *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 9 (4), décembre 1972, p. 967-1005.

Les péripéties de l'histoire faisaient en sorte que le double apport de Thorez ne serait mis à l'épreuve qu'après le débarquement anglo-américain au Maghreb (novembre 1942). Or, à ce moment, il était beaucoup plus malaisé de préserver intact cet apport. De plus, dans l'intervalle, la situation dans la colonie s'était transformée, rendant la tâche des communistes plus difficile que jamais.

## CHAPITRE IV

### TUTELLE ET PATRIOTISME FRANÇAIS (1939-1947)

#### Le PCA « contrôlé par le grand PCF »

L'autonomie en matière d'organisation fut victime des vicissitudes de la seconde guerre mondiale. On doit attendre jusqu'en 1950 pour voir rétablir le modèle esquissé par Thorez, modèle qui envisageait la suppression en Algérie des instructeurs du PCF, le contrôle à distance (depuis Paris) renforcé par des tournées d'inspection occasionnelles, et des options ouvertes pour intervention directe du PCF dans les cas cruciaux.

Mal préparé à une activité clandestine et pratiquement coupé du PCF, le PCA fut gravement atteint par la crise internationale. Des vagues successives d'arrestations, commencées avec la dissolution du parti en août 1939 et culminant dans le milieu de 1940, jetèrent en camps d'internement et en prison presque tous les membres du bureau politique et du comité central ainsi que de nombreux cadres régionaux et locaux<sup>1</sup>. Si les quelques cadres restés en liberté arrivèrent à se réorganiser, c'est uniquement grâce à l'existence, en Algérie, d'une branche bien encadrée du Parti communiste espagnol, composée de réfugiés de la guerre civile.

1. CIE, (Alger), août, septembre, octobre et décembre 1939 ; mai, juin, juillet 1940 ; CIE, 16 janvier 1940, 31 janvier 1940, 16 mars 1940, 1<sup>er</sup> mai 1940, 16 mai 1940, 2 juin 1940, 17 juin 1940, 1<sup>er</sup> juillet 1940, 16 juillet 1940. Sur les camps, voir SECOURS POPULAIRE ALGERIEN, *Le martyre des antifascistes dans les camps de concentration de l'Afrique du Nord*, Alger, s.d., p. 11-15.

Passant à la clandestinité d'une manière rapide et parfaite, les Espagnols sortirent sans dommage de la répression. Le contact avec eux fut établi, semble-t-il, par des membres du PCA, anciens combattants des brigades internationales : Ahmed Smaïli (ancien commissaire politique en Espagne, membre du comité central du PCA à la veille de la guerre), Georges Raffini, Maurice Laban<sup>2</sup>. Si faible était l'expérience clandestine des Algériens, si insuffisants leurs moyens (presses d'imprimerie, etc.), que les Espagnols durent les prendre directement en charge. Composé pour la plupart d'anciens militants des Jeunesses communistes, le PCA ressuscité avait pour secrétaire général un Espagnol, Tomás Ibáñez. Au secrétariat siégeaient avec lui un Allemand, Ditmar Daniélus (probablement un ancien des brigades, qui servait de secrétaire à l'organisation), et un seul Algérien, Maurice Laban (secrétaire à la propagande). Sur les huit membres du bureau politique, il y avait quatre étrangers (trois Espagnols et Daniélus). Vers la fin de l'été 1940, le parti diffuse ses premiers tracts et affiches et, en novembre, publie le numéro un de *La Lutte sociale* clandestine<sup>3</sup>.

La police vichyssoise tua cette activité dans l'œuf. En janvier 1941, l'appareil fut décapité par l'arrestation du bureau politique (à l'exception de Smaïli), et des douzaines de militants devaient être appréhendés au cours des mois suivants<sup>4</sup>. C'est encore une fois de l'organisation espagnole que vint le secours. Son dirigeant, Ramón Via Fernandez, aida le groupe communiste d'Oran à reprendre son activité, au printemps 1941, sous la direction de deux cadres d'échelon moyen, François Serrano (un ancien des brigades) et Paul Caballero. Ce dernier vint ensuite à Alger et y reconstruisit — avec l'aide des Espagnols — un réseau s'étendant sur toute la côte algérienne<sup>5</sup>.

2. CIE, (Alger), décembre 1939, janvier 1941, février 1942 ; *Le Pionnier* (PPF, Alger) 11 avril 1942. La plupart des militants venaient des JC. Cf. *L'Echo d'Alger* et *La Dépêche algérienne*, 22 mars 1942. CIE (Alger), septembre, octobre, novembre 1940, mars, juin, juillet 1941 ; H. CHEMOUILLI, « Ma cousine Gilberte », *L'Arche*, 111, 1966, p. 34 ; *Liberté*, 19 juillet 1945.

3. CIE (Alger), mars 1941 ; *La Lutte sociale* (illégal), 1, novembre 1940. Pour les tracts, voir CIE (Alger), septembre, octobre, novembre 1940 ; janvier, février, mars 1941 ; CIE (Constantine), janvier, mai 1941.

4. CIE (Alger), octobre, novembre 1940 ; janvier, mars, juin, août 1941 ; CIE (Constantine), janvier 1941.

5. *Liberté*, 3 janvier 1946, 1<sup>er</sup> juillet 1946. F. SERRANO avait pris part à la campagne de Radiguet en 1933 (*supra*, chap. III) et devint par la suite secrétaire de la section des dockers d'Alger ; Caballero était, en 1939, membre du bureau de la section d'Oran (*Ibid.*, 12 août 1943, 25 novembre 1943, 28 février 1946). Pour le renouveau de la propagande communiste, voir CIE (Alger), et CIE (Constantine), à partir de 1941 ; *Le Pionnier*, 4 avril 1941, 11 juillet 1941, 29 août 1941, 5 septembre 1941, 3 octobre 1941 ; Y.M. DANAN, *La vie politique à Alger de 1940 à 1944*, Paris, LGDJ, 1963, p. 36-43.



La tutelle espagnole dura jusqu'à la fin 1941, date à laquelle elle fut remplacée par une tutelle française. Le PCF, ré-orientant son action après l'invasion hitlérienne de l'URSS, cherchait à reprendre le contrôle de cette ancienne région dans le but de mobiliser l'Empire pour l'effort antinazi. Des directives commencèrent à être acheminées de Marseille à Alger et, en janvier 1942, Maurice Deloison — l'un des leaders de la grève des mineurs du Pas-de-Calais, récemment évadé de prison — fut envoyé sur place pour prendre le parti en charge avec le titre de « représentant du PCF auprès du PCA »<sup>6</sup>. Le Parti algérien ne tentait nullement de masquer cette subordination, soucieux comme il l'était de mettre en relief l'unité franco-algérienne contre le fascisme. Il en tirait même gloire dans l'espoir de profiter de l'auréole d'héroïsme et de martyr qui devait bientôt entourer le PCF (et auquel le réseau algérien, cantonné aux actions de propagande, ne pouvait guère aspirer). À partir de février 1942, les publications du parti portaient le titre de « Parti communiste d'Algérie (*SFIC*) », c'est-à-dire section française du Komintern. Et *La Lutte sociale* (illégal) affirmait en automne 1942 : « Seul notre PCA contrôlé par le Grand PCF et la Troisième Internationale peut mener la lutte pour la libération »<sup>7</sup>. Il est vrai que l'institution d'« instructeur » était, dès 1925, un moyen de contrôle fréquent du PCF à l'égard du communisme algérien. Chose paradoxale pourtant : lorsque la petite organisation clandestine sortit de l'ombre après le débarquement allié et commença à grandir, elle fut, à ce moment-là, pratiquement submergée par le PCF. Que ce développement ait été dû à une coïncidence fortuite n'enlève rien à son importance. En fait, 27 députés du PCF avaient été détenus par Vichy à la prison de Maison-Carrée et quelque trois cents militants dans un camp du Sud-Ouest algérien. Libérés au début de 1943, la guerre les obligea à rester en Algérie jusqu'en septembre 1944, date à laquelle ils purent être rapatriés en France. Ces Français, bien encadrés dès la sortie de prison, avaient à leur tête, à partir de décembre 1943, une délégation du comité central du PCF pour l'Afrique du Nord présidée par André Marty. Alger étant devenu capitale de la France libre, la délégation était presque l'homologue du comité central clandestin dans la France métropolitaine, d'autant plus que certains de ses membres siégeaient à l'Assemblée consultative et même au Gouvernement provisoire<sup>8</sup>. Les députés et militants français surpassaient doublement les ca-

6. *Le Pionnier*, 27 décembre 1941, 3 janvier 1942 (citant une lettre d'instructions saisie chez un militant algérien). Sur Deloison, voir *Liberté*, 12 août 1943 ; et notre interview de Nahori.

7. CIE, février 1942 ; *La Lutte sociale* (illégal), 11, 15 septembre 1942.

8. PCF, 1937-1945 : *sept années des luttes ardentes*, rapport du comité central au 10<sup>e</sup> congrès (juin 1945), p. 31-39 ; *Liberté*, 1<sup>er</sup> juillet 1943 ; DANAN, *op. cit.*, p. 171, 214-216, 223-224.

dres du PCA : en nombre (même après la libération des internés algériens des camps), mais aussi en calibre intellectuel, expérience et prestige<sup>9</sup>. Le PCA avait depuis toujours fait figure de parent pauvre auprès du PCF ; a fortiori à la suite des ravages faits par la guerre, surtout aux échelons supérieurs. Boukhort avait démissionné du parti en janvier 1940, en protestation contre l'invasion de la Finlande par la Russie ; Belkaïm et Serrano étaient morts en prison, et bien d'autres (tel Torrecillas) avaient péri dans le camp de Djenien Bou Rezg. Lucien Sportisse était actif dans la résistance à Lyon (et devait être assassiné par la milice en 1944), tandis que Caballero, Mahmoudi et quelques autres étaient partis en Italie avec les Forces françaises libres<sup>10</sup>.

Il n'est point étonnant que les Français aient sévèrement jugé le PCA. Dans un rapport confidentiel, Etienne Fajon décrit le PCA au moment où il retrouvait son statut légal (milieu de 1943) comme frappé « de formes d'organisation anormales et d'un niveau politique extrêmement bas ». De tout l'appareil local, seul Ouzegane était jugé à la hauteur de ses tâches<sup>11</sup>. La délégation se décida, en conséquence, à prendre l'organisation algérienne en main et fut amenée, en réalité, à la dominer entièrement. Deloison continuait à remplir les fonctions d'instructeur, flanqué maintenant de Cristofol, tous deux étant aussi nommés membres du comité central du PCA. Lorsque le secrétaire à l'organisation, Caballero, fut mobilisé, c'est un militant français, André Moine, qui le remplaça, faute de candidats locaux compétents. L'action syndicale était prise en charge par Midol et Croizat, aidés de plusieurs cadres français, et le Secours rouge était dirigé par Barel<sup>12</sup>. Toutes les conférences du parti, même au niveau du département, se déroulaient avec la participation active et massive de la délégation. Les anciens députés français portaient presque tout le poids de la propagande orale, de la campagne d'adhésions et de la formation des militants ; parfois même ils assumaient la responsabilité des contacts avec les élites musulmanes. A l'occasion, ils allaient jusqu'à l'intervention directe dans la promotion de cadres algériens aux échelons moyens

9. CIE (Constantine), mars 1943 ; CIE (Alger), avril 1943. Le nombre des anciens députés est passé à trente avec l'arrivée en Algérie de Pourtalet, Grenier et Marty.

10. *Ibid.*, juin, juillet 1940 ; *Liberté*, 12 août 1943 ; *Histoire de huit années de combat*, rapport au 3<sup>e</sup> congrès du PCA (Alger, Ed. Liberté, 1946), p. 20-22. *Liberté*, 2 novembre 1944, 25 janvier 1945, 12 juillet 1945. Smaili fut tué en 1944 dans un accident de la route.

11. Rapports de Fajon et de Marty à la session plénière de la délégation du PCF pour l'Afrique du Nord (17 août 1944), *Archives A. Marty*, dossier de la délégation ; lettre de Berlioz (Alger) au comité central du PCF (Paris), 12 septembre 1944, *Ibid.*

12. *Liberté*, 6 juillet 1944 ; 12 et 19 août 1943. A. OUZEGANE, *Le PC au service des populations d'Algérie*, rapport à la conférence du PCA (23 septembre 1944), p. 20 ; rapport de Marty à la session plénière (17 août 1944), *Archives A. Marty*.

et inférieurs<sup>13</sup>. Les frontières entre les deux appareils, français et algérien, étaient tellement brouillées que le nouvel hebdomadaire du PCA, *Liberté*, était devenu, en fait, l'organe de la délégation, avec Bonte, Billoux et Cristofol comme rédacteurs en chef, et Ouzegane comme seul rédacteur régulier local. Le journal — ainsi que J. Berlioz devait l'admettre plus tard, dans une lettre confidentielle — était nettement orienté vers les questions françaises et non nord-africaines. On remarque une fusion semblable dans les cours avancés pour militants, dirigés par Fajon, auxquels collaborèrent des Français à côté des Algériens<sup>14</sup>.

On ne saurait nier que la délégation ait rendu au PCA des services précieux, lui permettant de fonctionner sans entrave dès l'octroi de son statut légal, et de revenir, à partir de l'été 1944, au niveau de ses effectifs de 1937 (plus de cinq mille)<sup>15</sup>. Mais, préoccupés par des exigences imposées par la guerre en Europe, les dirigeants français ne se souciaient nullement de l'avenir du PCA et ne s'intéressaient, dans ce domaine, qu'aux problèmes immédiats. Fajon allait l'avouer à la session de la délégation réunie à huis clos à la veille de son départ en France (août 1944) : la délégation avait « un sens insuffisant de ses responsabilités directes dans la marche des partis nord-africains » et n'était pas arrivée à doter le PCA d'une direction collective qui pourrait en assurer la continuité après le départ des Français<sup>16</sup>.

L'incurie est-elle la seule explication de cet état de choses ? On pourrait y ajouter — au moins au niveau de cadres français moyens et inférieurs — la condescendance pure et simple à l'égard des habitants de l'Algérie (même si, dans le PCA, il s'agissait surtout des Européens). Cette condescendance poussait les Français à monopoliser toute l'autorité dans les sphères où ils étaient en

13. *Liberté*, 19 août 1943, 16 septembre 1943, 6 juillet 1944 ; rapport de FAJON à la session plénière (17 août 1944), *Archives A. Marty* ; CIE (Alger), avril 1943, CIE (Constantine), juin, août 1943 ; interviews avec Colette Aboulker-Muscat (sœur de José Aboulker, leader de la résistance non communiste à Alger, qui devait adhérer au parti) ; Michel Rouzé (militant de la résistance à Constantine, directeur à partir d'octobre 1943 d'*Alger républicain*, qui devait devenir compagnon de route) ; mémoires de Hadj Ahmed, (ancien militant du PCA) (*La Dépêche quotidienne*, 14 avril 1953).

14. *Liberté*, 1<sup>er</sup> juillet 1943 ; CIE (Alger), octobre 1943 ; lettre de Berlioz (Alger) au comité central du PCF (Paris), 12 septembre 1944, *Archives A. Marty* ; *Sept années de luttes*, p. 34.

15. Ouzegane, à la conférence du PCA (septembre 1944), parlait d'effectifs doublés par rapport à l'avant-guerre. Les effectifs de 1939 avaient, en effet, été évalués dans les rapports des *Renseignements généraux* (photocopies à l'Institut Maurice Thorez) comme suit : région d'Alger -542 ; région d'Oran -1200 ; région de Constantine -1800. Le dernier chiffre paraît exagéré et l'on peut donc évaluer les effectifs globaux, à la veille de la guerre, à 2 500-3 000 (et non pas 3 500).

16. Rapport à la session plénière (17 août 1944), *Archives A. Marty*.

charge. Lorsque Marty, à la même session, accusa ceux qui « se posent en caïds », c'était déjà trop tard<sup>17</sup>.

Si le PCA n'était « pas encore un parti au sens plein du mot » (Fajon), il était « le devoir élémentaire » de la délégation — devoir auquel il avait manqué au cours des dix-huit mois précédents — « de préparer le PCA à marcher seul », afin qu'il « supporte avec le minimum de difficultés le départ (des Français). » La session d'adieu de la délégation (mi-août 1944) tira de ce diagnostic la conclusion qu'il fallait prolonger la présence à Alger d'une délégation française contrôlant le PCA et les PC moins importants de Tunisie et du Maroc ; dans les secteurs particulièrement faibles de ce parti, la nouvelle délégation devait être directement en charge jusqu'à ce que les militants locaux fussent suffisamment formés et expérimentés. Ce remède était d'autant plus urgent qu'il fallait faciliter la coordination entre partis pendant toute la durée de la guerre.

On mesure l'importance attachée à la nouvelle délégation par le fait que l'équipe nommée à la session d'août comportait, entre autres, trois dirigeants du PCF : J. Berlioz, A. Demusois et R. Garaudy<sup>18</sup>. Tous trois, impatients de rentrer en France, devaient réussir pourtant à convaincre la direction parisienne de les remplacer par des membres de moins haute volée de l'ancienne délégation (octobre 1944)<sup>19</sup>. Léon Feix, ancien secrétaire à l'organisation de la délégation (mars-septembre 1944), fut nommé délégué du PCF pour l'Afrique du Nord<sup>20</sup>. Henriette Neveu, comme Feix, protégée de Marty, cumulait le poste-clé de chef de la section de contrôle des cadres avec celui de directrice de *Liberté*. Son mari, Raymond, devait remplir plusieurs fonctions techniques (avant d'être nommé secrétaire de la région d'Alger) ; T. Mallet fut, tour à tour, administrateur de *Liberté* et chargé des finances du parti<sup>21</sup>. Le portefeuille de secrétaire à l'organisation était toujours aux mains de Moine (jusqu'au retour de Caballero à la fin de la guerre)<sup>22</sup>.

On pourrait ajouter à cette liste Michel Rouzé, « compagnon de route » français et rédacteur en chef d'*Alger républicain* ; c'est grâce

17. Rapport Marty, *Ibid.*

18. Résolution d'organisation adoptée à la session plénière (*Ibid.*). Berlioz était chef de la délégation, Demusois en charge de *La France combattante* et de la CGT, et Garaudy directeur de *Liberté*.

19. Lettre de Berlioz (Alger) au comité central du PCF (Paris), 12 septembre 1944 ; Feix (Alger) au comité central du PCF, 14 septembre 1944, *Archives A. Marty*.

20. Feix avait été interné dans l'Ouest algérien (*L'Algérien en France*, déc. 1952) ; pour son activité dans la période mars-septembre 1944, voir *Sept années de lutte*, op. cit. p. 32 (n. 1).

21. Résolution d'organisation, *Archives A. Marty* ; *Liberté*, 9 novembre 1944, 8 mai 1945, 1<sup>er</sup> janvier 1948, 11 mars 1948 ; *Alger républicain*, 5 mars 1946.

22. Il devait ensuite être détaché de la délégation et s'intégrer à l'appareil local, promu au bureau politique en 1947 et au secrétariat en 1952.



à Rouzé que ce quotidien allait glisser dans l'orbite communiste et finir par être acheté, en 1946, par l'UFI, qui détenait les actions des journaux communistes en province<sup>23</sup>. Pour couronner cette présence du PCF, il fut décidé à la session d'août 1944 qu'un délégué français prendrait part à toutes les réunions du bureau politique algérien ; décision interprétée par la suite comme requérant que le délégué en question (en l'occurrence H. Neveu) soit élu membre de cette instance<sup>24</sup>. D'autres délégués étaient élus au comité central<sup>25</sup>.

Le personnel de la délégation devait subir des changements, surtout en ce qui concerne le poste de délégué en chef (Feix jusqu'en janvier 1945 ; V. Joannès, janvier-août 1945, J. Llante, août 1945 - juillet 1946, puis Feix à nouveau, juillet 1946 - avril 1950)<sup>26</sup>. Plusieurs membres nouveaux s'y adjoignirent (J. Papeau, rédacteur en chef de *Liberté*, C. Escure, remplaçant Rouzé à *Alger républicain* ; V. Halimi, chargée du mouvement de paix et de l'action parmi les femmes)<sup>27</sup>. Si la délégation exerçait un contrôle sur place, les instances suprêmes se trouvaient à Paris : André Marty et la section d'Outre-Mer du PCF. Parfois même ces instances intervinrent directement. Ainsi, lorsque Marty assistait à un congrès du PCA, les premières versions des allocutions lui étaient soumises à l'avance pour contrôle et correction ; de même coupait-il des paragraphes prêtant trop à controverse dans le texte d'une conférence que Garaudy devait donner à Alger<sup>28</sup>.

*L'Action algérienne*, organe illégal du PPA, n'exagérait guère quand elle décrivait le PCA comme une « région du PCF »<sup>29</sup>. C'est, en effet, soit à la délégation, soit à Paris (chez Marty, membre du secrétariat chargé des affaires coloniales) qu'étaient prises toutes les décisions capitales (et mainte décision de moindre envergure). Ainsi Fajon, en 1944, se piqua d'avoir « élaboré une juste ligne pour le PCA »<sup>30</sup> sur la question algérienne. Que ce parti lui-même

23. Interview de Rouzé.

24. Rapport Fajon à la session plénière (17 août 1944), *Archives A. Marty*. H. Neveu sera formellement élue au bureau politique par le 3<sup>e</sup> congrès du PCA.

25. J. Papeau, T. Mallet, R. Neveu (*Liberté* 25 juillet 1946, 7 novembre 1946, 15 mai 1947, 1<sup>er</sup> janvier 1948). La compagne de Feix, V. Halimi, sera élue au comité central au 5<sup>e</sup> congrès (1949).

26. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> janvier 1945, 16 août 1945, 26 septembre 1946, 27 avril 1950 ; interview de Nahori.

27. *Liberté* 4 avril 1946, 17 mai 1947, 13 janvier 1949 ; *Alger républicain* 9 avril 1949 ; interview de Rouzé. J. Papeau (pseudonyme : Max Vernet) devait aussi servir pour quelque temps de rédacteur en chef d'*Alger républicain*.

28. Les premières versions des discours de Bouhali, Ouzegane et Younès, couvertes de remarques de Marty, se trouvent aux *Archives A. Marty* (dossier du 4<sup>e</sup> congrès, 1947). Sur Garaudy, voir OUZEGANE, *Le meilleur combat*, Paris, Le Seuil, 1962, p. 45.

29. *L'Action algérienne*, 8, novembre 1944.

30. Rapport Fajon (17 août 1944), *Archives A. Marty*.

se considérât comme partie intégrante du PCF est attesté par la publication régulière (dans *Liberté*) des décisions du bureau politique et du comité central français sur n'importe quel sujet, suivies d'habitude de longs commentaires, ou bien discutées (et « adoptées avec enthousiasme ») aux instances suprêmes du PC algérien<sup>31</sup>.

Comment se fait-il que le PCA, qui s'était rebiffé, en 1938-1939, contre son excès de dépendance envers le PCF, en acceptait, six ans plus tard, une version vigoureusement renforcée ? Les habitudes acquises au cours d'une longue (et double) soumission pendant la guerre, le prestige ascendant du PCF, né de ses actes de résistance, la gratitude des Algériens pour l'aide apportée — autant de facteurs qui expliquent ce phénomène. Les messages de remerciements adressés au PCF par les congrès, les orateurs et les journalistes algériens, l'élection du parti français comme « président d'honneur » des sessions du comité central du PCA n'étaient pas de pure forme mais constituaient une expression sincère de reconnaissance, de dépendance et d'admiration. Cet ensemble se trouvait cimenté par l'idéologie qui tendait à cette époque à mettre l'accent sur « l'union avec la France ». « Le PCF notre meilleur allié » était devenu un article majeur du *credo*<sup>32</sup>.

En fait, la croissance continue du PCA et de ses *couronnes extérieures* était due essentiellement à l'entrée en masse des Européens, motivée par l'idée que « le PC est à l'avant-garde de la résistance » (Ouzegane) et ne faisant aucune distinction entre les partis algérien et français. A la fin de 1945, les effectifs étaient de l'ordre de huit ou neuf mille, le tirage de *Liberté* dépassait les cent mille, et, aux élections à l'Assemblée constituante (octobre 1945), le PCA recueillit 24 % des suffrages du premier collège<sup>33</sup>. Beaucoup d'adhérents et de cadres nouveaux avaient, d'ailleurs, reçu au moins leur formation de base dans les cours organisés par la délégation en 1943-1944<sup>34</sup>, les cadres locaux de tout échelon étant aussi à cette époque sous le contrôle direct de Français. L'apport — dans les méthodes de travail et le raisonnement — de ces centaines de cadres français se faisait sentir bien après leur départ en automne 1944 ; il devait être renforcé par le contrôle exercé au sommet au jour le jour par la nouvelle délégation, ainsi que par les

31. Par exemple, *Liberté*, 15 février 1945, 29 mars 1945, 5 juillet 1945.

32. *Ibid.*, 25 février 1946, 17 février 1947 ; *Alger républicain*, 5 mars 1946, OUZEGANE, *Le PC au service des populations d'Algérie*, p. 22 ; Id. dans *Cahiers du communisme*, janvier 1946, p. 82 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, février 1947.

33. Pour ces résultats (PCA et MUR combinés), voir *Alger républicain*, 21 octobre 1945. Sur le tirage de *Liberté*, *Ibid.*, 4 mai 1944, 24 mai 1945.

34. *Sept années de luttes*, p. 34 ; les *Archives A. Marty* contiennent le brouillon d'une conférence de ce genre (3 mai 1944). Le fonds Marty à l'Institut français d'histoire sociale (Paris) contient une série de brochures de l'école élémentaire du PCA, publiées dès le début de 1944 (cf. CIE — Alger, février 1944).

tournées de propagande de dirigeants français et leur présence à toutes les sessions cruciales du comité central algérien<sup>35</sup>. Les députés du PCA au parlement français constituèrent, à leur tour, à partir de novembre 1945, une autre courroie de transmission (d'informations et de directives)<sup>36</sup>.

Il est facile de discerner, à partir de 1944, l'imitation du PCF, que ce soit par admiration, par servilité ou pour des considérations électorales. Des cellules du PCA portaient le nom de martyrs du PCF (Péri, Michels, Martel, etc.) ou de dirigeants décédés (par exemple Vaillant-Couturier); le titre de « Parti de Kaddour Belkaïm » que le PCA s'accordait, n'était que la version algérienne du mythe de « parti des (70 000) fusillés ». Les « fêtes de *Liberté* » étaient calquées sur celles de *L'Humanité*, de la même manière que ses « comités d'amis » s'inspiraient des méthodes de promotion des ventes utilisées par l'organe du PCF. La maison d'édition du PCA (Editions Liberté) publiait une pléthore de brochures de leaders français. Tous ces leaders, à commencer par Thorez, étaient l'objet d'adulation, qui, dans le cas de Marty, vrai patron du PCA, prenait des proportions d'un culte de la personnalité. Chaque visite de Marty était l'occasion de glorifier ce « grand ami des masses algériennes »; toutes ses prises de position en France — même quand elles n'avaient aucun rapport avec l'Algérie — étaient rapportées *in extenso*, et son anniversaire était célébré par la presse du PCA. L'histoire même du parti fut réécrite afin de lui conférer une place de choix. La présentation aux élections de 1922 de la candidature symbolique de Marty (alors en prison pour son rôle dans la révolte de la mer Noire) devenait l'un des grands moments des débuts du communisme algérien. Son arrivée à Alger, venant de Moscou, en octobre 1943, était décrite comme le tournant de l'évolution de la délégation du PCF<sup>37</sup>.

Si cette délégation devait être liquidée petit à petit dans les années 1948-1950, l'esprit de soumission qu'elle avait engendré devait continuer à affecter le PCA, même au cours des années cinquante. La tutelle avait cependant connu son apogée dans la période allant jusqu'au milieu de 1946. Et c'est sur la question nationale que son empreinte était la plus lourde : non seulement

35. Ainsi Berlioz était-il présent à la session qui devait lancer le manifeste d'août 1945, et Mignot à celle qui retira le soutien du collège unique (*infra*, p. 151).

36. Les comités d'amnistie (voir *infra*, p. 147) ont été suggérés par Thorez dans une conversation avec le député du PCA, Alice Sportisse (interview de Nahori).

37. *Liberté*, 11 janvier 1945, 15 septembre 1945, 24 janvier 1946, 21 mars 1946, 15 novembre 1946; introduction d'Alice Sportisse à *Pour une constitution démocratique* (Alger, 1946); introduction d'Ouzegane à A. MARTY, *Pour le bien-être et le bonheur de tous les Algériens* (Alger, 1946); *Histoire de huit années de combat* (Alger, 1946), chapitre sur la période 1943-1945; Ecole élémentaire du PCA, cours n° 1, *Le Parti*, Alger, 1947, p. 3.

en fonction de l'image *roumi* du PCA dans la communauté musulmane<sup>38</sup>, mais aussi en ce qui concerne le cœur même du problème, à savoir « la ligne juste » à laquelle se référait Fajon. Ligne arrêtée pendant la guerre et poursuivie, avec quelques retouches, bien après le départ de la première délégation et la fin de la guerre.

## A l'ombre de la « France nouvelle »

La courte « période espagnole » (fin 1940 - fin 1941) contribua, certes, à créer l'image (et la réalité) du PCA comme parti sous tutelle, mais, sur le chapitre national, elle paraît être, au premier abord, en contradiction avec la « période française » (fin 1941 - milieu de 1946). Car, si cette dernière période marque le retour à la politique de 1937-1938 (avec quelques traits plus accentués), la « période espagnole » faisait vibrer les cordes oubliées de la fin des années vingt et du début des années trente. Le premier numéro de *La Lutte sociale* (illégale) lançait cet appel :

« Peuple algérien !

L'heure est venue pour rompre le joug...

DEPUIS CENT DIX ANS, LA FRANCE OPPRIME NOTRE PEUPLE, SOUS PRÉTEXTE DE LE CIVILISER. Pour nous inculquer cette civilisation, on a commencé par massacrer nos ancêtres. Puis on nous a pris nos terres, les meilleures, les plus belles, situées dans les régions facilement irrigables, pour les donner aux Français.

Depuis cent dix ans, la misère n'a fait que s'accroître. Notre peuple algérien est un des plus misérables de la terre.

La mortalité est effrayante. Nous manquons de tout. Pas de terres, pas d'eau, pas de maisons, pas de pain, pas d'écoles, pas de vêtements.

Par-dessus de (*sic* !) cela, on méprise notre peuple et nous sommes moins que les bêtes. Le colon, pour lui et son cheptel, construit de beaux bâtiments. Pour nous, le plus infâme gourbi.

QU'IMPORTE QU'UN « BICOT » CRÈVE DE FAIM, NOUS NE SOMMES PAS LA FRANCE !

... Alors ? Peuple algérien ! *Nous réclamons l'indépendance de l'Algérie pour constituer dans notre pays un gouvernement démocratique algérien !* »

38. *L'Action algérienne*, 8, nov. 1944.



L'indépendance devint en effet la revendication principale des numéros suivants, des tracts et de la conférence clandestine de juin 1941<sup>39</sup>.

Peut-on parler de volte-face réelle ? On vient à en douter lorsqu'on examine la documentation de plus près. La thèse thorézienne demeurerait la pierre angulaire de la politique du PCA. Son journal clandestin demandait aux « Arabes, Kabyles, Mozabites, Juifs et Français » de combattre l'impérialisme. Et le rapport politique présenté à la conférence de juin 1941 de proclamer : « L'Algérie n'est qu'une nation en formation », ajoutant que l'indépendance revendiquée n'est pas pour demain. L'accent est mis sans conteste sur l'alliance de combat avec le peuple français et le PCF (et cela à une période où les contacts avec celui-ci étaient pratiquement coupés !) <sup>40</sup>.

C'est le rapport politique — destiné à la consommation interne et donc plus franc — qui nous fournit les clés de cette résurgence du thème de l'indépendance.

« Si le problème de l'indépendance n'a pas été posé auparavant, c'est parce que la République française pouvait encore, pacifiquement, donner beaucoup plus au peuple algérien, et parce que les conquêtes de l'Algérie étaient en accord avec les conquêtes populaires en France. Mais aujourd'hui le Gouvernement de Vichy se trouve au service de l'Allemagne fasciste, et c'est pourquoi nous posons le problème de l'indépendance de l'Algérie » <sup>41</sup>.

La propagande du PCA s'insérait ainsi dans le cadre de la stratégie communiste mondiale, vouée alors au défaitisme révolutionnaire qui acculait le PCF à un isolement complet. Elle n'était nullement due à une initiative de l'appareil algérien clandestin. En fait, lorsque les rôles furent intervertis par l'invasion de la Russie, le PCA changea sensiblement de ton. Un tract diffusé début juillet revendiquait « une République populaire algérienne libre et indépendante, *unie à une France libérée* » (c'est nous qui soulignons). La première lettre de directives envoyée par le PCF quelques mois plus tard devait poursuivre le glissement dans la même direction. L'Algérie, dit-elle, est une nation en formation et il est impossible d'en demander l'indépendance tant que la France est sous le joug d'un gouvernement fasciste à la solde de l'Axe. Mais l'indépen-

39. *La Lutte sociale* (illégal), 1, novembre 1940 ; 2, janvier 1941 ; 6, juin 1946 ; tract cité dans CIE (Alger) juillet 1941 (annexe 1), *Le Pionnier*, 1<sup>er</sup> août 1941. Sur la conférence, voir CIE (Alger), novembre 1941 (annexe A).

40. *Ibid.*, *La Lutte sociale* (illégal), 1, novembre 1940 ; CIE, Alger, juillet, novembre 1941 (annexe A).

41. *Ibid.*

dance pourrait être discutée avec un gouvernement métropolitain ayant une base populaire<sup>42</sup>.

Cela n'exclut pas la possibilité que certains militants de l'appareil clandestin (notamment ceux de « la première génération » arrêtée en 1941) ne soient devenus ensuite les protagonistes fervents de l'indépendance et ne se soient sentis mal à l'aise devant le virage pris après juillet 1941 ; virage dont la plupart d'entre eux ne devaient s'apercevoir qu'après leur libération des camps en 1943. C'est certainement le cas de Maurice Laban — secrétaire à la propagande du PCA clandestin — qui renâclait devant la nouvelle ligne cristallisée lors de son internement ; il se heurta à Marty en personne et faillit être exclu<sup>43</sup>. Ce n'est peut-être pas une coïncidence si Laban — avec d'autres anciens clandestins (Raffini, Salort, Jimenez) — devait figurer à la tête des membres européens du PCA qui prendraient part à la guerre d'Algérie aux côtés du FLN. Quoi qu'il en soit, ces anciens résistants n'étaient qu'une poignée aux instances suprêmes du PCA ; la majorité était constituée de militants arrêtés au début de la guerre mondiale et libérés en 1943 quand la délégation française était solidement en selle<sup>44</sup>.

Les traits de la nouvelle politique communiste se profilant à l'horizon tout de suite après l'invasion de la Russie apparurent plus nettement dans les documents préparés, sous Deloison, en 1942. En fonction de cet ardent patriotisme français adopté par le PCA, le mot « indépendance » avait disparu de ses publications, l'avenir de la colonie était rarement décrit et, dans ce cas, en termes très vagues<sup>45</sup>. C'est la délégation de 1943-1944 qui allait cristalliser cette évolution. Témoin ce slogan forgé par Fajon : « Rassemblement des populations nord-africaines avec le peuple français, contre les trusts, pour la libération et la rénovation de la France »<sup>46</sup>. Si les perspectives à court terme étaient mises en relief, le problème de fond était évacué : « En ce qui concerne la *citoyenneté algérienne*, nous pensons qu'elle ne peut pas se poser pour le moment », dit Ouzegane, qui conseillait par ailleurs aux militants de ne pas « discuter sur les questions d'avenir avec les intellec-

42. CIE (Alger), juillet 1941 (annexe 1) ; *Le Pionnier*, 1<sup>er</sup> août 1941, 27 décembre 1941.

43. Interview de J.R. PERRY avec la veuve de Laban, citée dans sa thèse de doctorat inédite, *Soviet policy towards North Africa*, Columbia University, 1972, p. 736, n. 54.

44. Au comité central élu en 1949, 4 sur 54 des membres étaient des anciens militants de la clandestinité (*Liberté*, 2 juin 1949). Aux bureaux politiques élus en 1946 et 1947, seuls Caballero et Mahmoudi (sur 15 et 17 membres respectivement) appartenaient à cette catégorie, tandis que 9 et 11 membres étaient des anciens détenus par Vichy (*Liberté* 28 mars 1947, 24 juin 1947).

45. CIE (Alger), janvier, février, août, septembre 1942.

46. Rapport Fajon (17 août 1944), *Archives A. Marty*.

tuels musulmans ». Une section d'Alger se vit reprocher de se livrer à des « discussions abstraites » sur les perspectives algériennes au lieu de traiter les questions tactiques du présent<sup>47</sup>. La thèse thorézienne était mise à profit : si les divers éléments ethniques en Algérie « se relâchent, tendent à se fondre », la formation d'un peuple « c'est pour demain ». L'Empire d'après-guerre ? « Une communauté de peuples associés », ce qui excluait l'indépendance complète. Il n'est donc pas étonnant si, pour le parti, l'une des « questions indigènes » d'une actualité brûlante était la suppression de toutes les inégalités choquantes en vue d'encourager les musulmans à contribuer à l'effort de guerre (augmenter la production, s'engager comme volontaires). Et le parti ne mettait l'accent que sur les inégalités socio-économiques : à travail (ou à grade militaire) égal, salaire égal, accès aux échelons moyens et supérieurs de l'administration aux musulmans, terme à la discrimination en matière de ravitaillement et d'aide aux fellahs<sup>48</sup>.

C'était pourtant la période de l'après-débarquement qui voyait justement émerger des mutations jusqu'alors sous-jacentes ; elles étaient dues à l'effet conjugué, sur la population musulmane, de la propagande des Oulémas et des messalistes concernant l'identité arabo-musulmane de l'Algérie, et à l'influence du désenchantement des modérés et des assimilationnistes à la suite du sabotage du projet Blum-Viollette. Cette évolution, ébauchée à la fin des années trente, se trouvait cristallisée par la guerre, la débâcle et l'éclipse consécutive du prestige de la France, par la résurgence du nationalisme arabe au Proche-Orient et par les conséquences de la Charte de l'Atlantique. Les sentiments dominants dans la communauté musulmane s'articulaient autour de son identité nationale inassimilable, et de la nécessité d'opérer des changements dans la structure politique pour lui donner vie. La conversion au nationalisme de Ferhat Abbas est le cas le plus célèbre de cette mutation. Or, il est des cas moins connus mais plus directement pertinents pour notre discussion, tel celui de Ben Ali Boukhort. L'ancien secrétaire du PCA, qui avait démissionné en 1940, jugeant le Parti hostile au patriotisme français, évolua pendant la guerre jusqu'à devenir un nationaliste algérien plein d'ardeur. Cet ancien partisan du projet Blum-Viollette, ennemi invétéré des « pseudo-nationalistes » messalistes, allait écrire, en 1945, dans une brochure intitulée *L'Algérie aux Algériens* : « Le projet Viollette doit être dépassé. La liberté ne se donne pas ; elle s'arrache ». Il devait ensuite être traduit en

47. *Liberté*, 30 décembre 1943. *Le PC au service...*, op. cit., p. 17.

48. *Ibid.*, p. 18-19 ; *Liberté*, 20 janvier 1944, 5 octobre 1944 ; CIE (Constantine), juin, octobre 1943 ; Ecole élémentaire du PCA, cours n° 5, *Programme de guerre*, Alger, 1944.

jugement pour propagande antifrançaise et condamné à vingt ans de travaux forcés<sup>49</sup>.

Le PC ne semble pas avoir pris conscience de cette mutation et ne fait allusion ni à la question de l'identité nationale, ni aux diverses propositions présentées en vue d'un nouveau statut algérien. Ainsi *Liberté* passe-t-il sous silence le Manifeste et le Projet de réformes de Ferhat Abbas (mai 1943). Pour l'opinion musulmane en pleine fermentation, il y avait quelque chose d'exaspérant (même de comique) dans les déclarations communistes démodées, comme : « Nous demandons l'égalité entre Européens et musulmans ; c'est ainsi que seuls les enfants européens ont maintenant droit au chocolat »<sup>50</sup>. A l'évidence, la première délégation était trop préoccupée par la guerre en Europe pour prendre garde à ce qui se passait autour d'elle. C'est ce que devait reconnaître, sur le tard, Etienne Fajon :

« Dans les faits, nous avons considéré la question comme *algérienne*, n'intéressant qu'indirectement le parti français, alors que c'est le problème essentiel posé au PCF en Algérie. Cette sous-estimation explique le fait qu'en dix-huit mois nous n'avons pas réussi à élaborer une tactique tant soit peu précise à l'égard des divers courants " nationalistes " »<sup>51</sup>.

Les cadres du PCF n'avaient pas acquis une connaissance intime des réalités algériennes. Lorsqu'un orateur du PCF affirmait, en 1945, que le statut algérien est un problème exigeant une longue étude, *Egalité* (journal de F. Abbas) avait rétorqué immédiatement que les députés communistes avaient disposé d'un an et demi pour cela<sup>52</sup>.

Quant au PCA, il n'avait pas son mot à dire dans les mécanismes de décision et, de toute façon, les adhérents et sympathisants, « dans leur immense majorité, continuaient à tourner leurs yeux vers la France » (J. Berlioz)<sup>53</sup>. On ne pouvait pas s'attendre à ce que ces communistes (plutôt d'origine européenne) exercent une pression dans la direction inverse. Même les communistes musulmans (les cadres notamment) paraissent avoir partagé cette attitude. S'il y en avait une poignée (telle la section d'Alger mention-

49. *L'Echo d'Alger*, 7 août 1945. Il serait amnistié en 1946 et deviendra (jusqu'en 1950) militant de l'UDMA (secrétaire de section à Alger, membre du comité directeur) ; *République algérienne*, 31 décembre 1946 ; SLNA 30 juin 1949, 30 janvier 1950.

50. Harangue de Bouhali, devant une réunion des musulmans citée dans CIE Alger, octobre 1943.

51. Rapport Fajon, 17 août 1944, *Archives A. Marty*.

52. *Egalité*, 2 mars 1945.

53. Berlioz (Alger) au comité central du PCF (Paris), 12 septembre 1944, *Archives A. Marty*.



née ci-dessus) pour ressentir le besoin de débattre des options fondamentales de l'Algérie, elle était facilement muselée.

La seule fois où les communistes prirent position sur une question politique algérienne, il s'agissait d'une revendication immédiate et encore ce ne fut pas de leur propre initiative. Quand le gouvernement nomma, fin 1943, une commission des réformes musulmanes, le Parti communiste lui présenta un programme qui, dans l'ensemble, souscrivait aux plans du général Catroux qui étaient de réaliser, sur une base quelque peu élargie, le projet Blum-Viollette. Comme en 1936, les représentants communistes (Lozeray et Ouzegane) s'efforcèrent seulement d'aller au-delà, en demandant l'inclusion de plusieurs catégories socio-professionnelles non mentionnées dans le plan Catroux. Cette surenchère ne répondait nullement à l'opinion musulmane, qui se ralliait alors à cette vue exposée par *Al-Shihāb* (Ouléma) déjà en 1939 : « Le projet Viollette est définitivement mort et enterré sans aucun espoir de le voir ressusciter un jour »<sup>54</sup>.

Pour cette opinion, rejetant toute forme d'assimilation politique, les propositions communistes étaient en effet suspectes, d'autant plus qu'elles sentaient aussi l'assimilation culturelle (repoussée plus énergiquement encore). Ainsi Ouzegane demandait-il le droit de vote pour « les musulmans mariés à des Européennes, qui vivent à la française et dont les enfants sont, d'office, français et reçoivent une formation française »<sup>55</sup>. Lorsque le résultat des travaux de la commission, l'ordonnance du 7 mars 1944, fut promulgué, les communistes en firent l'éloge : l'octroi du suffrage à soixante mille musulmans était, quoique insuffisant, « un grand pas en avant »<sup>56</sup>. Les nationalistes musulmans, en revanche, traitaient l'ordonnance de réponse dérisoire à leurs aspirations ; ils n'allaient pas pardonner au Parti communiste cette imperméabilité — frisant même l'hostilité — à leur mouvement, dans cette phase cruciale de son évolution. L'image de marque *roumi* du parti devait, en fait, être renforcée.

Conscients pour la première fois de n'être pas en harmonie avec cette communauté, les communistes en vinrent à redéfinir leurs positions sur l'avenir de l'Algérie en des termes moins évasifs. Cette évolution fut encore catalysée par les succès gigantesques remportés par les *Amis du Manifeste et de la Liberté* (AML), fondés par F. Abbas en réaction à l'ordonnance, et devenus, en l'espace de quelques mois, un mouvement de masse d'une ampleur inouïe. Les militants des Jeunesses communistes se plaignaient du « nationa-

54. *Liberté*, 30 décembre 1943, 6 janvier 1944 ; *Al-Shihāb*, mai-juin 1939.

55. *Liberté*, 30 décembre 1943.

56. *Liberté*, 16 mars 1944.

lisme étroit » qui était de mise dans la jeunesse musulmane. D'aucuns déploraient le nombre relativement faible d'adhésions musulmanes. Bientôt A. Marty devait avertir qu'« on ne peut pas rester hors du grand mouvement arabe sous peine de le voir se dresser contre nous » ; selon Ouzegane : « Nous devons reconnaître que nous n'avons pas réussi à entraîner les larges masses musulmanes, ni à définir une tactique précise à l'égard des divers mouvements pseudo-nationalistes »<sup>57</sup>.

Indice le plus incontestable de cette réévaluation (été et automne 1944) : le recours fréquent de *Liberté* au concept de la « nation algérienne en formation », concept tombé presque en désuétude au cours des deux années précédentes.

Or, cet effort du PCA en vue de regagner sa place dans la communauté musulmane, se déployait au moment même où le PCF, déjà au gouvernement, était soucieux à court terme d'y accroître son rôle d'unificateur de la gauche et de préparer à long terme la prise du pouvoir du dedans. L'incidence directe pour la politique coloniale était qu'on ne pouvait brandir le slogan de la décolonisation de peur de s'aliéner la gauche modérée, dévouée à la cause de l'Empire. Certes, ce facteur opérait bien avant l'entrée du PCF au gouvernement. Ainsi, en 1943, lorsque le rassemblement de la *France combattante* s'était fondé en Afrique du Nord, la délégation du PCF proposait d'introduire dans son programme la revendication d'« égalité de droits pour tous les habitants de l'Algérie et l'application de la Charte de l'Atlantique ». Face à une opposition féroce du mouvement Combat, son allié principal dans le rassemblement, le PCA s'inclina et accepta la formule atténuée de celui-ci : « Association des élites [musulmanes]... constituant une étape vers l'égalité des droits pour tous les habitants de l'Algérie sans distinction de race ou de religion »<sup>58</sup>. Pourtant, tant que le PC n'était pas au gouvernement et que la fin de la guerre n'était pas encore en vue, l'importance de ce facteur n'était que secondaire. Dès lors que le parti se sentait sur la voie du pouvoir ou que la libération de la France était en cours, et que les projets détaillés pour la France d'après-guerre s'élaboraient, de telles considérations pesaient lourd dans la balance.

Par ailleurs, la position patriotique du parti et son sentiment de responsabilité dans la gestion politique avaient le double effet de le convertir à la thèse selon laquelle l'Empire, avec ses ressources humaines et matérielles, était vital pour cette régénération de l'économie et de l'Etat, regardée comme condition sine qua non de

57. *En Avant !*, compte rendu de la deuxième session (2 juillet 1944) du comité central des JCA (Alger, 1944), p. 11 ; rapports Fajon et Marty (17 août 1944), *Archives A. Marty*; OUZEGANE, *Le PC au service...*, op. cit., p.10-13; *Liberté* 24 mai 1945.

58. CIE (Constantine), mai, août 1943.

la transformation du régime ; et il était jugé également vital pour le renforcement de l'indépendance française face à l'ingérence des puissances anglo-saxonnes. Cet engagement à la cause de l'Empire amenait le Parti communiste à assimiler plusieurs arguments de base du colonialisme français, notamment ceux d'origine jacobine (par exemple « la mission civilisatrice », « cent millions de Français », etc.). C'est ainsi que F. Bonte prétendait que « la France, gardienne des grands intérêts de la civilisation et d'un équilibre nécessaire dans le bassin méditerranéen, ne saurait sous-estimer sans danger l'importance de son rôle dans la Méditerranée. Elle est et doit rester une puissance africaine ». Et H. Lozeray, dans le même ordre d'idées : « Les communistes ont le souci de la grandeur française »<sup>59</sup>.

Attentifs en même temps à leur engagement idéologique à la cause des colonisés, les communistes s'évertuaient à le concilier avec les considérations « patriotiques » par le truchement du concept européen-centrique de la Révolution. On faisait miroiter la perspective de la prise du pouvoir communiste en métropole en tant que garantie ultime (et pas trop lointaine) de la libération des colonisés. Le processus de « démocratisation » (virage à gauche) le précédant, devait faciliter une émancipation progressive. « La nation française... veut instaurer une démocratie véritable qui ne pourra qu'apporter la démocratie aux peuples coloniaux ». Nulle autre voie de libération n'est ouverte, car les colonies sont « absolument incapables d'exister économiquement et par conséquent pratiquement, comme nations indépendantes », et risquent de tomber sous la houlette anglo-saxonne. Il est donc dans l'intérêt des colonisés de garder « l'union librement consentie » avec cette « nouvelle France », « sur la base de l'égalité des droits et de l'intérêt réciproque ». Naturellement la formule « droit au divorce/utilité du divorce » revint dans le vocabulaire communiste, partageant une place d'honneur avec celle de « peuples associés » (lancée par le comité central du PCF clandestin en 1943)<sup>60</sup>.

Remarquons que la nouvelle ligne était élaborée par le PCF, la Russie étant toujours indifférente aux questions coloniales (notamment maghrébines)<sup>61</sup>. Cette ligne devait persister jusqu'en 1947,

59. *Journal officiel. Assemblée consultative provisoire*, 21 novembre 1944, p. 311 ; *Assemblée nationale*, 18 mars 1947 ; *Assemblée nationale constituante*, 19 septembre 1946, p. 3844-3845.

60. H. LOZERAY, « La question coloniale », *Cahiers du communisme*, avril 1945, p. 73-76 ; *Manuel d'histoire du PCF*, Paris, Editions sociales, 1964, p. 490-491 ; FAJON, « Quelques aspects actuels du problème de la nation », *Cahiers du communisme*, novembre 1944, p. 57-58 ; *Journal officiel. Assemblée consultative provisoire*, 27 février 1945, p. 195-197 ; *Assemblée nationale constituante*, 26 février 1946, p. 466.

61. Cf. PERRY, *op. cit.*, S.W. FAIN, *Evolution of Soviet theoretical approach to colonial nationalism*, thèse de doctorat, inédite, Columbia University, 1971.

même en ce qui concerne l'Indochine, la colonie la plus turbulente (et à laquelle la Russie portait quelque intérêt). A plus forte raison, l'Algérie qui, dans l'optique communiste, était beaucoup moins développée. Cette manière de penser était en effet sous-jacente dans la gestation de la nouvelle politique coloniale, car elle était conçue par la « délégation nord-africaine » et sur la base de l'expérience algérienne<sup>62</sup>. Les premiers énoncés (par exemple le discours de Fajon devant le comité central des JCA en juillet 1944) étaient formulés en réponse à des problèmes algériens spécifiques, servant de point de départ à l'élaboration d'une doctrine plus étendue<sup>63</sup>. Bien après le retour en France de la première délégation, tous les porte-parole de cette politique seront recrutés parmi ses anciens membres (Lozeray, Bonte, Fajon, Berlioz, Marty). Le contrôle serré sur le PCA et la confiance à toute épreuve de celui-ci envers son « frère aîné », assurait à cette politique en Algérie une application fidèle.

Ainsi disait-on aux Algériens musulmans :

« Que la France qui se prépare à surgir de la lutte actuelle de son peuple doit être une France progressiste, amie des populations algériennes, il suffit pour s'en convaincre de voir l'attitude à son égard des "cent seigneurs" de l'Algérie. Ils répudient la nouvelle France avant même qu'elle soit libérée ; ils savent qu'elle ne sera plus le gendarme de leurs privilèges mais l'amie des millions d'Algériens qu'ils écrasent...

... Dans l'état présent du monde, l'Algérie ne saurait envisager son destin immédiat autrement que par l'alliance intime avec le peuple français ».

Par conséquent, « il est clair que l'intérêt de l'Algérie n'est pas de demander le divorce » et elle doit avoir « un immense espoir dans la victoire de la démocratie en France et notamment dans les succès du... PCF ». Les communistes refusaient toujours de préciser davantage la nature des rapports (éventuels) France-Algérie : « N'anticipons pas sur les formes que l'Assemblée constituante de la France devra donner demain à cette politique de libre amitié »<sup>64</sup>. Au chapitre des revendications immédiates, on n'ajoutait que deux demandes politiques, mais d'importance secondaire : statut de langue officielle pour l'arabe, abolition des délégations fi-

62. B. FALL, « Tribulations of a party line », *Foreign affairs*, 3, 1955, p. 499-503 ; A. MARTY, *Pour le bien-être et le bonheur de tous les Algériens*, Alger, 1946, p. 23.

63. *En avant !*, compte rendu de la deuxième session du comité central des JCA (2 février 1944), p. 5-11.

64. *Ibid.*, p. 7 ; OUZEGANE, « Notes sur la situation politique en Algérie », *Cahiers du communisme*, janvier 1946, p. 81 ; Ecole élémentaire du PCA, Cours N° 4, *Union avec le peuple de France*, Alger, 1944 ; E. FAJON, « Quelques aspects actuels du problème de la nation », *Cahiers du communisme*, février 1945, p. 58-59.



nancières (mais sans remplacement par une assemblée algérienne)<sup>65</sup>.

Le PC était, en revanche, assez franc sur les options à exclure. Il rejetait comme irréalisable l'idée, en vogue chez les nationalistes modérés, de mobiliser l'aide américaine ; seul le peuple de France, la nation occidentale la plus avancée sur la route de la démocratie et du socialisme, pouvait mener l'Algérie à sa « libération véritable » ; s'appuyer sur les Américains, c'était risquer de s'asservir à eux.

Quant aux nationalistes qui « bavardent sur l'indépendance » ils oublient « que les conditions de cette indépendance n'existent pas. L'Algérie ne dispose ni d'une base économique ni d'une force militaire, ni d'une unité nationale qui lui permettent d'échapper aux convoitises dont elle est l'objet ».

Enfin, « pas plus que n'existe une "Algérie arabe", une fédération pan-arabe ne serait qu'un mythe sous lequel se dissimulerait la domination d'un impérialisme étranger (c'est-à-dire britannique) »<sup>66</sup>.

Signalons, parmi ces arguments évoqués pour justifier la persistance de rapports avec la France, celui — non mentionné dans le cas d'autres colonies — du manque d'unité nationale. Il se réfère implicitement à la thèse de « nation en formation ». En fait, on maniait alors cette thèse comme une arme à double tranchant. Le parti y avait recours pour affirmer sa reconnaissance (et sa sympathie) envers les aspirations nationales algériennes (passées sous silence en 1942-1944). Mais, en même temps, il explicita les réserves — depuis toujours sous-jacentes dans cette thèse — quant à l'immaturité nationale de l'Algérie. Cette notion reposait sur l'hypothèse que les divers composants ethniques (ou, alternativement, les deux grandes civilisations présentes, « latine et arabe ») n'avaient pas encore fusionné complètement. Les meilleures chances de cette fusion résidaient dans une « politique d'union... en vue d'aider au développement national de cette nation qui se constitue et se forme dans le creuset que représente l'Algérie »<sup>67</sup>.

65. Art. cité, p. 59 ; *Liberté*, 14 septembre 1944 ; 4 janvier 1945 ; l'idée d'Assemblée algérienne a été suggérée pour la dernière fois en fin 1942, (CIE — Alger, décembre 1942).

66. École élémentaire du PCA, cours N° 4, p. 4 ; Cours N° 9, *Programme d'action du PCA*, p. 12 ; BERLIOZ, art. cité, p. 49 ; *Journal officiel. Assemblée consultative provisoire*, 27 février 1945, p. 195 ; SLNA, 13 avril 1946 ; LOZERAY, art. cité, p. 75 ; FAJON, dans *En avant !*, p. 7.

67. MARTY, *Pour le bien-être*, p. 21-23 ; *Liberté*, 5 octobre 1944, 21 septembre 1944 ; École élémentaire du PCA, cours N° 4, p. 2-3, cours N° 9, p. 11 ; A. MERCIER, préface à Fajon, *Une politique vraiment démocratique et française en Algérie*, Alger, 1945, p. 3.

Une autre réserve latente fit surface à cette période, concernant cette fois l'essence de l'identité nationale. L'attaque thorézienne sur la notion de « la race élue » (dirigée, en 1939, surtout contre les fascistes), s'était renouvelée en 1944 et visait uniquement les parangons d'une « soi-disant Algérie arabe ». Le concept d'identité arabo-musulmane, que même les modérés de l'AML vinrent à partager, se trouvait stigmatisé comme un « préjugé raciste et chauvin », donc apparenté aux doctrines colonialistes ; et la propagande nationaliste était déclarée coupable d'entraver la fusion (et l'accession à la majorité nationale) en exacerbant les antagonismes de race <sup>68</sup>.

Plutôt que d'opérer un virage vers le nationalisme, le processus de réévaluation finit par articuler et cristalliser davantage encore la politique poursuivie au cours des trois dernières années (notamment depuis la fin 1942). C'est que la réintégration du Parti communiste dans la communauté politique française — par la Résistance, l'entrée au gouvernement et les perspectives de transformations d'après-guerre — rendait presque inéluctable la mise en sourdine de l'idéologie décolonisatrice. En un sens, il ne faisait que renouer — par-delà l'interruption de 1940-1941 — avec la position prise à la fin des années trente, et essentiellement pour les mêmes raisons. La continuité était particulièrement manifeste — terminologie comprise — dans l'attitude hostile envers les nationalistes, corollaire indispensable de l'engagement à la cause impériale. Les messalistes faisaient tous les frais de cette polémique, les arguments d'avant-guerre étant simplement repris : leur programme, qualifié d'« indépendance fantoche » et de « séparatisme » (terme emprunté au vocabulaire colon), leur propagande taxée d'« antifrançaise » (même origine) et d'« aventuriste » <sup>69</sup>. Plus complexe était l'attitude envers les disciples de F. Abbas ; les rapports avec eux connaissaient des hauts et des bas. D'une part, Abbas ne revendiquait pas l'indépendance mais l'autonomie dans le cadre d'un empire remanié, il plaçait ses espoirs dans la « France nouvelle » et rejetait le recours aux méthodes illégales prêché par le PPA. Tout en ne considérant pas l'économie comme la dimension majeure du problème, il luttait pour des revendications économiques immédiates. C'est autour d'elles, en fait, que la coopération AML-PCA se nouait, les rapports entre sections au niveau local étant à l'accoutumée parfaitement ami-

68. *Liberté*, 21 septembre 1944, 21 mars 1946, 28 mars 1946 ; *Journal officiel. Assemblée consultative provisoire*, 27 février 1945, p. 195 ; BERLIOZ, art. cité, p. 48-52 ; OUZEGANE, *Le PC au service...*, p. 7-10 ; SLNA, 6 avril 1946 ; LOZERAY, art. cité, p. 73.

69. *Liberté*, 21 septembre 1944 ; *L'Humanité*, 25 octobre 1944 ; École élémentaire du PCA, Cours N° 4, p. 4 ; Cours N° 9, p. 10-12 ; OUZEGANE, *Le PC au service*, p. 13, 15-17.

caux<sup>70</sup>. D'autre part, les communistes se méfiaient des jongleries déployées par Abbas afin de maintenir les contacts à la fois avec les messalistes et avec la gauche française ; à plus forte raison redoutaient-ils le noyautage croissant de l'AML par le PPA. Même l'« autonomisme » prôné par Abbas n'était pas tout à fait à leur goût, tout au moins pas en tant qu'objectif à réaliser immédiatement après la fin de la guerre ; et il va sans dire qu'ils rejetaient l'idée que certaines réformes de structure puissent être introduites même avant cette échéance. On pourrait ajouter d'autres pommes de discorde : la sympathie d'Abbas envers les Anglo-Américains et sa conception du caractère foncièrement arabo-musulman de l'Algérie (encore que ce fût *sans* orientation sur la Ligue arabe)<sup>71</sup>. Si les AML, comme les communistes, voulaient éviter le divorce, les échanges polémiques étaient parfois très virulents, tels ceux que suscita la déclaration de Demusois (député PCF), alléguant : « Le journal *Egalité* est rédigé par des pseudo-nationalistes et des anti-français »<sup>72</sup>. Avec le PPA, la rupture était consommée depuis longtemps et son organe clandestin ne mâchait pas ses mots à propos d'« Ouzegane et consorts qui aboient », ces « soi-disant sauveurs d'un impérialisme français en décrépitude », toujours prêts à défendre sa « politique esclavagiste »<sup>73</sup>. Malgré toutes les similitudes, une grande différence existait entre cette situation et celle d'avant-guerre ; les nationalistes représentaient maintenant un large consensus de l'opinion musulmane avertie, et non plus une fraction extrémiste. Une coopération stable (et non seulement *ad hoc*) entre communistes et formations indigènes — telle que celle réalisée sous le CMA (1936-1937) — n'était donc plus possible, puisque sur toutes les questions de fond (caractère arabe de l'Algérie, maturité nationale, émancipation dans l'immédiat après-guerre) les analyses nationalistes s'affrontaient avec celles du PC. L'isolement du parti était en réalité plus marquant qu'en 1938, malgré la thèse thorézienne dont il se faisait gloire maintenant. La conscience nationale algérienne ayant fait des progrès beaucoup plus importants dans les six ou sept dernières années, l'écart entre positions nationalistes et communistes s'était plutôt élargi. Ainsi qu'Ouzegane devait l'admettre sur le tard : « [En 1944-1945] nous avions une attitude un peu timorée sur le problème national, dans la crainte d'apporter de l'eau au moulin de la bourgeoisie nationa-

70. OUZEGANE, *Le PC au service...*, p. 14-15 ; *Egalité*, 17 septembre 1944, 30 mars 1945. Sur les rapports à Sétif, voir R. AINAD-TABET, *Le mouvement du 8 mai 1945 dans le Nord constantinois*, mémoire DES, Université d'Alger, 1968, p. 122.

71. BERLIOZ (Alger) au comité central du PCF, Paris, 12 septembre 1944 ; FEIX (Alger) au comité central du PCF (Paris), 14 septembre 1944, *Archives A. Marty*.

72. *L'Humanité*, 25 octobre 1944 ; *Egalité*, 17 novembre 1944.

73. *L'Action algérienne* (illégal), 8, novembre 1944.

liste » ; en conséquence, les communistes ne sont pas apparus aux masses musulmanes comme « les défenseurs des intérêts d'avenir » <sup>74</sup>.

On peut donc parler de faillite en ce qui concerne la réévaluation opérée au moment du départ de la plupart des militants du PCF. Echec mis en évidence, par exemple, dans l'organisation périphérique des *Amis de la démocratie* (établie en septembre 1944) qui ne parvint pas à se développer en un rassemblement de masse calqué sur les AML ou à en détacher une partie des effectifs <sup>75</sup>. La pénurie en cadres arabes — sans lesquels la propagande orale ne pouvait agir — y était sûrement pour quelque chose, mais la raison principale de ce fiasco doit être recherchée dans le programme même du mouvement, totalement inacceptable pour la partie politisée de la population musulmane.

Le PC n'était point ébranlé cependant ni par ses échecs ni par l'essor nationaliste. Il se réconfortait en imputant la fermentation musulmane à des difficultés de ravitaillement ; et s'il combattait la discrimination raciale, c'était surtout en matière de rationnement. Les « pseudo-nationalistes » exploitaient ces phénomènes, canalisant le malaise dans la voie de l'ethnocentrisme et de l'europhobie.

La disette serait due, essentiellement, dans l'optique communiste, non pas aux conditions objectives (guerre, crise de l'agriculture, etc.), mais au sabotage délibéré de la production par *les cent seigneurs de la colonisation*, étant donné leurs sympathies vichyssoises notoires, pour semer des obstacles sur la route de la « France nouvelle ». Les nationalistes jouaient à leur insu le jeu de l'*Establishment* colon, car « les ennemis du peuple comptent, pour parvenir à leurs fins, sur les oppositions raciales », ayant pour but de dresser en Algérie « deux blocs raciaux hostiles ». La réalisation de ce stratagème porterait en outre un coup dur au développement de « nouveaux rapports entre la France et l'Afrique du Nord » et ne ferait que « renforcer l'oppression économique et sociale [des colonisés] » <sup>76</sup>. D'ici à imputer la propagande « séparatiste » aux grands colons et à leurs « valets » dans l'administration, il n'y avait qu'un pas, qui fut parfois franchi. Ainsi, selon le PC, « à Constantine les plus brillants agitateurs de l'*Istiqlal*, champions du nationalisme arabe, étaient tout simplement deux agents de la Sûreté départementale » <sup>77</sup>.

74. « Note sur la situation politique en Algérie », *Cahiers du communisme*, janv. 1946, p. 79-80 ; Cf. rapport PRG cité dans VATIN (J.-C.) *op. cit.*, p. 294 (n. 155).

75. *Liberté*, 14 septembre 1944 ; CIE (Alger), sept.-déc. 1944.

76. BERLIOZ, art. cité, p. 48, 52 ; LOZERAY, art. cité, p. 73.

77. FAJON, art. cité, p. 52 ; cf. *Alger républicain*, 27 février 1945. OUZEGANE, *Le PC au service...*, p. 7-10 ; *L'Humanité*, 25 décembre 1945 ; Ecole élémentaire du PCA, cours N° 3, *Le régime de Vichy en Afrique du Nord*, p. 12-13.



Cette interprétation machiavélique impliquait l'accusation d'une alliance de plein gré (et non seulement « objective ») des nationalistes avec les grands colons collaborationnistes. Le parti ne le disait jamais en toutes lettres, et préférait laisser planer des soupçons sur les motifs des « faux-nationalistes et panarabistes » qui concourent « sciemment ou non » à la besogne fasciste.

Il insinuait parfois que les sympathies pro-italiennes de Messali avant la guerre, et l'idée de suprématie raciale commune aux colonialistes et au PPA pourraient en fournir la clé. Comme le Parti communiste soupçonnait (avec raison) les AML d'être noyautés par des militants PPA, il en concluait qu'ils étaient aussi infiltrés par des « agents provocateurs à la solde des colons »<sup>78</sup>.

La « thèse du complot », ainsi qu'on devait l'appeler, s'était évidemment inspirée de l'argument « PCA = PPA » des années 1936-1939 ; argument devenu maintenant plus large et plus dange-reux. Il constituait le symptôme extrême du divorce entre nationa-listes et communistes. En même temps, il devait conditionner le comportement du Parti communiste à ce moment traumatique de l'histoire algérienne : mai 1945.

## Mai : le choc

Les événements de mai 1945<sup>79</sup> eurent pour origine le désir du PPA d'utiliser les manifestations officielles prévues pour les fêtes du Travail et de la Victoire afin d'affirmer la vigueur du sentiment national algérien. Les musulmans étaient organisés par le moyen des sections AML (noyautés par le PPA) en colonnes de défilé séparées, portant des pancartes en faveur de l'indépendance, scan-dant des slogans nationalistes et brandissant des drapeaux verts. Les meneurs ne visaient nullement, paraît-il, à déclencher des émeutes, ni a fortiori une révolte. Mais les manifestations (surtout le 8 mai dans le Nord-Est algérien) se heurtèrent à la police et échappèrent au contrôle des cadres PPA ; dans plusieurs petites

78. OUZEGANE, *Le PC au service...*, p. 13, 15-17 ; (n. 111) ; FEIX (Alger) au comité central du PCF (Paris), 14 septembre 1944, *Archives A. Marty* ; *Liberté*, 11 janvier 1945.

79. Cf. en particulier R. AINAD-TABET, *op. cit.* (surtout pour les interviews recueillies) ; *Idem*, « Le 8 mai 1945 : jacquerie ou revendication agraire ? » *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 4, 1972, p. 1006-1016 ; VATIN (J.-C.) *op. cit.*, p. 276-279 ; mémoires aux archives du CHEAM (Paris), par M. COMBE, 19 juillet 1946, G. GINE, 16 juin 1947, capitaine FRAISSE, 18 juillet 1949.

villes (Sétif, Guelma...) les manifestations dégénérèrent en émeutes sanglantes qui devaient faire tache d'huile dans la campagne. Des foules musulmanes en fureur s'attaquèrent aux Européens, sans distinction, aux cris de « Jihad » et de « tuez les chrétiens ». Une centaine d'Européens devaient être massacrés. La police, débordée d'emblée, allait déclencher ensuite une répression aussi aveugle que les émeutes, avec l'aide de milices européennes, mises sur pied à la hâte ; bientôt ce furent des opérations massives de l'armée de terre ainsi que des bombardements par air et par mer. Les victimes musulmanes dans le département de Constantine étaient, au minimum, de l'ordre de quelques milliers.

Les événements creusèrent plus que jamais le fossé entre les deux communautés ; un affrontement général et de beaucoup plus violent devenait ainsi inévitable. Les Européens, inquiets pour leur statut privilégié et aussi pour leur survie physique, se résolurent à ne faire aucune concession et à avoir recours à la force pour se défendre. C'était, dit *L'Echo d'Alger*, « l'heure du gendarme ». Les musulmans, notamment les jeunes et les « évolués » de formation française, y puisaient un sens tout autre, défini par l'écrivain Kateb Yacine : « C'est en 1945, à Sétif, que mon humanitarisme fut affronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais seize ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimenta mon nationalisme. Il y avait certes d'autres facteurs : l'aliénation économique et politique, par exemple. Mais c'est surtout ce démenti à tout ce qu'on nous avait enseigné qui me dessilla les yeux... »<sup>80</sup>.

La position adoptée par les divers éléments politiques à ce moment tragique devait être jugée par les deux camps comme une pierre de touche, présageant leur position future dans une situation de plus en plus polarisée. A fortiori, le souvenir du « mai sanglant » allait être cultivé — par les nationalistes notamment — et revêtir les dimensions d'un mythe<sup>81</sup>.

Prendre position, en mai 1945, était chose extrêmement malaisée pour le PCA et pas seulement à cause de sa composition ethnique. L'audience très large des idéaux nationalistes, mise en évidence par les manifestations, donnait un démenti cinglant à la thèse communiste prétendant que le nationalisme algérien se trouvait toujours dans une phase embryonnaire. Plus déconcertante encore était la haine de tous les Européens, à laquelle le massacre sans discrimination donnait libre cours ; ainsi le secrétaire euro-

80. Cité par C.-A. FAVROD, *La Révolution algérienne*, Paris, 1959, p. 76 (n. 1).

81. Cf. le numéro de l'organe illégal du PPA, *La Nation algérienne*, 8 mai 1947.

péen de la section de Sétif fut cruellement mutilé (selon un témoin oculaire) « parce qu'il portait un chapeau [à l'européenne] »<sup>82</sup>. Ce phénomène — ayant son analogie dans les actes de « revanche » perpétrés par les Européens — apportait un démenti à cette notion maintes fois rabâchée selon laquelle il était faux de « considérer l'ensemble des Européens comme la classe dominante et, par conséquent, hostile aux musulmans. Sont frères des musulmans les postiers, les petits colons, les cheminots, les docteurs, les instituteurs, les petits commerçants, les employés, les ouvriers, c'est-à-dire la grande masse »<sup>83</sup>.

Néanmoins, dans sa réaction immédiate, le Parti communiste ne trahissait guère d'hésitation ou d'inquiétude. Il concevait les événements comme l'aboutissement de sa « thèse du complot », consacrée tout récemment par une déclaration commune des PC maghrébins<sup>84</sup>. Etant donné le rôle capital joué par la population rurale, on les baptisait « les émeutes de la faim » (terme figurant dans les mises en garde publiées au cours des mois précédents). Quant au programme politique des manifestations, on comptait en donner une explication satisfaisante en l'attribuant à des raisons foncièrement économiques ou à des arrière-pensées politiques (mais non pas nationalistes). La part marquante que prenaient aux manifestations les militants du PPA était considérée par ailleurs comme la confirmation de l'existence d'une alliance entre les « pseudo-nationalistes » et les anciens vichyssois.

Déjà, le premier mai, à la réunion CGT d'Alger, Pierre Fayet brocardait le PPA qui « veut saboter la fête des travailleurs » en organisant une manifestation musulmane à part ; et un tract communiste de proclamer deux jours plus tard : « A bas les provocations hitlériennes !<sup>85</sup> » A peine le premier communiqué laconique du gouverneur général sur les événements du 8 mai eut-il été publié qu'une délégation communiste se présenta à son cabinet. Représentant le PCA et le PCF (et composée d'Ouzegane, Caballero, H. Neveu et Joannès),

« elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et du PPF et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques, au service de l'impérialisme fasciste. Elle a dénoncé la complicité des seigneurs fascistes de la colonisation, des féodaux musulmans et des hauts fonctionnaires vichyssois ».

Elle demandait des peines sévères pour ces éléments dont l'objectif était de « provoquer la guerre civile » et « une répression

82. AINAD-TABET, *op. cit.*, 115, 120.

83. *Liberté*, 30 décembre 1943.

84. *Alger républicain*, 27 février 1945.

85. *Unir* (Alger), 31 juillet 1946 ; CIE (Alger), mai 1945.

aveugle ». De plus, les délégués souhaitaient voir se résoudre dans l'immédiat la pénurie alimentaire et la discrimination en matière de rationnement, qui auraient été exploitées par les conspirateurs<sup>86</sup>. *L'Humanité* du 12 mai stigmatisait « les instruments criminels que sont les chefs PPA, tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations pseudo-nationalistes... Il faut châtier rapidement et impitoyablement... les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute ».

On pouvait peut-être expliquer ces premières réactions par un manque d'informations suffisantes sur les manifestations et surtout sur la répression qui battait toujours son plein. Mais, une fois l'information améliorée, il est malaisé de comprendre la persistance communiste dans la « thèse du complot » ; d'autant plus que le Parti communiste avait ses propres sources. A la mi-mai déjà, un rédacteur de *Liberté*, de même qu'une commission d'enquête de la CGT algérienne, se rendirent à Sétif ; à la fin du mois, une délégation du PCA, présidée par Mohamed Chouadria, effectuait des enquêtes à Guelma et à Villars. A la mi-juin, M. Rouzé, d'*Alger républicain*, et le dirigeant du PCF Demusois, visitaient le département de Constantine<sup>87</sup>. Il est vrai que le parti faisait état de la répression<sup>88</sup>, tout en la considérant comme le dernier acte de la provocation ourdie d'avance, « preuve » ultime de la part prise par l'administration coloniale dans le complot. On continuait d'ailleurs à mettre l'accent sur la complicité de militants PPA avec le Gouvernement général et les grands colons. C'étaient, prétendaient-ils, de semblables militants, payés par la police, qui avaient arboré les drapeaux verts, chanté les slogans et attiré « les esprits simplistes » à la manifestation « par les mots d'ordre les plus innocents » (par exemple distribution de céréales)<sup>89</sup>. On prenait à parti également la direction AML, qui s'était laissée noyauter et manipuler ; *L'Humanité* applaudit à l'arrestation d'Abbas et de Saadane, chefs de cette « organisation pseudo-nationaliste » et responsables de la participation de ses membres aux « événements tragiques de Sétif »<sup>90</sup>.

A l'heure de la vérité, le Parti communiste se rangeait donc sans équivoque dans le camp européen. L'audience au cabinet du gouverneur général revêtait, à cet égard, le caractère d'un geste sym-

86. *Alger républicain*, 12 mai 1945.

87. *Liberté*, 17 mai 1945, 21 juin 1945 ; 19 juillet 1945 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 28 février 1948, p. 502 ; AINAD-TABET, *op. cit.*, p. 138 ; interview de M. Rouzé.

88. *Liberté*, à partir de 21 juin 1945 ; CIE (Alger), juin 1945 ; *Journal officiel. Assemblée nationale provisoire*, 10 et 11 juillet 1945, p. 1351-1353, 1373-1374.

89. *Ibid.*, 11 juillet 1945, p. 138-1381 ; OUZEGANE, *L'Algérie ne sera pas un second Versailles*, Alger, 1945 ; *Liberté*, 14 juin 1945.

90. *L'Humanité*, 31 mai 1945 ; cf. *Liberté*, 7, 14 juin 1945.



bolique ; symbolique aussi cette motion envoyée au Gouvernement général par un comité des Amis de la démocratie « flétrissant publiquement les actes de cruelle sauvagerie perpétrés le jour même de la célébration de la grande victoire »<sup>91</sup>. A son tour, l'administration alla dans le sens du parti quand le procureur militaire au procès des militants nationalistes (août 1945) s'efforça d'établir une distinction très nette entre PPA et PCA, puisque ce dernier rejetait les messalistes, les considérait « comme des anti-français » et « cherchait à préserver la souveraineté française en Afrique du Nord »<sup>92</sup>.

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure cette condamnation des émeutes était l'aboutissement d'une politique orientée vers l'établissement d'un pouvoir de gauche en France, et dans quelle mesure elle était due à la réaction instinctive des pieds-noirs se sentant assiégés. Les deux facteurs étaient de toute façon complémentaires, représentant les deux voies par lesquelles les communistes s'intégraient à la société coloniale. Le premier affectait peut-être davantage les échelons supérieurs, et le second les rangs moyens et inférieurs (où les Européens constituaient l'écrasante majorité)<sup>93</sup>. Dans un cas extrême, cette réaction viscérale devait aboutir à un comportement d'une violence inouïe. A Guelma, petite ville à 80 % musulmane, située en pleine campagne musulmane, un véritable état de siège régna pendant cinq jours<sup>94</sup>. Les émeutes durant les manifestations furent suivies d'un afflux de fellahs vers la ville, incendiant en cours de route des fermes isolées de colons, faisant sauter des chemins de fer et massacrant tous les Européens rencontrés. Sur l'initiative du sous-préfet Achiary, les habitants européens de Guelma mirent sur pied une milice afin de renforcer la petite garnison. Le comité de vigilance qui recrutait et contrôlait cette milice comportait une forte majorité de militants de ce rassemblement de gauche, *La France combattante*, y compris deux représentants de la section du PCA (Lacombe et V. Cheylan) ainsi que le secrétaire de l'union locale de la CGT (G. Cheylan, probablement communiste lui aussi)<sup>95</sup>. Bien que l'attaque des fellahs n'ait pas eu lieu, l'état d'urgence fut maintenu en ville jusqu'à l'arrivée des renforts français. La milice ne fut pas dissoute à ce moment ; elle défoula ses sentiments de panique mêlés de haine,

91. La section de Perregaux fut au nombre des signataires d'une motion loyaliste présentée au GG le 16 mai 1945 (cité dans R. ARON et al., *op. cit.*, p. 146).

92. *L'Echo d'Alger*, 7 août 1945.

93. Interviews de Nahori, Manaranche, Rouzé.

94. AINAD-TABET, *op. cit.*, p. 33, 36-37, 65, 74 ; E. VALLET, *op. cit.*, p. 166 et suivantes ; mémoires (CHEAM) de Combe, p. 10-11, 15 ; GINE, p. 13, 37 ; ARON et al. *op. cit.*, p. 122-128, 135-136 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 28 février 1946, p. 502-504.

95. Cf. *La Quatrième République*, MRP, Alger, 16 juin 1946.

en s'associant à l'armée dans la répression. Dans ce qui constituait l'une des opérations de représailles les plus meurtrières de mai 1945, les miliciens massacrèrent entre cinq et sept cents musulmans. À côté d'Achiary, les assassins les plus notoires étaient G. Cheylan et trois militants communistes, une sorte d'échantillon représentatif de petits-blancs : un ingénieur des Ponts et Chaussées, un contrôleur des PTT et un ouvrier linotypiste <sup>96</sup>.

Une fois avisé de l'affaire, le bureau politique dépêcha sur place une commission d'enquête. À la suite de son rapport, les comités centraux de la CGT et du Parti décidèrent d'exclure tous les adhérents ayant participé aux actes de la milice <sup>97</sup>. On se rend compte de la réaction locale à travers la résolution adoptée par une réunion de l'union CGT de Guelma (le 20 juin) <sup>98</sup>. Loin de se repentir, l'union locale rejetait la condamnation de Cheylan et des autres, la déclarant « antisyndicaliste et dangereuse ». La peur et l'angoisse des ouvriers européens y sont perceptibles. Si « la légende du complot fasciste » est ridiculisée, on déclarait que « la guerre sainte a galvanisé tous ces hommes pour un combat qui... vise purement et simplement à bouter hors de l'Algérie, par le crime et par la plus grande sauvagerie, tous les Européens qui vivent sur son sol ». Dans les semaines précédant les émeutes, des « démagogues » excitaient les ouvriers urbains musulmans qui faisaient preuve d'« attitude arrogante et provocatrice » envers leurs camarades européens. Le jour de la Victoire, ceux-là étaient absents du défilé CGT et prirent part à la manifestation musulmane séparée et aux heurts sanglants qui devaient la suivre. Lorsque l'union locale CGT essayait d'établir un contact avec les syndicalistes musulmans afin de ramener le calme, ces derniers étaient « sourds ou introuvables ». « La trahison était totale ou presque ». En conséquence, les ouvriers européens se joignirent à la milice et « firent leur devoir », c'est-à-dire « châtier sans merci les criminels » et promouvoir « la victoire de l'esprit français dans ce pays ».

Dans une veine rappelant les résolutions de Sidi-Bel-Abbès (1921-1922), les cégétistes de Guelma firent une profession de foi colonialiste qui rendait aussi hommage au patriotisme jacobin et à l'idéologie du mouvement ouvrier français, et déclarèrent les trois éléments compatibles. « L'insurrection » musulmane menait un combat qui dépassait le cadre du syndicalisme, tandis que les ouvriers européens se dépensaient au service d'un « idéal corporatif nouveau, débarrassé de toute démagogie et duquel seraient extirpés tous les miasmes de la guerre sainte antifranaçaise et de

96. FAVROD, *op. cit.*, p. 76 ; ARON et al., *op. cit.*, p. 135.

97. AINAD-TABET, *op. cit.*, p. 138 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 28 février 1946, p. 502 ; 1<sup>er</sup> mars 1946, p. 535 ; VALLET, *op. cit.*, p. 168 (n. 1).

98. Texte dans VALLET, *op. cit.*, p. 173-180.

tous les nationalistes ». Ils revendiquaient une politique de poigne contre le « fanatisme musulman », afin d'assurer le triomphe des idées syndicalistes en même temps que « de la civilisation [française] sur le barbarisme ».

Tel était l'état d'esprit dans tous les milieux de gauche de cette ville. Lorsque la *France combattante* algérienne condamna sa section de Guelma, celle-ci fit paraître un communiqué signé par toutes les organisations locales la composant (section du PCA comprise). Les signataires défendaient le comité de vigilance qui veillait à la « sauvegarde des intérêts patriotiques du pays » ainsi qu'au « progrès social et républicain ». Les mêmes organisations s'associaient à un autre communiqué publié par le comité de vigilance lui-même, faisant état du caractère de révolte nationaliste que revêtaient les émeutes et portant aux nues l'œuvre française en Algérie <sup>99</sup>.

Il est vrai que Guelma constitue un cas isolé <sup>100</sup> : nulle autre ville ne se trouva en un tel danger et l'on ne décèle nulle part une réaction populaire d'une telle violence. La crise mettait pourtant à nu la « réaction viscérale » des pieds-noirs en général. Réaction faite d'appréhensions au sujet de la survie personnelle et collective, d'inquiétudes sur le statut de colonisateur et d'attachement à la France garante de ce statut, enfin de vieux stéréotypes négatifs concernant les musulmans. Non moins instructif est le fait que, malgré la faiblesse de la droite parmi les Européens de Guelma <sup>101</sup>, les mouvements de gauche aient souscrit à une ligne dure, colonialiste et activiste, préconisée ailleurs en Algérie par la seule droite, encore qu'ils aient persisté à professer des positions de gauche sur des questions non algériennes. C'était la préfiguration même du comportement de la gauche pied-noir et des communistes en Algérie durant la guerre de 1954-1962, qui devait glisser très vite à droite et jusque dans les rangs de l'OAS. Mis au pied du mur, les Européens de l'extrême-gauche allaient donc défendre farouchement la situation coloniale.

Pour le moment, dans le reste de l'Algérie, la réaction du PCA divergeait sur maint point de celle de la droite <sup>102</sup>, même si tous deux s'accordaient à condamner les émeutes et à exiger des châtiements exemplaires. Le Parti communiste repoussait le concept de « révolte arabe (ou nationaliste) », imputait aux grands colons un

99. *La Quatrième République*, 16 juin 1945.

100. On ne saurait contrôler l'affirmation d'OUZEGANE (*Le meilleur combat*, p. 96), selon laquelle des communistes participaient à la milice de Bougie.

101. *La France combattante* devait y gagner les élections municipales deux mois après les émeutes (*Liberté*, 9 août 1945).

102. *L'Echo d'Alger*, 4 et 10 août 1945 ; *La Quatrième République*, 9 et 26 juin 1945, 28 juillet 1945, 17 novembre 1945.

rôle majeur dans le « complot », et dénonçait la répression. Cette attitude était partagée par toute la gauche pied-noir, porte-drapeau d'une France idéale renaissant de la résistance. On le voit, par exemple, dans le communiqué commun PCA-SFIO, publié à Alger à la mi-juin<sup>103</sup>. Consensus de gauche non seulement sur le diagnostic mais aussi sur les remèdes : musulmans et Européens ne devaient pas se trouver inévitablement dans des camps opposés ; il leur fallait s'unir pour défendre la France nouvelle, porteuse d'une promesse de progrès pour tous, le gouvernement actuel ayant pour devoir de cicatriser les blessures de mai par des réformes économiques immédiates. Abstraction faite du fonds idéologique commun, le fait que parmi les musulmans arrêtés sans discrimination il y ait eu bon nombre de militants cégétistes, communistes et socialistes — tendait à rapprocher davantage les tendances de gauche. Point culminant de cette évolution : la présentation de listes communes aux élections municipales de juillet qui obtinrent plus de la moitié des suffrages et s'emparèrent de plusieurs conseils municipaux (y compris d'Alger et d'Oran)<sup>104</sup>.

La signification de toutes ces réactions était soulignée dans les tracts clandestins du PPA : « L'union sacrée est réalisée quand il s'agit d'accuser l'Arabe. Même nos socialistes, même nos impérialo-communistes ! » « La gauche, quoique beaucoup moins abjecte que la droite, n'en a pas moins demandé la répression " impitoyable " et brandi le couteau sanglant de la présence, de la prépondérance, de la grandeur française sur notre peuple ». Et de traiter sur un ton d'ironie, voire de mépris « l'inimaginable union des populations musulmanes et françaises, ce qui équivaut à l'union du cheval avec le cavalier, de l'esclave avec le maître, de l'agneau avec le loup »<sup>105</sup>. Si les pancartes « A bas les communistes ! » arborées aux manifestations de Bône et de Guelma<sup>106</sup> pouvaient encore être traitées d'épisode marginal, l'anticommunisme était en passe de s'intégrer — dans le ressac de mai — au credo nationaliste. Les tentatives du PCA pour recruter les membres des organisations nationalistes dissoutes, ne firent que jeter de l'huile sur le feu. Ces « brebis galeuses, renégats et traîtres lâches », dit un tract nationaliste, « se sont acharnés tout d'un coup, comme des charognards hideux, sur les Amis du manifeste dissous »<sup>107</sup>. Il

103. *Alger républicain*, 27-28 mai 1945 ; cf. OUZEGANE, *L'Algérie ne sera pas un second Versailles*, Alger, 1945.

104. *Liberté*, 24 mai 1945, 14 juin 1945 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 28 février 1946, p. 502 ; *Alger républicain*, 3 août 1945.

105. CIE (Alger), mai, juin, juillet, août, septembre 1945.

106. VALLET, *op. cit.*, p. 20 ; mémoires de GINE, p. 9 ; FRAISSE, p. 4 ; *Liberté*, 17 mai 1945.

107. CIE (Alger), juillet 1945.



semble même y avoir eu des cas — dus probablement à un excès de zèle au niveau local — où des communistes dénoncèrent à la police des militants PPA <sup>108</sup>.

C'est au cours de l'été 1945 que le Parti communiste comprit qu'il était allé trop loin et tombait dans l'antinationnalisme ouvert. Simultanément, il lui fut évident que la répression avait été sans commune mesure — en ampleur et en férocité — avec les actes perpétrés par les musulmans. Le parti — devait avouer son secrétaire Larbi Bouhali deux ans plus tard — « s'est aperçu de son erreur et cherchait à la corriger » <sup>109</sup>. La propagande changeait ses batteries : mise en sourdine des actes musulmans et du rôle du PPA ; mise en relief de la répression. On la décrivit comme l'apothéose prévue d'avance d'un complot tramé par les grands colons, de hauts fonctionnaires vichyssois et une presse de droite vénale qui, depuis des mois, avait semé la haine de l'Arabe. Les têtes de turc de *Liberté* étaient maintenant Augustin Berque, patron de la Direction des affaires musulmanes, censé avoir été l'esprit moteur de la conspiration, et les trois « organisateurs de la répression » (le préfet de Constantine et le commandant de l'armée dans ce département, ainsi que le sous-préfet Achiary). La plupart des participants musulmans n'étaient que des « nationalistes sincères », manipulés par une poignée d'« agents provocateurs » PPA à la solde de la police. Par conséquent, Bouhali lança à la mi-juillet le mot d'ordre d'« amnistie pour les égarés », destiné à dissiper la tension raciale créée sciemment par le « complot ». Des efforts parlementaires considérables furent consentis à cet effet et des comités d'amnistie établis dans toute l'Algérie, à la place des Amis de la démocratie moribonde <sup>110</sup>.

Toutes ces actions revêtaient un caractère plutôt négatif. Comme à la fin 1938 — et comme aboutissement d'une évolution analogue, mais plus dure, isolant le parti dans la communauté musulmane — le PCA comprit qu'il fallait faire un geste positif pour accréditer son soutien au nationalisme indigène. Ce fut le manifeste du comité central adopté le 12 août :

« Les Algériens, Européens, Musulmans et Juifs, se rendent compte de plus en plus de la nécessité historique de vivre ensemble dans leur Algérie, patrimoine commun à tous : moyens et petits colons, fellahs et khammès, fonctionnaires et employés, commerçants et artisans, tech-

108. Voir *Unir* (Alger), 22 juin 1946, pour un tel épisode à Téniet-el-Hadd. Le directeur du journal était, en 1945, administrateur civil dans cette localité (R. REYGASSE, *Témoignage d'un ultra*, Paris, 1960, p. 2).

109. Discours à huis clos à l'ouverture du 4<sup>e</sup> congrès du PCA (avril 1947) ; texte intégral dans *Archives A. Marty* (dossier du congrès).

110. *Liberté*, 21 juin 1945, 18 juillet 1945. E. FAJON, *Une politique vraiment démocratique et française en Algérie*, Alger, 1945.

nicien et intellectuels. *Rien ne pourra les détourner de la route historique qui mène à la formation d'une communauté nationale algérienne capable de vivre de sa vie propre* » <sup>111</sup>.

Cette déclaration de principe fut suivie de trois revendications nouvelles :

(a) « Suppression des délégations financières dans leur structure actuelle et remplacement par une Assemblée algérienne formée de représentants librement élus par l'ensemble des populations algériennes. [Elle serait] chargée de voter le budget de l'Algérie et de contrôler financièrement le gouvernement général ».

(b) Elections au suffrage universel à l'Assemblée constituante française ; parité de représentation pour les Européens et les musulmans dans tous les organes élus de la colonie.

(c) Statut officiel de la langue arabe ; si cette revendication n'était pas nouvelle (v. *supra*, chap. III), on la mit plus en avant ; elle devint objectif immédiat ; les députés communistes en effet allaient présenter un projet de loi en ce sens à la première Constituante <sup>112</sup>.

Malgré toute la publicité tapageuse qui l'entourait, le manifeste ne représentait, somme toute, que le retour aux positions prises un an plus tôt, au moment du départ des militants du PCF ; positions érodées pendant la crise de mai-juin. Le parti, en revanche, n'était pas pleinement conscient de la force du nationalisme, mise en évidence en mai et nourrie par la répression. Plus net que les déclarations de l'été 1944 — et renforcé ensuite par des références à « l'originalité nationale algérienne » et à « notre dignité nationale » <sup>113</sup> — le manifeste n'en apparaissait pas moins aux musulmans comme très tiède. Le Parti communiste refusant toujours de s'engager à fond sur la question de l'indépendance, le gouffre qui le séparait d'une opinion musulmane impatiente restait aussi large qu'auparavant. Tout au plus les communistes étaient-ils prêts à aller jusqu'à dire qu'il « ne s'agit nullement d'une assimilation quelconque, ni d'enchaîner définitivement le sort de l'Algérie à celui de la France » <sup>114</sup>. De plus, ils ne firent rien pour dissiper les doutes que laissaient planer les événements de mai sur leur conception de la communauté d'intérêts entre petits-blancs exploités par le capitalisme et musulmans colonisés. Le manifeste ne fit que reprendre les vieux clichés, sans même envisager de nouvelles méthodes pour endiguer la marée montante de la tension raciale. Quant aux revendications nouvelles, elles devenaient rapidement

111. *Ibid.*, 30 août 1945.

112. Assemblée nationale constituante, *Notes et études documentaires*, 495, 22 février 1946.

113. CIE (Alger), août, sept. 1945.

114. PCA, *Les élections et leur importance*, 27 août 1945, p. 12.

caduques par les ordonnances officielles accordant le suffrage universel aux indigènes de sexe masculin, la parité de représentation pour le premier et deuxième collège et l'établissement d'une assemblée financière, au lieu des délégations financières, comportant la plupart des compétences demandées par le PC (encore qu'avec une majorité européenne et un mode de scrutin indirect et peu démocratique)<sup>115</sup>. Il faut bien souligner que les propositions communistes n'envisageaient pas une assemblée dotée d'initiative en matière législative, ni a fortiori de pouvoirs constitutants souverains (y compris le droit de décider de la sécession) ; il n'y était pas non plus question d'un pouvoir exécutif responsable devant l'assemblée.

Le changement d'attitude du Parti communiste était suffisamment sensible pour qu'il se fit traiter par la droite de « criminel, raciste et antifrançais » et pour que soient semées les premières graines de discorde entre communistes et socialistes algériens, qui en ressentaient le ton franchement anti-assimilationniste et s'opposaient au projet de loi d'un statut officiel de la langue arabe<sup>116</sup>. La nouvelle politique du PC n'en était pas moins incapable d'attirer l'opinion musulmane, à supposer même que l'on pût oublier sa position en mai. Au lieu de déboucher sur un rapprochement communistes-nationalistes, les polémiques se poursuivirent. Au moment même où ils luttaient pour le projet de loi sur l'amnistie (adopté finalement en mars 1946), les députés du PCA affirmaient : « Nous n'avons pas attendu ce jour pour combattre les Amis du manifeste, ni Messali lui-même. Il s'agit de savoir si, en les maintenant en prison, en poursuivant cette répression, on ne sert pas à la fois Messali et son organisation. Il en va de même exactement en ce qui concerne Ferhat Abbas »<sup>117</sup>.

Avant la discussion parlementaire, Ouzegane poussa le zèle jusqu'à demander à la commission de l'Intérieur d'exclure de l'amnistie les « antifrançais », c'est-à-dire les dirigeants PPA et les signataires du Manifeste nationaliste de 1943. Motivé d'une part par la « thèse du complot », le parti l'était, d'autre part, par le désir d'éviter la concurrence de ces leaders actuellement emprisonnés. Les nationalistes eurent, cependant, vent de cette manœuvre de coulisses et leur réaction violente contraignit le PCA à introduire un amendement de dernière minute étendant l'amnistie aux dirigeants AML et PPA. Il n'est pas étonnant que ni ces derniers ni leurs disciples — ni même la plupart des musulmans non

115. *Liberté*, 30 août 1945.

116. *La Dépêche oranaise*, citée dans *Revue de la presse algérienne*, 11, 27 mars 1946 ; *Fraternité* (SFIO, Alger), 14 mars 1946, 23 mai 1946.

117. *Liberté*, 23 juillet 1945, 17 janvier 1946, 21 mars 1946, 25 avril 1946 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 1<sup>er</sup> mars 1946, p. 538.

engagés — n'aient eu aucun motif de reconnaissance envers le PC<sup>118</sup>.

L'ankylose du PCA reflétait non seulement son imperméabilité à l'évolution de la communauté musulmane, mais aussi la stagnation de la politique coloniale du PCF. Comptant jouer incessamment un rôle plus important au gouvernement (sinon accéder au pouvoir), le PCF n'avait aucune raison de modifier sa ligne. Le maintien de l'Empire demeurait un article de foi, et, si des réformes étaient envisagées, aucune d'elles ne devait en affecter les structures. Exemple instructif à cet égard : le projet du PCF pour l'Union française — ainsi que l'Empire devait être rebaptisé — était déposé à la première Constituante. L'édifice impérial allait rester intact, et, si l'Union devait reposer, en principe, sur le « libre consentement », nulle disposition n'était prévue pour concrétiser le droit (implicite) à la sécession. On accordait, certes, une certaine autonomie aux territoires d'Outre-Mer dotés dorénavant d'assemblées territoriales, mais c'est le parlement français — où les indigènes étaient toujours sous-représentés — qui demeurait l'organe législatif suprême, ne laissant aux dites assemblées que les affaires mineures. Il est vrai que les perspectives à long terme — évolution vers une structure authentiquement fédérale — figuraient bien dans le projet. Or, le Parti communiste se trouvait obligé de le modifier afin de s'assurer le soutien de la SFIO et du MRP : les indigènes n'allaient pas accéder dans l'immédiat à la pleine citoyenneté, et les étapes de l'évolution à venir n'étaient pas fixées, ni dans le temps ni dans leur contenu<sup>119</sup>.

Si le PCF réussit (jusqu'à l'été 1946) à imposer cette politique au Parti communiste indochinois, farouchement nationaliste et indépendant d'esprit<sup>120</sup>, il l'imposa d'autant plus facilement au PCA. Les partis français et algérien ne se lassaient pas de répéter les formules sur « l'utilité de la sécession », sur l'immaturité nationale de l'Algérie et sur l'imminence de l'arrivée au pouvoir de la gauche en France<sup>121</sup>.

A ce complexe de facteurs s'en ajoutait, découlant de mai, un autre qui militait, lui aussi, contre un changement des positions

118. Interview du député colon RIBÈRE, *La Dépêche algérienne*, 12 janvier 1946.

119. *La Dépêche algérienne*, 12 janvier 1946 ; SLNA, 23 février 1946, 2 et 9 et 16 mars 1946, 6 avril 1946, 5 mai 1946 ; *Le Courrier algérien* (pro-AML), 12 mars 1946 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 1<sup>er</sup> mars 1946, p. 537-538 ; *La République algérienne*, UDMA, 17 mars 1950.

120. G. WRIGHT, *The reshaping of French democracy*, New York, 1953, p. 148 ; R. VON ALBERTINI, *Decolonization*, New York, Doubleday, 1971, p. 382, *L'Humanité*, 21 mars 1946 ; H. LOZERAY, « La lutte du peuple français pour la démocratie et l'émancipation des peuples coloniaux », *Cahiers du communisme*, avril 1946, p. 368 et suiv. ; *Ibid.*, oct.-nov., p. 104.

121. FALL, art. cité ; A. RIEBER, *Stalin and the French communist party*, Columbia University Press, 1962, p. 322-325.



communistes, à savoir l'évolution de la communauté pied-noir. Le PCA — indice très révélateur — était beaucoup plus sensible à cette évolution qu'à celle des musulmans. Depuis la promulgation de l'ordonnance de mars 1944, un malaise profond avait pénétré l'opinion européenne quant à l'avenir de l'Algérie française face à l'essor du nationalisme indigène et à ce que l'on considérait comme l'attitude trop faible du gouvernement à son égard. Les événements de mai amplifièrent ce malaise, y ajoutant une très lourde part d'anxiété. Les rangs européens du parti n'étaient pas à l'abri, encore que le vecteur principal de ce malaise ait été la droite. Ce n'est qu'à la fin de 1945 que le Parti communiste prit conscience de ce facteur et, typiquement, sa réaction fut de s'y soumettre et de ralentir le rythme sans audace de son rapprochement avec l'opinion musulmane. Il va sans dire que, comme dans l'entre-deux-guerres, nul effort sérieux ne fut consenti, dans ces conditions, pour inculquer aux Européens une attitude plus compréhensive envers les problèmes musulmans.

On s'aperçoit, par exemple, de ces concessions communistes à l'opinion européenne, dans l'épisode du collège unique. En été 1945, le Parti communiste avançait l'idée de faire voter tous les habitants d'Algérie dans un seul collège et non plus deux, l'un pour les « citoyens » (c'est-à-dire tous les Européens, les musulmans naturalisés ayant renoncé à leur statut coranique et les musulmans bénéficiant de l'ordonnance de mars), et l'autre pour les « non-citoyens » (la majeure partie des musulmans). Le collège unique était conçu comme la négation formelle de la notion pied-noir de « citoyenneté de deuxième zone » reposant sur l'infériorité raciale. Il était aussi désigné comme un moyen de favoriser cette « union de toutes les races » prêchée par le parti en réponse aux événements de mai, panacée devant hâter la maturation de la « nation en formation ». Suite logique de la thèse thorézienne, la proposition de collège unique s'accordait, dans une certaine mesure, avec la revendication AML d'octroyer la nationalité française totale à tous les habitants de l'Empire<sup>122</sup>.

Or, la réaction de la périphérie et de la « base » européenne du parti fut inattendue mais sans équivoque : inquiétude intense devant la perspective de se voir submergés par les votants indigènes, perspective jugée dangereuse pour la survie même des pieds-noirs en tant que communauté (et classe privilégiée). C'est ainsi que le PC se résolut à retirer son projet et à adopter le principe du double collège pour « la période présente »<sup>123</sup>. Le virage fut candidement expliqué par Ouzegane : « Nous ne voulons pas jeter les Algériens

122. *Liberté*, 26 juillet 1945 ; Cf. WRIGHT, *op. cit.*, p. 148-149, 214-215.

123. La décision fut prise par une session du comité central (5-6 janvier 1946) en présence d'un envoyé spécial du PCF (E. Mignot).

d'origine européenne comme une proie facile entre les mains sanglantes de la réaction et du fascisme »<sup>124</sup>.

Ainsi motivée et conçue, la politique de l'« originalité algérienne » (comme on l'appelait dans le jargon du PCA), n'était pas de nature à faire oublier le souvenir du comportement communiste en mai 1945. L'image de marque du PCA était, dans le meilleur des cas, celle d'un « parti français »<sup>125</sup>, épithète très nuisible dans le climat tendu par les rapports intercommunautaires en 1945-1946. Parfois même, la réaction musulmane était plus féroce : lorsque des cadres du PCA se rendirent en Kabylie pour y fonder des comités d'amnistie, ils se virent traités de « renégats » et de « traîtres »<sup>126</sup>. Nulle part, ces comités ne devaient, en effet, se développer en organisation de masse. Le mouvement d'adhésions indigènes au parti lui-même s'affaissait, et on notait même des cas de démissions en masse (en Oranie, par exemple) à la suite du virage vers le double collège<sup>127</sup>. « Vous ne vous réunissez pas entre musulmans après les affronts qu'on vous fait ? » — Cet argument de F. Abbas commençait à emporter l'adhésion dans des milieux musulmans jusqu'alors proches de la gauche française<sup>128</sup>.

Que cette aliénation progressive des musulmans ait laissé le Parti communiste impassible, on ne peut l'expliquer que par ses succès électoraux dans la deuxième moitié de 1945 ; succès qui (selon le mot de Bouhali en 1947) « nous ont grisés au point de méconnaître la force réelle du parti »<sup>129</sup>. Ses rivaux nationalistes étaient, en fait, absents de la course électorale : leurs leaders étaient en prison, leurs organisations dissoutes et les militants en liberté avaient décidé, en guise de protestation, de boycotter les élections. Les succès communistes au second collège n'avaient donc rien d'étonnant : tant aux élections municipales (juillet), départementales (septembre) et à la première Assemblée constituante (octobre). En octobre 1945, le Parti communiste obtint plus de 135 000 suffrages musulmans (un cinquième environ des suffrages exprimés) et deux de ses candidats (Ouzegane et Chouadria) furent élus députés du deuxième collège<sup>130</sup>. L'effet combiné de ces résultats et de ceux du premier collège (où le PC arrivait en premier avec plus de 80 000 voix), fut de créer une véritable euphorie. A les

124. *Liberté*, 21 mars 1946 ; Cf. OUZEGANE, *Double collège : condition d'union des populations algériennes*, Alger, 1946.

125. Ouzegane en conviendra plus tard dans *Liberté*, 18 juillet 1946.

126. Interview de Nahori qui s'y est rendu en compagnie de Bachir Hadj Ali.

127. CIE (Alger), fin 1945, *passim* ; SLNA, 27 avril 1946 ; PCA, *Histoire de huit années de combat*, Alger, 1946, p. 84-87 ; *Liberté*, 28 mars 1946 ; PCA, *Cours sur les élections* (Alger, fin 1945), N° 1, p. 6 ; N° 5, p. 3.

128. M. LAUNAY, *Paysans algériens*, Paris, 1963, p. 169-170 ; cf. CIE, nov. 1945.

129. Discours inaugural au 4<sup>e</sup> congrès (texte dans *Archives A. Marty*).

130. *Alger républicain*, 21-22 octobre 1945.

examiner de plus près, il apparaît que les résultats n'auraient pas dû donner lieu à de telles réjouissances. Les mots d'ordre AML et PPA de « boycottage des élections colonialistes » avaient été massivement suivis (52 % d'abstentions). Les votes communistes ne représentaient qu'un dixième des électeurs inscrits et, par ailleurs, leur motivation était assez douteuse. Selon les services de renseignements français <sup>131</sup> : « En réalité, les musulmans n'ont pas voté " communiste ", ils ont voté contre l'administration française » et donné leur voix au PC, qui avait un pied dans l'opposition, plutôt qu'aux candidats *béni-oui-oui* patronnés par le Gouvernement général. Géographiquement, les suffrages communistes étaient inégalement partagés : 34 % des suffrages exprimés dans l'Algérois, 15 % en Oranie et seulement 7 % dans le Constantinois, théâtre des événements de mai.

Il est vrai que des voix désabusées se firent entendre au sein du parti <sup>132</sup>, mais elles furent étouffées par le chœur célébrant avec suffisance « la victoire d'octobre ». On prend la mesure de l'outrecuidance communiste au moment où F. Abbas, récemment libéré, entra dans la course électorale à la deuxième Constituante et que la question d'une liste commune (avec le PCA) fut mise à l'agenda. Ainsi que Bouhali devait le reconnaître lors d'une autocritique ultérieure : « Nous avons bien engagé des pourparlers d'union, mais des pourparlers dépourvus d'esprit unitaire puisque, grisés par nos succès antérieurs et surestimant nos forces, nous avons lancé presque un ultimatum aux représentants des autres groupements » <sup>133</sup>, surtout à ceux d'Abbas, réclamant la part du lion dans les listes. Durant les polémiques qui suivirent la rupture des pourparlers, les communistes retournèrent, contre l'UDMA (nouvelle appellation des AML), au style extrêmement violent de mai-juin 1945. Ils ne se rendaient pas compte que l'UDMA était la formation nationaliste la plus proche d'eux, plaçant ses espoirs dans la « France nouvelle », préconisant des rapports fédéraux avec elle et le recours aux seuls moyens légaux. Un tract intitulé « Un chien de la colonisation » fulminait contre les UDMA, « traîtres à la cause », « à la solde de l'administration », ses candidats étant « soutenus à travers l'Algérie par des *béni-oui-oui* » <sup>134</sup>.

Les élections du 2 juin furent l'heure de vérité pour le PCA. La proportion des abstentions — préconisées maintenant par le PPA seulement — restait élevée (48 %). Sur les suffrages exprimés, l'UDMA l'emportait à une écrasante majorité (72 %) ; le PC était

131. CIE (Alger), oct. 1945.

132. *Cahiers du communisme*, janv. 1946, p. 80 ; PCA, *Cours sur les élections*, N° 1, p. 6 ; N° 5, p. 3-5.

133. Voir note 129.

134. SLNA, 1<sup>er</sup> juin 1946.

réduit à 8,4 % et perdait ses deux sièges. En chiffres absolus, ils tombaient de 135 000 à 53 000 voix, chute particulièrement spectaculaire dans l'Algérois, censé être leur citadelle : de 82 000 à 23 000 <sup>135</sup>.

## La volte-face

« Echec complet », « réveil brutal », c'est ainsi que les élections furent décrites dans les débats internes du PCA <sup>136</sup>. Les mutations de la conscience politique des musulmans — survenues déjà en 1938-1943, mais que le Parti communiste s'obstinait à ignorer (ou à sous-estimer) — s'imposaient à lui. Un rapport confidentiel en conviendra un an plus tard : « Au lendemain du 2 juin et — il faut le dire — après certaines hésitations, nous nous étions rendu compte que le Parti communiste algérien se trouvait en dehors du mouvement national. Il fallait donc choisir entre la politique sectaire, hésitante, suivie jusque-là, et être condamnés à végéter avec les seuls éléments d'origine européenne, et une politique hardie et profondément unitaire qui nous permettrait de nous intégrer dans le mouvement national » <sup>137</sup>.

Etant donné la tutelle du PCF — peut-être aussi à cause de l'opposition dans les rangs européens — la discussion capitale devait avoir lieu à Paris, où Ouzegane s'était rendu à la mi-juin <sup>138</sup>. On sait très peu de choses sur le mécanisme de décision, sinon qu'André Marty lui-même fut saisi de l'affaire et eut le dernier mot, indice très net de la gravité de la situation. Si le PCF conservait la direction, il faut bien noter que, pour la première fois, un virage de la politique algérienne du PC avait pour origine non pas des considérations d'ordre mondial ou français (comme c'était le cas en 1925-1927, 1936-1937, 1940-1941, 1942-1943), mais des raisons spécifiquement algériennes. C'était, en effet, un signe des temps : l'Algérie musulmane était en passe de prendre l'initiative et de dicter ses mouvements à la métropole.

135. *Alger républicain*, 4 avril 1946.

136. Discours à huis clos de P. Caballero et K. Younès au 4<sup>e</sup> congrès du PCA (SLNA, 26 avril 1947 ; dossier du congrès aux *Archives A. Marty*).

137. L. BOUHALI, discours inaugural (*Ibid.*).

138. SLNA, 15 juin 1946.



Une fois la nouvelle ligne arrêtée, Marty en personne se rendit en Algérie pour en faire part à la session extraordinaire du comité central du PCA convoquée le 21 juillet. S'étant livrée, selon le rituel communiste, à une autocritique exhaustive, la session lança un appel à un « Front national démocratique algérien »<sup>139</sup>. Dans l'introduction théorique on lit : « Algériens de toutes origines, nous formons déjà, sur notre sol commun, *une communauté stable*. Nous sommes liés par *des intérêts généraux communs* et par la lutte contre les *mêmes ennemis*. Cette communauté constitue la base de la nation algérienne en formation, riche des apports de tous ses enfants, dans la diversité de leurs origines et le mélange heureux des civilisations orientale et occidentale ».

Souligné dans le texte original, « communauté stable » est bien le terme-clé. Si le cadre de la thèse thorézienne était maintenu, on n'en avait pas moins introduit une nuance nouvelle. L'étape de la « communauté stable », terme emprunté, paraît-il, à la théorie stalinienne de la nation (1913), décrivait le degré de maturation nationale déjà atteint en Algérie. C'était reconnaître que la nation algérienne avait subi une mutation importante et que la politique du parti devait, en conséquence, être modifiée. Si elle n'était pas encore pleinement mûre, cette nation n'en était pas moins reconnue en train de le devenir, plus vite que les communistes ne l'avaient supposé. Le langage employé dans ces *communications ésotériques*<sup>140</sup> était peut-être trop difficile pour les non-initiés, encore que l'usage s'en imposait afin de légitimer la volte-face et de réclamer la continuité avec la ligne suivie auparavant. Quoi qu'il en soit, le même message figure sous une forme bien nette dans la seconde partie de l'appel, qui traite du programme découlant des postulats théoriques. Pour la première fois depuis 1942, le parti brossait un scénario détaillé — en deux temps — pour l'avenir de l'Algérie. Revendication immédiate : « Une assemblée et un gouvernement algériens gérant toutes les affaires algériennes ». Les pouvoirs de l'assemblée se voyaient largement étendus, par rapport au projet du PCA en 1945, et comprenaient l'initiative législative (mais non le pouvoir constitutif souverain). Le gouvernement — contrôlant tous les domaines à l'exception des affaires étrangères et de la défense — était une idée tout à fait nouvelle et destinée à marquer l'engagement des communistes envers la spécificité algérienne (et leur confiance dans sa maturation progressive). C'est

139. Texte dans : *Pour la liberté, la terre et le pain — Front national démocratique algérien*, Appel du comité central du PCA, (Alger 1946) ; *Liberté*, 25 juillet 1946 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, PCA, août 1946. Sur l'autocritique, voir le discours de clôture de Bouhali (*Archives A. Marty*, dossier du 4<sup>e</sup> congrès).

140. Le terme est de W.E. GRIFFITH, « On esoteric communications », *Studies in comparative communism*, 3, 1970, p. 47-54.

cet engagement que soulignait encore la deuxième étape envisagée : « Ces réformes permettront de conduire notre pays vers une *république démocratique algérienne* ayant sa *Constitution*, son *parlement*, son *gouvernement*. Cette république sera unie par des liens fédératifs à l'Union française ».

Ce concept de « dominion » amorçait effectivement un retour vers la politique décolonisatrice d'avant 1936. Retour accentué lorsque le programme des deux étapes fut traduit en termes juridiques précis au début de 1947, et que le Parti communiste présenta son propre projet<sup>141</sup> pour le débat parlementaire qui devait avoir lieu autour du nouveau statut de l'Algérie déposé par le gouvernement. Ce projet classait l'Algérie dans la catégorie des Territoires associés (le second de quatre catégories prévues en 1946 par la Constitution de l'Union française). En tant que telle, l'Algérie devait être dotée d'autonomie administrative et financière (§ 1, § 2) incarnée par une assemblée et un gouvernement exerçant leur souveraineté sur les affaires intérieures (§ 23, § 30, § 38). « Ce statut », affirmait Ouzegane, « conduira l'Algérie sans doute vers la prochaine étape, celle d'Etat associé », c'est-à-dire la catégorie la plus avancée dans l'Union française<sup>142</sup>. Celle-ci était en effet présentée comme une revendication *immédiate* dans le projet de l'UDMA : une république algérienne autonome, membre de l'Union, contrôlant tout, affaires étrangères et défense comprises<sup>143</sup>.

Les limitations du concept sont évidentes. L'indépendance complète était à exclure<sup>144</sup>, le PCF étant demeuré attaché à l'idée de l'Union française. Au moment de la volte-face algérienne, il était en réalité en train de lutter pour l'Union à la deuxième Constituante ; il devait en rester le porte-drapeau, même après avoir souscrit à une ligne plus militante sur l'Indochine, voire même après avoir quitté le gouvernement<sup>145</sup>. Dans une perspective plus immédiate, le parti ne voulait pas accorder à l'Algérie, pour une période indéterminée, le statut demandé par les nationalistes modérés, refus justifié par la thèse thorézienne, toujours valable. « La fusion entre les divers éléments ethniques de la population n'est

141. Texte dans *Liberté*, 27 mars 1947.

142. OUZEGANE, *Rapport sur le statut de l'Algérie*, discours au 4<sup>e</sup> congrès du PCA, *Archives A. Marty*.

143. A. MARTY, « La question algérienne », *Cahiers du communisme*, août 1946, p. 690, 703.

144. *L'Humanité*, 15 août 1946 ; L. FEIX, « Quelques vues sur le problème algérien », *Cahiers du communisme*, sept. 1947, p. 869.

145. *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 19 septembre 1946, p. 3844-3846 ; Von ALBERTINI, *op. cit.*, p. 386 ; WRIGHT, *op. cit.*, p. 213-217 ; E. FAJON, *L'avenir de l'Union française*, Paris, 1947 ; *L'Humanité*, 19 mars 1947, 26 juin 1947 ; A. MARTY, *La véritable Union française*, Alger, 1947 ; comité central du PCF, *Deux années d'activité*, rapport au 11<sup>e</sup> congrès, juin 1947, p. 201-203.

pas encore réalisée, les conditions ne sont pas créées pour atteindre aujourd'hui la catégorie d'Etat associé ». Une telle fusion supposait selon lui l'extirpation de préjugés et de craintes réciproques troublant les rapports entre les deux communautés<sup>146</sup>.

On ne saurait cependant surestimer l'importance de l'appel de juillet 1946 (ainsi que du projet de statut de 1947). Le Parti communiste rompait avec la défense du statu quo et s'engageait résolument dans une mutation structurelle, destinée à concrétiser la spécificité nationale algérienne. L'évolution intérieure ainsi entamée devait conduire le parti, par sa dynamique propre, bien au-delà du programme de 1946-1947. Au bout d'une décennie d'identification *de fait* avec (et d'intégration dans) la société coloniale, le parti retournait à sa vocation initiale : celle d'une contre-société vouée à diffuser un système de valeurs diamétralement opposées et à détruire finalement l'édifice colonial. Il est significatif, de ce point de vue, que durant l'été 1946 on ait assisté aux premières tentatives communistes, depuis bien des années, d'éduquer leurs adhérents européens sur la question de la décolonisation<sup>147</sup>.

Les observateurs de droite parlaient d'une conversion communiste « à la tendance séparatiste », et *L'Echo d'Alger* parlait du PC, « héraut claironnant de la sécession », et allant même jusqu'à dire que son projet de statut partait de l'intention « qu'à brève échéance, les Français ne soient présents en Algérie que pour copie conforme »<sup>148</sup>. Exagérations polémiques sans doute, mais l'on doit s'accorder sur ce constat : le PC se rangeait dans le camp nationaliste. Le point culminant du texte de juillet était l'appel aux partis musulmans (ainsi qu'aux « progressistes » européens) d'établir un « Front national démocratique algérien », incarnation de cette « nation en formation ». Ce n'était que le premier d'une série d'appels lancés à cet effet en direction du PPA et de l'UDMA, qui devaient finalement aboutir à la création du Front algérien en juillet 1951<sup>149</sup>. Déjà, dans les commentaires officiels de l'appel de juillet 1946, on reconnaissait le mouvement nationaliste en tant que facteur de progrès (en outre, comme l'élément prédominant dans la communauté musulmane)<sup>150</sup>. Le langage injurieux était abandonné et l'on présentait sous une lumière favorable non seu-

146. L. BOUHALI, « L'Algérie veut un statut démocratique », *Démocratie nouvelle*, juillet 1947, p. 360 ; Ecole élémentaire du PCA, cours N° 3, *La politique nationale du PCA*, juin 1947, p. 19.

147. *Infra.*, p. 159.

148. H. PELLEGRIN, *Le statut de l'Algérie*, Alger, Maison des livres, 1948, p. 108 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 23 août 1947, p. 3277 ; Cf. *Unir* (Alger), 17 août 1946 ; *L'Echo d'Alger*, 28 mars 1947, 26 octobre 1947 ; *La Dépêche algérienne*, 4 octobre 1946 ; *Journal d'Alger*, 23 avril 1947.

149. *Liberté*, 15 août 1946, 12 décembre 1946 ; 24 avril 1947 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, fév., mai, juin 1947 ; *SLNA*, 10 août 1946, 14 septembre 1946, 5 avril 1947.

150. A. MARTY, *La question algérienne*, p. 686, 693-694.

lement l'UDMA et les Oulémas, mais aussi le PPA, « dynamique et actif », fondé sur le prolétariat urbain, penchant en partie vers « l'alliance avec le mouvement ouvrier français »<sup>151</sup>. On évoquait les origines communistes de l'ENA et on réclamait le statut légal pour le PPA ainsi que le retour de Messali en Algérie<sup>152</sup>. Les efforts déployés en vue d'attirer les nationalistes — premier chef des préoccupations du PCA — étaient de nature à catalyser, à leur tour, l'évolution du parti.

Indice non moins parlant du ralliement au nationalisme : à partir de l'été 1946, le parti se donnait pour tâche de mettre en relief les composantes arabo-musulmanes de l'identité nationale. Si l'appel revendiquait un statut pour la langue arabe, il demandait aussi l'enseignement obligatoire, la séparation de la religion musulmane et de l'Etat, enfin, la restitution de biens *habous* séquestrés par les Français. Le projet de statut incorporait ces revendications (§ 8, § 10) y ajoutant le maintien du statut musulman avec la pleine égalité des droits (§ 10). Le député Mokhtari appelait en effet à contrecarrer « la politique d'assimilation par laquelle on s'est efforcé, depuis cent dix ans, de "dépersonnaliser" les populations autochtones d'origine arabo-berbère jusqu'à les priver de l'usage même de leur langue »<sup>153</sup>. S'il est vrai que l'« arabité » ne figurait pas comme trait exclusif (ou dominant) du nationalisme, elle n'en était pas moins placée sur un pied d'égalité avec le composant français, tant en théorie qu'en pratique. L'Algérie, selon Marty, puisait son caractère unique « de deux grandes civilisations universelles » et Roger Garaudy était dépêché en Algérie pour y faire le procès de l'historiographie colonialiste et de sa théorie de l'infériorité congénitale de la civilisation musulmane, pour chanter les louanges de ses réalisations passées et prophétiser son éventuelle renaissance<sup>154</sup>.

Le sens de la volte-face pourrait être mieux saisi par le prisme de la clientèle européenne du PCA. Larbi Bouhali racontera plus tard : « Nous avons rencontré d'énormes difficultés au sein même du parti pour faire comprendre un tel mot d'ordre. Bien mieux... les camarades du parti, jusques et y compris des membres de la direction, n'étaient pas absolument convaincus de la justesse de l'autocritique faite au comité central du mois de juillet... Il s'est trouvé des camarades qui ont mis plusieurs mois pour comprendre

151. BOUHALI, discours inaugural au 4<sup>e</sup> congrès, *Archives A. Marty*.

152. MARTY, art. cit., p. 692-693 ; *Liberté*, 25 juillet 1946, 8 août 1946 ; *Al-Jaza'ir-al-Jadida*, août, sept. 1946 ; *L'Humanité*, 23 juillet 1946, 2 août 1946.

153. *Journal officiel. Assemblée nationale*, 26 août 1947, p. 4688 ; Cf. *Al-Jaza'ir al-Jadida*, mai, juin 1947.

154. MARTY, *La véritable Union française*, p. 42 ; R. GARAUDY, *La contribution historique de la civilisation arabe*, Alger, Ed. Liberté, 1947.



la politique du Front national... Le retard apporté à la popularisation de nos mots d'ordre dans les masses populaires est le reflet direct des difficultés internes du Parti. Il est clair qu'on ne peut convaincre les autres lorsqu'on manque soi-même de conviction »<sup>155</sup>.

Réaction fort révélatrice que celle d'une réunion de cellule de Bab-el-Oued, convoquée pour entendre un délégué du comité régional expliquer la nouvelle ligne. A la fin du discours, un camarade européen se leva et, montrant du doigt les médailles militaires couvrant sa poitrine, cria, la voix tremblante d'émotion : « Voulez-vous dire que j'ai fait tout cela en vain ?<sup>156</sup> » D'autres rechignaient particulièrement devant les avances faites au PPA, censé être le diable incarné. La section européenne de Souk Ahras adopta une motion prenant à partie la direction pour avoir défendu des militants PPA emprisonnés. Au 4<sup>e</sup> congrès du PCA (avril 1947), le secrétaire devait adresser une réprimande à « un camarade venu à la tribune, pour indiquer que, lui, il connaît le PPA depuis 1936, les PPA ont toujours été sectaires, ils ont toujours rejeté l'union, et, pour sa part, il est absolument convaincu qu'il n'y a rien à faire avec eux »<sup>157</sup>. Le slogan du Front choquait en effet maint adhérent ou sympathisant. L'un des premiers actes de Léon Feix, nommé après la volte-face délégué du PCF, fut de publier une « Lettre familière à un *Français d'Algérie* qui ne comprend pas le Front national démocratique algérien »<sup>158</sup>. Visant surtout les électeurs « démocrates » (pro-communistes), la « Lettre » reconnaissait implicitement la force de l'attachement de ces petits-blancs à « l'Algérie française », la virulence de leur hostilité aux nationalistes, et l'ampleur de leur désarroi lorsque le Parti communiste, qu'ils considéraient comme le porte-parole de cette conception, adoptait subitement un ton différent. La fédération algérienne du MUR — allié du PCA — refusa de souscrire aux tentatives communistes de négocier une entente électorale avec les nationalistes ; seul l'échec de ces tentatives empêcha la rupture, mais le torchon commençait à brûler entre le parti et ses compagnons de route<sup>159</sup>.

Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, le projet de statut, avec son rejet sans équivoque du « maintien du statu quo »<sup>160</sup> ébranlait davantage la clientèle communiste. D'aucuns étaient prêts à se

155. BOUHALI, discours inaugural, 4<sup>e</sup> congrès, *Archives A. Marty*.

156. Interview de ce délégué, I. Nahori.

157. SLNA, 14 juin 1947 ; BOUHALI, discours de clôture au 4<sup>e</sup> congrès, *Archives A. Marty*.

158. *Liberté*, 26 septembre 1946.

159. SLNA, 24 août 1946.

160. *Liberté*, 16 janvier 1947.

réfugier dans de vagues formules, tel cet orateur au 4<sup>e</sup> congrès, pour qui le parti occupait « le juste milieu entre l'assimilation et le séparatisme » ; or, la direction récusait une telle interprétation qui risquait de « nous couper complètement du mouvement national »<sup>161</sup>. La résistance, sourde ou ouverte, aboutissait souvent à la désertion, individuelle ou collective, faisant parfois disparaître des cellules entières. Dans d'autres cas, la réaction se manifestait plutôt par l'apathie : pas de réunions de cellules pendant des mois, campagne inerte pour diffuser le projet de statut, cotisations non perçues<sup>162</sup>.

Si le PCA s'obstinait à pousser l'application de la nouvelle politique en dépit de l'opposition interne, c'était, en large mesure, à force d'être aiguillonné et fermement soutenu par le PCF. C'est Marty en personne qui fit brutalement pression sur un comité central algérien vacillant pour faire adopter l'Appel ; il devait ensuite dépêcher son secrétaire, Léon Feix, pour veiller de près à l'exécution des directives qu'il avait laissées. Jean Papeau, rédacteur en chef (français) de *Liberté*, contraignit son équipe récalcitrante à passer directement du dénigrement de Messali à des éloges forcenés<sup>163</sup>. En fait, le parti français avait déjà par deux fois dans l'histoire du communisme algérien (en 1925-1927 et 1935) adopté cette même attitude qui le poussait dans une direction anticolonialiste foncièrement incompatible avec les préjugés racistes et les intérêts socio-économiques des adhérents pied-noir ; encore faut-il admettre qu'en 1946 le PCF était, pour la première fois, soutenu du dedans également par les effectifs musulmans importants. Si l'on peut admettre l'hypothèse qu'en bien des cas c'est le prestige du PCF qui persuada des militants hésitants, il faut aussi remarquer que son image de marque dans la communauté pied-noir était, entre autres, celle d'un parti français et, qui plus est, parti de gouvernement. Ces traits constituaient une sorte de garantie contre un glissement vers le « séparatisme ». Gardons-nous pourtant de surestimer l'importance de l'intervention du PCF : la situation qu'il aidait à redresser était largement son fait.

On se rend compte de l'attachement du PCF (et, par conséquent, du PCA) à la nouvelle ligne dans le fait qu'après l'échec des tentatives de rapprochement avec les nationalistes, ils étaient prêts à sacrifier un personnage aussi marquant qu'Amar Ouzegane, porte-parole et incarnation de la politique des années précédentes (auteur, *inter alia*, de maint tract et article en mai 1945, et du tract

161. Propos des délégués au 4<sup>e</sup> congrès, cités dans le discours de clôture, *Archives A. Marty*.

162. SLNA, 14 septembre 1946, 12 octobre 1946, 14 avril 1947, 26 avril 1947, 15 septembre 1947, 31 octobre 1947.

163. Interview de Nahori, à l'époque rédacteur à *Liberté*.

« Un chien de la colonisation », de mai 1946). Il fut exclu du PCA, en décembre 1947, pour avoir été, « de l'été 1943 à juillet 1946, le principal responsable d'une politique qui a gêné considérablement le rassemblement de tous les mouvements nationaux progressistes d'Algérie contre le colonialisme » <sup>164</sup>.

En faisant de ce militant discipliné et dévoué <sup>165</sup> un bouc émissaire pour apaiser les soupçons nationalistes, le parti rompait ouvertement avec l'orientation suivie depuis le débarquement allié, ou plutôt depuis le virage de 1936-1937.

164. *Liberté*, 29 janvier 1948 (résolutions du comité central à la session du 28 décembre 1947). Il avait déjà été indirectement attaqué par Bouhali au 4<sup>e</sup> congrès, à la suite duquel celui-ci devait le remplacer comme numéro un du PCA.

165. Ouzegane était aussi accusé de s'être opposé à la nouvelle ligne ; or, les rapports du SLNA (par exemple, 15 janvier 1948) et nos interviews des cadres du PCA (Smadja, Manaranche, Nahori) indiquent qu'il s'était incliné de bonne grâce. En effet, même après son exclusion, il se considérait comme un communiste authentique, et publiait un tract pour affirmer : « Les musulmans ne seront pas dupes. Le bolchevisme n'a pas tué l'Islam... L'Arabie, profanée par l'impérialisme anglo-américain, sera libérée par le communisme... Vive Staline !... » (SLNA, 31 décembre 1949). Plus tard, il glissera vers les milieux des Oulémas et sera rédacteur de leur bi-hebdomadaire, *Le Jeune Musulman* (1952-1953).

## CHAPITRE V

### ESSOR DU PCA (1947-1954)

#### Composition ethnico-sociale

Le manifeste de juillet 1946 constitue la ligne de partage dans l'histoire du communisme algérien. Les mutations introduites avaient leur propre dynamique et transformaient le PCA bien au-delà des objectifs originels, en structures d'âge, composition ethnico-sociale, formes d'activité, programme, position enfin sur l'échiquier politique. On ne saurait nier l'évidence que le parti — grâce à un effort délibéré et à une évolution spontanée — était bel et bien en passe de devenir authentiquement endogène.

C'est parmi les cadres, pour lesquels notre documentation est ample, que les mutations sont le plus facile à mesurer. Premier constat : la proportion des musulmans est en hausse constante aux échelons supérieurs, comme le montre le tableau de la page suivante <sup>1</sup>.

Étant donné les méthodes communistes de sélection et de promotion des cadres, cette augmentation — particulièrement évidente à partir de 1949 — serait due à l'initiative de la direction du parti, opérant à travers la commission politique, et guidée, entre

1. Sources : le carnet de Marty (voir *infra*, p. 163) ; *Liberté*, 28 mars 1946, 30 mai 1946, 25 juillet 1946, 24 avril 1947, 1<sup>er</sup> mai 1947, 15 et 29 mai 1947, 31 août 1947, 25 septembre 1947, 2 octobre 1947, 7 décembre 1947, 1<sup>er</sup> janvier 1948, 2 et 9 juin 1949, 28 février 1952, 31 mai 1952.



	3 <sup>e</sup> congrès (mars 1946)		session CC (juil. 1946)		4 <sup>e</sup> congrès (avril 1946)		5 <sup>e</sup> congrès (mai 1949)		6 <sup>e</sup> congrès (fév. 1952)	
	m	e	m	e	m	e	m	e	m	e
secrétariat	3	1	3	1	3	1	3	2	3	2
bur. politique	7	6	8	7	9	8	7	3	8	4
comité central		*		*	23	25	30	24	30	17

m : musulmans ; e : européens.

\* les Européens sont en majorité.

autres, par une considération de « représentativité » ethnique. Cette hypothèse est confirmée par les notes prises par André Marty au cours du sixième congrès et qui contiennent les minutes de la commission politique<sup>2</sup>. Il en ressort que l'origine ethnique était le critère le plus important pour construire le « modèle représentatif » de chacun des organes suprêmes du PCA, modèle qui devait par la suite être adopté (ainsi que les listes de candidats) par le congrès.

Autant de préparatifs délibérés entraient dans la composition des congrès, et on peut y déceler la même évolution. Au congrès de 1947, on comptait 70 Européens et 63 musulmans ; en 1952, le rapport est complètement inversé : 104 contre 142<sup>3</sup>. Les échelons moyens (d'où venaient la plupart des délégués) traversaient en fait un processus rapide d'« arabisation ». Le poste-clé de secrétaire de section était détenu par des musulmans dans l'immense majorité des villes de taille moyenne et petite et, il va sans dire, dans tous les « groupes » villageois<sup>4</sup>. Les secrétariats régionaux comptaient une majorité musulmane dans l'hinterland (Tlemcen, Blida, Constantine) et une majorité européenne dans les régions côtières (Alger, Oran, Bône)<sup>5</sup>. Il y a tout lieu de croire que les comités régionaux (CR) étaient modelés d'une manière analogue. Secrétariat de section et CR étaient des voies de mobilité alimentant le comité central. Ayant accompli leur apprentissage dans ces rangs, un nombre grandissant de musulmans avaient maintenant de

2. *Archives A. Marty*. L'auteur employait les abréviations e, m.

3. Brouillon dactylographié du discours de clôture de Marty au congrès de 1947.

4. Carnet de Marty. Notices biographiques des candidats PCA aux élections (*Liberté*, 7 novembre 1946, 11 mars 1948, 10 mars 1949, 2 janvier 1951, 31 mai 1951, 25 avril 1953, 14 janvier 1954). C'est ainsi que l'on trouve des musulmans à la tête des sections de Sétif, Perrégaux, Philippeville, Relizane, Marnia, Inkermann, Kenadza, Bousada, Tébessa, Biskra, Bordj Bou Arreridj, Cherchell, Khenchela, Aïn Bassem, Aumale, Oued Amizou, Aïn Melila.

5. *Ibid.*, 10 février 1948, 11 mars 1948, 8 juin 1950, 15 mars 1951, 7 et 14 février 1952.

meilleures chances pour renforcer la quote-part musulmane au comité central <sup>6</sup>.

L'« arabisation » allait de pair avec le rajeunissement des cadres, rapprochant la structure d'âge communiste de celle de la population musulmane (dont la moitié avait moins de vingt ans). Presque tous les militants musulmans (et une bonne partie des européens) qui montaient dans la hiérarchie appartenaient à la classe d'âge 1920-1935 et avaient adhéré au PCA après le débarquement allié <sup>7</sup>.

échelon	3 <sup>e</sup> congrès session CC (mars 1946)		4 <sup>e</sup> congrès (juil. 1946)		5 <sup>e</sup> congrès (avr. 1946)		6 <sup>e</sup> congrès (mai 1949)		oct. 1954	
	n	a	n	a	n	a	n	a	n	a
bur. politique	0	13	1	14	1	16	3	7	4	8
comité central	5	35	pas de changement		11	37	21	37	?	?

n : nouvel adhérent, après 1942.

a : ancien adhérent, avant 1942.

On peut se faire une idée de la situation aux échelons inférieurs d'après la composition des listes de candidats communistes aux élections municipales et cantonales. En 1945, prévalait la classe d'âge des quarante ans et plus (surtout des adhérents de l'époque du Front populaire) ; aux élections de 1949, 1951, 1952, on détecte le poids croissant de groupes plus jeunes (surtout parmi les candidats musulmans). Si ce processus était en partie réglé d'en haut, il s'explique également par le fait que les JCA (rebaptisées plus tard UJDA) étaient devenues — dès 1944, et notamment après 1947 — l'agent principal de recrutement musulman. C'est grâce à la JCA-UJDA que le parti pouvait se mettre en contact avec cette génération charnière arabo-berbère qui atteignait alors sa majorité politique et grossissait les rangs de tous les partis nationalistes. Les postes de l'UJDA devinrent, naturellement, des tremplins de choix pour la promotion dans le PCA (par exemple, Khellef, Akkache, Kraba, Rebah) <sup>8</sup>.

Le portrait-robot du cadre musulman en flèche est celui d'un jeune homme jouissant d'un niveau d'éducation supérieur à celui

6. Exemples d'une telle promotion : Mohammedi, Chergui (qui entrera ensuite, en 1947, au comité central), Ghomri et Mazeri (1949), Sadoun et Lamrani (1952). Sources : *Liberté*, *passim* et (pour 1952) interview de Nahori.

7. Mêmes sources. Les données d'octobre 1954 prennent en considération l'expulsion de Mahmoudi, remplacé par Hadjerès (*infra*, p. 168).

8. *Liberté*, 19, 22 et 26 juillet 1945, 10 mars 1949, 27 septembre 1951, 23 juin 1953 ; CIE, mars 1944, SLNA, 15 septembre 1947.

des anciens. Si le cadre ancien n'avait, en règle générale, guère plus que le certificat d'études, la plupart des jeunes avaient fait des études au lycée ou à l'école normale (tels Bachir Hadj Ali, Fodil, Kraba, Akkache), voire même des études universitaires (Hadjerès — médecin, Bouchama — architecte, Lamrani et Chergui — avocats). Ceux-ci étaient recrutés par le biais de cellules très actives à l'Université d'Alger (fondées en 1946). Ils devaient jouer un rôle prépondérant dans l'activité journalistique et intellectuelle du PCA (surtout à *Liberté*, *Al-Jazā'ir al-Jadida*, *Alger républicain* et *Progrès*)<sup>9</sup>. Parmi les compagnons de route, le parti pouvait se vanter de compter des jeunes romanciers et poètes, tels que Mohamed Dib, Kateb Yacine et Malek Haddad, qui écrivaient dans ces journaux sur un mode imité d'Eluard et d'Aragon, et firent partie des organisations périphériques, s'ils ne finirent pas — tel Haddad — par adhérer au parti<sup>10</sup>.

L'origine sociale des jeunes cadres était moins plébéienne que celle de leurs prédécesseurs : aux échelons supérieurs, la plupart appartenaient aux classes moyennes (ou à des familles bourgeoises déchues). Rares étaient ceux qui — comme naguère Ouzegane — étaient d'origine pauvre et commençaient leurs vies d'adultes dans des emplois très modestes<sup>11</sup>. Les seuls ouvriers que l'on trouve dans les instances suprêmes étaient des dirigeants de la CGT (Kaïdi et Ghessoum, par exemple), introduits de surcroît par le biais d'un quota ouvrier. Cette observation est plus valable encore pour les quelques fellahs destinés à représenter (et à catalyser à leur tour) les efforts du PCA à la campagne. Bouhali en convenait lorsqu'il saluait le comité central élu en 1947 : « Pour la première fois siègent ici des fellahs authentiques tels que Chebchoub, Mokrania, Ghomri ». Seul Ghomri (et peut-être aussi Gherrouf, élu en 1952) était plus qu'un homme de paille « représentatif »<sup>12</sup>.

9. Interviews de R. Manaranche, P. Bouaziz et A. Smadja.

10. Dib publiait dans la presse communiste en 1950-1951 (*Liberté*, 4 mai 1950, 27 juillet 1950, 2 novembre 1950, 10 mai 1951 ; *Alger républicain*, 11 septembre 1951). Kateb Yacine y collaborait, comme poète et comme journaliste, en 1949-1951 (*Ibid.*, 7 décembre 1949, 4 mai 1950, 8 février 1951, 10 mai 1951) ; il était aussi secrétaire d'une organisation « de masse » (SLNA 15 mars 1949) et prit part à une délégation de compagnons de route qui se rendit en URSS (*Ibid.*, 31 août 1950). Haddad évoluait dans l'orbite communiste en 1950-1954, rédigeant poèmes et articles d'un engagement très intense (par exemple « Lettre d'un poète à son parti », *Liberté*, 12 octobre 1950 ; cf. *Ibid.*, 27 juillet 1950, 17 août 1950, 14 septembre 1950, 5 octobre 1950, 9 novembre 1950, 7 mai 1953, 27 août 1953, 27 mai 1954) ; *Progrès*, 2, avril-mai 1953, 3, juin-juillet 1953, 4, octobre 1953.

11. Mémoires de HADJERÈS dans *La Nouvelle critique*, janvier 1960, p. 27-49 ; W.B. QUANDT, *Revolution and political leadership, Algeria (1954-1968)*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1969, p. 46, 69, 72 ; P. KESSEL et G. PIRELLI, *Le peuple algérien et la guerre*, Paris, Maspero, 1962, p. 600 (n. 3).

12. *Le travailleur algérien*, 20 janvier 1949 ; Carnet Marty, p. 9 ; brouillon du discours de clôture de Bouhali au Congrès de 1947, *Archives A. Marty*.

Par ses coordonnées socio-professionnelles et sa moyenne d'âge, le jeune cadre type du PCA se rapprochait beaucoup du portrait-robot du cadre nationaliste, du PPA principalement <sup>13</sup>. Preuve indirecte du rapprochement des deux mouvements qui devaient exercer leur attirance sur la même génération musulmane s'éveillant au nationalisme et dont le poids devenait de plus en plus lourd dans la vie politique. De fait, nombre de jeunes dirigeants communistes provenaient — chose jusqu'alors inouïe — de familles ayant également donné des leaders nationalistes : Brahim Ben Khedda, secrétaire régional de Blida et membre du comité central, frère de Ben Youssef Ben Khedda (MTLD-FLN) ; Abdelhafid Boudiaf, membre du bureau politique, cousin de Mohamed Boudiaf (militant messaliste et l'un des chefs historiques de la Révolution) ; Abdelkader Gherroudj, membre du comité central, avait des oncles au PPA et était un parent lointain de Messali ; Mohamed Bessaoud, membre du comité de région de Tlemcen, frère d'un dirigeant UDMA dans cette ville <sup>14</sup>. Autre indice encore du même rapprochement, il arrivait que des nationalistes quittent leurs organisations pour adhérer au PCA. C'était un renversement de tendance : dans le passé, on ne connaissait que le mouvement inverse (Hadj Ali Abdel-Kader, fondateur de l'ENA, passant à une organisation « d'évolués » ; Boukhort adhérent à l'UDMA) <sup>15</sup>. C'est ainsi que Sadek Hadjerès, président de l'AEMAN (mouvement estudiantin à prédominance messaliste) adhérait au PCA à l'occasion de la scission berbériste du MTLD, à la tête d'un groupe de Berbères récalcitrants (dont le fils de l'imam de Tizi-Ouzou). Par une route analogue arrivèrent trois rédacteurs d'*Alger républicain*, Boualem Khalfa (ancien scout musulman), Abdelhamid Benzine et Omar Oussedik (ex-MTLD) et, dans une certaine mesure, également Gherroudj. Motivés par un même mécontentement à l'égard de la doctrine nationaliste, qui n'offrait point de programme social pour l'Algérie indépendante, ils étaient attirés par le Parti communiste, qui semblait combiner nationalisme et transformation sociale <sup>16</sup>. On décèle ici un trait commun à toute la jeune génération des cadres communistes : à l'encontre de leurs aînés, leur conscience nationale s'était cristallisée bien avant qu'ils ne se convertissent au marxisme. C'était un nationalisme viscéral inculqué par la famille et par l'école, et baignant dans le nouveau climat qui s'était instauré

13. Pour un portrait-robot du dirigeant MTLD, voir QUANDT, *op. cit.*, p. 43-49.

14. *Ibid.*, p. 46-72 (où il est aussi question d'un cousin communiste du leader FLN Boussouf) ; *La République algérienne*, 26 septembre 1952 ; Y. COURRIERE, *La guerre d'Algérie*, vol. 2, Paris, Fayard, 1969, p. 290 et suiv.

15. Interviews de Nahori, éditorialiste d'*Alger républicain*, et de Smadja. A. BENZINE, *Le camp*, Paris, Editions sociales, 1962, p. 9 ; QUANDT, *op. cit.*, p. 72.

16. SLNA, 15 mai 1950, 31 juillet 1950, 15 août 1950 ; voir notre article, « Leftist outcasts », déjà cité.



dans l'Algérie musulmane, vers 1936-1945<sup>17</sup>. Le raisonnement léniniste théorique (sur la révolution et la décolonisation) — point de départ pour la génération de Boukhort et d'Ouzegane — ne venait qu'après coup. L'expression la plus articulée de ce nationalisme se trouve dans le discours de Bachir Hadj Ali prononcé devant un tribunal français (1953) :

« On me dit " Vous êtes Français " ; j'estime que c'est contraire à la réalité. J'aime les paysages délicats de l'Ile-de-France, mais je leur préfère la beauté sauvage de ma Kabylie natale ; j'aime Paris et ses monuments historiques, témoins de grandes révolutions du passé, mais je me sens plus à l'aise à Tlemcen, à Constantine ou à Alger ; j'aime la langue française et je crois en apprécier les finesses, mais je préfère la langue dans laquelle j'ai été bercé. J'aime la musique française mais je goûte mieux un malouf constantinois ou un hauzi tlemcenien. Je vibre aux exploits des grands révolutionnaires de 1789, mais je me sens plus près d'Abdel-Kader, de Mokrani, de Khaled ou de Kaddour Belkaïm »<sup>18</sup>.

Par leur seul poids numérique — pour ne pas parler de qualité — la nouvelle génération dépassait l'ancienne. Non moins que la politique réfléchie de promotion, ces facteurs expliquent la montée des jeunes aux postes dirigeants dans le PCA. Montée qui dans certains cas était fulgurante. Bachir Hadj Ali (né en 1923) était en 1945 membre du comité de région de l'Algérois et du comité d'amnistie, ainsi que rédacteur à *Liberté* (1946). Le parti, en quête de talents musulmans après la volte-face, devait bientôt remarquer son calibre intellectuel, et il lui fit franchir le cursus honorum à toute vitesse : 1947 — membre du CC et éditorialiste à *Liberté* ; 1948 — rédacteur en chef de cet organe, membre du BP et secrétaire par intérim (en remplacement d'Ouzegane) ; 1949 — secrétaire du PCA<sup>19</sup>. Ahmed Akkache (né en 1926), passa du secrétariat de l'UJDA (1946) au comité central (1947), puis au bureau politique (1949), avant de devenir rédacteur en chef de *Liberté* (1951) et secrétaire du parti (1952)<sup>20</sup>. Sadek Hadjerès (né en 1928) se trouvait, immédiatement après son adhésion, chargé des étudiants communistes (1950), et il entra au comité central en 1952 ; il devait fonder et diriger la revue intellectuelle *Progrès* (1953), entrer

17. Sur la socialisation politique des nationalistes algériens, cf. QUANDT, *op. cit.*, p. 46 et suiv. ; HADJERÈS, art. cité.

18. *Liberté*, 15 octobre 1953.

19. *Ibid.*, 14 février 1946, 11 avril 1946, 30 mai 1946, 25 juillet 1946, 24 avril 1947, 2 juin 1949, 28 février 1952. SLNA, 29 février 1948. Il était originaire de Fort National en Kabylie (*Le Monde*, 15 novembre 1968).

20. SLNA, 4 novembre 1946 ; *Liberté*, 1<sup>er</sup> mai 1947, 14 juin 1949, 27 septembre 1951, 28 février 1952 ; KESSEL et PIRELLI, *op. cit.*, p. 600 (n. 3). Il était né dans la Casbah d'Alger d'une famille kabyle dépossédée de ses terres après la révolte de Mokrani.

au bureau politique en octobre 1954, et au secrétariat l'année suivante<sup>21</sup>. Ces trois jeunes Kabyles en vinrent ainsi à présider aux destinées du PCA (en compagnie d'un seul ancien, Bouhali). Si les carrières d'autres membres de leur génération n'étaient pas aussi remarquables, leur montée n'en était pas moins régulière. Jouissant maintenant d'un réservoir de cadres plus vaste qu'avant la guerre, le parti fut plus méticuleux dans le choix des compétences requises pour la promotion de militants musulmans. Les temps étaient révolus où des musulmans médiocres étaient promus ou maintenus à des postes élevés (comme cela était arrivé sous Ferrat et Barthel) en vertu de « représentativité ethnique » (euphémisme pour désigner ce que l'on appelait parfois en argot européen « les Arabes de service »). Fait très révélateur : deux anciens dirigeants, Mokhtari (ex-député, membre du comité central) et Mahmoudi (membre du bureau politique, gérant d'*Al-Jaza'ir al-Jadida*) furent expulsés du parti (en 1949 et 1954, respectivement), non pour divergences politiques mais pour mœurs sexuelles douteuses, négligence dans le travail et manque de discipline<sup>22</sup>. D'autres vétérans (K. Younès, Dalibey, Djemad, Marouf) rétrogradèrent, pour incompétence, à des postes inférieurs, et furent remplacés par leurs cadets<sup>23</sup>.

Il est beaucoup plus difficile de jauger les mutations à la « base », mais il est évident que la tendance générale était la même. A la fin de 1948, selon Dalibey (à l'époque secrétaire du PCA), les effectifs étaient « cinq fois » ceux de 1939, c'est-à-dire entre douze et quinze mille (comparé au niveau de « trois fois » à la fin 1946). De nombreuses indications confirment cette déclaration, et il semble que les effectifs se soient maintenus aux environs de 12 000 jusqu'en 1954<sup>24</sup>. La plupart des nouveaux adhérents étaient sans doute des musulmans (encore que la proportion de 90 % réclamée par le PCA semble excéder la réalité). La consigne de la campagne d'adhésions était : « A une politique nationale doit correspondre une composition ethnique nationale de notre Parti.

21. Cf. ses mémoires, art. cité ; COURRIÈRE, *op. cit.*, vol. 2, p. 293 ; SLNA, 4 décembre 1949, 15 août 1950 ; *Liberté*, 28 février 1952. D'origine analogue à celle d'Akkache, il entra au bureau politique en automne 1954, et devait mener les négociations avec le FLN en 1956, en tant que secrétaire du PCA.

22. [A. MOINE], *Problèmes du parti*, Alger, Ed. Liberté, 1953, p. 24 ; SLNA, 15 octobre 1949, octobre 1954 ; *Liberté*, 15 octobre 1949 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, novembre 1949.

23. Younès fut rendu responsable de l'échec du PCA à la campagne (SLNA, février 1952).

24. *Liberté*, 7 octobre 1948. Cf. aussi les chiffres avancés par un ancien cadre, Hadj Ahmed (*La Dépêche quotidienne*, 21 avril 1953), par Akkache et Hadj Ali (dans une interview donnée à *Paris-Presse*, 28 juillet 1962) et par BEIPI, 138, (1955), p. 11. Autre indice : le chiffre de 14 600 cartes délivrées en 1947 (rapport de Caballero au 4<sup>e</sup> congrès, cité dans SLNA).

C'est pourquoi il faut accentuer le recrutement parmi les jeunes, les femmes, parmi les Algériens de toutes origines ethniques. Il faut recruter des ouvriers de l'industrie, des ouvriers agricoles, des fellahs et des khammès, des fonctionnaires et des intellectuels »<sup>25</sup>. L'importance des musulmans à la base se trouvait accrue, de plus, par les démissions des Européens à partir de 1946-1947, qui devinrent massives au début des années 1950. En revanche, les effectifs musulmans ne connaissaient pas de fluctuations sensibles (même en période de crise comme lors de la première guerre israélo-arabe)<sup>26</sup>. A la veille de la révolution algérienne, les musulmans formeront la moitié des inscrits environ. Cette évaluation est corroborée par quelques données partielles mais précises. C'est ainsi que la région d'Oran, comprenant le territoire d'implantation européenne la plus dense, avait en 1952 (d'après le carnet de Marty) 1 700 musulmans et 2 200 Européens. Si, en chiffres absolus, les communistes musulmans restaient de beaucoup en arrière sur le MTLD (six à sept mille contre vingt-quatre mille), ils représentaient un progrès immense par rapport à l'avant-guerre (un millier sous Barthel)<sup>27</sup>. Par ailleurs, les chiffres d'après-guerre représentaient l'équivalent des effectifs de l'UDMA en 1946-1949 ; et avec le déclin de celui-ci au début des années cinquante, le PCA devint la deuxième force politique dans la communauté musulmane.

On ne saurait malheureusement interroger les résultats électoraux pour évaluer l'audience du parti dans cette communauté, car, à partir de 1948, toutes les élections au second collège furent truquées par l'administration pour assurer la victoire des « bényouïouï » et exclure les « séparatistes » de tous bords. On ne peut donc rien conclure du pourcentage communiste (de 1 % à 4,3 %) ni du peu de cas où ses candidats étaient élus.

L'assise sociale principale du communisme musulman se trouvait dans le prolétariat et le sous-prolétariat urbains, dont la croissance montait en flèche dans l'après-guerre étant donné l'exode de la campagne appauvrie. Le parti parvient à s'implanter dans les bidonvilles habités par ces anciens fellahs (par exemple Mahieddine à Alger, Sénécلاuze à Sidi-Bel-Abbès)<sup>28</sup>. La dislocation de leurs groupes de référence traditionnels rendaient ces déracinés — comme naguère les ouvriers algériens en France durant les années

25. *Liberté*, 13 janvier 1949 (rapport de Caballero à la session du comité central). Or, un rapport sur la région d'Alger présenté à la même session indique que 72 % seulement des nouvelles recrues étaient des musulmans.

26. Cf. le témoignage de Nahori, délégué du parti pour la région de Tlemcen en 1947-1948.

27. Le carnet de Marty, p. 8 ; interviews de Smadja, Manaranche, Nahori ; SLNA, mars 1953.

28. *A la tête des masses*, rapport au 6<sup>e</sup> congrès du PCA, Ed. Liberté, 1952, p. 20.

vingt — réceptifs à la propagande communiste<sup>29</sup>. Les vieilles médinas, éclatant sous la pression de la croissance démographique et de l'afflux de population venant du bled, étaient marquées par une présence communiste importante (notamment la Casbah d'Alger, la Vieille Ville de Bône, Lamur à Oran)<sup>30</sup>. L'emprise du parti était particulièrement forte dans les professions à prédominance musulmane : dockers, mineurs, ouvriers du bâtiment et éboueurs<sup>31</sup>. Dockers et mineurs constituaient en fait le fer de lance de toutes les luttes de masse à caractère politico-économique (tels le boycottage des chargements destinés au Vietnam, les grèves « subversives » au temps de la guerre froide). Le rôle des mineurs était particulièrement important, qui établissaient des centres de rayonnement communiste dans l'hinterland algérien. Remplaçant les cheminots, européens en majorité, ces professions donnaient dès lors l'allure tant au PCA qu'à la CGT.

Le prolétariat urbain ne représentait pourtant qu'un cinquième de la population algérienne active. C'étaient les 80 % composés de campagnards, presque exclusivement musulmans, qui posaient au parti un problème des plus difficiles. Analphabètes, hostiles aux *roumis* et à leurs doctrines, foncièrement religieux, ayant gardé intacts tous leurs « groupes de référence » — ils n'étaient guère susceptibles de recevoir la bonne parole communiste. Pour aggraver la situation, les efforts déployés par le parti à la campagne étaient nuls, malgré les résolutions adoptées depuis 1943. Comme en 1933-1934 (sous Radiguet et Ferrat), le PC « manquait de politique paysanne authentique... se contentant tout au plus d'en parler », selon l'autocritique de Kouch Younès (1947) ; « Le résultat [étant] que nous n'avons pas avancé de beaucoup dans les campagnes ». Il déplora surtout le fait que le mouvement syndical y était inexistant, alors que les ouvriers agricoles « forment la catégorie des travailleurs dont la situation est des plus misérables »<sup>32</sup>.

29. Cf. notre article, « Leftist outcasts... », déjà cité.

30. *A la tête des masses*, p. 20 ; cf. A. NOUSCHI, « Le sens de certains chiffres : croissance urbaine et vie politique en Algérie », *Etudes maghrébines - Mélanges C.-A. Julien*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, p. 204 ; *Naissance du nationalisme algérien*, ch. 5.

31. *A la tête des masses*, p. 20. La section des dockers d'Alger avait 110 membres (*Liberté*, 17 mars, 1949) ; sur les mineurs, voir le carnet de Marty, p. 6 ; rapport de l'Ouranais dans SLNA, *L'Algérie au demi-siècle vue par les autorités locales* (janvier 1954), p. 157. Pour l'activité « subversive » des mineurs et des dockers, cf. *Liberté*, 25 novembre 1948, 29 décembre 1949 ; *Al-Jazà'ir al-Jadida*, fév. 1950 ; SLNA, 15 décembre 1949.

32. CIE (Alger), janvier 1944 ; PCA, *Les formes d'organisation et du travail du parti*, Ed. Liberté, mars 1945, p. 3-5 ; *Liberté*, 28 mars 1946 ; *Pour une Algérie libre*, rapport au 4<sup>e</sup> congrès du PCA, p. 16-17 ; Younès, brouillon d'un rapport au même congrès sur la politique paysanne (*Archives A. Marty*). Le chapitre d'autocritique devait être entièrement supprimé de la version officielle de ce rapport (YOUNES, *Le problème de la terre et la question paysanne en Algérie*, Alger, Ed. Liberté, 1947. Sur



Ce n'est qu'en 1947 que « le problème de la terre » commença à occuper le premier plan. On en chargea l'un des secrétaires (K. Younès, puis B. Hadj Ali)<sup>33</sup>, et une activité de grande ampleur fut lancée dans le Tlemcenais et dans l'Aurès, et plus tard au Sud d'Orléansville, en Kabylie, dans le Tell et dans la partie Est des Territoires (militaires) du Sud<sup>34</sup>. Une nouvelle structure de base, le « groupe » villageois fut instituée, sorte d'hybride entre la cellule communiste et la section d'une organisation périphérique, et rattaché aux échelons supérieurs d'une manière assez lâche ; souples, autonomes, d'une discipline peu rigide, les « groupes » remportaient du succès parmi les fellahs et les khammès, réfractaires à toute forme d'autorité. Le recrutement comme la formation reposaient sur la propagande orale dispensée par des originaires de ces mêmes régions. Au niveau régional, des postes de direction étaient confiés à d'éminentes personnalités locales formées dans les écoles de cadres du PCA et promues parfois par la suite au comité central (Taher Ghomri à la région de Tlemcen, Mohamed Akir en Kabylie, Omar Ismailia aux Territoires du Sud, Mohamed Guerrouf dans l'Aurès)<sup>35</sup>. Aussi importants, ou peu s'en faut, étaient des militants européens, envoyés à la campagne comme instituteurs ou bien — phénomène caractéristique de l'après-guerre et des débuts de l'industrialisation — comme techniciens et moniteurs dans les collèges techniques des petites villes de l'hinterland. Parmi ces agents de modernisation se trouvaient des militants du PCA qui apportaient avec eux le credo bien moderne du marxisme ; ils furent pour beaucoup dans le recrutement dans chaque région rurale de la première génération d'adhérents musulmans (parmi lesquels allaient être sélectionnés les futurs cadres), ainsi que dans la formation sur place de militants<sup>36</sup>.

De toute évidence, les « groupes » ne comptaient qu'un millier d'adhérents<sup>37</sup>, une goutte dans l'océan d'un demi-million de chefs de famille gagnant leur vie dans l'agriculture. Le parti lui-même

les difficultés dans ce domaine dans les années trente, cf. OUZEGANE, « La préhistoire du mouvement syndical en Algérie », *Politique aujourd'hui*, juin 1970, p. 91-95.

33. Brouillon du rapport Younès. Si Younès remplaça Marouf, un vieux syndicaliste (*Liberté*, 4 juillet 1946), il devait être remplacé à son tour par Hadj Ali en 1952 (SLNA, février 1952 ; BOUHALI, *Action unie sur le sol national*, rapport au 6<sup>e</sup> congrès, p. 43).

34. SLNA, 17 mars 1946, 6 avril 1946, 31 mai 1951, octobre 1954 ; SLNA, *L'Algérie au demi-siècle...*, p. 155-158 ; brouillon du rapport Younès ; brouillon du discours de clôture de Bouhali au même congrès (*Archives A. Marty*) ; interview de NAHORI ; *Al-Jazà'ir al-Jadida*, octobre 1949, mars, août-septembre 1950, janvier 1951.

35. *Liberté*, 24 avril 1947, 13 janvier 1949, 2 juin 1949, 19 février 1953 ; interview de Nahori.

36. SLNA, *L'Algérie au demi-siècle...*, p. 158 ; SLNA, 6 avril 1946, mars 1952 ; KESSEL et PIRELLI, *op. cit.*, p. 152 (n.).

37. En 1949, on dénombrait 131 « groupes » (*Liberté*, 2 juin 1949).

s'avoua maintes fois mécontent de ce lent progrès et débattait des méthodes qui pourraient l'accélérer<sup>38</sup>. Une grande partie de la campagne ne connaissait point (ou peu) d'activité communiste, car celle-ci s'exerçait principalement dans les régions de Tlemcen et d'Orléansville. Même là où le parti était parvenu à s'implanter, les fellahs étaient souvent hostiles à toute nouvelle forme d'organisation et de propagande, et cela malgré l'application avec laquelle le Parti communiste ressassait la revendication immédiate de la réforme agraire. Les musulmans exécraient le matérialisme du PC (trait mis en relief par les marabouts et les autorités françaises), et s'opposaient à certaines revendications communistes typiques, tel le droit de vote des femmes musulmanes. Il va sans dire que la pression administrative y représentait une force de dissuasion plus efficace que dans les villes. Maint groupe connaissait ainsi une existence éphémère<sup>39</sup>. Il ne faut pas oublier pourtant que le MTLD messaliste (qui n'avait découvert la campagne qu'en 1945) ne pouvait guère se vanter de grands succès parmi cette population, politiquement indifférente<sup>40</sup> ; quant à l'UDMA, elle n'avait nulle emprise en dehors des villes. Ne négligeons point le facteur temps : étant donné les difficultés culturelles en présence, cette entreprise communiste d'éducation n'avait pas assez duré pour porter ses fruits. Or, les points d'appui établis n'étaient pas négligeables, ainsi que le prouverait le « maquis rouge » d'Orléansville en 1956. Qui plus est, les fellahs, khammès et ouvriers agricoles<sup>41</sup> fournissaient au parti de nouvelles sources de recrutement, en diversifiant l'implantation géographique et socio-économique, et le rendirent enfin plus attentif aux besoins et aux aspirations de cette immense — et encore muette — population rurale musulmane.

La montée en flèche de cadres musulmans (notamment de la jeune génération foncièrement nationaliste) eut pour résultat l'adaptation des méthodes de travail aux normes culturelles de la communauté musulmane ; phénomène qui ne tarda pas, à son tour, à faire croître le nombre des adhésions musulmanes. L'afflux indigène devait pousser beaucoup de musulmans dans le corps des « permanents » et ainsi amener le PCA à comprendre que les néophytes étaient motivés surtout par « la volonté de lutte pour la libération de notre pays du joug colonialiste » (R. Dalibey), alors

38. *Ibid.*, 17 juin 1948, 13 janvier 1949, 27 janvier 1939, 10 mars 1949, 2 juin 1949, 28 février 1952, 4 juin 1953. L. BOUHALI, *Action unie sur le sol national*, p. 43 ; *A la tête des masses*, p. 10-12 ; *Problèmes du parti*, p. 57 et suiv.

39. *L'Algérie au demi-siècle...*, p. 157 ; SLNA, 8 mars 1947, 15 août 1947, 31 mai 1951.

40. Cf. J. ZAGORIA, *The rise and fall of the movement of Messali Hadj in Algeria*, thèse de doctorat inédite, Columbia University, 1973, ch. « Social basis ».

41. Cf. *Liberté*, 4 juillet 1946, 13 janvier 1949, 2 juin 1949 ; SLNA, 30 novembre 1948, 30 avril 1951, septembre 1953, octobre 1954.

qu'en 1944-1945 les nouvelles recrues mettaient en premier lieu les revendications économiques<sup>42</sup>.

Le changement était immédiatement perceptible dans le domaine de la propagande, et notamment dans le développement de la propagande orale. L'emploi de l'arabe s'était étendu aux congrès, conférences, réunions et écoles de cadres, tandis que, dans le cas d'assistance mixte, la formule bilingue devint de mise<sup>43</sup>. Inspiré par les nationalistes, le PCA allait retrouver la population musulmane dans ses lieux d'assemblée habituels, plutôt que de l'amener dans les locaux du parti. C'est ainsi qu'il empruntait au PPA la méthode du « meeting volant » : des militants s'adressaient aux pèlerins rassemblés pour le voyage à La Mecque, haranguaient les foules dans les souks ou bien le vendredi à la sortie des mosquées. Les propos informels, dans de petits cercles, tendaient à remplacer les allocutions devant les assemblées de masse. Des communistes engageaient la discussion avec les habitués des cafés maures, au seuil des maisons ou à la ferme. Ils mirent à profit les longues nuits de Ramadan — quand les musulmans demeurent éveillés et se rassemblent sur la place publique — pour exposer leur doctrine. Autres coutumes indigènes utilisées : les cotisations présentées en tant qu'*ushr* (dîme), comme dans le MTLD ; des grévistes musulmans tenus de jurer sur une chèvre immolée de ne point reprendre le travail et adjurant les saints musulmans de châtier les « jaunes »<sup>44</sup>.

Même la propagande écrite subissait quelques mutations. À partir d'avril 1946, le PCA publiait une revue mensuelle arabe, *Al-Jazà'ir al-Jadida*. Son tirage (environ 5 000) la plaçait parmi les journaux arabes moyens<sup>45</sup>. Basée en partie sur des traductions de *Liberté*, la revue augmentait constamment la place faite aux articles rédigés en arabe dans la version originale, et traitant, *inter alia*, des nouvelles du monde arabe ou de questions d'intérêt spécifiquement musulman (par exemple l'emploi de l'arabe littéraire au

42. *Liberté*, 12 février 1948 (Dalibey) ; OUZEGANE, *Le PC au service...*, op. cit., p. 19 ; HADJ AHMED sur la période 1944-1945, *La Dépêche quotidienne*, 14 avril 1953.

43. Par exemple, SLNA, mars 1954 ; *Liberté*, 10 mars 1949, 10 août 1949, 13 octobre 1949, 12 août 1954 ; *Deux années de lutttes*, p. 40. Or, seuls quelques militants européens (tels les frères Larribère et W. Sportisse) firent des discours en arabe.

44. *La Vie du parti*, juillet-septembre 1947 (bulletin intérieur, Archives A. Marty) ; brouillon du rapport Younès, p. 22-23 ; *La Dépêche quotidienne*, 21 avril 1941 ; *L'Algérie au demi-siècle*, p. 155 et suiv. ; *Liberté*, 7 juin 1950 ; SLNA, 30 novembre 1948, 15 juin 1950, septembre 1952, juillet-septembre 1954.

45. Gouvernement général, *Bulletin de la presse musulmane d'Algérie (BPMA)*, *passim* (surtout août 1947, 31 décembre 1953). Seuls *Sawt al-Jazà'ir* (MTLD) et *Al-Basā'ir* (Ouléma) le surpassèrent en tirage (avec 10 000 et 8 000 respectivement). *Al-Manār* avait le même tirage et *Al-Najāh*, *Al-Islāh*, *Al-Murshid*, 3 500, 4 000, 2 500 respectivement.

lieu de l'arabe dialectal, les restrictions administratives frappant le pèlerinage à La Mecque). Dans les *couronnes extérieures* du PC, d'autres organes arabes apparaissaient, faisant pendant aux organes français existants (*Al-Shabàb* pour l'UJDA, *Al-Haraka al-Niqābiyya* pour la CGT), (et, sous le contrôle du PCF, *Saut al-Jazā'irī* pour les ouvriers algériens en métropole)<sup>46</sup>.

Il est incontestable que la majeure partie de la propagande imprimée était toujours menée en français. Les journaux arabes avaient une fréquence moins grande, une existence moins longue et un tirage inférieur à leurs pendants français ; *Liberté*, un hebdomadaire, avait trois fois plus de lecteurs qu'*Al-Jazā'ir al-Jadida*<sup>47</sup>. Les brochures de propagande étaient en général rédigées en français, comme l'était aussi la revue intellectuelle *Progrès*, et la majeure partie des journaux de cellule (même dans les villes de l'intérieur à forte majorité musulmane, Saïda et Saint-Denis-du-Sig)<sup>48</sup>. Ce n'était cependant qu'un symptôme de la physionomie culturelle de l'Algérie coloniale, où les neuf-dixièmes des musulmans étaient illettrés, tandis que la minorité instruite était soit bilingue soit (trop souvent) de formation française. Tous les groupements nationalistes (Oulémas exceptés) étaient soumis à cette réalité, le français étant par conséquent le vecteur principal d'expression politique. *L'Algérie libre* (MTLD) avait un tirage double de celui de son équivalent arabe, *Al-Jazā'ir*<sup>49</sup>, et l'UDMA était contraint d'arrêter *Al-Watan* pour des raisons financières, mais continuait de publier *La République algérienne*.

C'est en français aussi qu'était rédigé *Alger républicain*, l'entreprise journalistique la plus réussie du PCA, dans les deux communautés. Le quotidien, *Front populaire*, où écrivait naguère Albert Camus, était relancé en octobre 1943 sous l'égide de la *France combattante*. Il devait glisser à gauche sous l'impulsion de son rédacteur en chef, Michel Rouzé, un compagnon de route du PCA, avant d'être acheté par l'UPI communiste, dans la deuxième moitié de 1946<sup>50</sup>. A son retour en France (début 1948), Rouzé fut remplacé par des membres du Parti communiste : d'abord par des envoyés

46. Les organes homologues en français étaient : *Le Drapeau de l'Union*, *Le travailleur algérien*, *L'Algérien en France*.

47. En 1953-1954, le tirage de *Liberté* était de l'ordre de quatorze à quinze mille et celui d'*Al-Jazā'ir al-Jadida* de quatre à cinq mille (BPMA, 31 décembre 1953, 31 mars 1954).

48. Sur les brochures en arabe, voir *Liberté*, 16 novembre 1950 ; les brochures bilingues étaient plus nombreuses (par exemple le manifeste du 5<sup>e</sup> congrès, le mémoire à l'ONU (1952), les appels à l'unité (1953, 1954). Sur les journaux de cellule, *Liberté*, 17 février 1949, 24 janvier 1952, et *L'Étincelle* (section de Saïda), à la collection de l'AOM.

49. BPMA, 31 décembre 1953.

50. Interview avec Rouzé ; *Alger républicain*, 25-26 décembre 1949 ; DANAN, *op. cit.*, p. 297-298.



du PCF, puis par une équipe algérienne : Henri Alleg, Boualem Khalfa et Isaac Nahori<sup>51</sup>. Déjà, sous Rouzé, le journal se distinguait par l'intérêt qu'il portait aux problèmes musulmans, par des enquêtes sur les scandales et les iniquités coloniales, et par la place très ample donnée aux nouvelles du monde arabe. Rouzé avait recruté des rédacteurs musulmans et ouvert les colonnes du journal aux communiqués des organisations nationalistes (qui ne possédaient nullement de quotidiens) ; il publiait les articles de leurs leaders et rapportait leurs allocutions majeures. Poursuivie et amplifiée sous Alleg, cette politique fit d'*Alger républicain* le quotidien le plus lu dans la communauté musulmane. Le tirage global en était de l'ordre de 25 000, chiffre assez important à l'échelle de l'Algérie<sup>52</sup>. Les directions de l'UDMA et du MTLA (ainsi que beaucoup de leurs adhérents) l'appréciaient surtout comme instrument leur permettant de réagir immédiatement aux événements et leur assurant l'accès à l'opinion européenne progressiste. Non seulement le journal favorisait la propagande communiste en milieu musulman, et facilitait le dialogue avec les nationalistes, mais il mettait à la disposition du parti une carte excellente en temps de crise<sup>53</sup>. En effet, cette dépendance de facto des nationalistes vis-à-vis d'*Alger républicain*, aussi bien que leur respect pour son attitude anticolonialiste, expliquent par exemple la participation du MTLA et de l'UDMA à une souscription destinée à tirer le quotidien des difficultés financières créées par de fréquentes saisies administratives (octobre 1950). La coopération engendrée entre sa rédaction et ces deux groupements contribuait au rapprochement entre PCA et nationalistes. C'est ainsi que la campagne menée conjointement par *Alger républicain* et les journaux nationalistes en faveur des « Comités pour la défense de la liberté d'expression » (1950) prépara le terrain à l'établissement du Front nationaliste algérien, un an plus tard<sup>54</sup>.

51. Le directeur et le rédacteur en chef français, C. Escure et J. Papeau, ne furent envoyés de Paris que pour la période de rodage, comme il était de coutume pour les journaux du PCF en province. Alleg, le nouveau directeur, avait été secrétaire de l'UJDA et secrétaire de la région algéroise ; Khalfa, le rédacteur en chef, avait été secrétaire de rédaction sous Rouzé, tandis que Nahori, le principal éditorialiste, vint de *Liberté*.

52. R. JAMMES, mémoire du CHEAM, 1951, p. 18 ; SLNA, 30 septembre 1950 ; sur le tirage, BPMA, janvier 1952, 31 décembre 1953 (en avril 1949, il avait un tirage de 30 000). À comparer au tirage d'autres journaux français d'Algérie, allant de 15 à 20 000, à l'exception de *L'Echo d'Alger* (voir *Consciences maghrébines* 2, [mai-juin 1954]).

53. C'est ainsi que l'UDMA et le MTLA ménageaient le PC afin que ce quotidien ne leur fût pas fermé (SLNA, 30 septembre 1950). Son imprimerie moderne était aussi un atout : à la fin de 1953, elle assura la parution de *L'Algérie libre*, qui connaissait des difficultés techniques (*Ibid.*, novembre 1953).

54. Interview de Nahori ; *Alger républicain*, 19 octobre 1950 ; SLNA, 15 octobre 1950.

## Programme et collaboration quotidienne

Si des mutations s'opéraient dans les méthodes de propagande, il en allait de même en ce qui concernait le programme politique, et ce, pour des causes analogues. Mais ici les facteurs internes (cadres et adhérents nouveaux) se trouvaient renforcés par des facteurs externes militant dans la même direction. Le plus important était la politique coloniale du PCF. Même après le déclenchement de la guerre du Vietnam et sa propre démission du gouvernement, le PCF continuait à considérer l'Union française comme la pierre angulaire de sa politique. Au 11<sup>e</sup> congrès (juin 1947), raisonnant toujours comme parti de gouvernement, il se proposait de garder le Vietnam au sein de l'Union, ce « cadre le plus favorable à la réalisation des aspirations des peuples coloniaux »<sup>55</sup>. L'intensification de la guerre et l'amenuisement des espoirs de revenir au gouvernement poussaient le PCF vers un anticolonialisme militant, tombé en désuétude depuis un quart de siècle. D'abord sur la question de l'Indochine où l'on passait de la violence verbale et des manifestations à la propagande subversive dans l'armée, au boycottage de cargaisons militaires par les dockers, allant même jusqu'au sabotage du matériel de guerre dans les usines. Puis ce furent des positions dures concernant Madagascar et l'Afrique occidentale<sup>56</sup>. Ce n'est pas un hasard si la foi dans l'Union française — que le gouvernement n'avait pas laissé d'ailleurs évoluer au-delà des pouvoirs consultatifs — languissait. Le 12<sup>e</sup> congrès (1950) affirma que l'Union avait été vidée de tout sens réel, « délibérément sabotée avec la guerre du Vietnam, l'assassinat de 80 000 Malgaches, la tentative de renouvellement en Afrique du Nord des tueries du Constantinois de 1945, du travail forcé en Afrique noire »<sup>57</sup>.

55. E. FAJON, *L'Avenir de l'Union française* (1947), p. 17 ; *L'Humanité*, 27-28 avril 1947, 26 juin 1947 ; A. MARTY, *La véritable Union française*, Alger, Ed. Liberté, 1947 ; *Cahiers du communisme*, mai 1947, p. 399-412, 444-445 ; septembre 1947, p. 869.

56. B. FALL, art. cité, p. 502-504 ; M. SHULMAN, *Stalin's foreign policy reappraised* New York, 1965, p. 129-130, 137. Sur l'activité du PCA dans ce domaine, cf. SLNA, 31 juillet 1949, 28 février 1950, 15 mars 1950, 15 avril 1950, 15 mai 1950, 30 juin 1950, 31 décembre 1950, 15 avril 1951.

57. L. FEIX, cité dans *Liberté*, 13 avril 1950. Cf. « La tradition de lutte du PCF contre le colonialisme et l'impérialisme », *Cahiers du communisme*, janvier 1951, p. 111-112 ; *Le mouvement de libération des peuples opprimés et la lutte anticoloniale*, Paris, PCF, 1952.

Corollaire inévitable de cette évolution : la disparition des raisonnements qui servaient en Algérie, telle qu'elle s'était incarnée dans le scénario de l'émancipation en deux temps, suggéré en 1946-1947. Notons, par ailleurs, que ce n'était plus le PCF qui prenait les décisions capitales en matière coloniale. L'URSS se montrait, depuis peu, intéressée par ce domaine ; elle reconnaissait l'authenticité et la force des mouvements nationaux et, dans la mesure où s'amorçait la guerre froide, elle donnait la priorité à l'affaiblissement du bloc occidental en lui arrachant les marchés, les sources de matières premières et les bases militaires dans les pays sous-développés. Les Russes, il est vrai, ne devaient pas prendre de position nette sur les affaires maghrébines avant 1952-1953, lorsqu'ils se rallieraient à la cause nationaliste en Tunisie et au Maroc, l'Algérie demeurant, dans leur optique, marginale. Le PCF avait ainsi les coudées franches dans le domaine de la politique algérienne, mais jusqu'à un certain point : dans le cadre de cette nouvelle stratégie générale de l'URSS, qui pour sa part tendait à légitimer et à renforcer l'engagement du parti dans l'anticolonialisme<sup>58</sup>.

D'ailleurs, l'intervention *directe* du PC français dans les affaires algériennes s'estompait au cours des années 1949-1950, à la fois pour signifier la reconnaissance de la maturité croissante du PCA et pour l'aider à extirper définitivement son image de marque *roumi*. Au début 1949, Henriette et Raymond Neveu, Jean Papeau et Théodore Mallet quittèrent définitivement l'Algérie. Ce n'était pas par hasard que leur départ avait eu lieu à la veille du 5<sup>e</sup> congrès du PCA qui vit l'entrée massive aux instances suprêmes de jeunes cadres arabes<sup>59</sup>. L'année suivante, on assistait au départ de Charles Escure, directeur, depuis 1948, d'*Alger républicain* et, fait capital, celui de Léon Feix et de sa compagne, Viviane Halimi, membre du CC<sup>60</sup>. Feix n'étant pas remplacé, pas plus que les six autres, sa rentrée en France sonnait le glas de la délégation d'Afrique du Nord. Le contrôle indirect demeurait en vigueur, mais, devant le virage pris par le PCF en matière coloniale, ce contrôle n'était plus de nature à mettre des obstacles sur la voie du rapprochement entre le PCA et la ligne nationaliste. Le parti algérien se vit aussi accorder une plus large marge de décision sur les ques-

58. SHULMAN, *op. cit.*, p. 269 ; cf. les thèses de doctorat de Fain et de Perry.

59. H. Neveu et R. Papeau cessent de collaborer à la presse du parti en 1949 ; comme R. Neveu, ils ne seront pas élus au comité central du 5<sup>e</sup> congrès (mai 1949). Nulle mention n'est faite de Mallet après 1948.

60. Escure est mentionné pour la dernière fois dans *Alger républicain*, 19 octobre 1950. Pour le départ de Halimi et Feix, voir *Liberté*, 27 avril 1950. V. Halimi est entré au comité central du PCA en 1949. Feix, qui avait été membre suppléant du PCF depuis 1949, est devenu membre de plein droit au 12<sup>e</sup> congrès du PCF (avril 1950).

tions de tactique, voire même une certaine initiative sur les questions de stratégie.

Un autre facteur extérieur militait simultanément dans le même sens : le sabotage du statut algérien par l'administration coloniale (avec, pour le moins, la connivence du gouvernement français). Lorsque le projet gouvernemental de statut avait été adopté en septembre 1947, le PC s'était abstenu. Mais il devait s'y rallier par la suite, le considérant comme « un pas en avant », notamment en vertu de l'établissement d'une Assemblée algérienne, encore que cette loi n'ait pas modifié le fond de la situation coloniale. Par conséquent, le parti acceptait le statut comme cadre de référence et luttait pour son application rigoureuse<sup>61</sup>. La flagrante manipulation des élections à l'Assemblée algérienne (avril 1948), étouffait dans l'œuf les espoirs entretenus quant à l'évolution éventuelle d'une Algérie, dotée du statut, vers l'objectif de la première étape du projet communiste<sup>62</sup>. Les références à cette étape (celle de « Territoire associé ») ne figureraient plus désormais dans les écrits communistes, tandis que l'Union française, autre sujet de frustration, y serait mentionnée de plus en plus rarement. Compte tenu de la radicalisation progressive de la communauté musulmane — évolution à laquelle le PCA était maintenant très sensibilisé grâce à ses cadres arabes — un changement de programme devenait inéluctable. A fortiori après le rejet formel par le parti, à la fin de 1948, de cette hypothèse fondamentale qu'était la perspective à court terme d'un retour du PCF au gouvernement<sup>63</sup>. Attitude nullement fortuite, sans doute : le PCA choisit de donner le premier signal de ce changement sous la forme d'une déclaration conjointe de la délégation algérienne au premier congrès du Mouvement de la paix (Wroclaw, avril 1949). La déclaration signée par des délégués du PCA, UDMA et MTLD demandait la « liquidation du colonialisme algérien » et le droit du peuple d'Algérie d'avoir « son propre Etat souverain »<sup>64</sup>. Un mois plus tard, le 5<sup>e</sup> congrès parla plus nettement de « notre marche historique vers la constitution d'une République algérienne, qui aura sa Constitution, son parlement, et représentera réellement les populations de notre pays ». Si l'on y fit mention, sans spécifier davantage, des liens qui seraient maintenus avec la France, le

61. *Journal officiel. Assemblée nationale*, 26 août 1947, p. 4649, 4665 ; 27 décembre 1947, p. 6326-6328 ; (12 février 1948), p. 645-646, 658-659 ; *Al-Jazā'ir al Jadīda*, janvier 1948 ; *Liberté*, 25 septembre 1947, 6 novembre 1947, 29 janvier 1948.

62. *Journal officiel. Assemblée nationale*, 12 août 1948, p. 5723-5724.

63. L. BOUHALI, *L'avenir de l'Algérie se décidera... sur le sol national* (allocution devant la session du comité central, 2 octobre 1948), p. 23-24.

64. *Alger républicain*, 23 avril 1949.



congrès passa sous silence l'Union française<sup>65</sup>. Ligne de partage dans l'histoire du parti sous le rapport de l'« arabisation » de la direction et de l'exclusion des délégués PCF du comité central du PCA, le 5<sup>e</sup> congrès fut presque aussi déterminant sur le chapitre du programme. On adopta la seconde étape du projet de statut comme seul objectif. Cette nouvelle version de l'« Etat associé » devait être appelée (dès le début de 1950) la « République démocratique algérienne » ou l'« indépendance réelle ».<sup>66</sup> Le programme du parti se confondait avec celui de l'UDMA, à une pierre d'achoppement près : la requête de l'UDMA que l'Assemblée algérienne soit dotée d'ores et déjà de « pouvoirs constituants souverains » et détermine elle-même — et non le parlement français — le devenir algérien. Cette revendication, partagée par le MTLD aussi (bien que dans la poursuite d'un autre objectif d'indépendance totale) avait déjà été, en 1945, la raison primordiale de la rupture de pourparlers entre communistes et nationalistes en vue d'établir un front unique. A l'automne 1950, le PCA s'inclina et lança le mot d'ordre d'« Assemblée algérienne souveraine », avec plein pouvoir de décider « en dernier ressort » du principe et de la nature de l'autodétermination<sup>67</sup>.

Quinze années après l'avoir abandonné, le PC revenait à l'idée d'un parlement algérien, idée qui avait été l'un de ses apports les plus originaux au nationalisme renaissant des années vingt<sup>68</sup>. En janvier 1951, on acheva le tournant en acceptant une autre revendication nationaliste : la représentation musulmane et européenne à l'Assemblée serait proportionnelle à la force numérique de chaque communauté (c'est-à-dire un rapport de 1 à 7 au lieu de 1 à 1). Le même concept devait être étendu par la suite à la représentation des deux collèges aux conseils municipaux et départementaux<sup>69</sup>.

Le rapprochement était naturellement beaucoup plus évident à l'égard de l'UDMA. Par-delà leurs positions analogues sur des problèmes spécifiques (Etat associé, assemblée souveraine, garan-

65. *Nous ferons de l'Algérie un pays libre et heureux*, manifeste du 5<sup>e</sup> congrès, 29 mai 1949.

66. *Liberté*, 27 avril 1950 (résolutions du comité central), 15 juin 1950, 8 septembre 1950, 16 novembre 1950 (résolutions du comité central) ; *L'Algérien en France* (PCF), septembre 1950.

67. SLNA, 17 mai 1947, 15 octobre 1949 ; *Liberté*, 12 octobre 1950, 18 janvier 1951. Il est fort significatif, pourtant, que la première formulation nette de cette thèse ait été le fait d'un dirigeant du PCF : R. Guyot, parlant à Paris devant un meeting PCF-MTLD (*L'Humanité*, 14 juin 1950 ; *L'Algérien en France*, juillet 1950 ; *L'Algérie libre*, 15 juin 1950).

68. *Supra*, chap. I.

69. *Ibid.*, 25 janvier 1951 (UDMA cependant demandait la représentation proportionnelle au sein d'un collège unique) ; cf. aussi *Journal officiel. Assemblée nationale*, 20 mai 1954, p. 2532-2533.

ties aux Européens), les deux partis avaient en commun plusieurs orientations primordiales : opportunité du maintien de liens avec la France et avec la culture française, activité dans le cadre de la légalité, rejet du recours à la force <sup>70</sup>. Désireuse de convaincre les Européens qu'ils pourraient s'intégrer dans une Algérie décolonisée <sup>71</sup>, l'UDMA était consciente de l'importance du PCA pour combler le fossé entre les communautés, ainsi que de son rôle éducatif parmi les Européens. A. Boumendjel rendait cet hommage aux résultats obtenus par le PCA aux élections de novembre 1946 :

« 37 820 Européens — un peu à leur corps défendant, en poussant un soupir discret et amer sur les ruines d'un passé révolu — ont estimé qu'il fallait donner au problème [algérien] une solution loyale et juste... [Le PCA] a tout de même fait réfléchir les démocrates, que la phraséologie de la Troisième République avait engourdis, et dont elle avait faussé l'entendement » <sup>72</sup>.

Un rapprochement assez sensible s'était opéré même avec le PPA-MTLD, à la fois du fait du glissement communiste et en raison de l'adoucissement de l'extrémisme messaliste. Ce dernier parti — et notamment l'élite intellectuelle qui y avait adhéré dans les années quarante (la future fraction « centraliste ») — ébauchait en effet un virage vers des positions assez semblables à celles de la « révolution par la loi » prêchée par Abbas, accent mis sur la longue durée, activité centrée sur le parlement, l'Assemblée algérienne et les conseils municipaux, et destinée à créer les conditions pour une indépendance éventuelle. Si les dirigeants MTLD (surtout ceux de la future fraction « messaliste ») avaient parfois recours à une rhétorique incendiaire, elle était démentie par leur propre activité quotidienne si prudente, si respectueuse de la légalité. On rendait hommage du bout des lèvres à la Révolution ; mais celle-ci, disait un rapport présenté au second congrès du MTLD, comportait des phases multiples et l'on devait en conséquence « prendre en considération le facteur temps et l'évolution générale », et consacrer les efforts, dans la période actuelle, à l'éducation du peuple et au travail d'organisation <sup>73</sup>. Il n'est pas étonnant que les mots d'ordre d'« indépendance immédiate » et d'« évacuation in-

70. Le gouverneur Naegelen devait confirmer plus tard que le PCA n'avait jamais eu recours à l'activité subversive durant son mandat (*Mission en Algérie*, Paris, Flammarion, 1962, p. 122). Sur l'attitude des UDMA et des Oulémas : *La République algérienne*, 16 août 1946, 18 octobre 1946, 3 avril 1947, 23 juin 1950, 1<sup>er</sup> avril 1953 ; *Liberté*, 14 août 1948. Et sur celle du MTLD, J. CHEVALLIER, *Nous Algériens*, (Paris, Calmann-Lévy, 1958, p. 94. ZAGORIA, *op. cit.*, ch. « Program ».

71. JEANSON, *L'Algérie hors la loi* Paris, Le Seuil, 1955, p. 116 ; *Liberté*, 14 octobre 1948 ; *Alger républicain*, 5-6 août 1951.

72. *Egalité*, 22 novembre 1946.

73. ZAGORIA, *op. cit.*, ch. « Program » ; cf. M. HADJ, *Le Problème algérien*, Paris, 1950, p. 30 et suiv. ; *La Nation algérienne*, 3 septembre 1954, 8 octobre 1954.

conditionnelle des troupes françaises » aient disparu presque complètement<sup>74</sup>. Démonstration significative de cette évolution : l'entrée du MTLD à la municipalité d'Alger (1953), dans une coalition avec les « libéraux » européens du maire, J. Chevallier, pourtant attachés au maintien de la souveraineté française. Si l'évolution était encore en partie latente, sur un sujet majeur au moins le MTLD récusait publiquement ses anciens concepts. Le second congrès mit au rancart la phraséologie des « Européens à la mer » et promit aux pieds-noirs les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'aux musulmans dans l'Algérie indépendante<sup>75</sup>.

Sous le rapport de la doctrine, le PCA semble, à première vue, voué sans réserve à la thèse sacro-sainte de Thorez. Là, pourtant, on décèle aussi une certaine mutation. Le Parti communiste acceptait quelques arguments de base de l'historiographie nationaliste<sup>76</sup>, en grande partie grâce aux jeunes cadres qui l'avaient assimilée dans la famille ou à l'école<sup>77</sup>. Les Arabes n'étaient plus décrits seulement comme l'une des « vingt races » qui avaient envahi l'Algérie et fusionné dans son creuset. Leur pénétration n'était plus taxée d'« invasion » puisque — selon les apologies arabes modernes — elle aurait eu pour seul motif l'expansion de leur idéologie. On prétendait qu'au bout d'une résistance très courte, les Berbères avaient accepté l'autorité arabe, rompant avec leur longue tradition de guerre à outrance contre les envahisseurs ; ils se seraient islamisés de leur propre gré, se mélangeant parfaitement avec les Arabes pour collaborer à la construction d'une civilisation arabo-berbère<sup>78</sup>. Les Arabo-Berbères constituaient ainsi une seule race, principale composante de la structure ethnique algérienne. Le parti qui, dans le passé, avait flirté avec le particularisme berbère — rappelons-nous la proposition d'Ouzegane (1943) d'enseignement en « langues maternelles », tel que le kabyle<sup>79</sup> — se joignait maintenant aux attaques nationalistes contre lui. L'argument de l'historiographie coloniale selon lequel la berbérité est la caractéristique fondamentale du Maghreb, fut

74. Cf. Les remarques perspicaces de *La République algérienne* (avril-mai 1953, *passim*) sur la récente campagne électorale du MTLD et le slogan de sa manifestation du premier mai à Paris.

75. Cité par *La Nation algérienne* (organe de la fraction centraliste), 24 septembre 1954.

76. Cf. SHINAR, art. cité ; D.C. GORDON, *Self-determination and history in the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1971, p. 138 et suiv., 152 et suiv.

77. Hadjerès, par exemple, raconte comment sa grand-mère lui parlait de la révolte de 1871, et ses instituteurs de Jugurtha et de Massinissa (*La Nouvelle critique*, janvier 1960).

78. *Liberté*, 16 février 1950, 3 décembre 1953, 19 et 26 août 1954 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, août 1949, octobre 1954 ; *Progrès*, 5, février 1954, p. 6-8.

79. *Liberté*, 30 décembre 1943.

rejeté comme un stratagème de *divide ut impera*, et prit à partie le romancier M. Mammeri pour son « particularisme kabyle »<sup>80</sup>.

En revanche, les Romains, les Byzantins (et, à un certain degré, les Carthaginois), n'étaient dès lors que des envahisseurs colonialistes. L'apport romain — vanté par les historiens français comme ayant introduit l'Algérie dans l'orbite occidentale — était vu sous une lumière très négative ; la résistance indigène (Jugurtha, les Circoncillions) était en revanche magnifiée et présentée comme un exemple édifiant, entre autres pour avoir entravé la fusion ethnique. Les seuls « envahisseurs » d'avant 1830 qui avaient droit à un éclairage différent étaient les Turcs, fondateurs du premier Etat algérien, et qui maintinrent le niveau culturel à un stade jamais dépassé sous les Français<sup>81</sup>. Le concept thorézien des « vingt races » — toutes, à l'origine, races d'envahisseurs, contribuant toutes également à l'évolution ethnique et culturelle de l'Algérie — cette notion disparut des écrits communistes.

L'accent mis sur l'élément arabo-berbère dans l'idendité algérienne se retrouve aussi dans le panthéon historique du PCA. Jugurtha, Sidi 'Uqba, Ibn Khaldoun, Barberousse y représentent la période d'avant 1830, flanqués d'Avicenne qui symbolise la civilisation musulmane dont l'Algérie est partie intégrante. Salah Bey (dernier souverain de Constantine), Abdel-Kader et Mokrani y incarnent la résistance algérienne aux Français. Certes, le parti avait déjà célébré les deux derniers, mais il le faisait maintenant, pour eux-mêmes, sans référence à leurs « pendants » du panthéon révolutionnaire français (par exemple les communards). Il va sans dire que l'émir Khaled (dont le mythe avait été créé par le PCF) et Ben Badis symbolisaient, pour le PCA, la renaissance contemporaine de l'Algérie musulmane<sup>82</sup>. Même parmi les héros proprement communistes, on fit ajouter des Algériens musulmans aux Russes et aux Français : K. Belkaïm, A. Mahdi (martyr des camps vichysois), R. Oussidoum (commandant de bataillon aux brigades internationales, tué à l'ennemi), A. Ghessoum (autre volontaire d'Espagne, qui s'était distingué au combat)<sup>83</sup>. Abstraction faite de cette dernière partie, le panthéon ressemblait beaucoup à celui des nationalistes ; on le voit figurer, par exemple, sur un calendrier du

80. *Alger républicain*, 17 décembre 1949 ; *Liberté*, 5 février 1953. Sur la propagande nationaliste contre le « mythe berbère », voir A. NADIR, *Le mouvement réformiste*, thèse inédite, Sorbonne, 1968, p. 128-140.

81. *Liberté*, 30 octobre 1952, 19 août 1954.

82. SLNA, 4 novembre 1946, 17 février 1947, 15 mars 1949 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida* avril 1947, mai 1949 ; *Liberté*, 17 février 1947, 20 mars 1952, 11 décembre 1952, 15 octobre 1953, 4 décembre 1953 ; *Progrès*, 2, avril-mai 1953, p. 28 et suiv ; *Alger républicain*, 14 novembre 1951.

83. *Liberté*, 28 mars 1946, 24 octobre 1946, 15 octobre 1953 ; SLNA, 4 novembre 1946.



PCA pour l'année 1950. Même ressemblance en ce qui concerne les dates fêtées par le parti : 8 mai (massacre de 1945), 14 juin (débarquement de 1830), 5 juillet (conquête d'Alger par les Français)<sup>84</sup>. Les cellules du PCA, où des noms comme ceux de Péri et Martel avaient prédominé, portaient maintenant ceux d'Avicenne, Khaled, etc.<sup>85</sup>.

Il est symptomatique que le PCA en soit alors venu à s'inquiéter de voir sa spécificité effacée par rapport aux autres groupements nationalistes, l'UDMA notamment, qui s'était présentée parfois, dans sa propagande orale, comme un « PC arabe »<sup>86</sup>. La solution arrêtée fut d'accentuer la vision communiste des transformations économico-sociales dans l'Algérie indépendante, sujet négligé par ses concurrents. Ce mélange d'arguments nationalistes et sociaux exerçait de fait un certain attrait sur l'intelligentsia musulmane<sup>87</sup>.

Le rapprochement des programmes débouchait inévitablement sur la coopération pratique et quotidienne, surtout dans la lutte anticolonialiste. Les nationalistes se trouvaient pris au piège du même dilemme que le Parti communiste : comment combattre, dans le cadre du système colonial, pour amener la liquidation de ce dernier, compte tenu de la répression et du sabotage du statut, et sans pour autant avoir recours à la violence (pour le moins, dans le proche avenir). Situation virtuellement sans issue aboutissant, selon un rapport confidentiel français, à ce que « les nationalistes se trouvent actuellement " en perte de vitesse " et se rapprochent de plus en plus du PC »<sup>88</sup>. L'union de tous les éléments anticolonialistes en vint ainsi à être perçue comme la seule chance de dresser, face à la France, une force qu'elle serait obligée de prendre en considération. Le PCA allait y figurer tant à son propre compte qu'à cause de l'appui du PCF qu'il pouvait mobiliser. Toujours désireux de cultiver la collaboration avec les nationalistes, les communistes le furent encore davantage dès que commença la guerre froide, suivant en cela les consignes du Kominform sur la tactique de « front anti-impérialiste » dans les colonies (appliquées avec certains succès partout dans le monde arabe)<sup>89</sup>.

84. *Ibid.*, 15 décembre 1949 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, mai 1952, mai 1953 ; *Progrès*, 4, octobre 1953, p. 53-54 ; *Liberté*, 15 juin 1950, 17 juin 1954.

85. *Ibid.*, 20 mars 1952, 4 décembre 1952 ; SLNA, 15 mars 1949.

86. L. BOUHALLI, *Action unie sur le sol national*, p. 32 ; *L'avenir de l'Algérie se décidera... sur le sol national*, p. 19-20.

87. Voir par exemple PCA, *Libération nationale et indépendance*, Alger, 1952.

88. Voir AURIOL, *Mon septennat*, Paris, Gallimard, 1970, p. 211 (note du journal, 7 juin 1949).

89. Cf. A. BENNIGSEN, « The national front in communist strategy in the Middle East », dans *The Middle East in transition*, London, 1958, p. 360-369 ; SHULMAN, *op. cit.*, p. 136 et suiv., 210 et suiv., 225 et suiv.

Echaudés par leurs expériences passées (par exemple les négociations de 1946-1947), les communistes avaient appris à ne pas placer trop d'espoirs dans les appels solennels à l'unité (encore qu'ils aient continué à en émettre à l'occasion)<sup>90</sup>. Ils concentraient leurs efforts sur la mise sur pied graduelle d'une collaboration orientée sur des problèmes tangibles. Les députés du PCA, ainsi que leur seul délégué à l'Assemblée algérienne, R. Justrabo (dont l'infatigable combativité était hautement appréciée par les nationalistes)<sup>91</sup>, s'alliaient avec l'UDMA et le MTLD pour stigmatiser les iniquités coloniales et la manipulation du statut<sup>92</sup>. Au niveau local, des militants nationalistes et communistes se serraient les coudes pour lutter contre les scandales électoraux, et des journalistes de tous bords fondaient le Comité pour la défense de la liberté d'expression. Des meetings communs étaient convoqués pour protester contre les procès de dirigeants PCA, MTLD et UDMA. Les communistes ne se lassaient pas de proposer la création de listes communes aux élections municipales et cantonales, parvenant dans plusieurs occasions à les mettre sur pied<sup>93</sup>. Autre sphère de collaboration : le Mouvement de la paix, auquel les nationalistes étaient prêts à adhérer, surtout parce qu'ils y trouvaient une tribune internationale pour faire entendre leurs griefs et établir des contacts avec d'autres mouvements de libération nationale<sup>94</sup>. UDMA, MTLD et Oulémas prirent part au Congrès de la Paix, au Festival des jeunesses démocratiques et à la campagne de signatures pour l'Appel de Stockholm<sup>95</sup>.

90. Cf. *supra*, p. 153 ; SLNA, 23 novembre 1946, 11 décembre 1946 (échec en 1946). « Appels à l'Unité », *Liberté*, 16 novembre 1950, 15 octobre 1952 ; BOUHALI dans *Al-Manar*, 14 mars 1953 ; Comité central du PCA, *Pour un Front national algérien*, Alger, 1<sup>er</sup> octobre 1953, Bureau politique du PCA, *Propositions en vue de la tenue d'un Congrès national*, Alger, janvier 1954 ; Comité central du PCA, *Aux Algériens qui s'interrogent, notre parti montre la voie à suivre*, Alger, juin 1954.

91. Cf. *La République algérienne*, 23 juin 1950 ; *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> janvier 1954.

92. Par exemple *Journal officiel. Assemblée nationale*, 1948, p. 2487-2488 ; *Journal officiel de l'Algérie. Assemblée algérienne* (1948), p. 595-596, (1949), p. 280, 400-402, 1003-1004, 1156, 1247. Cf. *Liberté*, 8 mars 1951 ; *Egalité*, 12 septembre 1947.

93. *L'Étincelle* (Saïda), janvier 1952 ; R. REYGASSE, *Témoignage d'un ultra* (Paris, Editions Témoignage chrétien, 1960, p. 26-27, 30 ; SLNA, 15 avril 1950, 15 août 1950, 15 octobre 1950, 30 décembre 1950 ; *Algérie libre*, 15 juin 1950, 23 avril 1953 ; *Liberté*, 22 février 1951, 22 mars 1951 ; *Egalité*, 17 et 24 octobre 1947 ; *République algérienne*, 24 avril 1953 ; *La Nation algérienne*, 22 octobre 1954.

94. *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> janvier 1951, 15 décembre 1952 ; *La République algérienne*, 2 janvier 1953.

95. *Alger républicain*, 23 avril 1949 ; SLNA, septembre 1949 ; *La République algérienne*, 20 mai 1949, 19 septembre 1952, 2 janvier 1953 ; *L'Algérie au 2<sup>e</sup> congrès de la paix à Varsovie* (Alger, 1950) ; *Tariq al-Salāma* (revue du Mouvement de la Paix), mars 1951 ; *Al-Shu'la*, 26 octobre 1950 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, décembre 1950 ; *Le Drapeau de l'Union* (UJDA), avril 1953, janvier-février 1954 ; SLNA, 28 février 1950, 15 avril 1950 ; *Sawt al-Jaza'ir* (MTLD), 16 janvier 1954.

L'effet cumulatif de ce mélange de tactiques d'« unité par le haut » et « unité par le bas » suscita des rapports humains plus étroits entre militants des deux camps. L'administration aidait cette évolution, à son insu, en jetant ensemble communistes et nationalistes en prison<sup>96</sup>. La dissipation (partielle) de l'hostilité et des soupçons qui en résulta fit ressortir l'évidence qu'une collaboration — au moins à court terme — était possible. De ce fait, le climat était favorable à l'inclusion du PCA dans la tendance grandissante vers une unification du mouvement nationaliste, animée avant tout par les Oulémas<sup>97</sup>.

Point culminant de cette évolution : le Front algérien pour la défense et le respect des libertés, fondé en juillet 1951, en réaction — ceci est très significatif — aux élections truquées de juin. PCA, UDMA, MTLN et Oulémas signaient un programme demandant le respect de la liberté de vote dans le second collège, le respect des libertés de conscience, d'opinion, de presse et de réunion, ainsi que la libération des prisonniers politiques et la fin de l'ingérence administrative dans les affaires du culte musulman<sup>98</sup>.

## Intégration et rejet

Plutôt que l'inauguration d'une ère nouvelle, selon les espoirs du PCA et les craintes de l'administration<sup>99</sup>, le Front marquait le degré maximum de l'intégration communiste dans le mouvement national. Dès sa formation, il s'agissait d'un mariage de raison, conclu malgré l'opposition de maint élément au sein du MTLN et de l'UDMA, inquiets à la perspective éventuelle d'une prise de contrôle communiste<sup>100</sup>. Même les protagonistes du Front — comme Mezerna, l'adjoint de Messali — n'étaient guère à l'abri de telles craintes. Par conséquent, ils s'efforcèrent de limiter le Front à des questions spécifiques et à court terme et firent échec à la manœuvre communiste classique qui consistait à assurer des sièges de direction à des organisations périphériques du PCA (CGT,

96. *La République algérienne*, 26 septembre 1952 ; *Liberté*, 26 septembre 1953.

97. *Al-Basa'ir*, 7 novembre 1949 ; SLNA, 15 août 1951.

98. *Alger républicain*, 27 juillet 1951. Sur les pourparlers qui précédèrent cet événement, voir SLNA, 28 février 1951, 15 mars 1951, 31 juillet 1950.

99. *Liberté*, 2 août 1951 ; cf. SLNA, juillet-octobre 1951.

100. *Ibid.*, 15 et 31 juillet 1951, 15 août 1951.

Secours rouge) en sus de sa propre quote-part. Les directives confidentielles dispensées par l'UDMA à ses militants les appelaient à la vigilance devant un éventuel accaparement communiste des positions-clés aux comités locaux <sup>101</sup>. Il n'est pas étonnant, dans cette atmosphère soupçonneuse, que le nombre des comités effectivement mis sur pied ait été restreint et leur activité médiocre <sup>102</sup>. Le Front était ainsi limité non seulement sous le rapport des objectifs, mais aussi en structure : ce n'était en fait qu'une alliance aux échelons supérieurs. Même à ce niveau les dissensions abondaient ; la plus importante naquit du refus du PCA de boycotter les élections d'octobre 1951, comme le demandaient ses partenaires pour protester contre les truquages passés <sup>103</sup>. Dès ce moment, les relations se dégradèrent ; l'*Algérie libre* (MTLD) ironisait par exemple sur le PC, soi-disant « parti de l'Union » qui « n'a pas hésité à porter le premier coup de pioche au Front » <sup>104</sup>. Celui-ci fut virtuellement paralysé dès le début 1952 : l'UDMA suspendit sa participation et le MTLD résolut de ne pas consommer la rupture — de peur de faire le jeu colonialiste — mais plutôt de circonscrire la coopération avec le PC aux affaires courantes, quitte à examiner chaque cas séparément. Si les communistes affichaient toujours de l'optimisme, ils devaient bientôt cependant avouer que le Front était moribond <sup>105</sup>.

En effet, même dans le cadre étroit auquel il se bornait, le Front était un échec : « Point de résultat notable, un corps sans âme » (selon un dirigeant des Oulémas) <sup>106</sup>. Si des formes inférieures de collaboration allaient subsister (comités ad hoc, alliance électorale locale, manifestations, Mouvement de la paix), le relent d'amertume laissé par le fiasco du Front entraverait la résurgence d'un ralliement nouveau. Il est vrai que des dissensions existaient depuis toujours même entre Oulémas, UDMA et MTLD, et qu'elles avaient joué leur rôle dans l'échec de 1951 <sup>107</sup>. Elles étaient loin, cependant, des rapports pleins d'animosité et des soupçons qui existaient entre chacun de ces mouvements et le PCA.

Le PCA constituait sans doute, dans la communauté musulmane, une force avec laquelle il fallait compter. C'est ce qui appa-

101. *Ibid.*, 15 et 31 août 1951, 15 septembre 1951.

102. *Ibid.*, 31 juillet 1951, 31 août 1951. Cf. *Algérie libre*, 15 octobre 1952.

103. *Infra*, p. 192. Une controverse analogue devait éclater autour des élections sénatoriales de mai 1952 (SLNA, décembre 1951, mai 1952).

104. *L'Algérie libre*, 29 janvier 1954.

105. SLNA, avril-septembre, 1952 ; *Liberté*, 26 juin 1952, 7 août 1952, 27 septembre 1952 ; BOUHALI, *Action unie sur le sol national*, p. 29 ; Id., in *Al-Manar*, 14 mars 1953.

106. *Al-Manar*, 27 mars 1953.

107. Sur les rapports Oulémas-MTLD, voir A. NADIR, *op. cit.*, p. 93-95 ; sur MTLD-UDMA, voir SLNA, 15 décembre 1949.



raît dans cette remarque du secrétaire général des scouts musulmans, qui cite le PCA parmi les « tendances politiques de la jeunesse musulmane » que son mouvement devait refléter ; ou bien dans la série d'interviews conduites par *Al-Manar* sur la question de l'unité comprenait Larbi Bouhali parmi les « leaders nationalistes » interrogés<sup>108</sup>. Le Parti communiste était cependant toujours classé dans une catégorie à part. Les autres mouvements musulmans — en dépit de leurs rivalités — n'avaient jamais vu leur nationalisme mis en question ; le nationalisme du Parti communiste restait douteux. Lorsque A. Kiouane (MTLD) lança en 1952 la notion du congrès national algérien, il convenait que, seule parmi tous les groupements, la participation du PCA restait sujet à controverse : « Le PC peut être considéré soit comme un parti sans caractère national, soit comme un parti qui, luttant actuellement contre le colonialisme, peut être admis dans une union »<sup>109</sup>. Cheikh al-Biskri (Ouléma) exprimait la même ambivalence : « C'est un parti propageant les principes de Staline plutôt que ceux de Mohamed ; sa doctrine est universelle et ne s'applique pas à l'Algérie en particulier ; il mérite d'être remercié pourtant pour tous les efforts déployés pour notre cause ». La plupart des personnalités interviewées par *Al-Manar* ne citaient pas le PCA parmi les partis qu'on devait convier à l'Union nationaliste, fondée non seulement sur « l'anti-impérialisme », mais aussi sur « l'Islam »<sup>110</sup>. Autre indice de cette tendance à exclure le PC de la famille nationaliste : l'échec des tentatives des communistes algériens (ainsi que de leurs camarades tunisiens et marocains) d'adhérer à la conférence des partis nord-africains (1951-1953). Bourguiba avait été à l'origine de ce rejet, mais l'UDMA et le MTLD l'avaient soutenu à fond<sup>111</sup>.

Dans leurs moments de candeur, les leaders communistes convenaient que cette attitude n'était pas seulement l'apanage de leurs homologues nationalistes : « Les masses musulmanes ne nous considèrent pas comme un parti nationaliste »<sup>112</sup>. Le poids du passé pesait certainement lourd dans la balance. La volte-face était trop récente pour faire oublier les événements de 1944-1946 : soutien de l'Ordonnance de mars, position prise en mai 1945, affaire de l'amnistie, tract « Chien de la colonisation ». La presse musul-

108. *Scouts musulmans algériens. Bulletin*, 2, 1948-1949 ; *Al-Manar*, 14 mars 1952.

109. *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> décembre 1952.

110. *Al-Manar*, 10 avril 1953 ; cf. *Ibid.*, 6 et 27 février 1953, 27 mars 1953, 10 avril 1953.

111. *Liberté*, 20 mars 1952 ; *La Croix*, 29 avril 1953 ; « Les problèmes du PC Algérien », *BEIPI*, 16-28 février 1954, p. 18.

112. *Action unie sur le sol national*, p. 45 ; cf. *Liberté*, 10 septembre 1947.

mane veillait à ce que ces exemples, et bien d'autres, ne tombassent pas dans l'oubli <sup>113</sup>. Pour la vieille génération nationaliste, le ressentiment devant le virage de 1935-1936 et les attaques contre l'ENA était toujours fort. La volte-face de 1946 de « ces patriotes à éclipses » demeurait suspecte : « Pour les communistes, le nationalisme algérien paraît être né en 1946 seulement » <sup>114</sup>. Les épreuves passées pouvaient bien expliquer les soupçons (mal fondés) entretenus par le MTLN, en 1949-1950, selon lesquels le PCA aurait appuyé en sous-main la scission « berbériste » dans les rangs mesalistes. En réalité, si les communistes essayaient, avec succès, de s'attirer quelques-uns des dissidents, ils se gardaient bien de collaborer avec le Parti populaire kabyle (PPK) dissident et refusaient même d'ouvrir les colonnes d'*Alger républicain* à ses communiqués. Toutes les tentatives pour nouer des contacts étaient dues à l'initiative du PPK, ou plutôt de ses militants en Algérie ; la direction située à Marseille (et à la tête de laquelle se trouvait un renégat communiste, Si Djilani, était farouchement opposée à une telle orientation <sup>115</sup>. Mais les souvenirs du flirt communiste avec l'idée berbériste dans le passé, la notoriété de leur méthode de noyautage (par exemple dans le cas de l'ENA), enfin et surtout l'image machiavélique et antinationaliste du PCA — autant d'éléments qui l'emportaient sur les faits.

Une autre image persistait : celle d'un parti *roumi*. Tout « arabisé » qu'il soit devenu, le PCA, dit un rapport de l'administration coloniale, « n'est pas considéré comme un parti musulman, et, dans nos pays, seul ce qui est musulman a de l'importance » <sup>116</sup>. Et le bureau politique de l'UDMA — de même que Cheikh al-Biskri, des Oulémas — dit que « le PCA est le seul parmi les mouvements non autochtones qui ait entrepris de dénoncer les injustices faites aux masses musulmanes » <sup>117</sup>. Sa composition ethnique y était certes pour quelque chose, mais il fallait aussi prendre en considération la provenance même de la doctrine communiste, le *Weltans-*

113. *Egalité*, 20 décembre 1946 ; *Journal officiel. Assemblée nationale constituante*, 23 août 1946, p. 3275 ; *La République algérienne*, 31 mars 1950, 16 février 1951, 2 mars 1951 ; *Algérie libre*, 10 septembre 1954.

114. *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> janvier 1950, 13 août 1953 ; *La Voix des jeunes* (scouts musulmans), 15 mars 1952 ; KHALDI, *Le problème algérien devant la conscience démocratique*, Alger, Ed. Nahda, 1946, p. 42.

115. *Algérie libre*, 10 septembre 1954 ; SLNA, 15 mai 1950, 30 juin 1950, 31 juillet 1950, 15 août 1950 ; interview de Nahori. Si Djilani avait été l'un des fondateurs communistes de l'ENA.

116. SLNA, *l'Algérie au demi-siècle* 1954, p. 156, citant un rapport de l'administrateur de Touggourt.

117. Cité par Jeanson, *op. cit.*, p. 111. Même l'éloge qu'en fit Boumendjel (*supra*, p. 180) implique que le PCA était avant tout un parti européen. C'est nous qui soulignons.

*chauung* dans lequel il était ancré et la puissance étrangère qu'il servait — bref, des facteurs qui empêchaient le PC de passer pour endogène et nationaliste. A. Kiouane devait dire qu'il manque au PCA un caractère nationaliste sans équivoque parce que l'indépendance n'est pour lui qu'un moyen pour la soviétisation de l'Algérie et que ses attaches avec l'URSS seraient toujours maintenues ; et le Dr Khaldi : « Sa politique [nationaliste] est tactique plutôt que doctrinale » <sup>118</sup>.

Les nationalistes, à coup sûr, participaient au Mouvement de la paix et aux organisations semblables, mais il le faisaient pour leurs propres raisons et se tenaient constamment sur leurs gardes pour faire obstacle à leur prise en charge éventuelle par le PCA <sup>119</sup>. Ils refusaient de souscrire au concept jdanoviste des « deux camps », s'attachant plutôt à l'idée de Troisième force en vogue à l'époque dans le monde arabe. « La pomme de discorde entre moi et le PC », dit F. Abbas, « est leur demande de me lier avec la Russie et d'être hostile à l'Amérique, tandis que moi je suis résolu à être en relations amicales avec les deux, parce qu'il n'est pas dans l'intérêt de mon pays que je me rallie à l'un contre l'autre » <sup>120</sup>. Que des considérations purement nationalistes y soient prédominantes, on s'en rend compte au fait que la polémique religieuse n'est jamais évoquée pour justifier le neutralisme, en dépit des efforts de l'administration et de la presse européenne pour faire dresser le « spiritualisme musulman » contre le « matérialisme russe » <sup>121</sup>. UDMA et MTLD se montraient respectueux de l'anticolonialisme soviétique, tout en reconnaissant qu'il s'inscrivait dans la stratégie de la guerre froide ; ils rejetaient en outre la doctrine léniniste sur l'alliance impérative entre colonisés et révolutionnaires européens. « L'objectif de la politique soviétique, écrit *Al-Maghreb al-'Arabi* (MTLD), est uniquement d'arracher à l'Europe les clés de l'Empire afin de réaliser son propre expansionnisme idéologique et économique » <sup>122</sup>.

Le débat ne se bornait point au seul domaine théorique. Certai-

118. *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> novembre 1952 ; KHALDI, *op. cit.*, p. 42.

119. *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> janvier 1950, 15 décembre 1952 ; *République algérienne*, 2 janvier 1953. Le PPA donna à ses adhérents la consigne de ne pas participer aux comités avec le seul PCA, « de peur d'être manipulés » (SLNA, septembre 1952). Les étudiants MTLD étaient particulièrement méfiants (voir *L'Etudiant maghrébin*, février 1952).

120. *Al-Shu'la*, 2 février 1950 ; cf. *République algérienne*, 24 mars 1950 ; *Al-Maghrib al-'Arabi*, 30 octobre 1948 ; *La Voix des jeunes*, février 1952.

121. Arguments repoussés par *Al-Basa'ir*, 23 mai 1949, 10 juillet 1950, 17 septembre 1951 ; *République algérienne*, 28 novembre 1947, 11 avril 1952 ; *Al-Maghrib al-'Arabi*, 7 janvier 1949 ; *Algérie libre*, 17 novembre 1951.

122. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> janvier 1950, 1<sup>er</sup> décembre 1952, 4 septembre 1953. *Al-Maghrib al-'Arabi* (suppl. français), 24 septembre 1948, 9 octobre 1949 ; *République algérienne*, 20 mai 1949.

nes prises de positions russes à la fin des années quarante mirent le Parti communiste en situation difficile. C'était là un phénomène tout à fait neuf : dans l'entre-deux-guerres, la subordination à l'URSS ne constituait pas une pierre d'achoppement significative, étant donné le manque d'intérêt russe envers le monde arabe ; le seul cas d'incidence directe étant la volte-face de 1935-1936. Une fois l'URSS devenue active dans cette région, la subordination prenait de l'importance. L'hostilité soviétique à l'égard de la Ligue arabe, ce « valet britannique » — ainsi qu'envers le Comité pour la libération du Maghreb, opérant sous son égide — suscitait des polémiques qui allaient au cœur même de la question de l'identité algérienne, les nationalistes affirmant que leurs premiers « cercles d'allégeance » étaient le Maghreb et le monde arabe<sup>123</sup>. Le soutien russe à l'établissement de l'Etat d'Israël était l'objet d'attaques violentes ; l'URSS aurait abandonné les principes de la révolution prolétarienne permanente et se serait prêtée tout à coup « au jeu de massacre de l'impérialisme mondial ». Naturellement, l'opinion musulmane s'en prit avec autant de courroux au PCA, qui tenait à défendre les positions soviétiques et allait jusqu'à refuser de participer aux funérailles de volontaires algériens de la Palestine<sup>124</sup>. En 1949, on assistait à un regain de tension à l'occasion de l'opposition russe à l'indépendance libyenne, et son attitude réservée (voire hostile) à l'égard des juntes militaires syriennes, puis égyptiennes ne fit que verser de l'huile sur le feu<sup>125</sup>. Afin de mieux souligner leur neutralisme, le MTLD comme l'UDMA établirent des contacts avec le Congrès des peuples opprimés, parrainé par des intellectuels français et anglais indépendants de gauche ; ils devaient persister dans cette alliance — malgré tous les efforts communistes pour les en détacher — d'autant plus que le Congrès était prêt, bien plus que le PC, à soutenir à fond leurs revendications extrêmes<sup>126</sup>.

123. *Al-Watan* (UDMA), avril 1948 ; *Al-Maghrib al-'Arabi*, 26 février 1949 ; *Algérie libre*, 15 avril 1950, 15 avril 1953.

124. *République algérienne*, 3 septembre 1948 ; *Al-Basa'ir*, 28 juin 1948 ; *Al-Maghrib al-'Arabi*, 26 février 1949. Pour un exposé de la thèse communiste, voir *Al-Jaza'ir al-Jadida*, janvier-septembre 1948, *passim* ; *Alger républicain*, 24 juin 1948-3 juillet 1948, *passim*. Thèse violemment critiquée par les nationalistes : *République algérienne*, 25 juin 1948, 24 septembre 1948, 21 janvier 1949, 13 janvier 1950, 24 mars 1950 ; *Al-Maghrib al-'Arabi*, 6 août 1948, 15 février 1949.

125. *L'Etudiant maghrébin*, fév. 1952 ; *L'Algérie libre*, 19 novembre 1949, 1<sup>er</sup> décembre 1949 ; *Al-Basa'ir*, 14 novembre 1949 ; *République algérienne*, 2 novembre 1949. Sur la position communiste : *Al-Jaza'ir al-Jadida*, août-septembre, octobre 1949 ; *Alger républicain*, 23 avril 1949 ; *Liberté*, 28 août 1952, 2 octobre 1952. La réaction nationaliste : *République algérienne*, 8 juillet 1949, 10 octobre 1952 ; *Al-Basa'ir*, 29 septembre 1952 ; *Algérie libre*, 23 août 1952.

126. *Al-Maghrib al-'Arabi*, 26 octobre 1948, 5 novembre 1948 ; D. GUÉRIN, *Au service des colonisés*, Paris, p. 191 ; M. CLARK, *Algeria in turmoil*, New York, 1959, p. 69 ; *République algérienne*, 15 mars 1949, 15 janvier 1950, 15 avril 1950, 23 juillet 1953 ; *Liberté*, 1<sup>er</sup> et 15 juillet 1948 ; L. BOUHALI, *L'avenir de l'Algérie*.



Si le PCA était toujours tenu de prendre fait et cause pour l'URSS, les tensions qui en résultaient furent moindres en 1953-1954. L'appui accordé par l'Union soviétique aux nationalistes tunisiens et marocains à l'ONU lui attirait beaucoup d'éloges. Par ailleurs, l'évolution progressive de la position russe envers les régimes du Tiers-Monde, ainsi que la dégradation des relations URSS-Israël, servaient à lever une partie de la lourde hypothèque qui pesait sur le PCA <sup>127</sup>. Néanmoins, les appréhensions à l'égard des arrière-pensées soviétiques subsistaient, et elles feraient surface à la moindre occasion (telle la résurgence, en 1954, de la propagande anti-islamique à l'intérieur de la Russie <sup>128</sup>).

A ces deux composantes de l'image *roumi*, il faut en ajouter une troisième qui — comme la première — avait troublé l'histoire du parti depuis les origines. « On ne saurait nier les attaches du PCA avec le PCF », fit valoir l'UDMA, et le MTLD d'affirmer sur un ton sarcastique que, d'après ce que l'on déclare aujourd'hui à Paris, on peut se faire une idée de ce que l'on dirait demain à Alger <sup>129</sup>. Certes, la délégation pour l'Afrique du Nord disparaissait en 1949-1950, et la marge de manœuvre du PCA s'en trouvait amplifiée. Le PCF n'en demeurait pas moins l'instance ultime de décision en matière algérienne (le Kominform étant indifférent) et c'était bien sa section d'Outre-Mer qui contrôlait toujours les activités du PCA. Des délégués de la section étaient présents à la plupart des sessions du comité central (voire même des comités régionaux). Entre les sessions, le contact était maintenu par des tournées d'inspection ou de propagande du PCF et des voyages des leaders du PCA en France (pour assister aux congrès du parti-frère) <sup>130</sup>. Le contrôle de la section allait jusqu'à examiner de près les publications algériennes et à émettre des « recommandations » confidentielles en matière de contenu et de style <sup>131</sup>. Et il est évident que toutes les décisions majeures (par exemple sur l'Assemblée constituante, sur la représentation proportionnelle) étaient prises après consultation du PCF (si elles n'étaient pas dues à sa propre initiative) <sup>132</sup>. Quant à la sélection et à la promotion des

127. Cf. *Al-Basa'ir*, 7 janvier 1952 ; *République algérienne*, 13 mars 1953, 20 novembre 1953 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, octobre 1953. Cf. PERRY, *op. cit.*

128. *Sawt al-Sha'b*, 23 octobre 1954 ; *Algérie libre*, 8 octobre 1954.

129. JEANSON, *op. cit.*, p. 113 ; *Algérie libre*, 15 avril 1950.

130. Voir par exemple *Liberté*, 8 juin 1950, 2 novembre 1950, 8 novembre 1951, 7 août 1952, 7 janvier 1954 ; interview de Nahori.

131. G. THÉVENIN (section d'Outre-Mer) rapport daté du 6 novembre 1950, « Critique de *Liberté*, 26 octobre 1950 et de *L'Avenir de Tunisie* (PCT) », Fonds Marty, Institut français d'histoire sociale. Le Fonds comprend une collection complète de *Liberté* ainsi que des brochures du PCA dûment envoyées à Marty jusqu'à son expulsion en 1952. De plus, le PCA fournit au PCF des renseignements confidentiels sur les affaires algériennes (voir rapport daté de 10 avril 1947, *Archives A. Marty*).

132. Voir *supra*, n. 67.

cadres, elles restaient soumises à l'approbation de la section ; ainsi, le carnet de Marty nous apprend que des « missi dominici » français au 6<sup>e</sup> congrès du PCA prenaient part aux délibérations de la commission politique qui triait sur le volet les candidats aux nouveaux organes du parti, exactement comme le faisaient les émissaires de la direction aux congrès des fédérations du PCF.

On ne saurait nullement nier que, jusqu'à un certain point, le soutien du PCF constituait un atout pour le PCA dans ses rapports avec les nationalistes. Ceux-ci recherchaient (souvent avec succès) l'appui du groupe parlementaire PCF ; les manifestations de la CGT fournissaient aux troupes messalistes en métropole une occasion légale de brandir leurs pancartes, de chanter leurs slogans, et la presse du PCF accueillait les communiqués nationalistes <sup>133</sup>. De fait, la transaction décisive qui facilitait l'établissement du Front en 1951 fut conclue à *Paris* entre la section d'Outre-Mer et un Messali Hadj désireux d'obtenir le concours du PCF dans le débat parlementaire sur les dernières élections algériennes. Messali se proposait aussi de s'en servir dans ses exercices d'équilibre pour mobiliser l'aide anglo-américaine. Ce n'est qu'ensuite que l'accord fut imposé à ses disciples récalcitrants en Algérie <sup>134</sup>.

Etre à la remorque du PCF présentait cependant des inconvénients, témoin l'affaire du Front. Pour commencer, la manière dont le Front fut créé prouvait que les nationalistes regardaient le PCF comme le véritable maître du jeu et préféraient traiter directement avec lui plutôt qu'avec ses « hommes de paille » algériens <sup>135</sup>. Cette méfiance se trouva renforcée par les élections départementales d'octobre 1951. UDMA, MTLD et Oulémas étaient décidés à les boycotter pour protester contre les truquages du scrutin de juin et amener leur abrogation. Il semble que le bureau politique du PCA souhaitait accepter la proposition nationaliste afin de préserver l'unité du Front, bien que, dans le passé, le parti ait fustigé une telle « politique attentiste ». La nouvelle position prise — fait très significatif — à l'instigation de jeunes dirigeants (B. Hadj Ali et A. Akkache), relevait de la sensibilité croissante du PCA aux courants de l'opinion musulmane (en l'occurrence, déception des élections, aspirations à l'unité). C'était aussi la manifestation d'une indépendance d'esprit, née dans le courant des six mois écoulés depuis la liquidation de la délégation. Inquiet de cette velléité et soucieux en outre d'éviter une initiative anticolonialiste qui aurait risqué de porter tort à sa politique de front uni en France, le PCF dépêchait à Alger Léon Feix, chef de la section d'Outre-Mer, à toute vitesse.

133. Cf. *Egalité*, 12 septembre 1947 ; JAMMES, mémoire, CHEAM, p. 13.

134. SLNA, 1<sup>er</sup> août 1951.

135. *Ibid.*, 15 mars 1950.

Jouant la carte de l'autorité morale du « parti-frère aîné », Feix parvint à dissuader le bureau politique, puis le comité central du PCA, de retirer cette motion, et de se prononcer pour la participation au scrutin <sup>136</sup>.

Pour les nationalistes, qui avaient eu vent de ces manœuvres, les leçons à tirer étaient évidentes. S'ils s'abstenaient de réagir ouvertement, de peur de porter un coup fatal au Front, ils laissaient entendre leur mécontentement en refusant, par exemple, de participer aux manifestations communes proposées par le PCA et laissant, par ailleurs, planer le doute sur son caractère national. C'est ainsi que le communiqué appelant au boycottage du scrutin fut publié à « l'unanimité des groupements nationalistes » <sup>137</sup>. Peu après, au début de 1952, des preuves supplémentaires de l'emprise du PCF sur le PCA furent révélées, avec la publication par la presse de documents saisis lors d'une rafle dans les bureaux du Parti communiste marocain. Ils contenaient, entre autres, le compte rendu d'une conférence tenue à Alger, en novembre 1951, en présence de Feix, Mignot (PCF), et des secrétaires des trois PC maghrébins. On avait décidé de faire d'Alger le centre du communisme en Afrique du Nord sous le contrôle d'un délégué permanent du PCF ; poste auquel devait être nommé André Carrel (de *L'Humanité*) <sup>138</sup>. Il semble que le PCF, tirant ses propres leçons de l'affaire des élections d'octobre, ait regretté d'avoir relâché son emprise sur les PC maghrébins et cherché à la réaffirmer. Si le plan de novembre ne devait pas être réalisé, c'est uniquement à cause de la publication du compte rendu, exploitée habilement par la presse anticomuniste en France et en Algérie. Il est fort probable, pourtant, que la vigilance et le contrôle indirect de la section d'Outre-Mer aient été renforcés.

Rappelé à l'ordre, le PCA ne tentera plus — avant la guerre d'Algérie — de reprendre l'initiative sur une question d'importance. Il ne semble même pas avoir rechigné devant sa condition de mineur, ses velléités d'indépendance ayant été très fragiles, au terme de tant d'années passées dans l'ombre du PCF. On ne saurait douter de la sincérité des péroraisons « Vive le PCF ! » dans les discours officiels, ni des longues ovations accueillant les délégués du PCF aux congrès et aux sessions du comité central du PCA. De même, on célébrait pieusement les anniversaires de la fondation

136. Interview de Nahori (qui assistait à la session du comité central en tant que rédacteur de *Liberté*). Dans le passé, des leaders tels que Hadj Ali étaient farouchement opposés à l'abstention (*Liberté*, 17 mai 1951, 21 juin 1951). Cf. aussi SLNA, 15 septembre 1951.

137. SLNA, 31 octobre 1951 ; *République algérienne*, 28 septembre 1951, 5 octobre 1951 ; *Algérie libre*, 8 octobre 1951 ; *Al-Basa'ir*, 15 octobre 1951.

138. SLNA, janvier 1952 ; *L'Echo d'Alger*, 19 janvier 1952 ; *La Dépêche quotidienne*, 18 janvier 1952 ; *La Croix* (Paris), 29 avril 1952.

du PCF ainsi que ceux de Thorez et (jusqu'à son exclusion) de Marty <sup>139</sup>. Il s'agissait ici de beaucoup plus qu'une simple habitude mentale. La soumission au PCF était un article de foi, intimement lié à l'analyse marxiste de la décolonisation et au concept d'euro-péo-centrisme de la révolution mondiale (v. *infra*, p. 258). Le PCA ne se laisserait jamais de répéter que l'on ne « doit pas confondre le peuple français avec le gouvernement français » et que seul « le grand parti-frère sait concilier les intérêts du peuple français avec le droit de tous les peuples à l'indépendance et à la liberté ». Preuves à l'appui : les positions du PCF sur les révoltes du Rif et des Druzes dans le passé, sur les affaires vietnamienne, tunisienne et marocaine dans le présent <sup>140</sup>. En 1952-1954, cette doctrine revêtait une importance accrue, remplissant la fonction nouvelle d'apaiser les inquiétudes de plus en plus graves des Européens quant à leur avenir.

Les nationalistes, pour leur part, étaient de moins en moins disposés à souscrire à cette doctrine, à mesure qu'il s'avérait que, dans les crises tunisienne et marocaine, voire même dans la guerre du Vietnam, le PCF ne reviendrait pas à l'activisme violent des années vingt. On ridiculisait « les protestations platoniques » du PCF et mettait en garde les Algériens musulmans contre « la dangereuse illusion... qui consisterait à compter sur l'opinion en France pour faire pression sur son gouvernement » <sup>141</sup>. Les révélations de Marty (après son exclusion du parti), les critiques lancées par le groupe dissident *Unir* et le fiasco de la vague de « défaitisme révolutionnaire » menée par Billoux au printemps 1952 allaient dans le sens des nationalistes <sup>142</sup>. L'indifférence fondamentale du prolétariat français à la question coloniale était mise en relief par l'échec de la grève lancée par le PCF et la CGT, à la suite des fusillades de police sur les militants MTLN au cours de la manifestation du 14 juillet 1953. Le comportement des cadres du PCF durant cette manifestation fut pour le moins ambigu et laissa un relent d'amertume parmi les messalistes <sup>143</sup>.

139. Cf. *Liberté*, 13 janvier 1949 ; *L'Humanité*, 26 mai 1949. L'introduction de Bouhali à GARAUDY, *La contribution historique de la civilisation arabe*, Alger, 1947.

140. BOUHALI, *L'avenir de l'Algérie*, Alger, Ed. Liberté, 1948, p. 29. L'introduction de Hadj Ali à A. MARTY, *Algériens, le peuple de France est avec vous*, Alger, Ed. Liberté, 1952 ; *Journal officiel. Assemblée nationale*, 12 février 1948, p. 698 ; *Liberté*, 2 novembre 1950, 14 décembre 1950, 7 août 1952, 6 novembre 1952. Cf. FEIX, « La tradition de lutte du PCF », *Cahiers du communisme*, janvier 1951, p. 106 et suiv. ; L. FIGUERES, « Heroic struggle of the people of Tunisia, Morocco and Algeria », *For a lasting peace, for a people's democracy*, 19 décembre 1952.

141. *Algérie libre*, 4 septembre 1953 (article de Benkhedda, futur leader du FLN) ; *Al-Maghrib al-'Arabi*, 8 août 1947 ; *Ibid.* (suppl. français), 12 septembre 1947.

142. A. MARTY, *L'affaire Marty* (Paris, 1955), p. 172, 174, 204-206 ; *Unir* (Paris), septembre 1953, août 1954.

143. *Unir*, septembre 1953 ; MARTY, *op. cit.*, p. 205.



Il est peu étonnant, donc, que l'opinion musulmane soit restée très sceptique devant les déclarations du PCA sur son « indépendance »<sup>144</sup>. De telles affirmations sonnaient particulièrement faux, compte tenu de l'accumulation constante des exemples de servitude à la politique du PCF (ou de l'URSS). Un cas notoire : le vote des députés du PCF, suivi à coup sûr par ceux du PCA, pour le candidat socialiste à la présidence de la République (décembre 1953). Cet acte, dicté par la tactique de front unique, aurait pu passer inaperçu en Algérie si le dit candidat n'avait pas été Naegelen, ancien gouverneur général et principal responsable du sabotage du statut. Le tollé nationaliste devant ce ralliement soudain à un homme que *L'Humanité* et *Liberté* avaient qualifié de « proconsul » était parfaitement compréhensible<sup>145</sup>.

Dans cette communauté musulmane du début des années cinquante, de plus en plus consciente de son identité spécifique, une telle image de marque *roumi* — alourdie par l'héritage d'un passé récent — était à elle-même suffisante pour entraver l'intégration véritable du PCA.

## Le débat fondamental

Les racines des difficultés communistes étaient pourtant beaucoup plus profondes. Le rapprochement avec les nationalistes ne faisait — chose paradoxale — que mettre en relief les divergences fondamentales qui les séparaient des communistes. Divergences qui avaient existé depuis toujours, mais s'étaient atténuées par des controverses de portée plus immédiate engendrées par les stratégies de front populaire et de la « France nouvelle ». Le cœur du débat résidait dans les vues opposées sur la nature du nationalisme algérien ; vues formulées avec beaucoup de clarté après la faillite du Front algérien qui amenait tous ses composants à penser que de futures tentatives d'unification devraient reposer sur un programme spécifiant les principes communs et les objectifs à long terme<sup>146</sup>.

144. *Journal officiel. Assemblée nationale*, 11 mars 1952, p. 1226.

145. Cf. *L'Observateur d'aujourd'hui*, 21 janvier 1954. De même, le MTLD critiqua le PC pour avoir voté la confiance à Mendès France en juin 1954, encore que son programme n'ait fait aucune mention du Maghreb (*Algérie libre*, 18 juin 1954 ; réponse de *L'Humanité*, 6 juillet 1954 et de *L'Algérien en France*, juillet-août 1954).

146. *Algérie libre*, 15 octobre 1952, 1<sup>er</sup> novembre 1952. Le PCA accepta cette idée dans *Propositions en vue de la tenue d'un congrès national*, Alger, 25 janvier 1954.

Le hiatus devait sauter aux yeux sur-le-champ puisque l'appel du MTLD pour un Congrès national algérien affirmait comme premier principe : « L'Algérie, c'est une nation »<sup>147</sup>. Si les autres groupements nationalistes pouvaient y souscrire facilement, les communistes demeuraient fidèles à la notion sacro-sainte de « nation algérienne en formation », (quelque peu retouchée, il est vrai : fusion des Arabes et des Berbères, rôle négatif des Romains). La discussion sur la question de l'indépendance immédiate était évidemment liée directement à cette controverse, mais il convient de signaler qu'elle avait perdu beaucoup de son acuité. Les messalistes, parangons de longue date de l'*Istiqlal al-tamm* (indépendance totale), modifiaient leur position en pratique, tandis que les Oulémas et l'UDMA étaient prêts à se contenter d'une large autonomie. Il en résultait une convergence de fait, puisque le PCA, on l'a bien vu, glissait, de l'autre extrémité, vers l'option autonomiste. Le bât blessait ailleurs : l'opinion musulmane, ne doutant plus ni de son caractère national ni de sa maturité, ne pouvait accepter une notion qui revenait à dire que l'entité nationale algérienne ne s'était pas encore cristallisée et avait, de surcroît, besoin d'un influx étranger pour achever sa maturation. Cela était ressenti comme un affront scandaleux trahissant un esprit de supériorité européenne (raciale ou culturelle). Ainsi *L'Algérie libre* fulminait (« le PC rejoint la thèse colonialiste ») sur l'incapacité à l'indépendance à propos de l'« inexistence de la nation indigène », et l'« Algérie ramassis de tribus hétéroclites ». D'aucuns allaient même jusqu'à soutenir qu'une fusion culturelle était exclue a priori du fait de l'antagonisme foncier entre « spiritualisme » musulman et « matérialisme » occidental<sup>148</sup>.

Ce même orgueil blessé des nationalistes se retrouve en filigrane dans les polémiques passionnées autour de la question — de nature apparemment académique — de savoir si l'Algérie constituait déjà une nation avant 1830. Nulle hésitation chez les nationalistes, pour qui la conquête française n'avait eu que des effets négatifs. Bachir Hadj Ali rétorquait que « l'Algérie d'aujourd'hui n'est pas celle de 1830 », mais représentait un progrès immense vers la maturation nationale, accélérée par la présence française : progrès économique, tout d'abord — attribué aux petits-blancs plus qu'aux grands colons — puis progrès aussi en termes d'unification politique et de conscience collective<sup>149</sup>.

C'est ici le nœud du problème. Dans l'optique des nationalistes :

147. *Algérie libre*, 11 décembre 1953.

148. *Algérie libre*, 4 septembre 1953, 22 octobre 1954. *L'Etudiant maghrébin*, février 1952.

149. *Liberté*, 15 octobre 1953, 19 juin 1951.

« Une vie commune qui s'échelonne sur des siècles et une origine ethnique identique ont façonné le peuple algérien et en font... une nation avec son génie propre... La culture offre également... un véritable fond culturel algérien de caractère arabe et islamique ».

L'Islam, élément constitutif majeur de l'algérité, était conçu — suivant les canons du nationalisme arabe moderne — comme un composant *historico-culturel* (et pas forcément religieux), soudant Arabes et Berbères par l'unification politique, l'interaction socio-économique et, par dessus tout, en vertu de la langue du Coran, devenue langue nationale. « Le facteur linguistique a contribué énormément à forger le caractère national du peuple algérien... L'Algérien parle aujourd'hui sa langue nationale avec fierté et... cherche à étudier la langue arabe classique pour connaître l'Islam et la culture islamique à laquelle l'Algérie a largement donné sa part » <sup>150</sup>.

Cette fusion de « particularisme maghrébin et d'universalisme islamique » précédait de beaucoup « la catastrophe de 1830 ». L'objection communiste qu'une telle entité ne méritait pas encore le qualificatif de « nationale » était repoussée comme une tentative visant à « détruire notre personnalité morale », semblable à celle des colonialistes, par le moyen de l'assimilation <sup>151</sup>. Ce que l'on pouvait encore professer en 1939, dans une situation de flux, devenait virtuellement tabou face à un nationalisme pleinement mûri à la fin de la guerre mondiale. Climat attesté par le texte de l'hymne PPA rejetant la « fusion de races », la « naturalisation » et l'« assimilation » <sup>152</sup>. En effet, si le Parti communiste regardait l'arabisme et l'Islam comme des caractéristiques importantes de l'Algérie, il niait qu'ils y fussent prédominants (encore moins exclusifs) <sup>153</sup>. Indice très révélateur : la presse communiste n'employait jamais, en ce qui concerne le Maghreb arabe, les termes *quṭr shaqīq*, ou son équivalent français « pays-frère », d'usage courant dans les journaux nationalistes.

Le concept charnière était qu'« une communauté de race, de religion ou de langue n'est pas nécessaire pour former une nation ». L'Algérie avait toujours été un creuset, sans pour autant opérer la cristallisation. L'après-1830 représentait une phase importante dans cette évolution séculaire, dont le dénouement arriverait lorsque les pieds-noirs se seraient complètement fondus à la

150. MTL D, *Le problème algérien : Considérations générales* (Paris, 1951), p. 6 ; *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> mars 1952, 10 septembre 1954, 22 octobre 1954.

151. *Algérie libre*, 10 septembre 1954.

152. Cité dans CIE, 26 mars 1941.

153. *Liberté*, 26 septembre 1946 ; A. MARTY, « La question algérienne », *Cahiers du communisme*, 1946, p. 692, 703 ; Ecole élémentaire du PCA, Cours N° 1, *L'Algérie*, 1947, p. 7.

population indigène. Ensemble ils allaient créer l'Algérie de demain, « une nation moderne qui ne serait ni arabe, ni française ni berbère, mais tout simplement algérienne », née « de la fusion de deux civilisations, occidentale et orientale, de la fusion d'éléments ethniques divers »<sup>154</sup>.

La pierre de touche de toutes ces polémiques était, en fait, la question des pieds-noirs, d'autant plus aiguë que communistes et nationalistes s'accordaient pour dire que la décolonisation était inéluctable et imminente, et que grandissait l'inquiétude chez les Européens. Selon le réquisitoire de Bouhali, la stratégie nationaliste avait négligé « la minorité d'Algériens d'origine européenne qui a joué et est appelée à jouer un rôle extrêmement important dans l'évolution... du pays » ; grave incurie puisque l'une des « particularités essentielles » du peuple algérien « c'est qu'il comprend huit millions d'Algériens arabo-berbères et un million d'Algériens d'origine européenne »<sup>155</sup>.

Le MTLD convenait sans ambages : « Nous avons parlé ici du caractère national, sans tenir compte en Algérie d'une minorité d'un million d'Européens. C'est qu'il s'agit là d'un peuplement dû au régime colonial qui maintient volontairement cette minorité en dehors et au-dessus du peuple algérien »<sup>156</sup>.

Cela ne veut pas dire que les nationalistes avaient perdu de vue l'importance du « problème » des pieds-noirs. Oulémas et UDMA — et, plus tard, le MTLD également — arrivèrent à la conclusion qu'il fallait apaiser les craintes des Européens et formuler des garanties concernant leur résidence, leur activité et, s'ils le désiraient, leurs droits de citoyens dans l'Algérie indépendante<sup>157</sup>. Tous ces groupements refusaient néanmoins de considérer les pieds-noirs comme des Algériens à part entière. Si la culture nationale algérienne était arabo-musulmane et s'était constituée comme telle depuis une douzaine de siècles, il s'ensuivait que les Européens étaient un corps étranger, greffé par la force sur la communauté indigène. L'intégration des Européens n'était point un droit humain absolu et dépendait de la bonne volonté des indigènes, bien qu'il n'y eût pas de raison de ne pas l'accorder — l'assurer même par voie légale — une fois liquidé le régime colonial (et expulsés les partisans extrémistes du colonialisme).

Sous ce rapport, l'analyse sémantique nous révèle une pléthore d'indices fort significatifs. Le terme « Algériens » désignait, pour

154. *Vive l'Algérie !* (Alger, fin 1949) ; cf. *Progrès*, mars 1953, p. 4.

155. *Démocratie nouvelle*, juillet 1947, p. 360 ; *Liberté*, 15 octobre 1953.

156. MTLD, *Le problème algérien*, p. 6 ; cf. MESSALI HADJ, *Appel aux Nations Unies* (Paris, 1950), p. 29-30.

157. UDMA : JEANSON, *op. cit.*, p. 116 ; *Liberté*, 14 octobre 1948. Oulémas ; *Alger républicain*, 5-6 août 1951. *La Nation algérienne*, 24 septembre 1954.



les nationalistes, les seuls musulmans ; le Parti communiste, en revanche, l'employait pour tous les habitants de l'Algérie, l'accompagnant parfois de qualificatifs : « Algérien d'origine musulmane-européenne ». Rejetant cet usage, la presse nationaliste nommait les pieds-noirs « Français d'Algérie », « Algériens de fait » (antonyme des Algériens « de droit », « étrangers ») (par opposition à d'*ahālī*/indigènes, « la minorité française », ou, terme plus modéré, « Algériens d'adoption » opposés à « Algériens de naissance »)<sup>158</sup>. Le concept de « nation en formation », « mélange de vingt races » (ou : de « deux civilisations ») impliquait évidemment que tous les habitants jouiraient d'un droit égal à faire partie — à titre individuel et sans distinction d'origine — de la communauté nationale qui se constituait, et à laquelle ils avaient contribué (et contribueraient) sur un pied d'égalité.

Les divergences, ainsi que leurs bases doctrinales, se virent mises en relief par le MTLD, qui formula trois possibilités à présenter au choix des pieds-noirs<sup>159</sup> :

a. Se dissocier complètement de leur passé, adopter l'identité, la culture et la manière de vivre de la majorité arabo-musulmane et s'y fondre pleinement.

b. Maintenir leur spécificité culturelle occidentale tout en reconnaissant l'hégémonie de la civilisation indigène en tant que seule expression authentique de l'algérité ; accepter ainsi « un statut de minorité et la qualité d'Algériens », afin de jouir de droits identiques à ceux des autochtones.

c. « Une minorité d'individus de nationalité étrangère peut garder sa nationalité d'origine (i.e. française) ...et [demeurer] corps étranger dans l'édifice national, donc source de complications et de dangers ; elle verra [ainsi] ses prérogatives forcément limitées ». Sa situation serait calquée — suggérerait-on parfois — sur celle d'*Ahl al-Dhimma*, sujets non musulmans de deuxième zone dans le califat médiéval<sup>160</sup>.

Destinée à combattre « la propagande alarmiste » répandue en milieu européen et imputant aux messalistes la consigne de « la valise ou le cercueil », cette formule à trois volets devait en effet régir la politique de l'Algérie indépendante. Le Code de la nationalité (1953) accordait une « nationalité d'origine » (c'est-à-dire automatique) à toute personne dont au moins deux ascendants en ligne paternelle étaient nés en Algérie et y jouissaient du statut musulman. Les autres résidents devaient acquérir la nationalité, déposer une demande d'inscription, soumise à l'autorisation du

158. *Sawt al-Jaza'ir*, 13 février 1953 ; *Le problème algérien*, p. 30 ; *Algérie libre*, 22 octobre 1954.

159. *Le problème algérien*, p. 29-30.

160. *L'Algérie libre*, 22 et 29 octobre 1954.

ministre de la Justice. Ceux qui le désiraient pouvaient garder leur nationalité française et être qualifiés de résidents non citoyens <sup>161</sup>.

En termes historiosophiques, la controverse mettait aux prises, sur le fond, l'analyse de classe et l'analyse nationale, sur la question du colonialisme. A la différence des communistes, les mouvements musulmans refusaient d'introduire des distinctions de classe dans la communauté européenne (entre les « masses travailleuses » et la « petite minorité rapace »). Pas plus qu'ils ne les considéraient comme valables pour la communauté musulmane : « En réalité, il n'y a pas de classes sociales... ou d'antagonisme de classes en Algérie » <sup>162</sup>. L'idée d'une communauté d'intérêt entre indigènes et leurs « frères », les petits-blancs « également exploités », leur paraissait une chimère. On niait aussi l'existence d'une prétendue contribution constructive de ces derniers à l'évolution de l'Algérie <sup>163</sup>, car cela revenait en quelque sorte à légitimer la conquête française. « La politique coloniale », écrit Messali Hadj, « poursuivie minutieusement et méthodiquement depuis cent dix-huit ans par tous les gouvernements français, a abouti naturellement à transformer l'Algérie en deux blocs, opposés profondément l'un à l'autre. Il y a, en somme, des vainqueurs et des vaincus en présence. Si les premiers vivent dans une richesse abondante en utilisant l'appareil administratif, politique et militaire au profit de leurs intérêts, les seconds connaissent la misère, la répression, l'oppression politique et nationale... La minorité française avec ses exigences politiques, sa mainmise sur le pays, ses méthodes et ses manières pleines de racisme, est dans une grande mesure responsable de la tragédie algérienne » <sup>164</sup>.

Ce n'est point une coïncidence due au hasard si le seul élément dans la communauté européenne à reconnaître l'Algérie comme une nation dans le plein sens du mot, ayant par ailleurs des traits prédominants arabo-musulmans — était le groupe créé autour d'André Mandouze (et des revues *Consciences algériennes* et *Consciences maghrébines*) ; ce cercle critiquait en effet l'argument des « marxistes simples d'esprit », selon lequel l'analyse de classe représente un mode explicatif valable de la décolonisation <sup>165</sup>.

L'argumentation du PCA aurait pu emporter plus de conviction, s'il avait pu fournir des preuves d'un rapprochement ethnique

161. *Code de la nationalité algérienne*, 27 mars 1963, article § 8 (texte dans *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1963, p. 808, 812-813).

162. Rapport présenté au 2<sup>e</sup> congrès du MTLD et cité par ZAGORIA, *op. cit.*, ch. « Program ».

163. *Liberté*, 15 octobre 1953.

164. *Appel aux Nations Unies*, p. 30-31.

165. Cf. A. MANDOUZE dans *Consciences algériennes*, 1, décembre 1950 ; *Consciences maghrébines*, 2, mai-juin 1951 ; F. CHÂTELET, *Ibid.*, 3, octobre-novembre 1954 ; MANDOUZE, cité par *La Croix* (Paris), 24 avril 1952.

croissant et s'il avait spécifié la nature exacte de cette identité nationale « en formation ». Tout au contraire, le parti se trouvait obligé d'admettre que l'antagonisme racial montait en flèche (juste dans ses propres rangs). Les explications basées sur des conspirations (propagande colonialiste, agents provocateurs, etc.), étaient peu satisfaisantes, à plus forte raison puisque le PCA n'était pas parvenu à éduquer ses propres adhérents (cf. *infra* p. 208). Sur le contenu de l'identité nationale, le parti s'était rarement aventuré au delà d'affirmations nébuleuses du genre : « Les Arabes peuvent contribuer puissamment, avec tous les autres habitants de l'Algérie, à la renaissance d'une civilisation originale, rattachée aux traditions des grandes civilisations, arabe et occidentale, et d'où sortira la culture de la nation algérienne en formation »<sup>166</sup>.

Ce n'est qu'en 1953 qu'un groupe d'intellectuels communistes fonda la revue *Progrès*, déclarant dans son manifeste : « Notre peuple offre au monde les traits d'une maturité grandissante... Les Algériens ne se satisfont plus d'aspirations vaguement exprimées ou d'attitudes seulement sentimentales. Ils recherchent avec fougue les voies concrètes de leur émancipation »<sup>167</sup>.

La revue se proposait de « mettre à profit cette heureuse circonstance qui fait que, dans notre pays, se rencontrent deux civilisations, deux cultures, dont l'intérêt mutuel n'est pas de s'affronter mais de se féconder ». Les cinq numéros publiés ne s'avançaient guère, dans la voie du « fusionnement culturel », au-delà de la juxtaposition de sujets historiques et culturels, tirés tant de la civilisation française que de celle de l'Islam. Le dénominateur commun résidait dans les concepts jdanovistes de réalisme socialiste et de dichotomie mondiale (les « deux camps »). A l'exception de plusieurs articles originaux sur la culture musulmane (par exemple, une importante étude d'Y. Lacoste sur Ibn Khaldoun), *Progrès* publiait surtout soit des apologies conventionnelles sur la grandeur de l'Islam classique, soit — fait plus significatif encore — des comptes rendus de la littérature arabo-berbère d'expression française<sup>168</sup>. Que la revue ait été rédigée en français seulement ne faisait que prouver que la balance qu'elle entendait maintenir était mal équilibrée. Et ce n'était pas un phénomène fortuit si les romanciers et poètes indigènes attirés dans l'orbite communiste appartenaient tous à cette catégorie de ces « monstres intéressants,

166. R. GARAUDY, *La contribution historique de la civilisation arabe*, p. 30-31.

167. « Notre mission », *Progrès*, 1, mars 1953, p. 1, 4.

168. Cf. S. HADJERES, *Ibid.*, 2, avril-mai 1953, p. 51-54 ; Y. LACOSTE, *Ibid.*, 2, p. 28 et suiv. ; cf. *Ibid.*, 1 (sur Sahli, Dib, Mammeri) ; 2 (sur Dib) ; 5, février 1954, (sur Memmi).

les hybrides culturels » (selon le mot de Jean Amrouche)<sup>169</sup>, écrivant dans la langue du colonisateur. On cherchera en vain à *Progrès* (ou ailleurs) une expression littéraire ou des anecdotes significatives tirées de la vie pour étayer le postulat du Parti communiste : les Européens des classes modestes, dont la physionomie et la mentalité auraient été formées par l'Algérie, auraient évolué vers des affinités très grandes avec les musulmans<sup>170</sup>. La revue s'en prenait violemment à des écrivains tels qu'Emmanuel Roblès et Albert Camus (ainsi qu'à la revue *Terrasses*) qui prétendaient combler l'abîme séparant colonisés et colonisateurs, tout en se montrant évasifs sur la situation coloniale et la nécessité d'y mettre fin<sup>171</sup>. L'équipe de *Progrès* n'était pas à même, cependant, de présenter une meilleure alternative.

Il est peu étonnant que même des nationalistes modérés aient trouvé « la théorie [du PCA] sur la " personnalité algérienne " » originale mais vague, et que, par conséquent, « ses notions abstraites n'aient pu être appliquées dans la phase actuelle de la lutte anticolonialiste »<sup>172</sup>. Ne pouvait-on pas considérer cette théorie comme une entreprise culturelle fondamentalement orientée vers la France, celle-ci étant le partenaire le plus ancien et le plus avancé ? La formule de « juxtaposition » ne reflétait-elle pas, somme toute, la situation coloniale : colonisateurs et colonisés se côtoyant mais n'entrant jamais en interaction véritable sur une base humaine volontaire ?

C'est le domaine syndicaliste qui nous fournit les exemples les plus manifestes des difficultés rencontrées par l'analyse de classe pour tenir bon, en situation coloniale, face à l'analyse nationaliste. En 1948, le comité directeur du MTLD adopta une résolution secrète établissant une centrale syndicale musulmane indépendante. On commença aussitôt d'œuvrer clandestinement pour préparer le terrain, tandis que la presse messaliste se montrait de plus en plus concernée par les problèmes prolétariens. En 1952, une commission ouvrière fut établie à cette fin (et présidée par un ancien militant de la CGT, Aïssat Idir, et, l'année suivante, le second congrès du MTLD adopta une résolution formelle en faveur d'un « syndicalisme national » (c'est-à-dire exclusivement musul-

169. *Afrique-Action*, 1961, cité dans D.C. GORDON, *North Africa's French legacy*, Harvard University Press, 1962, p. 52. Cf. I. YETIV, « L'aliénation dans le roman maghrébin contemporain », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 18, 1974, p. 149-158 ; G. FAURE, « Un écrivain entre deux cultures : Kateb Yacine », *Ibid.*

170. Ecole élémentaire du PCA, cours N° 1, 1947, *L'Algérie*, p. 3.

171. *Progrès*, 3, juin-juillet 1953, p. 3-4.

172. *Le problème algérien devant la conscience démocratique* (Alger, 1946), p. 42 ; JEANSON, *op. cit.*, p. 114.



man)<sup>173</sup>. Le MTL D était sans doute motivé en partie par la volonté de se créer une nouvelle base politique et d'arracher le prolétariat indigène à la CGT, contrôlée par le PCA. A cela s'ajoutaient des raisons idéologiques remontant à la rupture des années trente avec les communistes. Pour le MTL D, la solidarité prolétarienne n'était qu'une chimère ; le syndicalisme multi-ethnique n'était donc pas viable. La CGT lui apparaissait comme un rideau de fumée masquant les intérêts des petits-blancs en tant que membres de la classe coloniale privilégiée ; le but véritable de cette centrale aurait été de tenir les musulmans en main, soit comme masse de manœuvre, soit afin de les museler ; les dirigeants CGT étaient « les véritables diviseurs, les agents de l'étranger, les racistes qui se sont servi des [travailleurs] et qui veulent continuer à s'en servir en tant que monnaie d'échange dans leurs discussions avec le patronat et l'administration »<sup>174</sup>.

Le slogan du MTL D : « Les syndicats en Algérie trahissent la cause des ouvriers indigènes »<sup>175</sup> était effectivement en train de trouver des échos dans le prolétariat musulman. Il remportait du succès surtout parmi les couches les plus déshéritées et les plus nombreuses, qui avaient toujours été négligées par la CGT, les ouvriers agricoles et les chômeurs attirés par ses comités d'action<sup>176</sup>. Or, on pouvait déceler des signes inquiétants, même dans les bastions musulmans de la CGT, dockers et mineurs : tentatives de fonder des unions locales purement musulmanes et indépendantes, noyautage par des militants MTL D qui présentaient leur candidature aux postes de direction locaux, consignes confidentielles exécutées par les sympathisants du MTL D de voter pour leurs propres candidats et/ou de rayer les noms des candidats communistes<sup>177</sup>.

Il est vrai que, jusqu'à la guerre d'Algérie, cette activité subversive ne sortait pas de la phase préparatoire, n'ayant pas acquis assez de force pour établir une centrale musulmane algérienne. Le

173. SLNA, 15 et 31 janvier 1948, 29 février 1948 ; cf. la rubrique « Le prolétariat algérien » dans *Algérie libre*, 1950-1954. MTL D, *Directives ouvrières* (confidentielles) citées dans SLNA, janvier 1953 ; W. PLUM, *Gewerkschaften im Maghreb*, Hannover, 1962, p. 14 ; R. GALISSOT, « Syndicalisme et nationalisme : la fondation de l'UGTA », *Mouvement social*, 66, 1969, p. 7-13.

174. *La Nation algérienne*, 15 octobre 1954 ; *Algérie libre*, 15 novembre 1950, 23 avril 1954, 9 mai 1953, 27 novembre 1953, 20 février 1954, 12 mars 1954, 30 avril 1954, 30 juillet 1954, 6 août 1954, 17 septembre 1954.

175. *L'Algérie libre*, 24 mars 1953.

176. *Sawt al-Jaza'ir*, 13 février 1954 ; *Algérie libre*, 1<sup>er</sup> février 1950, 10 octobre 1953.

177. *Ibid.*, 18 décembre 1953, 19 mars 1954, 30 avril 1954 ; *Sawt al-Sha'b*, 4 et 25 avril 1954, 2 octobre 1954 ; *Sawt al-Jaza'ir*, 21 novembre 1953, 5 décembre 1953.

défi — qui devait se réaliser pleinement, en 1956, avec la fondation de l'UGTA — était de plus en plus menaçant <sup>178</sup>.

De notre point de vue, le succès le plus intéressant des messalistes est d'avoir transformé une question spécifique d'ordre syndical en test incontestable pour les analyses du conflit, et d'avoir acculé le PCA (et la CGT) à choisir le camp européen. Au cours de sa campagne parmi les chômeurs, le MTLD trouvait deux remèdes pour mettre un terme à l'emploi de plus d'une personne par famille (« salaire unique ») : réserver la fonction publique aux Algériens et interdire les mutations des fonctionnaires français en Algérie. L'objectif était manifestement de créer plus d'emplois pour les indigènes et de saborder la situation privilégiée des Européens. Le travail des femmes, responsables pour la majorité des cas d'« emploi double », était essentiellement un phénomène pied-noir. L'obstruction sur les mutations allait réduire l'immigration française en Algérie et contribuer à la stagnation, voire au déclin éventuel de la population européenne déjà menacée par la natalité galopante des musulmans. Poussant cette même logique, les comités de chômeurs (patronés par le MTLD) devaient bientôt lancer le mot d'ordre : L'arrêt de toute immigration européenne en Algérie, seule garantie d'« emplois pour tous les Algériens indigènes » <sup>179</sup>.

Le PCA essayait de pallier toutes ces difficultés, dans le cas du « salaire unique », en alléguant le droit de cité de tous les habitants et leur droit corollaire au travail. Mais, d'une part, il ne pouvait pas avoir recours à cet argument dans le cas des mutations, ayant toujours affirmé que la notion d'une « Algérie composée de trois départements français » n'était qu'un mythe colonialiste ; il lui était donc malaisé de prétendre que les Français de la métropole jouissaient dans la colonie de quelque droit que ce soit. D'autre part, comment le PCA pouvait-il acquiescer à une mesure qui revenait à déclarer la France pays complètement étranger, et couper ainsi ce cordon ombilical, cette garantie suprême qui rassurait les pieds-noirs sur la continuité de leur identité spécifique et leur survie en tant que communauté ? Soucieux de conserver leur clientèle pied-noir, le PCA se réfugia derrière une formule sibylline, à savoir qu'il faut renvoyer la solution à « la fin du régime colonial » <sup>180</sup>.

Résolu à obliger les communistes à mettre en évidence leur conflit avec l'intérêt national, le MTLD affirma que le gouvernement encourageait l'immigration européenne afin de renforcer la

178. SLNA, janvier, juin, septembre 1953, octobre 1954.

179. *Algérie libre*, 13 et 27 novembre 1953, 4 et 18 décembre 1953 ; déclaration du comité des chômeurs (MTLD) dans *Consciences maghrébines*, avril 1954.

180. *Liberté*, 22 et 29 octobre 1953, 3 décembre 1953 ; cf. L. KAIDI dans *Consciences maghrébines*, avril 1954.

minorité européenne ; minorité — insinuait-on assez clairement — faite d'étrangers avec lesquels nulle solidarité (de classe, notamment) n'existait. Il s'ensuivait que, même pour le « salaire unique », il s'agissait, somme toute, du cas d'une classe colonisatrice prépondérante fondant sa prospérité sur la misère des colonisés. La question fondamentale, celle de l'identité, devait se poser inexorablement. Si la CGT luttait en France pour freiner l'afflux de travailleurs étrangers, sensés être des concurrents dangereux, ne devait-elle pas le faire également en Algérie ? Oui, répondait le MTL, et d'ajouter qu'il convenait de distinguer entre Français métropolitains totalement étrangers et travailleurs immigrés marocains et tunisiens, assez nombreux en Algérie, « parce qu'ils ne sont pas des Européens » ; les Algériens donneraient toujours refuge à leurs « frères » maghrébins contraints par le colonialisme à chercher du travail hors de leur patrie. Une telle solidarité ne saurait être ressentie envers des gens ne partageant pas la même identité arabo-islamique<sup>181</sup>.

Il ne fit pas de doute que l'immense majorité des musulmans soutenait cette position. La solidarité de classe entre indigènes et pied-noirs, clef de voûte de l'édifice communiste, était donc fragile, quelle que fût l'apparente vigueur du PCA.

181. *Algérie libre*, 14 novembre 1953.

## CHAPITRE VI

### **UNE CONTRE-SOCIÉTÉ FACE A L'ÉPREUVE (1954-1962)**

#### **A la veille de la guerre : vers « deux organisations à base raciale »**

La révolution algérienne devait jeter une lumière très âpre sur les contradictions et les illusions qui faisaient partie intégrante du PCA. Il se révéla en proie aux mêmes tensions caractéristiques de l'ensemble de la situation coloniale ; les efforts déployés pour les réconcilier s'avéraient vains. Bref, pour une contre-société, le parti était trop pénétré des attitudes de la société qu'il cherchait à détruire et à remplacer ; mentalité colonialiste d'une part, et, de l'autre, nationalisme exclusiviste des colonisés qui relevait dans une large mesure de la réaction contre la domination étrangère. Il n'est pas très étonnant que le PCA ait été l'une des premières victimes de la guerre d'Algérie et de la « radicalisation » des deux communautés.

Une pléthore de signes avant-coureurs de cette évolution était apparue pendant les trois années précédant la guerre. La direction du parti elle-même ne manqua pas de les détecter. Elle était de plus en plus hantée par le spectre du PCA, se scindant de fait en « deux organisations à base raciale ». Ce terme, employé d'abord dans les documents confidentiels, allait bientôt être prononcé en



public<sup>1</sup>. De quelque angle que l'on abordât le problème, on constate que la coexistence entre adhérents musulmans et européens — surtout aux échelons inférieurs — devenait malaisée et chargée de tension.

Il s'agissait, en partie, d'un problème de communication. La croissance des effectifs musulmans et la diversification de leurs origines avaient pour corollaire l'augmentation du pourcentage des illettrés, qui d'ailleurs, en règle générale, ne parlaient que l'arabe<sup>2</sup>. Le français ne jouissait plus d'un monopole ni dans la presse communiste, ni aux meetings, ni pour la formation des cadres<sup>3</sup>. L'impératif des efforts parallèles était d'autant plus urgent que la connaissance de l'arabe ne faisait pas de grands progrès parmi les cadres européens (sans parler des adhérents). S'il faisait l'éloge de cette langue, le PCA n'avait guère organisé de cours d'arabe, et, seule une poignée de militants (même issus de familles de colons de vieille souche) pouvait la parler<sup>4</sup>. De ce point de vue, ils ne différaient guère de l'immense majorité des Européens, et auraient pu partager sur le fond la même vue, à savoir que seule la langue française, outil d'une civilisation supérieure, méritait qu'on l'apprenne. Des difficultés de communication très aiguës en résultaient, notamment dans les cellules et les sections mixtes (sauf là où tous les musulmans étaient de culture française, par exemple dans les cellules d'étudiants)<sup>5</sup>.

C'est un problème bien plus insoluble que posaient les différences de traditions et de mœurs. A leurs moments de candeur, les dirigeants du PCA étaient portés à admettre, au début des années cinquante, leur inquiétude devant la persistance, parmi les travailleurs européens (y compris les communistes), de ce que l'on appelait, par euphémisme, les « déviations sur la question nationale »,

1. Terme employé pour la première fois dans le *Bulletin intérieur*, juillet 1951 (cité dans SLNA, 15 août 1951). Pour son emploi en public, cf. rapport du comité central au 6<sup>e</sup> congrès, *A la tête des masses*, p. 21 ; *Liberté*, 22 mars 1952, 3 décembre 1953 ; [A. MOINE], *Problèmes du parti*, Alger, Ed. Liberté, 1953, p. 15.

2. *Ibid.*, p. 22, 30 ; rapport du comité central au 5<sup>e</sup> congrès (1949), *Deux années de lutte*, p. 37, 39-40.

3. SLNA, 30 novembre 1949, mars 1954.

4. SLNA, 4 novembre 1947 ; *Liberté*, 4 novembre 1946, mars 1952 (cf. pour les années trente, le témoignage d'OUZEGANE dans *Politique aujourd'hui*, juin 1970, p. 88). Le niveau d'enseignement de ces cours d'arabe fut très médiocre (d'après notre interview de Robert Manaranche). Henri Alleg et Paul Caballero ne commencèrent à apprendre l'arabe qu'à la fin 1957 (ALLEG, *Prisonniers de guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1962, p. 98, 120). Parmi ceux qui parlaient l'arabe couramment, faisant même des discours en cette langue, signalons Camille et Jean-Marie Larribère, Bernard et William Sportisse, et Maurice Laban.

5. André Smadja (interview) témoigne de la différence entre sa cellule estudiantine et la cellule mixte du centre d'Alger où il fut affecté au terme de ses études à l'Université d'Alger.

la « sous-estimation du nationalisme », les « idéologies étrangères à la classe ouvrière », ou — en termes plus univoques — « l'esprit de supériorité raciale, l'esprit de domination », source de « solutions de force » et de « méthodes d'autorité »<sup>6</sup>. La gravité du phénomène apparaît si l'on réalise que beaucoup d'adhérents musulmans partageaient la motivation de ce poète communiste arabe qui écrivait :

« Chaque injure raciste m'entre comme une épine  
...C'est pour changer cela que je suis communiste »<sup>7</sup>.

Ils devaient être profondément choqués de rencontrer une telle attitude parmi leurs camarades européens. Attitude dont on ne signalera que les manifestations les plus fréquentes : soupçons des Européens de tendance nettement séculariste envers la conscience islamique de leurs camarades musulmans (et que le parti tolérât étant donné l'importance de l'élément islamique pour l'identité nationale) ; résistance à l'ascension fulgurante de cadres arabes sensés être culturellement rétrogrades ; cadres européens traitant leurs subordonnés musulmans d'une manière paternaliste. Parfois même, on rencontrait des cas de racisme ouvert (termes péjoratifs, tutoiement d'indigènes, etc.)<sup>8</sup>.

Un tel climat empêchait l'intégration sociale véritable. La contre-société était ainsi loin de créer ce noyau de la société future, celle de l'après-décolonisation, reposant sur la fraternité des opprimés. Rares étaient les contacts sociaux entre membres musulmans et européens de la même cellule ; comme en Algérie en général, le taux des mariages mixtes était bas, et cet indice important de l'intégration était d'ailleurs borné aux milieux d'intellectuels et de cadres de haut échelon<sup>9</sup>. Ce n'était pas une coïncidence due au hasard si le PCA avait davantage de succès dans les professions à très forte majorité musulmane (dockers, mineurs) que dans les professions hétérogènes ; la probabilité d'une résurgence de la tension raciale était en proportion inverse de l'homogénéité ethnique des cellules et des sections d'entreprise impliquées. La méthode d'« adoption » selon laquelle une section européenne bien établie était censée aider (ou fonder) une section musulmane dans

6. *Liberté*, 25 janvier 1951, 18 juin 1953, 3 juin 1954 ; *Problèmes du parti*, p. 12, 34.

7. DIBON, *Liberté*, 15 août 1951.

8. *Liberté*, 23 avril 1953, 1<sup>er</sup> octobre 1953, 3 juin 1954 ; OUZEGANE, *Le meilleur combat*, p. 89 ; ALLEG cité dans HARRIS et SEDOUY, *Voyage à l'intérieur du Parti communiste*, Paris, Le Seuil, 1974, p. 91-93.

9. Sur le manque de contacts : interviews de I. Nahori, R. Manaranche, A. Smadja, P. Bouaziz. Exemples de mariages mixtes : Bachir Hadj Ali et Lucette Manaranche, Taleb Bouali et Gilberte Chemouilli ; Abdelkader Gherroudj et Jacqueline Netter.

la même localité se soldait presque toujours par un échec qui exacerbait les relations plutôt qu'elle ne les améliorait <sup>10</sup>.

La séparation de facto et l'antagonisme latent se trouvaient intensifiés par l'angoisse croissante de la communauté pied-noir quant à sa survie. Les appréhensions vagues, consécutives à l'ordonnance de mars 1944 et des émeutes de mai 1945, devinrent plus nettes au moment des élections au second collège de juin 1946. Le raz de marée PPA et UDMA bouleversait non seulement les communistes, mais également la communauté européenne, la basculant dans une direction diamétralement opposée à celle adoptée en juillet par le comité central du PCA. Les pieds-noirs prirent conscience des mutations subies par la communauté indigène au cours de la décennie précédente. Devant eux se dressait le spectre de la sécession (ou, tout au moins, d'une « ingérence » musulmane beaucoup plus grande dans les affaires algériennes). La réaction des Européens de tous bords revêtait la forme d'un resserrement des rangs pour la défense féroce du statu quo. C'était déjà manifeste dans le rejet massif par le premier collège de la seconde Constitution (référendum d'octobre 1946), qui arrêta le cadre de l'Union française (telle que la parité de représentation aux assemblées locales dans les colonies) <sup>11</sup>. Aux élections législatives qui suivirent l'adoption de la Constitution par l'électorat métropolitain, les partis européens de droite et du centre présentèrent une liste conjointe, le Rassemblement d'union pour la sauvegarde de l'Algérie française. Elle devait en sortir triomphante, avec 60 % des suffrages exprimés (beaucoup plus que les résultats réunis de ces partis en juin) <sup>12</sup>. Cette inquiétude devant l'éventualité d'un abandon par la métropole culmina au cours de la campagne violente contre le projet gouvernemental de statut en 1947. Campagne prise en main par un RPF renaissant qui devait patronner des candidatures uniques de la souveraineté française au scrutin de 1948 pour l'Assemblée algérienne <sup>13</sup>. Les craintes européennes furent quelque peu apaisées avec le truquage des élections au deuxième collège et autres moyens utilisés par le gouverneur général pour saborder le statut, encore que la presse ait veillé à ce que le spectre « séparatiste » soit souvent brandi en même temps que le prétendu slogan

10. *Liberté*, 10 décembre 1953.

11. *Alger républicain*, 13-14 octobre 1948. Ailleurs dans l'Empire, les colons votèrent de même ; cf. G. WRIGHT, *The reshaping of French democracy*, New York, Reynal et Hitchcock, 1948, p. 230.

12. S. WISNER, *L'Algérie dans l'impasse*, p. 93-95. Texte du programme dans *L'Echo d'Alger*, 23 octobre 1946. Résultats dans le rapport du comité central du PCA au 4<sup>e</sup> congrès, avril 1947, *En avant pour une Algérie libre, unie et démocratique*, p. 24.

13. WISNER, *op. cit.*, p. 96-98 ; *Journal d'Alger*, 23 avril 1947 ; *Echo d'Alger*, 15 mars 1947, 20 mars 1947, 28 mars 1947, 1<sup>er</sup> avril 1948 jusqu'à 11-12 avril 1948 ; *Echo d'Oran*, 4-5 avril 1948.

de « la valise ou le cercueil », notamment après le démantèlement du réseau OS en 1950. L'année suivante, les appréhensions latentes se réveillèrent, avec le progrès de la décolonisation en Iran et en Egypte, devenant plus précises, dans la mesure où le danger se rapprochait, lors de l'éclatement de la crise tunisienne<sup>14</sup>. Au milieu de 1952, l'idée de « comités de vigilance » et de milice, lancée par le député d'Oran, Quilici, gagnait rapidement du terrain. La dégradation de la situation tunisienne et le conflit du Maroc, en 1952-1953 — auxquels s'ajoutèrent, en arrière-plan, les échecs au Viet-Nam — agirent sur les nerfs des pieds-noirs assiégés<sup>15</sup>.

Les adhérents et sympathisants européens du PCA n'étaient pas immunisés contre cet état d'esprit dominant dans leur communauté, d'autant plus que beaucoup d'entre eux étaient des lecteurs de la presse colon<sup>16</sup>. Leur inquiétude se renforçait du fait qu'au même moment le parti était en passe de se rapprocher des nationalistes. Il faut se rappeler que, déjà à l'occasion du Manifeste de juillet 1946 et du projet communiste de statut, le mécontentement grondait dans les rangs (*supra*, p. 159). Maint communiste avait adhéré au parti (surtout après le débarquement), parce qu'il symbolisait la résistance et le patriotisme, synonymes de la prépondérance française au Maghreb et du maintien de leurs privilèges<sup>17</sup>. De tels adhérents se sentaient maintenant particulièrement frustrés. Les démissions en masse et l'effondrement des cellules étaient accompagnées d'érosion des « couronnes extérieures » du PCA. Dans les quartiers ouvriers d'Alger et d'Oran, il y eut une majorité de *non* au référendum d'octobre et, au scrutin de novembre 1946, le PCA connut un déclin (de 24,5 % à 22,5 %), tandis que le PCF était toujours en hausse (de 26 % à 28,6 %)<sup>18</sup>. Le recul au premier collège s'accéléra en 1948 : 18 % seulement, les circonscriptions traditionnellement « rouges » étant frappées presque aussi sévèrement<sup>19</sup>.

14. Cf. *Ibid.*, 15 mars 1949, 20 mars 1949, 4 février 1951 ; *Dépêche quotidienne*, 12 décembre 1949, 22 janvier 1951, 27 janvier 1951, 31 mai 1951 ; *Journal d'Alger*, 12 septembre 1950 ; *Liberté*, 17 janvier 1952 ; *Echo d'Alger*, 22 janvier 1952, 29 janvier 1952, 1<sup>er</sup> février 1952, 4 février 1952, 8 avril 1952 ; JEANSON, *L'Algérie hors la loi*, p. 93 (n. 1). Le slogan « la valise ou le cercueil » est attribué au MTLD dans *Unir*, 7 septembre 1946.

15. Cf. *Journal officiel de l'Algérie. Assemblée algérienne* (20 mars 1952), p. 449, (17 décembre 1953), p. 1692, (26 novembre 1954), p. 1116 ; *Echo d'Oran*, 25 avril 1952 ; *Echo d'Alger*, 6 juin 1952, 11 juin 1952.

16. D'après *L'Étincelle* (Saïda), avril 1951. Autre indice : le déclin du tirage de *Liberté* et d'*Alger républicain* (BPMA, 1949-1954, *passim*).

17. Cf. OUZEGANE, *Le Parti communiste au service des populations d'Algérie*, p. 19.

18. Analyse des résultats selon les données d'*Alger républicain*, 10-11 novembre 1946.

19. *Echo d'Alger* et *Echo d'Oran*, 4-5 avril 1948. Les pertes communistes furent remarquables — même dans les circonscriptions « rouges » : Oran 1<sup>er</sup> (Marine), Alger 1<sup>er</sup> (Bab-el-Oued), Alger 7<sup>e</sup> (Hama-Belcourt), Constantine 7<sup>e</sup> (Bône).



Il était manifeste que le parti se trouvait de plus en plus isolé dans la communauté européenne où journaux et politiciens (socialistes compris) s'accordaient à le taxer d'« antifrançais » et d'« allié des séparatistes ». Isolement qui ne devait que renforcer celui qui était le sort de tout parti communiste en cette ère de guerre froide, l'accusation étant, dans les deux cas, « l'antipatriotisme » et « la subversion moscoutaire »<sup>20</sup>. Si, en 1946, l'idée de dissolution du PCA était prônée seulement par le journal extrémiste *Unir* (*Organe de l'Union française en Afrique du Nord*), elle devait être discutée sérieusement deux ans plus tard ; en 1950, une motion fut déposée à l'Assemblée algérienne qualifiant les communistes de « semeurs de haines et de division... »<sup>21</sup>. Les accusations fréquentes de « collusion des agitateurs nationalistes et de communistes » paraissaient confirmées par l'établissement du Front algérien ; l'objectif du PCA aurait été de « flatter les passions démagogiques d'un nationalisme périmé pour tenter de les canaliser vers les barricades de la révolution mondiale » (*L'Echo d'Alger*)<sup>22</sup>. Les poursuites judiciaires contre les leaders du parti ainsi que les saisies fréquentes de *Liberté* étaient autant d'éléments qui sanctionnaient officiellement le statut de paria du PCA, « allié de Bourguiba, cet ennemi public numéro un de notre pays » (*L'Echo d'Oran*). La presse algérienne voyait également la main des communistes dans les émeutes de Casablanca (décembre 1952), et le maire de Philippeville devait interdire la vente du numéro de *Liberté* célébrant la victoire de Giap à Dien-Bien-Phu<sup>23</sup>.

Cette offensive concertée faisait des dégâts dans les rangs communistes, déjà ébranlés par la modification de la plateforme du PCA, en 1950-1951 (*supra*, p. 179). En dépit de toutes les déclarations rassurantes selon lesquelles « il n'y avait rien de nouveau dans notre politique fondamentale », la session du comité central, en novembre 1950, était perçue par la base comme « un tournant » et « choquait » bien des militants<sup>24</sup>. « Quelle est la signification

20. *Fraternité*, 12 octobre 1948, *Populaire-Dimanche*, 12 octobre 1950 ; *Echo d'Oran*, 4 février 1951, 26 avril 1952 ; *Echo d'Alger*, 24-25 novembre 1946, 1<sup>er</sup> avril 1948, 11 avril 1948, 17 mars 1949 ; *Dépêche quotidienne*, 12 décembre 1949, 31 mai 1951, 27 mars 1952 ; *Journal d'Alger*, 22 avril 1950, 12 septembre 1950, 29 août 1952 ; *Unir*, 27 juillet 1946, 10 août 1946, 7 septembre 1946, 9 novembre 1946.

21. *Unir*, 17 août 1946 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, novembre 1948 ; *Journal officiel de l'Algérie. Assemblée algérienne*, 15 mars 1950, p. 232-251. (La motion fut adoptée, mais, étant *ultra vires*, ne put pas entrer en vigueur).

22. *Echo d'Alger*, 4 août 1951 ; *Dépêche quotidienne*, 7 août 1951 ; *Effort algérien*, 7 septembre 1951, 14 mars 1952 ; *Carrefour*, 8 août 1951, 22 août 1951.

23. *Echo d'Oran*, 26 avril 1952 ; *Dépêche quotidienne*, 10 décembre 1952 ; *Dernière heure*, 11 décembre 1952 ; *Paris (Organe de la Présence française en Afrique du Nord)*, 12 décembre 1952 ; *Echo d'Alger*, 10 décembre 1952 ; *Echo de Philippeville*, 4 décembre 1954.

24. *Liberté*, 18 janvier 1951.

d'indépendance et de république démocratique » ? Que devient la France dans cette proposition ? Voulez-vous faire la République algérienne avec la France ou sans elle » ? — étaient quelques-unes des interrogations posées par des adhérents et des sympathisants angoissés<sup>25</sup>. Un certain nombre devait démissionner du parti — à Sidi-Bel-Abbès, par exemple, cette « Mecque rouge » — déclarant que la politique nouvelle « décourage et inquiète les progressistes qui, étant d'origine française, n'ont aucune raison de renier ou de vouloir se séparer de leur pays d'origine ». Et d'ajouter, sur un ton rappelant la motion de Sidi-Bel-Abbès de 1921-1922, qu'ils « avaient milité tant que le parti s'est affirmé essentiellement communiste »<sup>26</sup>.

Comme le mot d'ordre de « Front uni avec les nationalistes » avait déjà, lors de son lancement en 1946, jeté le trouble dans l'esprit des adhérents pied-noir, il était naturel que la naissance du Front, en 1951, les secouât profondément, les portant à craindre que « le parti ne devienne complètement arabisé » et « devienne partie intégrante d'un bloc musulman »<sup>27</sup>. La crise maghrébine de 1952-1954 suscitait à la « base » une « inquiétude sérieuse » et une « désorientation » (selon *Progrès* et *Liberté*). Les questions posées étaient très poignantes. « Moi, je m'estime Français, je veux rester Français, que vais-je devenir dans votre République algérienne ? » « Avec vos propositions, où est notre intérêt, à nous Européens ? Où est la garantie de nos droits ? » « Quels seront les rapports de l'Algérie avec la France ? »<sup>28</sup> Les dirigeants étaient contraints de reconnaître que la propagande dispensée par la presse colon s'avérait très efficace dans l'électorat « progressiste » et au sein même du parti. Les vagues de défections déferlèrent de nouveau à la fin 1950 et prirent des proportions particulièrement importantes à partir du milieu de 1952<sup>29</sup>. Parallèlement, la courbe des résultats électoraux suivait le même cours. Les scrutins aux conseils généraux (mars 1949), à l'Assemblée algérienne (février 1951), à l'Assemblée nationale (juin 1951) témoignaient, il est vrai, d'un certain redressement du Parti communiste dans le premier collège (attei-

25. Cité par BOUHALI, *Ibid.*, 30 novembre 1950 (en réponse à E. Blondet, compagnon de route et ancien maire de Blida).

26. Cité dans la réfutation que leur opposa Justrabo, maire communiste de Sidi-Bel-Abbès, *Ibid.*, 26 avril 1951.

27. *Supra*, p. 159 ; discours de clôture de Bouhali au 4<sup>e</sup> congrès (*Archives A. Marty*) ; *Liberté*, 26 avril 1951, 17 janvier 1952 ; SLNA, 15 août 1951.

28. *Progrès*, 1, mars 1953, p. 2, 9, 20, 34, 36 ; *Liberté*, 25 mars 1954 ; toutes les questions sont citées dans les réfutations, *Ibid.*, 26 novembre 1953, 3 décembre 1953, 14 août 1954 ; *Larbi Bouhali s'adresse aux " Français d'Algérie "*, Alger, 1952.

29. *Liberté*, 17 janvier 1952 ; 12 août 1954 ; SLNA, 26 avril 1947, 31 décembre 1950, juin-juillet 1952, janvier 1953 ; *Liberté*, 26 avril 1952, *Consciences algériennes*, 2, mai-juin 1954.

gnant presque, aux législatives, la cote de 21 %) <sup>30</sup>. Mais les graffiti réapparurent sur les murs aux élections dans l'Algérois (17 janvier 1952). Intervenant trois jours après l'éclatement des émeutes Néo-Destour en Tunisie, elles se soldaient par un échec important : dans le département, les suffrages passaient de 21 % (six mois auparavant) à 15,5 % ; à Alger, de 29 % à 23 % (six mois auparavant) à 15,5 % ; à Alger, de 29 % à 23 %. Chute également manifeste dans les quartiers prolétaires, traditionnellement « rouges » (par exemple place Lièvre ou rues Rochambeau, Lazerges, Divan, Aumerat, Caussemille), de même que dans la banlieue populaire de Hussein Dey <sup>31</sup>. Aux élections municipales d'avril 1953, les maires communistes sortants furent vaincus à Sidi-Bel-Abbès et à Oran ; ailleurs, le Parti communiste battait en retraite devant les « listes d'union d'Algérie française ». En janvier 1954, les élections à l'Assemblée algérienne enregistraient d'autres défaites dans les anciennes citadelles des quartiers plébéiens : deuxième circonscription d'Alger (Bab-El-Oued-Nord), quatrième d'Alger (Centre), deuxième d'Oran (Pasteur-La Sénia) <sup>32</sup>.

Ce qui rendait la situation particulièrement insupportable pour les communistes européens, c'était l'abîme qui s'élargissait entre leurs attitudes et celles de leurs camarades musulmans. Ce décalage remontait à la diversité des motivations dans l'adhésion au parti : sentiments patriotiques, puis revendications socio-économiques pour les pieds-noirs ; protestation contre l'administration et (après 1946) aspirations nationalistes pour les musulmans :

« Les diverses couches recrutées ne sont pas amalgamées. Elle sont venues pour des motifs différents :

a. Les Européens, parce qu'ils voient dans le PC l'aile marchante de la Résistance en France ;

b. Les Arabo-Berbers, parce qu'ils voient le PC à travers la défense des revendications immédiates. D'où manque d'homogénéité qui se traduit par des courants et des tendances localistes, des séparations raciales et des catégories sociales ». (OUZEGANE, 1944) <sup>33</sup>.

Le glissement du PCA vers les nationalistes devait fatalement susciter des réactions contradictoires. Ainsi l'établissement du

30. *Alger républicain*, 20 mars 1949, 4-5 février 1951, 17-18 juin 1951, 19 juin 1951, 7 octobre 1951.

31. *Ibid.*, 17-18 janvier 1952, 19 janvier 1952. L'Adresse de Bouhali (n. 28) fut délivrée pendant cette campagne (13 janvier 1952), mais avant les démonstrations tunisiennes.

32. *Alger républicain*, 26-27 avril 1953, 28 avril 1953, 3-4 mai 1953 ; 31 janvier - 1<sup>er</sup> février 1954 (à comparer aux résultats de 1948). Le parti maintint sa force électorale à Oran 4<sup>e</sup> (Hôtel de ville) et Sidi-Bel-Abbès. Ailleurs, il subit un léger déclin.

33. OUZEGANE, *Le Parti communiste au service...*, p. 19 ; DALIBEY dans *Liberté*, 12 février 1948 ; cf. Colonel SCHOEN, *L'Algérie au demi-siècle...* (ms.), p. 155-157.

Front faisait jubiler les communistes arabo-berbères, tout en déconcertant les Européens<sup>35</sup>. La crise maghrébine ne fit qu'approfondir les divergences. Les affirmations d'une algérité viscérale, foncièrement arabo-musulmane, comme celle de Bachir Hadj Ali (*supra*, p. 167), pouvaient difficilement être partagées par la plupart des intellectuels communistes pieds-noirs (sans parler des ouvriers et employés)<sup>36</sup>. Qui plus est, beaucoup d'entre eux avaient le sentiment que non seulement le Parti s'ingéniait avant tout à faire plaisir aux adhérents musulmans, mais que ceux-ci aspiraient en réalité à des objectifs allant bien au-delà du programme du parti, le glissement continu l'inclinant à prendre des positions ouvertement extrémistes. « Les déviations sur la question nationale », écrit un militant européen, « ne sont pas le propre des Européens avec leur chauvinisme grand-français », mais sont repérables aussi parmi les musulmans avec leur « nationalisme local ». Celui-ci consiste dans « une tendance à l'isolement, au repli étroit », « la tendance aussi à placer, pour le travailleur, l'union avec la bourgeoisie au-dessus de l'union avec le prolétariat de toutes les nations »<sup>37</sup>. *Progrès* prit souvent pour cible les notions « exclusivistes » et « stériles » d'algérité. En effet, les rapports des services de renseignements français relevaient, dans les réunions de cellule ou de section, des cris tels que « L'Algérie est arabe ! », « [Les] Français dehors ! », « Evacuation de l'armée française ! ». De semblables incidents avaient généralement lieu dans les sections à prédominance musulmane, mais les Européens en étaient informés. Dans certains bastions musulmans (les dockers, par exemple), l'esprit nationaliste semble avoir été assez fort pour entraîner des frictions sévères avec leurs « patrons » européens du parti et une participation très active dans les manifestations de solidarité avec la Tunisie et le Maroc.

Le parti commençait ainsi à être tirailé en directions diamétralement opposées, bien que, à ce moment, les extrémistes aient été en minorité dans ses deux clientèles, et presque inexistantes dans le corps des cadres. Pourtant l'élan créé par le mouvement vers les positions nationalistes allait inexorablement aggraver la menace dans une sorte de « révolution d'espérances montantes ». Ce syndrome paraît avoir marqué spécialement la jeune génération d'adhérents musulmans (*supra*, p. 166), qui attendait du PCA, d'après le tournant de 1946, beaucoup plus que celui-ci n'était

35. SLNA, 15 août 1951.

36. Interviews de Manaranche, Smadja, Nahori.

37. *Liberté*, 25 janvier 1951.

38. *Progrès*, 1, mars 1952, p. 4 ; 2, avril-mai 1952, p. 24, 50-52 ; 5, février 1954, p. 66-68 ; SLNA, 18 août 1946, 5 octobre 1946, 4 janvier 1947, 10 février 1947, 17 février 1947, 15 mars 1947, 31 octobre 1951, juin 1952, septembre 1953.



porté à faire. Au quatrième congrès (1947), la direction devait essuyer le feu non seulement des délégués pied-noir déplorant les avances faites au PPA « fasciste », mais aussi des « camarades [musulmans] de la base [qui] ont regretté qu'elle n'ait pas fait davantage de concessions pour aboutir à l'union sur le plan électoral »<sup>39</sup>. Le spectre de polarisation, de scission et de défections vers les ultras des deux communautés, allait dorénavant planer sur le parti. Préfigurant en quelque sorte les événements de 1955-1956, la section de Souk-el-Ahras disparaissait presque entièrement sous de telles pressions contradictoires. D'abord son secrétaire Mohamed Chouadria (ancien membre du comité central, ex-député) démissionna du parti en septembre 1946, déclarant à la presse que « l'activité du parti est nocive du point de vue national » et que l'on « ne peut pas, donc, être musulman et communiste en même temps ». Il devait être suivi par la plupart des membres araboberbères de la section (et par un certain nombre dans d'autres villes de l'Est algérien où l'affaire avait fait scandale). Ensuite la section, formée dorénavant d'une majorité écrasante d'Européens, adopta, en juin 1947, une résolution exprimant son désaccord avec la position communiste sur la crise malgache et le soutien du PCA aux militants messalistes emprisonnés ; la plupart de ces pieds-noirs décideront peu après de quitter le parti<sup>40</sup>.

Dans le climat tendu du début des années cinquante, les divergences de vues entre effectifs européens et musulmans allaient croissant et le taux des conflits ouverts entre extrémistes des deux bords était en hausse. Lors d'une grève lancée conjointement par le MTLD, le PCA et la CGT, en mai 1952, pour protester contre le bannissement de Messali en France et les fusillades policières sur des manifestants musulmans à Orléansville, toutes les unions à prédominance européenne (fonctionnaires, cheminots, etc.) s'abstinrent, laissant les dockers d'Alger, d'Oran et de Bône virtuellement seuls<sup>41</sup>. De même, aux manifestations d'Oran en faveur de la liberté de vote dans le second collège (mai 1953), assistaient surtout des communistes musulmans ; et, au cours d'une réunion postérieure de l'une des sections européennes, on critiqua vivement le comportement désordonné des manifestants (jet de pierres sur des voitures, etc.)<sup>42</sup>. Un peu plus tard, quand les dockers de

39. Cité dans L. BOUHALI, « Discours de clôture au 4<sup>e</sup> congrès », *Archives A. Marty*.

40. SLNA, 6 avril 1946, 10 août 1946, 21 septembre 1946, 19 octobre 1946, 1<sup>er</sup> mars 1947, 11 avril 1946, 30 juin 1950 ; cf. la remarque d'un rapport PRG de Constantine cité par VATIN, *L'Algérie politique. Histoire et société, op. cit.*, p. 294 (n. 156).

41. *La Nation algérienne*, 3 septembre 1954, 15 octobre 1954.

42. *Liberté*, 18 juin 1953 (les démonstrations eurent lieu à la veille des élections municipales).

cette ville proposèrent d'organiser une grève de solidarité pendant les funérailles d'un Oranais musulman tué par la police parisienne (lors de la manifestation du 14 juillet), leur secrétaire pied-noir, Sanchez, un communiste, était à la tête de la minorité qui s'y opposa, arguant du « Pas de politique dans les syndicats !<sup>43</sup> » A Philippeville, deux dirigeants communistes des cheminots, appuyés par leurs troupes, refusèrent de témoigner devant la police sur les circonstances dans lesquelles un militant nationaliste avait été abattu sous leurs propres yeux pendant une manifestation MTLD<sup>44</sup>. De toute évidence, les adhérents musulmans de deux villes étaient gravement choqués par ce comportement.

On avait beau jouer de l'optimisme de commande affiché dans les déclarations officielles sur « le rapprochement ethnique croissant », et des protestations indignées des militants européens, à savoir que parler de racisme à la « base », « c'est chercher du poil sur des œufs »<sup>45</sup>, les dirigeants du PCA prenaient conscience des dangers immédiats de cette évolution. Ils semblent aussi avoir entrevu qu'elle apportait un démenti à leur *Weltanschauung* tout entier. Autrement dit, leur organisation ressemblait à une sous-société coloniale, reflétant les mêmes caractéristiques que la situation coloniale, au lieu d'être « ni français, ni arabe, mais tout simplement un *Parti algérien*..., le seul qui représente déjà l'image de la nation algérienne en formation ». Des leaders, tel André Moine, reconnaissaient l'existence (en dehors du PCA et dans ses rangs) « d'incompréhensions, frictions, et, disons-le, de peur »<sup>46</sup>.

Pour le PC, la réponse ultime à ce problème résidait dans la formation des esprits. Si une certaine activité était menée dans ce sens parmi la clientèle musulmane (*supra*, p. 200) le plus clair de l'effort était déployé en direction des Européens, surtout parmi les simples adhérents et les sympathisants. En réalité, à partir de la fin 1946, on assistait pour la première fois dans l'histoire du parti à une campagne sérieuse destinée à amorcer une mutation profonde des attitudes des communistes pied-noir. Le coup d'envoi fut donné par « La lettre familière à un Français d'Algérie », par Léon Feix (*supra*, p. 159), et le point culminant fut atteint dans une allocution de Bachir Hadj Ali dans une réunion de la région algéroise après Dien-Bien-Phu<sup>47</sup>. Une documentation abondante témoigne de la persistance de l'effort.

43. SLNA, septembre 1953 ; *Liberté*, 1<sup>er</sup> octobre 1953.

44. *Liberté*, 23 avril 1953 ; *Algérie libre*, 11 septembre 1953.

45. *Liberté*, 22 février 1951, 14 mai 1953, 25 mars 1954 ; 15 octobre 1953.

46. *Ibid.*, 3 décembre 1953.

47. *Liberté*, 26 septembre 1946, 12 août 1954. Autres textes principaux : *Ibid.*, 30 novembre 1950, 18 janvier 1951, 26 avril 1951, 19 juin 1952, 26 novembre 1953, 3 décembre 1953, 25 mars 1954 ; *L. Bouhali s'adresse...*, Alger, 1952.

Les prémisses théoriques de cette campagne de clarification étaient les suivantes :

1. Caractère unique de l'entité algérienne : d'une part, « l'Algérie arabe serait un mythe » ; de l'autre, le pays différerait de la France par la mentalité et la culture, comme les pieds-noirs s'en apercevaient eux-mêmes dans leurs contacts directs avec les réalités métropolitaines. « L'Algérie, c'est l'Algérie, patrimoine commun de tous ses habitants, quelle que soit leur origine »<sup>48</sup>.

2. Communauté d'intérêts entre prolétariat et petite bourgeoisie européens et l'immense majorité des musulmans (grands propriétaires fonciers et bourgeoisie compradore exceptés). On ne saurait comparer l'Algérie à l'Iran ou à l'Égypte (d'où les Anglais venaient d'être chassés), car, là-bas, la minorité coloniale était composée d'exploiteurs, tandis que la plupart des pieds-noirs étaient des travailleurs, exploités à l'égal des musulmans par le capitalisme et l'impérialisme conjugués. Ils ne tiraient aucun profit de la situation coloniale. Les seuls à avoir à craindre le nationalisme c'étaient les « cent seigneurs de la colonisation ». Les petits-blancs, quant à eux, n'avaient aucune raison de « s'accrocher au char du régime » colonial galopant vers sa fin inéluctable<sup>49</sup>.

3. Les pieds-noirs auraient leur place dans l'Algérie décolonisée en vertu des « valeurs de 1789 », chères à tous ses habitants, et grâce à leur apport indispensable. Primo, ils avaient contribué à la formation de la « culture algérienne régénérée » : « Les travailleurs européens, manuels et intellectuels, ont été les porteurs des richesses de la civilisation latine qui est venue s'associer avec honneur à la civilisation musulmane, donnant un caractère original à la nation algérienne en formation... »<sup>50</sup>. Secundo, les pieds-noirs avaient joué leur rôle dans le développement économique du pays et aidé à y introduire « la tradition révolutionnaire française », par les réfugiés de 1848 et de 1870 et par la SFIO d'avant 1914, et le PCF. Enfin, ils auraient leur contribution à apporter dans la modernisation (et notamment l'industrialisation) qui devait être mise en œuvre afin d'assurer l'indépendance réelle à l'Algérie. « Notre peuple libre aura besoin des bras et des cerveaux de tous ses fils pour rattraper le retard considérable dû au régime colonial »<sup>51</sup>.

Quelles seraient donc les garanties pratiques offertes aux Européens ?

a. Dans l'Algérie décolonisée, ils « jouiront des mêmes droits que tous les autres Algériens, ils auront les mêmes devoirs ; il n'y aura pas de discrimination raciale, ni de privilèges basés sur la naissance », et il n'y aurait qu'un type de nationalité. On rejetait

48. *Liberté*, 26 septembre 1946, 26 novembre 1953, 20 décembre 1951 ; *Progrès*, 1, mars 1953, p. 20 ; 2 avril-mai 1953, p. 69-71.

49. *L. Bouhali s'adresse...* ; *Liberté*, 26 novembre 1953.

50. *Liberté*, 26 septembre 1946 ; *Progrès*, 2, avril-mai 1953, p. 26.

51. *Ibid.*, 30 novembre 1950, 19 juin 1952, 20 décembre 1951 ; *Progrès*, 1, mars 1953, p. 4 ; A. SPORTISSE in *Journal officiel. Assemblée nationale*, 20 mai 1954, p. 2532. *Ibid.*, 13 octobre 1953, 20 décembre 1951 ; 26 septembre 1946 ; HADJ ALI, *L'article 80*, Alger, 1953.

catégoriquement la distinction faite par le MTLD entre nationalité d'origine (pour les musulmans et les quelques pieds-noirs arabisés) et nationalité d'adoption (pour tous les « étrangers » de souche européenne)<sup>52</sup>.

b. « Nous, Européens, nous serons "noyés" ; comment seront respectés nos droits légitimes ? » demandait ce « Pierre » imaginaire auquel André Moine adressait ses « lettres ouvertes » rassurantes (dans *Liberté*). Réponse du leader PCA : la liquidation même du régime actuel en est la meilleure garantie. « Tant qu'il y aura cette répression coloniale, il ne peut y avoir aucune garantie de tranquillité pour les Européens ». Avec la décolonisation, sonnera le glas du racisme et du chauvinisme dans les deux communautés. On y ajoutait une garantie tangible comme mesure transitoire : « A toutes les assemblées algériennes, une représentation des deux éléments ethniques correspondant à leur importance numérique respective »<sup>53</sup>.

c. Le parti était bientôt contraint d'admettre qu'une telle nationalité (même assortie d'une représentation proportionnelle) risquerait de n'exercer aucun attrait sur beaucoup de pieds-noirs, surtout après l'évolution de la position communiste en 1950-1951. Bouhali fut ainsi amené à proposer, en 1952, que l'on aurait le choix entre la nationalité algérienne et le maintien de la nationalité française. Cette option permettrait aux Européens de continuer à résider en Algérie « avec les mêmes droits dont les Algériens jouiraient en France ». Le secrétaire du PCA se consolait par l'espoir que seuls « des Algériens de fraîche souche » opèreraient pour cette formule. Deux ans plus tard, Hadj Ali reconnut que beaucoup d'Européens (sans distinction d'ancienneté) pourraient la préférer<sup>54</sup>.

d. Le parti se montrait délibérément évasif sur la question, qui revenait souvent, des rapports entre l'Algérie et la France. Pour remplacer les formules de « territoire associé » et de « membre de l'Union française » abandonnées, le PCA lança celle d'« indépendance » et de « République démocratique algérienne ». Il prit soin de leur laisser assez d'équivoque pour permettre des interprétations différentes : « Nous ne voulons pas jouer les prophètes, d'autant plus que c'est à notre peuple et au peuple de France qu'il appartiendra de déterminer librement leurs rapports »<sup>55</sup>, dit-il, sur un ton rappelant celui de 1944. On introduisit par ailleurs quel-

52. L. Bouhali s'adresse... ; *Liberté*, 26 septembre 1946, 12 août 1954 ; Bouhali, brouillon du discours inaugural, congrès de 1947 (*Archives A. Marty*).

53. *Liberté*, 3 décembre 1953 ; cf. *supra*, p. 179 ; PCA, *Introduction au mémoire sur l'Algérie*, Alger, 5 novembre 1952.

54. L. Bouhali s'adresse... ; *Liberté*, 12 août 1954.

55. L. Bouhali s'adresse...



ques hypothèses capables de mieux apaiser les inquiétudes des pieds-noirs.

1. Ne pas confondre en France peuple et gouvernement. Il y a une communauté d'intérêts entre la nation algérienne et la classe ouvrière et le peuple de France <sup>56</sup>.

2. Par le biais du PCF, « nous avons avec la France les liens indestructibles d'un combat révolutionnaire commun ». « Nous aimons le peuple de France qui s'est donné comme premier parti le PCF », parti qualifié, selon la formule consacrée, de « notre allié le meilleur et le plus naturel » <sup>57</sup>.

3. Le concept de la révolution restait européocentrique ; par conséquent, pour aboutir, la décolonisation algérienne devait succéder à la révolution sociale en France. C'est alors que l'on pourrait établir de nouveaux rapports avec la métropole. Dans une formule rappelant celle de Belkaïm en 1937 (*supra*, chap. III), Bouhali s'écria : « A cette France-là, la vraie, la seule qui compte à nos yeux, nous serons *toujours* unis ». Une telle union serait aussi la « garantie d'indépendance réelle », préservant l'Algérie de l'impérialisme américain. Les relations futures entre métropole et ancienne colonie seraient celles existant « entre deux nations libres, reposant sur les intérêts communs et le respect réciproque ». Toutefois, on faisait allusion de temps en temps dans ce contexte, soit au modèle des républiques nationales en URSS, soit à celui régissant les rapports entre l'URSS et les démocraties populaires <sup>58</sup>.

Intéressant exercice d'équilibre : « Préciser les légitimes aspirations des uns, dissiper les inquiétudes des autres, éclairer les chemins de tous » <sup>59</sup>. La pièce charnière de toutes les « garanties » conjuguées à cet effet, était, semble-t-il, le concept européocentrique de la révolution. Il légitimait en termes marxistes un type de décolonisation qui n'entraînait pas la coupure du cordon ombilical les liant à la France, si essentiel pour l'identité pied-noir. En outre, il supposait la supériorité culturelle de l'Europe : les échos de la Résolution de Sidi-Bel-Abbès étaient évidents, par exemple lorsque le PCA parlait de l'apport passé et *futur* des pieds-noirs. L'éviction des Européens, dit Léon Feix dans sa « Lettre familière », « signifierait, pour les Algériens d'origine musulmane, un recul considérable sur le chemin de la liberté, en même temps qu'une exploitation

56. HADJ ALI, *L'article 80 ; Liberté*, 10 juin 1964 ; A. MARTY, *Algériens ! Le peuple de France est avec vous*, Alger, 1952.

57. *Journal officiel de l'Algérie. Assemblée algérienne*, 12 février 1948, p. 698 ; *Liberté*, 23 novembre 1950, 12 août 1954.

58. L. Bouhali *s'adresse...* ; *Liberté*, 16 et 23 novembre 1950, 18 janvier 1951, 26 avril 1951 ; *Journal officiel*, 16 décembre 1952 ; HADJ ALI, *L'article 80*.

59. *Progrès*, 1, p. 2.

accrue »<sup>60</sup>. Par-dessus tout, lier la décolonisation à la révolution métropolitaine — en un temps où de telles perspectives à court terme n'existaient point en France — revenait à renvoyer la « libération coloniale » aux calendes grecques. On en trouve la conformation indirecte dans l'absence totale de discussions sur les méthodes de décolonisation, le rôle de la violence, etc. ; de fait, l'activité communiste quotidienne était parfaitement réformiste et légaliste.

Le PCA payait un certain prix pour cette « campagne de clarification » qui lui aliénait les groupements nationalistes (et peut-être aussi des communistes musulmans) ; il n'en retirait pour autant aucun effet positif sur sa clientèle européenne, bien au contraire. Au cours de l'année précédant la guerre d'Algérie, les contraintes exercées sur le PCA y intensifiaient les craintes, les frictions et les conflits. Le « racisme dans les rangs » devint un thème favori de *Liberté* ; les défaites électorales étaient imputées à la « propagande alarmiste » de la presse colon. Le parti reconnu que la plupart des Européens (y compris une partie de sa propre clientèle) « se placent derrière le slogan de la souveraineté française »<sup>61</sup>.

Ils s'accrochaient effectivement à leur statut social élevé de colonisateurs, à leurs privilèges politiques (par exemple sur-représentation au Parlement et autres assemblées élues), à l'écart salarial par rapport aux indigènes, à leur majorité écrasante dans les professions les mieux rémunérées, à leurs chances plus grandes de mobilité sociale et économique. Leur « groupe de référence comparatif » était toujours les colonisés ; par conséquent, ils étaient portés à rejeter la vision communiste selon laquelle « les travailleurs européens ne perdront pas leurs avantages ; le fait nouveau est qu'ils ne seront pas les seuls... à en bénéficier »<sup>62</sup>. Une telle perspective était de nature à provoquer chez eux une anxiété concernant leur statut. La personnalité collective était évidemment française (d'où la préférence pour la nationalité française sur l'algérienne dans l'éventualité de la décolonisation, *supra*, p. 218). Le jugement porté par l'UDMA en 1949 demeurait donc toujours

60. *Liberté*, 26 septembre 1946 ; *supra*, chapitre I. Pour les attitudes analogues de la gauche en France voir les résultats d'une enquête de l'IFOP publiée par *Les Temps modernes*, mai 1955, p. 1583 et suiv.

61. Par exemple, *Liberté*, 31 janvier 1952, 18 mars 1954 ; *Alger républicain*, 26 janvier 1952 ; Comité central du PCA, *A la tête des masses*, p. 32-33 ; *Problèmes du Parti*, p. 12.

62. *Liberté*, 25 mars 1954, 12 août 1954 ; cf. J.-C. VATIN, « Conditions et formes de la domination coloniale en Algérie, *Revue algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques*, 1972, p. 873-906 ; S. AMIN, *L'économie du Maghreb*, Paris, Editions de Minuit, 1966, p. 145-153 ; R. BARBÉ, « Classes sociales en Algérie », *Economie et Politique*, 62-63, septembre-octobre 1959 ; T. SMITH, « Muslim impoverishment in colonial Algeria », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1974, p. 156-157 (et n. 42).

valable : « Le PCA... ne parvient pas à convaincre tous les Européens groupés autour de lui de la nécessité du stade de la libération nationale »<sup>63</sup>.

Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, le PCA imputait ses échecs à la « persistance des comportements racistes dans le soutien de l'oppression colonialiste » et plaçait ses espoirs dans un effort de formation à long terme<sup>64</sup>. Mais entre-temps, il se sentait contraint de prendre quelques mesures immédiates afin de stopper le pourrissement de la situation.

1. *Mesures disciplinaires.* Pour la première fois depuis 1935, on mit en œuvre des « épurations de racistes ». Arrus et Penech, les deux dirigeants des cheminots de Philippeville (*supra*, p. 216) furent exclus en vertu d'une décision du comité central (janvier 1953) imposée aux cellules locales récalcitrantes<sup>65</sup>. L'automne suivant, une conférence spéciale de la région oranaise, convoquée par Paul Caballero, secrétaire du PCA, se prononça pour l'exclusion d'une personnalité locale éminente, Sanchez, secrétaire du syndicat des dockers d'Oran. Une commission d'enquête l'avait accusé d'avoir systématiquement bloqué la promotion de cadres musulmans ainsi que d'une attitude hostile envers les manifestations nationalistes. Comme à Philippeville, cette décision se heurta à l'opposition d'adhérents européens et les organes suprêmes durent intervenir pour la faire respecter<sup>66</sup>. Plusieurs cas d'« attitude raciste » (ou « antinationaliste ») de moindre importance firent l'objet de condamnation publique<sup>67</sup>.

2. *Mesures d'organisation.* Aux termes d'une résolution du 6<sup>e</sup> congrès (1952), deux douzaines de cellules furent soustraites à l'autorité de leurs sections et placées directement sous le contrôle de leurs secrétariats régionaux respectifs. La liste comprenait : (a) les plus importantes sections et cellules de quartier musulmanes dans les villes mixtes (Alger, Oran, Bône, Constantine, Sidi-Bel-Abbès, Blida) ; elles étaient souvent situées dans des quartiers musulmans entourés de quartiers européens) ; (b) des cellules d'entreprise dans les professions à forte majorité musulmane (dockers,

63. Cité par JEANSON, *L'Algérie hors la loi*, op. cit., p. 114.

64. Par exemple, *Liberté*, 26 novembre 1953, 3 décembre 1953 ; cf. M. SEMIDEI, « De l'Empire à la décolonisation à travers les manuels scolaires français », *Revue française de science politique*, 16 (1), 1966, p. 56-79.

65. *Liberté*, 23 avril 1953 ; *Algérie libre*, 11 septembre 1953.

66. *Liberté*, 3 septembre 1953, 1<sup>er</sup> octobre 1953 ; *Oran républicain*, 23 septembre 1953. Les frictions avec les militants arabes remontent à 1951 (voir *SLNA*, 31 octobre 1951, juin 1952) mais ce qui mit le feu aux poudres fut le refus de Sanchez de déclarer une grève de solidarité lors des obsèques d'un Arabe d'Oran tué par la police parisienne au cours de la démonstration du 14 juillet 1953.

67. *SLNA*, mai 1953 ; *Liberté*, 18 juin 1953, 3 décembre 1953 (les deux cas eurent lieu à Oran : remarques péjoratives vis-à-vis des musulmans ; critique d'une démonstration nationaliste).

mineurs, traminots, éboueurs)<sup>68</sup>. Cette réorganisation était évidemment destinée à accorder une sollicitude spéciale aux problèmes des musulmans, à favoriser leur communication avec des cadres arabophones (plus faciles à trouver au niveau régional), enfin et surtout à éliminer la possibilité de frictions avec des cellules européennes appartenant à la même section (ou, dans le cas d'une section purement musulmane, avec les sections européennes de la même localité).

Ce n'était que l'aboutissement d'un processus amorcé dès 1947 et dû, pour une part, à une initiative locale. C'est ainsi que la région algéroise « réunit une fois par semaine les camarades arabo-berbères des sections d'Alger-ville et banlieue ; au cours de la réunion, les camarades apportent ce qu'ils ont entendu... et examinent les mots d'ordre les plus sensibles et les plus urgents à populariser »<sup>69</sup>. Cette initiative avait été immédiatement recommandée par la direction, qui, en 1951, l'imposait comme consigne, même aux échelons inférieurs : « Grouper les Arabo-Berbères en sections ou en groupes de sections »<sup>70</sup>. D'autre part, ne fût-ce que pour des difficultés linguistiques, le secrétariat du PCA était obligé d'organiser des cours spéciaux pour les cadres musulmans, d'envoyer des orateurs mixtes, et de publier journaux et brochures dans les deux langues. La mesure prise en 1952 systématisa cette tactique tout en l'étendant. Les directives aux cadres de 1953 en accentuaient la portée : « Chacun doit travailler dans son milieu [ethnique] », devant ainsi devenir plus efficace ; les défauts de communication seraient limités, et éliminées les crises résultant de la sujétion d'une majorité de musulmans (au moins au plan des cellules et des sections)<sup>71</sup> à des cadres pied-noir (cas Sanchez).

La direction était consciente que ces mesures pourraient entraîner le cloisonnement et la dislocation du PCA, tout en affirmant que l'unité « n'exclut nullement une différenciation dans le travail et des formes d'application différentes pour une seule et même politique. Au contraire, l'unité exige que chacun puisse travailler au mieux de ses possibilités ». On espérait parer aux dangers par l'endoctrinement ainsi que par une « coordination aux niveaux de la section et de la région » (les cellules devenant donc, en général,

68. *A la tête des masses*, p. 20 (motion du comité central adoptée plus tard par le congrès). Les cellules de quartier mentionnées ici étaient situées dans les médinas ou les bidonvilles musulmans : par exemple, Casbah et Mahieddine (Alger), Ville Nouvelle et Lamur (Oran), Vieille Ville (Bône), Sénéclauze (Sidi-Bel-Abbès).

69. *Liberté*, 14 juillet 1949 ; *Vie du parti* (bulletin confidentiel), juillet-septembre 1947 (*Archives A. Marty*).

70. *Bulletin intérieur*, juillet 1951 (cité dans SLNA, 15 août 1951).

71. SLNA, 30 novembre 1949, mars 1954 ; *Problèmes du parti*, p. 15, 22 ; *Liberté*, 18 janvier 1948, 12 août 1954 ; *L'Étincelle* (Saïda), janvier 1952 ; *Deux années...*, p. 41.



ethniquement homogènes)<sup>72</sup>. Autre palliatif : déclaration du PCA affirmant qu'il était résolu à ne point « négliger l'activité parmi les Européens », même si la priorité revenait à l'« arabisation » et à la promotion des cadres musulmans.

La menace (ou la tentation ?) d'évolution vers un parti uniquement musulman se profilait toutefois sur l'horizon, comme l'avait fait la menace inverse entre 1920-1935. Larbi Bouhali était contraint de reconnaître que les Européens constituaient un élément « conservateur », corrompus comme ils l'étaient par les « privilèges coloniaux » tandis que les indigènes étaient « progressistes ». Face à l'« arabisation » et au glissement vers le nationalisme, un état d'esprit d'apathie, et d'« inactivité défensive » risquait de se développer chez les adhérents européens, se fondant sur la conviction qu'on donnait priorité absolue aux « qualités indigènes »<sup>73</sup>. Une telle analyse de la situation n'était pas sans inquiéter gravement la direction, étant, tout d'abord, diamétralement opposée à l'idéologie du parti. C'était, en quelque sorte, un constat de défaite. Ensuite, le risque était grand de voir l'apathie amener des démissions en masse de pieds-noirs, privant ainsi le parti de la moitié de ses troupes et de l'immense majorité de son électorat, pertes qui ne pourraient être facilement compensées par des gains dans la communauté musulmane. Enfin, cette situation lui arrachait les quelques atouts que, par rapport aux nationalistes, lui conférait sa position de parti charnière ayant ses assises dans les deux camps. Condamner la « négligence » s'avérait insuffisant. Vers la fin de 1952, à l'occasion d'une réorganisation secrète du parti face à la montée de la répression, on confia toutes les positions-clés de l'appareil clandestin à des Européens (soumis à un contrôle de sécurité moins sévère et, par conséquent, moins susceptibles d'être appréhendés) ; c'était en même temps leur prouver la place importante qu'ils tenaient au PCA<sup>74</sup>. C'est peut-être dans le même but que les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> congrès nommaient deux Européens au secrétariat au lieu d'un, comme l'avaient fait les deux congrès précédents (*supra*, p. 163).

Le fait inexorable était pourtant là : le PCA acceptait — au moins provisoirement — cette réalité coloniale faite de proximité et de ségrégation sociale *de facto*. Cet état de choses, si caractéristique par exemple de villes algériennes mixtes<sup>75</sup> et depuis toujours

72. *Problèmes du parti*, p. 21-23, 40-41 ; *Bulletin intérieur*, juillet 1951 (cité dans SLNA, 15 août 1951) ; *Liberté*, 11 mars 1948, 27 décembre 1951, 7 février 1952.

73. *Liberté*, 16 et 23 novembre 1950 ; *A la tête des masses*, p. 32-33 ; *Problèmes du parti*, p. 39-41.

74. SLNA, décembre 1952.

75. Cf. J. PELLETIER, Alger 1955, *Essai d'une géographie sociale*, Paris, 1959 ; P. NORA, *Les Français d'Algérie*, Paris, Julliard, 1961.

présent à un degré important au sein du parti, était maintenant légitimé et systématisé. Cela aussi revenait à reconnaître une défaite.

L'« éducation politique » à long terme était-elle vraiment la solution, comme le prétendait le PC ? Le programme proposé aux Européens devait sonner faux à beaucoup d'oreilles. La « personnalité algérienne nouvelle et originale » était probablement perçue comme une entité synthétique et abstraite, incapable de susciter le même degré d'engagement viscéral que la personnalité pied-noir ou arabo-musulmane. La tentative de *Progrès* en vue d'élaborer et de spécifier cette personnalité débouchait sur une simple juxtaposition d'éléments des deux cultures (*supra*, p. 201). Elle ne rencontrait pas plus de succès parmi les intellectuels que n'en avaient, au niveau du petit peuple, des artifices de propagande tels que ce roman feuilleton, publié dans *Alger républicain*, et racontant les exploits d'une équipe composée d'un musulman et de deux pieds-noirs (de souche française et espagnole) combattant l'impérialisme américain<sup>76</sup>. En un mot, il était malaisé de prouver que le « patrimoine commun » existait bel et bien. Comme R. Le Tourneau le fit valoir, à propos de la situation algérienne en général, seul un « patrimoine spirituel commun » aurait pu mettre un frein aux impatiences et aux supériorités<sup>77</sup> ; sinon, la coexistence de colonisés et de colonisateurs devenait impossible.

Ses chances de succès ainsi circonscrites d'entrée de jeu, l'endoctrinement communiste était également hésitant, inconséquent, et, donc, largement inefficace. La direction semble avoir craint d'aliéner les Européens par une attaque frontale trop audacieuse. C'est seulement à une date assez tardive, en 1952, qu'il se résolut à combattre le racisme dans ses rangs. En 1950 encore, les communistes oranais avaient dissuadé le progressiste André Mandouze de donner, dans un de leurs mouvements de masse, une conférence ayant pour titre « Tuer le racisme ou sacrifier l'Algérie » ; leur argument : « Nous avons trop de sympathisants ou de militants que cela pourrait choquer »<sup>78</sup>. Même en 1952-1954, on n'avait jamais dit carrément à un auditoire européen que la décolonisation était inévitable et imminente et amènerait en outre la séparation d'avec la France. On se rappellera qu'à la fin des années quarante le PCA émuoussait le slogan d'« indépendance algérienne » en l'employant — comme faisait le PCF du mot d'ordre d'« indépendance française » — d'une façon ambiguë : on pouvait ainsi l'interpréter

76. *Alger républicain*, à partir du 4-5 décembre 1949.

77. LE TOURNEAU, *Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane - 1920-1961*, Paris, A. Colin, 1962, p. 353. Cf. *L'effort algérien*, 25 janvier 1952 et les interviews de Manaranche, Smadja, Nahori, confirmant le manque d'identification authentique.

78. JEANSON, *op. cit.*, p. 211 (n.).

en termes de lutte contre la mainmise américaine<sup>79</sup>. Au début des années cinquante — surtout dans la mesure où la guerre froide s'affaiblissait, — on avait plutôt recours à d'autres moyens : le PCA rejeta, par exemple, pendant très longtemps, la proposition MTLD de présenter à l'ONU un mémoire conjoint demandant l'inscription de la question algérienne à son agenda. Faire appel à l'ONU (ainsi que le MTLD l'avait fait en 1949-1953) signifiait mettre en œuvre un processus qui aurait prématurément accéléré la décolonisation ; c'était aussi incontestablement reconnaître qu'il ne s'agissait pas d'une affaire intérieure française<sup>80</sup>. Ce n'est qu'en 1952 que le PCA fut contraint d'abandonner sa position de refus total après que les PC tunisien et marocain eux-mêmes, soumis à une lourde pression de la part du Néo-Destour et de l'Istiqlal, eurent déposé leurs propres mémoires à l'assemblée générale<sup>81</sup>. Même alors, le PCA prit des précautions : son *Mémoire sur l'Algérie* fut adressé au gouvernement et au parlement français avec copie conforme pour l'ONU. Le mémoire était par ailleurs très net sur ce point : l'affaire n'était pas encore mûre pour discussion à cette organisation<sup>82</sup>. Néanmoins, ce document constituait en quelque sorte une ligne de partage : le PCA y revendiquait, pour la première fois, l'abrogation du statut de 1947 et des élections à une nouvelle assemblée ; revendication peu « risquée », car on pouvait compter sur les autorités françaises pour la rejeter. Or, lorsque le MTLD demanda (en 1953, puis en 1954) que le Congrès national algérien (CNA) — qui devait remplacer le Front algérien — fût doté du pouvoir de rédiger un nouveau statut, le Parti communiste refusa<sup>83</sup>. Il préférait voir échouer les pourparlers en vue de la fondation du CNA que de semer la panique dans les rangs européens.

Comme les adhérents musulmans étaient de plus en plus sensibles aux thèses nationalistes, le parti devait souvent tenir un double discours. Ce phénomène existait bien avant la réorganisation de 1952 : ainsi, quand aux réunions des musulmans on parlait

79. Cf. L. BOUHALI, *L'avenir de l'Algérie se décidera... sur le sol national*, Alger, 1948 ; *Nous ferons de l'Algérie un pays libre et heureux*, manifeste du 5<sup>e</sup> congrès (29 mai 1949) ; L. FEIX, « American monopolists are bossing North Africa », *For a lasting peace, for a people's democracy*, 1<sup>er</sup> juin 1949.

80. SLNA, 31 mars 1949 ; *Liberté*, 2 octobre 1952. Le MTLD s'adressa à l'ONU pour la première fois en 1949 (SLNA, 31 mars 1949), puis en 1950, 1951, 1953 (Messali Hadj, *Appel aux Nations Unies* (Paris, 1950) ; *Algérie libre*, 20 septembre 1950, 1<sup>er</sup> janvier 1953 ; MTLD, *Le problème algérien*, Paris, 1951).

81. PCM, *Le Maroc revendique son indépendance* ; PCT, *Le peuple tunisien veut vivre libre et indépendant* (brochures, Fonds Marty, Institut français d'histoire sociale).

82. *Introduction au mémoire sur l'Algérie*, Alger, 1952 ; *Liberté*, 25 septembre 1952, 2 octobre 1952.

83. *Algérie libre*, 15 janvier 1953, 15 avril 1953 ; SLNA, février 1954.

d'« indépendance », les réunions pied-noir parlaient d'« autonomie » ; lorsque ceux-là soutenaient la notion de l'« Algérie arabe », ceux-ci la qualifiaient de « raciste »<sup>84</sup>. *Al-Jazā'ir al-Jadīda* s'en prit au colonialisme français d'une manière beaucoup plus violente que *Liberté*<sup>85</sup>. Le cloisonnement de 1952 allait largement renforcer ce modèle de comportement, conçu comme une soupape de sécurité très utile. On l'employait parfois même dans les réunions mixtes d'arabophones et de francophones ; tel meeting à Alger entendait Bachir Hadj Ali rendre hommage, en arabe, à la victoire de Dien-Bien-Phû, et prophétiser la mort du colonialisme français, avant de passer lui-même à la partie française de son discours dans laquelle il n'en soufflait mot, mais dispensait des paroles lénifiantes à l'intention des Européens<sup>86</sup>. La confusion ainsi créée dans les esprits est illustrée par l'allocution d'un dirigeant pied-noir de Bône qui se termine sur la phrase suivante : « Nous allons vers la république algérienne, libre et démocratique, sous la bannière tricolore ! » (C'est nous qui soulignons)<sup>87</sup>.

C'était une autre méthode du « double langage » que d'accepter l'hétérogénéité dans la motivation des adhérents plutôt que de tenter de la modifier. La propagande PCA parmi les Européens mettait l'accent sur les revendications socio-économiques, tandis que, pour les musulmans, l'accent était mis sur la question nationale. On avait beau parfois admettre ce phénomène et le condamner<sup>88</sup>, la séance d'autocritique terminée, on y revenait aussitôt. Il ne s'agissait pas seulement d'initiatives de cadres inférieurs. Un secrétaire régional s'employa même à rationaliser cette habitude, prétendant que « notre politique nationale... a tendance à oublier... les buts finaux de notre parti, le socialisme et le communisme »<sup>89</sup>. Les pieds-noirs pouvaient, en conséquence, appuyer le PC à cause de sa « fonction tribunitienne »<sup>90</sup>, tout en disputant sa politique nationale<sup>91</sup>. L'utilité (à court terme) de cette méthode fut démontrée à l'occasion des élections législatives de 1951. Au premier tour, le parti, qui parlait dans son programme d'« indépendance natio-

84. Par exemple, SLNA, 10 mars 1946, 13 avril 1946, 19 octobre 1947, 3 octobre 1948.

85. Par exemple *Al-Jaza'ir al-Jadida*, novembre 1949, décembre 1949.

86. *Liberté*, 12 juillet 1954.

87. Interview de Manaranche.

88. *Liberté*, 14 avril 1949, 28 août 1952 ; cf. *Consciences maghrébines* (mai-juin 1954) ; A.-P. LENTIN, « Algérie sous le signe des ultras », *Cahiers internationaux*, 88, 1957 ; interview de Nahori.

89. *Liberté*, 28 février 1952.

90. Pour ce terme, voir G. LAVAL, « Le Parti communiste dans le système politique français », *Le communisme en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1969, p. 7-82.

91. Par exemple, SLNA, juin 1952.



nale » et d'« assemblée souveraine », essuya un revers cinglant au premier collège. Pour le second tour, en Oranie, les trois candidats européens survivants présentèrent un programme de revendications socio-économiques qui passait sous silence la question d'indépendance, et récoltèrent de beaux succès<sup>92</sup>.

Tant qu'il n'y avait pas de crise réelle en Algérie, on put maintenir, par le biais de ces méthodes, l'équilibre délicat au sein du parti. Le PCA jouissait encore d'une clientèle européenne assez importante<sup>93</sup>, tout en étendant son assise arabo-berbère. Il était même capable de se faire illusion et de penser que « notre politique nationale est largement approuvée par les Algériens d'origine européenne »<sup>94</sup>. Toutefois, le jour du règlement ne devait pas tarder.

## La guerre : éclatement du PCA

L'insurrection lancée le jour de la Toussaint prit le PCA, ainsi que les groupements musulmans, au dépourvu. Il s'inquiéta de cet acte d'« aventurisme » et soutint, avec Ferhat Abbas, que « la violence ne résoudrait rien », au moins pour le moment. Conditionnés par les événements de 1945, les communistes soupçonnèrent une « provocation colonialiste » destinée à justifier une répression imputoyable du nationalisme algérien<sup>95</sup>. Tous ces thèmes sont repérables dans la première déclaration du bureau politique (2 novembre 1954) et deviendront un refrain sans cesse rabâché au cours des mois suivants.

S'il devait bientôt écarter « la thèse du complot », le PC continua à faire endosser par le gouvernement français l'ultime responsabilité, à cause de sa « politique colonialiste d'oppression coloniale » et de la « violente campagne de panique et de haine raciale » dispensée par la presse colon<sup>96</sup>. Que le parti — et les partis

92. *Liberté*, 25 janvier 1951, 8 février 1951, 10 février 1951 (édition oranaise).

93. Voir son succès dans l'Algérois aux élections partielles à l'Assemblée algérienne (*Ibid.*, 8 juin 1952).

94. *Ibid.*, 22 février 1951, 4 mai 1953.

95. *République algérienne*, 12 novembre 1954 ; *Algérie libre*, 5 novembre 1954 ; A. NADIR, *Le mouvement réformiste*, op. cit., p. 158-163.

96. *Liberté*, 4 novembre 1954 ; cf. *L'Humanité*, 2 et 3 novembre 1954. B. Hadj Ali admettra plus tard que le parti fut pris au dépourvu (« Quelques leçons du combat libérateur en Algérie », *Nouvelle revue internationale*, 77 [janvier 1965], p. 31).

musulmans — soient restés encore attachés à cette phraséologie démodée, était, à ne s'y pas méprendre, un symptôme de cette sclérose qui les caractérisait tous au début des années cinquante. C'est ainsi que *Liberté* continuait à demander que l'on accédât aux « revendications algériennes légitimes » en élaborant « une solution démocratique » qui respecterait les « intérêts de tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race et de religion » et qui tiendrait compte des « intérêts de la France ». Le problème étant, en premier lieu, de caractère « politique et national », on devait en chercher la solution dans ce même domaine : « mettre un terme au régime colonial », tenir des « élections libres à une assemblée algérienne véritablement représentative », enfin fonder une « république algérienne démocratique liée à la France par des rapports librement établis dans le respect des intérêts réciproques ». Quant aux Européens, « ceux qui voudraient rester attachés à leur citoyenneté française... devaient être libres de [la] garder et continuer de vivre en Algérie »<sup>97</sup>.

Le PCA qualifia de trompe-l'œil les plans Mitterrand et Sous-telle, orientés vers des réformes économiques et la « promotion des élites musulmanes » ; et de considérer que la répression ne fournissait pas, elle non plus, une réponse effective : il faut arrêter les opérations militaires, déclarer une amnistie, lever l'état d'urgence, « reconnaître le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien », et entamer « des discussions avec les représentants authentiques de notre peuple, sur la base de nos aspirations et du droit à l'autodétermination »<sup>98</sup>, ce qui ne revenait nullement à accepter la demande du FLN d'être reconnu seul interlocuteur valable. Le Parti communiste revendiquait plutôt des pourparlers avec « les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne, délégués de tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, professionnelles et culturelles, personnalités ». Il laissait entendre qu'il se considérerait, avec l'UDMA et le MTLD, comme principaux représentants de l'opinion musulmane et progressiste. Le mot d'ordre frontiste, tant usé, d'« union de toutes les forces nationalistes et démocratiques » était brandi telle une panacée, comme si l'on était encore avant le

97. *Liberté*, 4 novembre 1954, 18 novembre 1954, 13 janvier 1955, 3 février 1955, 17 février 1955, 28 juillet 1955, 11 août 1955, 8 septembre 1955 ; *Alger républicain*, 23 avril 1955, 28 juillet 1955 ; *Journal officiel de l'Algérie. Assemblée algérienne*, 25 novembre 1954, p. 1096-1099 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, janvier, février, août, septembre 1955.

98. *Alger républicain*, 2 août 1955, 6 août 1955 ; *Liberté*, 18 novembre 1954, 10 février 1955, 7 juillet 1955, 16 novembre 1955, 7 août 1955, 11 août 1955, 8 septembre 1955 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, septembre 1955. *Journal officiel. Assemblée algérienne*, 10 juin 1955, p. 756-757 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, avril, septembre 1955 ; *Alger républicain*, 9 décembre 1954, 30 mars 1955, 2 avril 1955, 23 avril 1955, 6 août 1955.

déluge. Et les Algériens pouvaient évidemment compter sur l'appui direct « de la classe ouvrière française et de son grand PCF, nos alliés de toujours »<sup>99</sup>.

La position des communistes à l'égard de l'insurrection elle-même aurait pu être jugée tout au plus comme neutraliste ou équivoque. Ils préféraient parler aussi peu que possible des guérilleros, et commentaient davantage la répression et les cris sanguinaires des ultras européens. C'étaient ceux-ci — non pas les *felahgas* — que le PCA accablait des épithètes de « rebelles », « séparatistes » et « desperados ». Par ailleurs, s'ils parlaient des « patriotes » ce n'étaient pas non plus les combattants du FLN qu'ils désignaient ainsi, mais ces innocents militants PCA, CGT et MTLD, victimes d'arrestations préventives. C'est eux que les nouveaux comités d'amnistie — autre répétition communiste des méthodes de 1945 — prirent pour objet de sollicitude<sup>100</sup>. Les actes du FLN auraient été explicables par le manque d'évolution vers la décolonisation ainsi que par le sabotage du statut. Ce qui ne veut pas dire que le PCA justifiait les méthodes du FLN. Critiqués quant au fond comme inadéquats (puisque une solution pacifique était à portée de la main) ou, au mieux, précoces, les raids FLN étaient aussi blâmés quant à la forme. Les attentats individuels — car c'était ainsi qu'on les regardait et non pas comme une véritable guerre — n'avaient-ils pas été condamnés par les Ecritures bolchéviques ? Témoin cette déclaration du PCF (8 novembre 1954) : « Fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti communiste français ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, même si ils n'étaient pas fomentés par eux ». Le PCA suivit de près le PCF dans deux résolutions du comité central (14 novembre 1954, 13 janvier 1955) — que Bachir Hadj Ali jugera sur le tard « inopportunes » : « Les communistes n'ont jamais préconisé les actes individuels, parce qu'ils traduisent en général un manque de confiance dans l'action de masse ». En Algérie, « ces mots d'ordre inconsidérés... seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens » au seul profit du colonialisme. Et de suggérer comme substitut la « lutte politique »<sup>101</sup>.

Une telle attitude reflétait non seulement la stupéfaction devant une situation nouvelle et l'ankylose de la pensée du parti,

99. *Ibid.*, 18 novembre 1954, 13 janvier 1955, 10 février 1955, 17 février 1955, 28 avril 1955 ; *Alger républicain*, 23 avril 1955 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, août, septembre 1955.

100. Cf. *Alger républicain*, 22 janvier 1955, 19 mai 1955, 6 août 1955, 9 août 1955 ; *Liberté*, 18 novembre 1954, 13 janvier 1955.

101. *L'Humanité*, 8 novembre 1955 ; *Liberté*, 18 novembre 1954, 13 janvier 1955.

mais aussi des pressions internes. La clientèle européenne était de moins en moins portée à croire le vieil axiome selon lequel « Algériens, Musulmans et Européens, veulent (ou peuvent) vivre ensemble comme des frères »<sup>102</sup>. L'évolution des esprits se dessine en filigrane à travers les attitudes de « Pierre », ce prototype de pied-noir communiste dans les « Lettres à mon ami Pierre » (publiées par *Liberté*)<sup>103</sup>. « Pierre » commence par une « condamnation vigoureuse des événements du premier novembre ». À mesure que la rébellion s'étendait de l'Aurès dans le Nord-Constantinois et la Kabylie — à savoir, de plus en plus près des centres européens — il devient « préoccupé », « ne comprend plus rien » et craint confusément que la situation soit « sans issue ». Il répète toutefois une incantation que « l'Algérie c'est la France », et rétorque aux appels à la fraternité ethnique par cette observation à l'emporte-pièce : « Ils (les musulmans) ne nous aiment pas ». La dernière « lettre » trouve « Pierre » profondément choqué par les événements du 20 août 1955 — cette journée de raids meurtriers du FLN dans le Constantinois — et tendant à considérer Soustelle comme le sauveur.

Toute l'ambiguïté et la prudence des positions communistes n'avaient fait qu'aliéner de plus en plus sympathisants et adhérents. Des menaces en puissance (analysées *supra*, p. 212 et suiv.) s'étaient matérialisées. Beaucoup d'hommes de gauche étaient portés à partager l'opinion de *L'Echo d'Alger*, qui estimait que les déclarations du PCA, au début de novembre, représentaient une « provocation intolérable » et que ses critiques contre la répression relevaient de la pire « hypocrisie ». Le slogan communiste de « république démocratique » avait maintenant la résonance sinistre du séparatisme, et la presse colon ne tardera pas à l'exploiter pour « prouver » la « collusion » PCA-FLN. De là à adopter la position des activistes ultras (en adhérant, par exemple, aux milices européennes), il n'y avait qu'un pas, qu'une petite minorité de l'ancienne clientèle communiste devait franchir, se joignant à d'autres prolétaires pieds-noirs devenus miliciens<sup>104</sup>. Plus importante était la tendance à soutenir les formules « intégrationnistes » alliant l'idée de « l'Algérie c'est la France » à celle d'« égalité pour tous ». Les reporters d'*Alger républicain*, menant une enquête parmi les Européens, au printemps 1955, devaient interviewer beaucoup de

102. *Alger républicain*, 24 août 1955, 23 avril 1955 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, mars 1955.

103. *Liberté*, 18 novembre 1954, 25 novembre 1954, 20 janvier 1955, 27 janvier 1955. Cf. *Alger républicain*, 4 mars 1955, 24 août 1955 ; R. GALLISSOT, art. cité, p. 17-18.

104. *L'Echo d'Alger*, 11 novembre 1954 ; *Liberté*, 18 novembre 1954 ; *La Dépêche quotidienne*, 4 novembre 1954 ; *Dernière heure*, 17 novembre 1954.



progressistes faisant l'éloge de l'intégration complète dans la métropole<sup>105</sup>. Un grand nombre d'indices suggère en effet un recul très sensible du PCA dans la communauté pied-noir. Le tirage de *Liberté* tomba d'un tiers au cours des dix premiers mois de la guerre (celui d'*Al-Jaza'ir al-Jadida*, en revanche, restait stable)<sup>106</sup>. Aux élections cantonales partielles d'avril 1955, le parti perdit dans le premier collège entre un tiers et la moitié des suffrages (y compris dans les circonscriptions « rouges » de Bab-el-Oued-Nord et Oran-Marine)<sup>107</sup>. Le malaise des adhérents européens était incontestable. Dès le début de 1955, les rangs se virent ravagés par des démissions massives<sup>108</sup>. Les appréhensions évoquées par le comité central en janvier 1955 en ce qui concernait la « division » entre prolétaires arabes et européens s'accomplissait au sein même du PCA, parachevant ainsi une évolution de plus d'une décennie. Rien d'étonnant à ce que la direction, sous le coup des démissions et du malaise, craignît de s'aliéner davantage encore la communauté européenne.

Malaise également dans les rangs musulmans — surtout dans les régions où la guerre faisait rage — mais là c'était devant la neutralité et l'immobilisme du parti. On y décèle des facteurs développés au cours des années précédentes. Velléités sous-jacentes vers un « activisme nationaliste » et une sensibilité au climat de l'opinion musulmane. En novembre 1954, un groupe dirigé par Laid Lamrani et Mohammed Guerrouf, membres du comité central et secrétaires de sections aurésiennes (Batna, Biskra), prirent les devants et établirent un contact, de leur propre initiative, avec les chefs FLN Ben Boulaid, Berrahil et Slimane. Ils leur offrirent l'aide et la participation communiste dans la rébellion<sup>109</sup>. Ayant effectué des premiers sondages, ils tentèrent, en militants disciplinés, de faire approuver ces contacts par la direction du parti. Il s'agissait d'un groupe purement musulman, à l'exception de cet original qu'était Maurice Laban, en disgrâce depuis quelques années pour son affinité prononcée avec les nationalistes radicaux et son penchant pour l'action violente<sup>110</sup>. En

105. *Alger républicain*, 24 mars 1955, 29 mars 1955, 31 mars 1955, 1<sup>er</sup> avril 1955. Cf. Y. FIRESTONE, « The doctrine of integration with France among the Europeans of Algeria (1955-1960) », *Comparative political studies*, 1, 1971, p. 180 et suiv.

106. *BPMA*, 1-15 avril 1955, 1-15 septembre 1955.

107. *Alger républicain*, 17-18 avril 1955, résultats à comparer avec ceux de 1949 (*Ibid.*, 20 mars 1949).

108. SLNA, juillet 1955 ; interviews de Nahori et Smadja.

109. SLNA, septembre 1955 (documents saisis en février-mars 1955) ; cf. J. SOUSTELLE, *Aimée et souffrante Algérie*, Paris, 1956, p. 139-140 ; [Gouvernement général de l'Algérie], *Rébellion et communisme*, 1958, p. 80.

110. Interview de Perry avec la veuve de Laban, *op. cit.*, p. 633-634, 736 ; cf. les reproches que Moine avait adressé à Laban, *Liberté*, 30 juillet 1953.

même temps, un groupe beaucoup plus mixte évoluait lentement vers des vues analogues. Dirigé par le docteur Hadjerès et composé d'étudiants et d'intellectuels, ce groupe jouissait de la sympathie des leaders de la jeune génération de communistes musulmans, tel Ahmed Akkache, qui demanda à un meeting, en avril 1955, de « soutenir la lutte armée »<sup>111</sup>. La sympathie des adhérents musulmans envers les fellahgas allait croissant à mesure que leur champ d'action s'amplifiait et que la répression gagnait en férocité. Si les démissions du parti ne présentaient pas encore un danger grave, les rangs arabo-berbères de la CGT furent agités par des militants pro-FLN appelant à la scission et à l'établissement de « syndicats nationalistes »<sup>112</sup>. Autre signe de mauvais augure — et qui ne manqua pas d'alarmer la direction : les participants aux attaques du premier novembre (dont une partie allait être capturée) comprenaient le fils et le neveu de Kaçi, l'un des plus fidèles militants musulmans d'Alger<sup>113</sup>. Ce que l'on se plaisait à considérer comme un nationalisme désespéré exerçait-il donc une attirance même dans les milieux communistes ?

Toutes ces pressions internes ne firent qu'augmenter les hésitations et dissensions aux échelons supérieurs. Akkache et Hadjerès reçurent l'appui du numéro deux de l'appareil, Bachir Hadj Ali, pour demander au PCA de se ranger du côté des guérilleros. La thèse opposée fut plaidée par André Moine, brandissant le spectre de la perte de toute emprise dans la communauté européenne, et par Camille Larribère, qui prétendait que la rébellion « dirigée d'ailleurs par un groupement irresponsable » renforcerait l'impérialisme, enfin que « ni objectivement ni subjectivement, les conditions n'étaient réunies en Algérie pour une insurrection armée réussie »<sup>114</sup>. Le produit de ces divergences était la position ambiguë prise en public (que nous avons décrite ci-dessus). Au niveau de l'activité clandestine, le parti s'employait à laisser ouvertes toutes les options. C'est ainsi que l'on ordonna à Gherrouf et Laban de ne pas prendre de part active à l'insurrection, afin que le PCA puisse capitaliser l'échec éventuel du FLN. Néanmoins, Caballero promit de l'argent et des médicaments aux unités FLN dans l'Aurès, aide acheminée sous le couvert de l'activité humanitaire du Secours rouge (que dirigeait Georges Raffini, ami de Laban dans la Résistance). On donna comme instructions aux avocats communistes de prendre la défense des fellahgas traduits en jugement ; des

111. Interviews de Manaranche et Nahori ; cf. Y. COURRIERE, *Le temps des léopards*, Paris, Fayard, 1969, p. 292 ; SLNA, septembre 1955.

112. SLNA, février 1956 ; R. GALLISSOT, art. cité, p. 16-18.

113. Interview de Smadja.

114. SLNA, juillet, septembre 1955 ; *Liberté*, 3 février 1955 ; SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 139 ; COURRIERE, *op. cit.*, p. 293 ; interviews de Soustelle et Nahori.

soldats, membres de l'UJDA, diffusèrent dans les casernes des tracts protestant contre la répression<sup>115</sup>.

Vers le milieu de 1955, cette ligne devenait de moins en moins tenable devant l'ampleur et la vigueur que revêtait l'activité du FLN et devant l'aggravation concomitante des pressions au sein du parti. Le comité central, dans une session secrète du début juin 1956, prit finalement la décision de « se rallier à la lutte nationale » (c'est-à-dire au FLN)<sup>116</sup>. Deux arguments firent pencher la balance. D'une part, comme un organe du PC l'expliquera plus tard : « Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, la situation a considérablement évolué. Nous sommes loin des actions individuelles et sporadiques qui se déroulaient en quelques rares points du territoire. Aujourd'hui, des monts de Tlemcen et de Marnia aux confins algéro-tunisiens, la lutte fait rage. De véritables combats se déroulent. *C'est la guerre* »<sup>117</sup>. D'autre part, pour citer un dirigeant communiste de Bône : « Les communistes devront prendre rapidement les armes aux côtés des patriotes, pour qu'au jour de la victoire le PCA ne soit pas tenu à l'écart comme le PCT l'a été en Tunisie »<sup>118</sup>.

Résultat immédiat de la décision de juin 1955 : la perte du statut légal du parti. Les services de sécurité français, qui surveillaient de près le parti depuis la découverte, en février, des contacts de Guerrouf, eurent très vite vent de ce tournant (à la fois par leurs informateurs et par des documents saisis sur Caballero lors de son arrestation à la fin juin). Début septembre, le ministre de l'Intérieur dissout le PCA par décret, fit arrêter de nombreux militants et interdit la publication de *Liberté*, *Al-Jazā'ir al-Jadīda* et *Alger républicain*<sup>119</sup>. D'après Soustelle, les autorités étaient motivées notamment par la crainte que le parti ne devînt un support du FLN en logistique, renseignements, etc., ou en semant l'agitation à la campagne par le biais des instituteurs communistes. On redoutait les adhérents européens plus que les musulmans, car ils étaient en majorité dans l'appareil clandestin et étaient moins susceptibles

115. PERRY, *op. cit.*, p. 633-634 ; *Rébellion et communisme*, p. 80 ; FLN, *Plateforme du congrès de la Soummam* (numéro spécial d'El Moudjahid, octobre 1956), p. 13 ; SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 140 ; interview de Smadja.

116. B. HADJ ALI, art. cité, p. 35 ; SLNA, juillet, septembre 1955 ; interview de Soustelle ; SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 140-141 ; *Rébellion et communisme*, p. 80.

117. *Le Travailleur algérien* (organe de la CGT qui remplaça *Liberté*, interdit), 17 mai 1956. Il fut interdit à son tour une semaine plus tard.

118. SLNA, juillet 1955 ; SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 141 ; cf. D.L. LING, *Tunisia, from protectorate to republic*, Bloomington, 1967, p. 143-144, 193 ; C. ROY, *Nous : essai d'autobiographie*, Paris, Gallimard, 1972, p. 546-547.

119. SLNA, juillet, août, septembre 1955 ; SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 140-142. Une motion visant à interdire le PCA avait été présentée à l'Assemblée nationale par J. Chevallier quelques mois plus tôt (*L'Echo d'Alger*, 25 février 1955).

d'apparaître comme suspects<sup>120</sup>. L'éventualité de la participation communiste active aux combats ne joua pas de rôle dans les considérations françaises. Les rapports des services de renseignements répétaient, avant et après septembre 1955, que l'existence d'un effort militaire des communistes « n'a pas été clairement établi », ou qu'un tel effort est tout au plus « marginal »<sup>121</sup> ; et ils avaient raison. La résolution de juin semble avoir parlé surtout de « lutte politique » ; ainsi la presse clandestine du parti, si elle marquait sa solidarité avec le FLN, affirmait que « la lutte n'est pas isolée et doit être soutenue par d'autres formes d'action, suivant la volonté et les possibilités des masses, comme les grèves et les manifestations »<sup>122</sup>. De fait, au cours des neuf mois qui suivirent le tournant, le PCA concentra son effort sur l'organisation de grèves de dockers refusant de décharger des armes ; il prit part à la « journée de deuil » du 5 juillet lancée par le FLN, ainsi qu'à la campagne pour le boycottage du tabac et de l'alcool, collecta de l'argent, des instruments de précision et des produits pharmaceutiques pour les maquis et ses adhérents hébergèrent des fellahgas traqués ; sans parler de la diffusion de journaux et de tracts clandestins soutenant la « libération nationale » et s'attaquant à la « répression sauvage »<sup>123</sup>.

Pour tout dire, c'était encore une ligne de conduite assez prudente, dictée essentiellement par la crainte de perdre toute emprise sur les Européens. Chose très significative : le PCA continuait à recourir aux méthodes de « double discours ». « De vive voix, on s'efforce de convaincre les Européens que le PCA est un élément modérateur, et que seule la position actuelle du parti peut sauver les Européens d'un massacre général (rapport français) ». *Le Travailleur algérien* (organe de la CGT, devenu à partir de septembre 1955 le porte-parole officiel — et légal — du PCA) s'attachait à la ligne très circonspecte poursuivie au début de la guerre : il démentit toute collusion avec le FLN, exactement comme l'avait fait *Alger républicain* dans les cas de Gherrouf et de Caballero<sup>124</sup>. En même temps, la presse clandestine était manifestement favorable à la rébellion. Les fellahgas étaient « des patriotes dont le seul crime est d'avoir voulu libérer l'Algérie ». On y exigeait le « châtiment des traîtres » (tels les élus du 2<sup>e</sup> collège refusant de démissionner) et des représailles pour les exécutions : « Pour une tête de

120. Interview.

121. SLNA, juillet 1955, février 1956.

122. *Liberté* (clandestine), 7, février 1956 ; interview de Nahori.

123. *L'Étudiant algérien* (PCA clandestin), décembre 1955 et *Liberté* (clandestine) 6 ; SLNA, octobre 1955, février, mars, avril 1956.

124. *Ibid.*, mars 1956 ; *Le Travailleur algérien*, 3 novembre 1955, 23 février 1956, 8 mars 1956. *Alger républicain*, 28 juillet 1955, 6 août 1955 ; *Liberté*, 7 juillet 1955, 11 août 1955 ; *Al-Jaza'ir al-Jadida*, avril 1955.



patriote qui tombera, deux officiers ou agents de la répression seront exécutés ». Qui plus est, du moins à partir de janvier 1956, cette presse prétendit que « dès les premiers jours de l'insurrection, les communistes de l'Aurès et du Sud-Constantinois ont engagé le combat armé »<sup>125</sup>.

Pourtant, le PCA allait de Charybde en Scylla. D'une part, les adhérents européens le quittaient en masse ; la dissolution l'avait mis au ban de la société pied-noir ; les révélations officielles sur son activité clandestine depuis novembre 1954 portaient un coup dur à la crédibilité du parti, enfin, la crainte de la répression anticomuniste dissuadait beaucoup d'adhérents vacillants. La presse colon, qui se félicitait de la dissolution, jeta de l'huile sur le feu en publiant des « révélations » fantaisistes sur les activités subversives et armées du PCA. Il semble que des adhérents et sympathisants aient pris part aux manifestations ultra d'Alger pour une « politique à poigne » (février 1956), faisant la sourde oreille aux tentatives communistes pour « éclairer la population d'origine européenne trompée par les colonialistes et leur presse infâme » et leur expliquer « où est le véritable intérêt des travailleurs européens »<sup>126</sup>. Le parti n'avait, en réalité, que peu de confiance dans les pieds-noirs qui restaient dans ses rangs (encore qu'il s'évertuait désespérément à les retenir) ; un document confidentiel saisi par la police faisait état d'une décision d'écarter les cadres européens « douteux » et de « confier les responsabilités à des musulmans »<sup>127</sup>.

D'autre part, la périphérie musulmane du PCA s'irritait devant l'absence d'un engagement sans équivoque dans l'activisme révolutionnaire ; conscients plus que jamais de leur algérité arabo-musulmane, ces indigènes répugnaient en outre à toute organisation ethniquement mixte, qu'elle fût politique ou syndicaliste. Vers le début de 1956, le parti avait perdu sa « couronne extérieure » la plus importante, la presque totalité des effectifs musulmans ayant quitté la CGT : d'abord pour l'USTA, d'inspiration messaliste, ensuite — et en quantités beaucoup plus grandes — pour l'UGTA, d'obédience FLN. Les professions mêmes — dockers et mineurs — qui avaient été le fer de lance de la CGT avant d'être gagnées, en 1952-1954, par la fermentation nationaliste et les frictions ethni-

125. *Liberté* (clandestine) 6, 8, 9, 1955 ; tracts cités dans SLNA septembre, octobre 1955. Cf. Cabinet du ministre résident, *Algérie-Dossier* (1956), ch. sur le PCA ; SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 141.

126. SLNA, juillet, septembre 1955, mars 1956 ; *Le Travailleur algérien*, 3 novembre 1955, 8 mars 1956 ; *L'Echo d'Alger*, 19 septembre 1955 ; *La Dépêche quotidienne*, 14 septembre 1955 ; 7 octobre 1955 à 4 novembre 1955 ; *Le Messager*, 1<sup>er</sup> décembre 1955 ; *Dernière heure*, 9 décembre 1955 ; cf. SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 285-287 (annexe VI) ; GALLISSOT, art. cité, p. 17-18.

127. SLNA, septembre 1955 ; SOUSTELLE, *op. cit.*, p. 140.

ques, allaient vite devenir des bastions de l'UGTA<sup>128</sup>. L'impatience des communistes arabes (suivis de quelques européens) devant l'hésitation du parti à prendre les armes était à son comble, produisant un phénomène de mauvais augure : pour la première fois, des adhérents — voire des cadres — quittèrent le PCA pour se joindre aux unités combattantes du FLN. D'autres (des membres de l'UJDA notamment) fondèrent de leur propre chef des cellules de combat (par exemple à Constantine et à Bône), un laboratoire d'explosifs (dirigé par des étudiants d'Alger) et un « comité de libération » paramilitaire (à Oran). Le parti tolérait leur existence tout en leur recommandant — puisqu'il avait déjà répondu aux demandes insistantes de Laban — d'éviter toute action « prématurée »<sup>129</sup>.

Vers mars 1956, la direction s'inclina devant les pressions musulmanes. La nouvelle phase de ce « glissement à gauche » consistait dans la fondation d'une organisation militaire, les Combattants de la libération. Au début, celle-ci se manifesta par des tracts incendiaires. Le ton y était nettement favorable à l'ALN, demandant une « plus étroite collaboration » entre PCA et FLN (tout en repoussant les « allégations de ce dernier selon lesquelles il n'y avait point de communistes dans le maquis »<sup>130</sup>. Les temps étaient révolus où les communistes avaient tenté de maintenir ouvertes toutes les options et entretenu des contacts avec le MNA messaliste (jusqu'à l'automne 1955)<sup>131</sup>. L'objectif manifeste des Combattants de la libération fut de canaliser et de contrôler les pressions provenant des rangs musulmans et d'établir dans la guerre une présence communiste qui devrait éventuellement contraindre le FLN à traiter le PCA sur un pied d'égalité.

L'effort militaire fut tellement mal préparé que nulle action immédiate ne put être lancée ; cette carence était due entre autres aux doutes qui empoisonnaient toujours la direction du parti. Plusieurs réseaux furent facilement démantelés par la police<sup>132</sup>. La seule opération réelle fut le célèbre « maquis rouge »<sup>133</sup>. Or, dans

128. SLNA, février 1956 ; GALLISSOT, art. cité, p. 19-22 ; *Le Travailleur algérien*, 3 novembre 1955, 1<sup>er</sup> mars 1956, 23 février 1956 ; P. KESSEL et G. PIRELLI, *Le Peuple algérien et la guerre*, Paris, Maspero, 1962, p. 215 (n.), 333 (n.).

129. S. BROMBERGER, *Les rebelles algériens*, Paris, Plon, 1958, p. 64 ; interview de Nahori ; SLNA, octobre, novembre, décembre 1955 ; avril, mai 1956 ; PERRY, p. 632-635 (interview avec la veuve de Laban).

130. Tract des *Combattants de la libération*, cité dans SLNA, mars 1956 ; *Liberté* (clandestine), 8 ; BROMBERGER, *op. cit.*, p. 106 ; *Algérie-Dossier* (1957), p. 83.

131. SLNA, septembre, octobre 1955.

132. SLNA, mars, avril, mai 1956.

133. SLNA, mai, juin 1955 ; BROMBERGER, *op. cit.*, p. 95 et suiv. ; PERRY, p. 634-636 ; COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 298-299 ; *Algérie-Dossier* (1957), p. 21 et suiv. Boualem avait dirigé la grève des dockers quelques mois auparavant (SLNA, février 1956). Sur la présence communiste dans la région d'Orléansville avant 1954, cf. Colonel SCHOEN, *L'Algérie au demi-siècle...*, *op. cit.*, p. 155, 157.

ce cas, l'initiative ne provenait pas d'en haut, mais des Combattants de la libération eux-mêmes. En avril 1956, trois de leurs commandants, Abd el-Kader Gherroudj, Maurice Laban et Mohammed Boualem (secrétaire CGT des dockers d'Oran), mirent sur pied un groupe d'une douzaine de cadres communistes (en majorité arabe) dans une forêt de la région d'Orléansville, où le parti avait une assise solide parmi les paysans. Peu après, deux officiers communistes, H. Maillot et L. Guerrab, désertèrent et passèrent au « maquis rouge », amenant avec eux un camion d'armes et de munitions <sup>134</sup>.

La publicité tapageuse que l'on fit à la désertion — soit dans la presse colon qui cria à la trahison, soit chez les communistes qui en tirait orgueil — ne renforçait pas les chances du « maquis rouge ». Il était toujours mal équipé (parce qu'une partie des armes furent transmises, sur ordre venant d'en haut, à l'ALN, afin de servir d'atout dans les négociations en cours entre PCA et FLN) ; la presque totalité des maquisards manquait d'expérience militaire (exception faite pour Maillot, Guerrab et Laban) ; enfin, le groupe était regardé avec suspicion et ne jouissait pas du soutien actif de la population ou des unités ALN de cette région. Deux autres maquis communistes embryonnaires ne parvinrent même pas à entrer en action. La bande de Laban, ayant lancé quelques raids, fut finalement encerclée par les unités de l'armée, qui avaient reçu des renseignements précis quant à leur emplacement (provenant, selon certaines sources, du FLN). Le 5 juin 1956, presque toute la bande fut décimée.

Devant le fiasco de son opération de guérilla tant claironnée, devant la baisse continue de ses effectifs, le PCA ne pouvait plus escompter mener ses pourparlers avec le FLN (amorçés en octobre 1955) dans une « position de force ». Son négociateur principal, le D<sup>r</sup> Hadjerès, se vit contraint de renoncer à la demande d'intégrer les Combattants de la libération à l'ALN en tant que groupement autonome, transformant ainsi le FLN, implicitement, en une fédération nationaliste-communiste. En juillet, il accepta la condition sine qua non de Ben Khedda, son homologue FLN : dissoudre les Combattants, les communistes devant soumettre des demandes individuelles d'adhésion à l'ALN et s'engager à couper « tous rapports organiques » avec le parti pour la durée de la guerre ; le PCA — qui, de toute façon, n'avait à cette époque que quelques centaines d'adhérents — pourrait continuer d'exister en tant que parti indépendant <sup>135</sup>.

134. Lettre citée par PERRY, p. 737-738. Maillot, fils du secrétaire (communiste) de la fédération CGT des employés municipaux, militait dans l'UJDA et était chargé de la section de diffusion à *Alger républicain*, avant d'être rappelé à l'armée.

135. Texte de l'accord dans *Liberté* (clandestine), juillet 1956 ; communiqué des

Le nombre des communistes qui se rallièrent par la suite au FLN/ALN ne dépassa pas deux cents <sup>136</sup>, tout au plus. Si, dans certains cas, l'ALN, pour des raisons d'efficacité, maintint intactes des unités de la résistance communiste, elle les contrôlait de près. Le laboratoire d'explosifs des étudiants algérois, par exemple, prépara les engins pour la campagne de terrorisme urbain de fin 1956 - début 1957. Nombre de communistes prirent part même au dépôt des engins dans les endroits publics. La plupart des membres de ce réseau allaient être arrêtés et condamnés à des peines de prison, et l'un d'eux, F. Yveton, fut exécuté <sup>137</sup>. Les réseaux de Blida et d'Oran menaient la propagande antimilitariste parmi les soldats du contingent et le sabotage du matériel de guerre dans les usines ; ils procuraient aussi abris, provisions et aide médicale aux guérilleros urbains <sup>138</sup>. Or, dans leur majorité, les communistes furent dispersés parmi les unités de l'ALN. Certains d'entre eux devaient même être promus officiers : T. Ghomri, L. Guerrab (tous deux tués par la suite à l'ennemi), M. Boualem et A. Gherroudj. Si l'on ne peut établir que le FLN — ainsi que d'aucuns le prétendent — fit un usage sans merci de ses effectifs communistes (esprit de vengeance ou suspicion ?) <sup>139</sup>, il est évident que le taux des pertes communistes fut particulièrement élevé. La liste des tués comprend sept cadres supérieurs (comité central ou secrétariats régionaux) : Lamrani, Fodil, T. Bouali, Laban, Ghomri, Raffini et N. Rabbah (de l'UJDA) ; huit autres au moins de ces cadres furent capturés lors d'actions <sup>140</sup>. L'appareil du parti, comprenant *inter alia* tous les membres du bureau politique (qui, par ordre, n'avaient pas adhéré à l'ALN) continuait de fonctionner indépendamment du FLN. Il fut dirigé par Hadj Ali, Hadjerès et, jusqu'à son arrestation, par Akkache ; Bouhali passa la guerre en Europe

Combattants cité dans SLNA, juillet 1956 ; BROMBERGER, *op. cit.*, p. 105-106 ; COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 293-297.

136. Le réseau de l'Oranais comptait une quarantaine de membres, celui de Blida, une douzaine et les cellules de guérilla urbaine à Alger une vingtaine (*Algérie-Dossier*, 1957, p. 73-84). On peut glaner les noms de quelques dizaines d'autres communistes ayant pris part à la guerre dans : KESSEL et PIRELLI, *op. cit.*, *passim* ; M. DEON, *L'armée et la pacification*, Paris, Plon, 1959, p. 178-187 ; *Informations algériennes*, *passim* ; *Liberté* (clandestine), 9-16 avril-décembre 1956 ; BROMBERGER, *op. cit.*, *passim* ; H. ALLEG, *Prisonniers de guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1962, *passim*.

137. *Algérie-Dossier*, 1957, p. 76-80 ; BROMBERGER, *op. cit.*, p. 162-172 ; COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 395.

138. *Algérie-Dossier*, 1957, p. 75-83.

139. PERRY, p. 637, 739.

140. ALLEG, *Prisonniers...*, *op. cit.*, p. 155-156 ; H. CHEMOULLI, « Ma cousine Gilberte », *L'Arche*, 111, 1966, p. 34-35. Parmi ces emprisonnés : G. Gimenez, A. Babou (dans les rangs du FLN) ; Justrabo, Akkache, A. Moine, Khalfa, Alleg, Audin, Nahori, B. Moine, Smadja, Manaranche (appareil politique du PCA).



orientale à la tête de la « délégation extérieure » du PCA <sup>141</sup>. L'activité de l'appareil (où Boualem Khalfa assurait la liaison avec le FLN) se réduisit essentiellement à la publication du journal clandestin, *Liberté*, de nombreux organes éphémères (par exemple *Voix du soldat*, *Oranie combattante*, *Al-Jazā'ir al-Mujahīda*, une revue doctrinale (*Réalités algériennes et marxisme*) et de tracts occasionnels.

L'appareil, c'était le parti au sens littéral du terme ; la « base » était presque inexistante. La majorité des membres encore présents à la mi-1956 se rallièrent par la suite à l'ALN et renoncèrent à toute activité politique ; leurs rangs devaient être amoindris, non seulement par les pertes subies en action, mais aussi par le fait que nombre d'entre eux — et des plus marquants — quitteraient le Parti communiste définitivement vers la fin de la guerre pour se joindre à l'appareil FLN : A. Oussedik (plus tard, ambassadeur algérien à Moscou), A. Gherroudj (futur délégué à l'Assemblée constituante, puis cadre supérieur à l'industrie sidérurgique), A. Castel (futur spécialiste des questions pétrolières au Ministère de l'industrie). Au moment où l'Algérie accédera à l'indépendance, le PCA devait presque repartir de sa ligne de départ, avec une centaine d'adhérents, en majorité anciens cadres arabo-berbères <sup>142</sup>.

La presque totalité des communistes ralliés à l'ALN étaient des musulmans. Parmi les Européens qui se joignirent à eux, on peut distinguer deux groupes principaux : (a) des anciens de l'appareil illégal de 1940/1941, dont les tendance pro-nationalistes étaient notoires : Gabi Jimenez, Raffini, Salort, Touati, Laban <sup>143</sup> ; (b) catégorie la plus importante, les intellectuels : étudiants (exemple le laboratoire d'explosifs), instituteurs et professeurs de lycée (Castel, les sœurs Larribère, J. Netter-Gherroudj, Hannoun, Galland), médecins et ingénieurs (D<sup>r</sup> Martini, D<sup>r</sup> Hadjadj, Counillon, Accampora, Arbib, Marcelli) et des journalistes (surtout d'*Alger républicain*). D'une part, rompus au raisonnement rationnel, ils avaient pu surmonter plus facilement leurs structures mentales de colonisateurs. D'autre part, leur degré d'interaction sociale avec les musulmans était relativement élevé et ils étaient beaucoup plus ouverts que d'autres catégories sociales à l'idéologie nationaliste. C'était vrai, par exemple, pour les cellules de l'Université d'Alger,

141. La délégation, qui comprenait également A. Boudiaf et A. Wahrani (cf. PCA, *Vive l'amitié algéro-vietnamienne*, mai 1961) publiait la revue *Informations algériennes*.

142. Interviews des professeurs Tiano et Wallich et d'Abdelkader Abderrazek. Cf. *Alger républicain*, octobre-décembre 1962, *passim* ; H. ALLEG, *Les torturés d'El-Harrach*, Paris, 1966, *passim* ; B. HADJ ALI, *L'arbitraire*, Paris, *passim*.

143. *Supra*, p. 128. Il faut leur ajouter Caballero qui milita dans l'appareil politique clandestin.

en contact direct avec l'AEMAN (mouvement étudiantin d'inspiration messaliste), ou pour la rédaction d'*Alger républicain*, où les rapports interraciaux étaient particulièrement amicaux, et qui devait fournir à la résistance communiste vingt combattants (dont sept devaient être tués)<sup>144</sup>. A cette liste, on doit ajouter les intellectuels qui militaient dans l'appareil politique clandestin (tels que Alleg, Audin, Nahori, Justrabo, Smadja, Manaranche, Bouaziz).

En revanche, les travailleurs pieds-noirs étaient manifestement sous-représentés dans la résistance communiste. Seul le réseau de Blida était à prédominance ouvrière (ayant pour noyau les ateliers du ministère de l'Air)<sup>145</sup>. La fraternité prolétarienne ne fut aucunement réalisée ; c'était plutôt la « suffisance du petit-blanc » (pour employer le terme de J. Berque)<sup>146</sup>, qui l'emportait. Nombreux étaient les anciens communistes d'extraction modeste qui avaient préféré rejoindre, en 1956-1957, les unités de l'armée territoriale pour prendre part, avec excès de zèle, aux opérations de ratissage de la campagne musulmane. D'autres devaient adhérer aux bandes de l'OAS, en 1961-1962. Apothéose dramatique de cette polarisation : d'anciens communistes membres de l'OAS « liquidèrent » des fellahgas FLN, eux-mêmes anciens du PCA (notamment des Arabes qui avaient quitté le parti avant le tournant de juin 1956). Et les quartiers « rouges » d'Alger, Oran et Sidi-bel-Abbès devinrent, tour à tour, pépinières, puis citadelles de l'extrémisme Algérie française le plus violent<sup>147</sup>.

Frustré dans ses espérances, son ancienne clientèle passée aux extrémistes des deux bords, le PCA se trouvait entre le marteau et l'enclume. Exécré par l'ensemble de l'opinion européenne, depuis la désertion de Maillot et l'arrestation d'Yveton, les communistes ne furent pas seulement objet d'attaques verbales : des « ultras » d'Alger s'attaquèrent à leur siège algérois (1956) ; des parachutistes « liquidèrent » Audin et firent torturer Alleg (1957), ce « Français [qui] choisit les ratons contre nous » ; des commandos OAS tuèrent des militants communistes (jusque sur leur lit d'hôpital) en

144. *Alger républicain à ses martyrs*, Alger, s.d. ; *Le PCA dans la lutte pour l'indépendance nationale*, Alger, [1963 ?]. Les « martyrs » étaient Maillot, Raffini et cinq musulmans. Autres participants à la guerre : Y. Briki, M. Sadoun, A. Boudiaf, L. Guerrab, Oussedik ; et dans l'appareil politique : Alleg, Nahori, Khalfa, Simon-Giovanni. Cf. interviews de militants clandestins anciens dirigeants étudiantins : Smadja, Bouaziz, Manaranche.

145. *Algérie-Dossier*, 1957, p. 81-83.

146. J. BERQUE, « Recent research on racial relations — the North of Africa », *International social science journal*, 13, 1961, p. 181-184.

147. M. LAUNAY, *Paysans algériens*, Paris, 1963, p. 171 ; R. BUCHARD, *Organisation Armée secrète*, Paris, Albin Michel, 1963, p. 10, 15 ; interviews de Nahori et Manaranche.

vertu de la « collusion PCA-FLN »<sup>148</sup>. Le FLN, pour sa part, tenait toujours les communistes pour suspects, à l'ALN comme dans l'appareil indépendant. Ceux qui se rallièrent à l'ALN furent souvent désarmés et assignés à des unités non combattantes ; leur parti se vit stigmatisé comme « parti des Européens », et ses demandes de coopération politiques furent repoussées<sup>149</sup>. Le FLN ne laissa passer aucune occasion pour rappeler au PCA son passé : son attitude hostile envers le nationalisme algérien, ses « condamnations du terrorisme » au début de la guerre, enfin son échec à gagner la base à la ligne arrêtée en 1956<sup>150</sup>. Il prit soin de démentir la participation communiste, même dans les opérations qui devaient tant au Parti communiste, comme le dépôt d'engins explosifs dans les lieux publics d'Alger, réitérant sans cesse le mot d'ordre du « communisme absent »<sup>151</sup>.

En dernière analyse, le FLN avait raison. Le PCA fit assez pauvre figure au cours de la guerre. Ses « Lettres adressées au GPRA »<sup>152</sup>, prétendant lui servir de guide, faisaient penser à la mouche du coche de La Fontaine. Ainsi que le nota le congrès de la Soummam, le PCA « n'a pas réussi à jouer un rôle méritant d'être signalé ». L'explication avancée par le congrès du FLN contenait mieux qu'un grain de vérité :

« Le PCA a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens, dont l'ébranlement des conditions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée. Cette absence d'homogénéité, et la politique incohérente qui en résulte, ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France »<sup>153</sup>.

148. *Le Messenger*, 27 septembre 1956 ; *L'Echo d'Alger*, 13 novembre 1956, 29 novembre 1956, 30 décembre 1956 ; *La Dépêche algérienne*, 12 février 1957 ; COURRIERE, *Le temps des léopards*, op. cit., p. 387 ; H. ALLEG, *La Question*, Paris, J.-J. Pauvert, 1958, p. 25 ; P. VIDAL-NAQUET, *L'affaire Audin*, Paris, Editions de Minuit, 1958 ; M.-T. LANCELOT, *L'OAS - chronologie*, vol. 1, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études de la vie politique française, série Documents, 2, 1963, p. 29, 54, 58 ; MORLAND et al., *Histoire de l'OAS*, Paris, Julliard, 1964, p. 291 ; J.-J. SUSINI, *Histoire de l'OAS*, Paris, 1963, p. 113-114, 213 ; *OAS parle*, Paris, Julliard, 1964, p. 60-62, 222-225.

149. Les plaintes du PCA, dans HADJ ALI, *Lettres adressées au GPRA*, Alger, 1962, p. 21-22 ; *Liberté*, 24, juin 1958 ; *Informations algériennes*, 4, avril 1958, 32 (mai 1961), 33, juin-juillet 1961 ; *Réalités algériennes et marxisme*, 5, mai 1960 ; HADJ ALI, *Notre peuple vaincra*, Genève, 1961, p. 96 et suiv.

150. Cf. *El-Moudjahid*, 1<sup>er</sup> avril 1958, 16 avril 1956, 5 mai 1958, 4 juillet 1958.

151. Tracts du FLN cités dans SLNA, novembre 1956 ; *Liberté* (clandestine), 15, novembre 1956 ; *Plate-forme du congrès de la Soummam*, p. 13.

152. B. HADJ ALI, *Lettres adressées au GPRA*.

153. *Plate-forme...*, p. 14.

## Leçons de la guerre

La guerre mit ainsi à nu les contradictions internes du PCA ; contradictions nées à la fois de l'aspiration à devenir une contre-société et de l'influence de valeurs et d'attitudes de colonisateurs. La guerre força le parti à opérer ce choix décisif — qu'il s'était évertué à éviter pendant de longues années — de se rallier à la cause anticolonialiste. La mutation intervint cependant trop tard pour être effective (du point de vue du mouvement national) ; elle se produisit trop brusquement, en des conditions de polarisation tellement extrêmes, qu'elle se solda par la désintégration du PCA.

Il en était de même des rapports PCA-PCF ; le « béni-oui-ouisme » communiste, risée du FLN, fut l'une des premières victimes de la guerre. Au début de la guerre, il est vrai, le PCA suivit toujours aussi docilement le tracé du PCF. C'est *L'Humanité* qui formula la « thèse du complot » et les diatribes contre la répression, avant d'être imitée par *Liberté*. C'est dans un manifeste PCF de novembre 1954 que fut lancée la condamnation du « terrorisme aventuriste » FLN, adoptée deux mois plus tard par le Comité central du PCA (*supra*, p. 229). Et c'est R. Guyot qui suggéra le premier « des pourparlers avec les représentants qualifiés de l'opinion algérienne »<sup>154</sup>. Mais, dans la mesure où de lourdes pressions internes et externes commencèrent à peser sur les communistes algériens, ils en vinrent à prendre l'initiative successivement sur nombre de questions cruciales, adoptant des positions qui allaient rester, pour de longues périodes, diamétralement opposées à celles du PCF<sup>155</sup>. Si celui-ci devait finalement se rallier, sur chacun de ces points, à la ligne du PCA, c'était, entre autres, parce que le parti algérien lui avait forcé la main en le mettant devant le fait accompli.

Notons les six points majeurs :

1. *Participation à la lutte FLN* : décision prise par le comité central du PCF en juin 1955, renforcée et étendue au début 1956, et culminant avec l'intégration des Combattants de la libération dans les rangs FLN (juillet 1956). Au cours de cette même période, le PCF, soucieux — pour des raisons de stratégie française (et euro-

154. *L'Humanité*, 2 novembre 1954, 3 novembre 1954 ; *Liberté*, 4 novembre 1954, 28 avril 1955 ; cf. *Alger républicain*, 23 avril 1955.

155. Contradiction également avec l'attitude soviétique soutenant, jusqu'en 1960, celle du PCF (PERRY, *op. cit.*, p. 498-502, 556-564, 677-714).



péenne) — de conserver son alliance avec la SFIO, vota les « pouvoirs spéciaux » demandés par le gouvernement Mollet (mars 1956). Thorez explicita alors les priorités de la façon la plus nette :

« Le Parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie. Il a subordonné son attitude dans une affaire très importante, mais pourtant délimitée, à la préoccupation essentielle qui l'inspire : préserver les possibilités d'un large développement du front unique avec les ouvriers socialistes, y compris par le cessez-le-feu et la solution pacifique du problème algérien. Les députés communistes ont eu raison de ne pas compromettre cette perspective générale en se laissant aller à la rupture sur un point spécial où ils ne sont pas d'accord avec la politique générale » <sup>156</sup>.

En juin 1956, les députés du PCF se contentèrent encore de démarquer leur protestation contre « la politique de force pratiquée en Algérie » en s'abstenant lors du vote de confiance, tout en assurant Mollet de leur soutien à sa politique sociale et à sa position indépendante vis-à-vis des Etats-Unis (en matière de désarmement notamment). Ils gardèrent le silence sur les épisodes embarrassants du « maquis rouge » et de l'accord PCA-FLN de juillet 1956. Ce ne fut qu'après la rupture avec Mollet que Duclos fera l'éloge de ces « Algériens d'origine européenne, parmi lesquels les communistes algériens qui participent aux combats de la libération de leur patrie » <sup>157</sup>. Et cette approbation tardive fut même assortie de quelques réserves, ainsi que l'on verra plus loin.

2. *Condamnation des actes indiscriminés de terrorisme* : tout au long de la guerre, c'était la pierre angulaire de la politique du PCF <sup>158</sup>. Il fut difficile pour le PCA lui-même de dévier d'une manière si flagrante des enseignements de Lénine au sujet du terrorisme. C'est ainsi que Maillot, dans sa « lettre ouverte » rédigée au moment de sa désertion (avril 1956), jura que les armes françaises qu'il avait subtilisées serviraient uniquement contre les forces militaires et policières et contre les « collaborateurs », ce dernier terme servant à légitimer certains actes FLN à l'encontre des civils <sup>159</sup>. Déjà l'activité du « maquis rouge » lui-même démentit de telles nuances quant aux objectifs du terrorisme ; démenti rendu plus brutal par la participation de communistes aux réseaux de bombes d'Alger (fin 1956 - début 1957), qui tuèrent et mutilèrent

156. *L'Humanité*, 27 mars 1956 ; *Cahiers du communisme*, avril 1956, p. 493-496 (mai 1956), p. 501 ; cf. FEJTÖ, *The French CP and the crisis of international communism*, Cambridge, MIT Press, 1967, p. 47-49, 62-63.

157. *L'Humanité*, 6 juin 1956 ; *Cahiers du communisme*, février 1957, p. 165.

158. Guyot cité dans *Liberté*, 10 février 1955 ; *Cahiers du communisme*, février 1955, p. 166, juillet-août 1955, p. 844 et suiv. ; novembre 1958, supplément, p. 30, mars 1959, p. 155 et suiv.

159. PERRY, *op. cit.*, p. 637 ; cf. *Liberté* (clandestin), 7 février 1956.

maint civil incontestablement innocent. Si le PCA n'en tira aucune conclusion théorique, le seul fait d'avoir revendiqué un rôle dans ces opérations et d'en avoir tiré gloire — faisant d'Yveton (exécuté pour dépôt d'engins) un martyr — c'était pratiquement abandonner la position orthodoxe prêchée par le PCF <sup>160</sup>.

3. *Opposition catégorique du PCF à la « propagande subversive au sein de l'armée »*, et notamment aux appels à la désertion et à l'insoumission. Même lorsqu'il fut contraint de reconnaître (en 1960) que refuser de combattre était un « acte courageux », il émit des doutes quant à l'efficacité d'un tel geste qui « ne risque qu'isoler les meilleurs [militants] » <sup>161</sup>. La désertion de Maillot et de Guerrab — « répondant à l'appel du parti [algérien] », selon les termes de la « Lettre ouverte » — et suivie par celles d'autres soldats membres du PCA, représentait évidemment une ligne de conduite carrément contradictoire <sup>162</sup>.

4. *Attitude envers le FLN* : la décision secrète du comité central du PCA (juin 1955) ne signifia point reconnaissance du FLN en tant que commandement unique de la guerre de libération et seul interlocuteur valable pour la France. Les communistes décernèrent dès lors le titre de « patriotes armés » aux combattants ALN, rendant hommage à la « maturité politique » du FLN, dont « sur de nombreux points... les positions sont identiques aux nôtres ». Ils n'en continuèrent pas moins à faire des démarches auprès des messalistes du MNA et s'accrochèrent au slogan de « négociations avec les représentants authentiques de toutes les organisations politiques ». « Coopérer » avec le FLN plutôt que de s'y soumettre, tel fut, en effet, l'objectif des Combattants de la libération <sup>163</sup>. L'accord PCA-FLN marqua un renversement complet de la position communiste, dissolution des Combattants et mise des effectifs du parti « à la disposition de l'ALN ». C'était non seulement reconnaître l'ALN comme unique force combattante du nationalisme algérien, mais, du même coup, admettre la prétention du FLN au leadership politique (du moins pour la durée de la guerre) <sup>164</sup>. Puis ce fut la reconnaissance de l'UGTA en tant que seule centrale syndicale nationaliste et la dissolution de l'UGSA-CGT <sup>165</sup>. Le refus

160. SLNA, novembre 1956 ; *Liberté* (clandestin), 16, décembre 1956.

161. *L'Humanité*, 4 octobre 1960 ; M. LAFON, *La lutte du PCF contre le colonialisme*, Paris, Editions sociales, 1962, p. 154-156.

162. PERRY, *op. cit.*, p. 738. Cf. *Liberté* (clandestine), 12, juillet 1956 ; *Réalités algériennes et marxisme*, 6, mars 1961.

163. SLNA, septembre 1955, mars 1956 ; *Liberté* (clandestine), 7, février 1956 ; 8, mars 1956 ; 12, juillet 1956.

164. *Lettres au GPRA*, p. 20 ; *Liberté* (clandestine), 12, juillet 1956.

165. GALLISSOT, art. cité, p. 25 (n. ), 21.

du PCA de se dissoudre à son tour (selon la demande du FLN) et sa résolution de préserver son « indépendance politique et organique » — autant de facteurs qui reflétaient les réserves qu'il nourrissait encore<sup>166</sup>. Le PCA, en fait, soutenait maintenant la revendication du FLN d'être le « seul interlocuteur valable », tout en se donnant la peine d'affirmer qu'il s'agissait uniquement de « pourparlers... avec l'ALN pour discuter des modalités du cessez-le-feu » ; ensuite il faudrait engager des négociations « avec les représentants du peuple algérien « sans exclusive » pour discuter des institutions futures de l'Algérie »<sup>167</sup>. Quelques mois plus tard, les communistes acceptèrent que le cessez-le-feu fût négocié avec le FLN, et, fin 1958, on écarta le dernier obstacle lorsque le FLN établit le Gouvernement provisoire (GPRA) ; si le PCA se vit refuser sa demande d'y adhérer, il reconnut le GPRA *de jure* et le soutint à fond au cours des pourparlers de Melun et d'Evian (qui traitaient à la fois du cessez-le-feu et d'« institutions futures »)<sup>168</sup>.

Le Parti communiste français, pour sa part, employa toujours, tout au long des années 1956-1957, le terme très vague de « nationalistes algériens », mais fit rarement mention du FLN, et certainement pas en tant que « seul interlocuteur valable ». Le MNA, en revanche, avait droit à des commentaires favorables. Ce ne fut qu'en janvier 1958 que Casanova admit publiquement que le FLN était le seul organe représentatif du peuple algérien au combat, ajoutant — fait très significatif — qu'il était reconnu en tant que tel par « toute la résistance algérienne, y compris le PCA »<sup>169</sup>. La reconnaissance complète du FLN (sur le plan politique et non seulement militaire), se fit encore attendre trois ans. Une fois que Khrouchtchev eut accordé audience à une délégation du GPRA venue à Moscou, et déclaré que l'URSS « reconnaissait *de facto* ce gouvernement » (fin 1960), le PCF n'eut d'autre choix que d'en faire autant (début 1961)<sup>170</sup>.

166. *Liberté* (clandestine), 15, novembre 1956 ; 21, décembre 1957.

167. *Al-Jaza'ir al-Mujahida*, (PCA, clandestin), avril 1958 ; *Réalités algériennes et marxisme*, 1, novembre-décembre 1956 ; *Liberté* (clandestine), 16, décembre 1956, 21, décembre 1957 ; 23, mars 1958 ; 24, juin 1958 ; *Informations algériennes*, 1, janvier 1958 ; PCA, *Droit à l'indépendance de l'Algérie*, (mémoire à l'ONU, septembre 1957), p. 30.

168. *Droit à l'indépendance*, op. cit., p. 29-30 ; *Lettres au GPRA*, p. 21-22 ; HADJ ALI, *Aspects actuels de la guerre de libération en Algérie*, Paris, 1959, p. 17 ; *Informations algériennes*, 24, juin 1960 ; *Réalités algériennes et marxisme*, 5, mai 1960.

169. *L'Humanité*, 22 janvier 1958 ; (signes précurseurs déjà au numéro du 11 décembre 1957). Remarquons les références qui y sont faites sur les positions déjà prises par le PCA. Pour la première fois, de telles positions servent à justifier (ou déterminer ?) celles du PCA et non vice-versa.

170. PERRY, op. cit., p. 712-714, 654-657 ; *Cahiers du communisme*, 1961, p. 1070-1071.

5. *Indépendance complète et immédiate* : cet objectif que le PCA tenta d'esquiver pendant des années devait être revendiqué à partir de mars 1956. Indice péremptoire de cette volte-face : lorsque l'Assemblée générale de l'ONU fut saisie pour la première fois de la question algérienne (1956), le PCA — qui s'était toujours évertué à ajourner cette éventualité — célébra « ce moment historique ». En 1957, il présenta à l'Assemblée générale un mémoire portant le titre fort éloquent : « Le droit à l'indépendance, seule base sérieuse de négociations »<sup>171</sup>.

On ne saurait concevoir contraste plus frappant avec la position du PCF. A la fin de 1955, celui-ci entreprit de définir plus nettement la formule nébuleuse de « solution juste » qu'il avait brandie au cours de la première année de la guerre. Attentif aux sensibilités de ses alliés socialistes, et résolu à ne point affaiblir une France de plus en plus favorable à la détente internationale, le Parti communiste français postula que la France et l'Algérie étaient historiquement liées et que, par conséquent, des liens spéciaux et permanents devaient subsister entre elles. C'est dans cet esprit que l'on exhuma l'idée d'une « véritable Union française » ; union fondée sur le « droit des peuples coloniaux à la libre disposition — ce droit allant jusqu'à la possibilité de séparation d'avec la métropole », mais, prit-on soin de souligner, « le droit au divorce... n'implique pas l'obligation de divorcer » et l'on ne devait pas « confondre indépendance et séparation »<sup>172</sup>. Cette thèse, considérant la question algérienne comme une affaire française interne, était sans conteste compatible avec celle des Soviétiques (encore qu'elle ne s'en fût pas forcément inspirée)<sup>173</sup>. La rupture avec le gouvernement Mollet produisit pourtant l'éclipse (puis l'enterrement) de la formule de l'Union française. Il en fut rarement question au 14<sup>e</sup> congrès du PCF, qui la remplaça plutôt par le slogan de « recon-

171. *Liberté*, (clandestine), 8, 9, mars-avril 1956 ; 16 décembre 1956 ; lettre de Maillot, citée dans PERRY, *op. cit.*, p. 737-738 ; tract des *Combattants*, cité dans SLNA, mars 1956 ; communiqué des *Combattants* cité dans *Liberté* (clandestine), 12, juillet 1956 ; *Droit à l'indépendance, seule base sérieuse de négociations* (septembre 1957), p. 28-30. Déjà à la fin 1956, le parti présenta séparément un mémoire aux délégations à l'Assemblée générale.

172. *L'Humanité*, 2 mars 1956. Cf. *Apprendre* (Bulletin mensuel du comité central du PCF), 33, « Le problème algérien » novembre 1955 ; M. THOREZ, *Le PC et les luttes des peuples coloniaux* (brochure, texte d'une conférence délivrée le 10 octobre 1955) ; L. FEIX, « Pour une véritable Union française », *Cahiers du communisme*, janvier-février 1956, p. 35. Cf. *Ibid.*, décembre 1955, p. 1491 ; *L'Humanité*, 20 janvier 1956, 14 mai 1956 ; J. DUCLOS, *La France et l'Algérie*, Paris, Editions France nouvelle, 1956, p. 24 ; L. FEIX, *Les problèmes de l'Union entre la France et les pays d'Outremer*, Paris, PCF, 1956. Cf. également la critique de la revue dissidente *Le Communiste* (octobre 1955).

173. Les Soviétiques la considéraient également jusqu'en 1957 comme une affaire française interne (FEJTÖ, *op. cit.*, p. 62-63 ; PERRY, *op. cit.*, p. 686-689).



naissance du fait national algérien »<sup>174</sup>. La portée du virage opéré fut évidente pour quiconque était initié au « discours ésotérique » du PCF concernant l'Algérie. Jusqu'au printemps 1956, seule prédominait la formule de « nation en formation », vieille de dix-sept ans<sup>175</sup> ; la remplacer par le « fait national » revenait à signifier que la nation algérienne avait atteint sa majorité et pourrait, dès lors, présider à ses propres destinées. Le parti mobilisa aussitôt ses intellectuels et dirigeants pour expliciter et étayer les déclarations de Thorez :

« Et maintenant, en accord avec l'histoire, avec la vie qui se développe et qui avance, nous avons modifié notre formule et nous parlons à juste raison du fait national algérien, de la nation algérienne constituée... Nier l'existence d'une nation algérienne c'est actuellement nier l'évidence »<sup>176</sup>.

De là à tirer la conclusion inéluctable — l'indépendance immédiate — il n'y avait qu'un pas, qu'on ne franchit pas cependant avant février 1957 ; et ce ne fut qu'en septembre de cette même année que le PCF la reconnut comme condition sine qua non à l'ouverture des pourparlers de cessez-le-feu. Même à ce moment, on n'envisagea pas l'indépendance sans « des liens particuliers, sur un pied d'égalité avec la France », liens présentés comme « garantie de l'indépendance politique et économique enfin conquise », face notamment au danger de tutelle américaine<sup>177</sup>.

6. Pomme de discorde principale entre les deux partis : *la nature de l'algérité*. Les divergences de vues — plus graves et plus durables que sur les autres points — ne dépendaient que d'une façon marginale des considérations tactiques (par exemple, maintenir le front uni avec la SFIO en 1955-1956). Il n'est pas étonnant que le PCA se soit vu obligé de formuler sa nouvelle ligne en des termes très nets, éclairant la controverse avec le PCF d'une lumière

174. F. BILLOUX, *Le développement du front unique pour la paix en Algérie*, rapport du comité central du PCF au 14<sup>e</sup> congrès, p. 8-9, 12-13. La répudiation formelle de l'Union française par G. THÉVENIN dans *Cahiers du communisme*, juillet-août 1957, p. 1136 et suiv.

175. E. FAJON, *La lutte pour la paix en Algérie* (brochure, texte d'une conférence délivrée le 13 avril 1956). Cf. L. FEIX, dans *Cahiers du communisme*, février 1955, p. 158-159 ; *Apprendre*, 33, novembre 1955, p. 11 ; J. DUCLOS, *La France et l'Algérie*, p. 9-10 ; *Bulletin de propagande*, comité central du PCF, 2, mai 1956, p. 2.

176. I. MONETA, *Le PCF et la question coloniale*, Paris, Maspero, 1971, p. 219 ; M. THOREZ, *Textes choisis sur l'Algérie*, Paris, Editions sociales, 1962, p. 40. Exégèse dans J. DRESCH, « Le fait national algérien », *La Pensée*, 68, 1956, p. 12-13 ; L. FEIX, *Imposer la paix en Algérie* (1957) ; M. EGRETAUD, *Réalités de la nation algérienne*, Paris, Editions sociales, 1957, ch. 5.

177. MONETA, *op. cit.*, p. 248 ; LAFON, *op. cit.*, p. 127-128, 132-149 ; *Cahiers du communisme*, mars 1957, p. 457, (1959), p. 974-975, 1190 et suiv. *L'Humanité*, 18 septembre 1957 ; PERRY, *op. cit.*, p. 691, 698, 706-707.

fort crue. Pour le communisme algérien, ce fut également le point de départ d'une révision déchirante de sa politique d'avant 1955 et de ses postulats de base, aboutissant à toute une série de conclusions indépendantes.

Dans son exégèse du « fait national algérien », Maurice Thorez fit valoir que l'essence de sa théorie de l'algérité demeurerait inchangée ; c'était simplement que la « nation en formation » s'était finalement cristallisée et constituée sous l'impact de la guerre. Cette nation constituée comprenait : « Les Algériens d'origine européenne : Français, Espagnols, Italiens, Grecs... qui, au cours des ans, se sont ajoutés aux Berbères, aux Kabyles et aux Juifs installés depuis des siècles ». C'est leur intégration, enfin parachevée, à la communauté nationale, qui avait fait pleinement mûrir la nation algérienne, « dont la réalité reposait sur la fusion des éléments de diverses origines ». Léon Feix brocarda « la fausse notion de deux communautés distinctes : l'une française, l'autre musulmane ». Et de renchérir :

« Face à ceux qui tentent de confondre race et nation, les communistes montrent que, dans la formation d'une nation, les peuples d'origines diverses qui ont occupé un territoire arrivent peu à peu, dans le creuset de la vie commune et à la suite d'un certain nombre de circonstances, à se fondre pour donner naissance à un peuple nouveau »<sup>178</sup>.

Les communistes algériens ne pouvaient plus souscrire à une telle théorie qui violait les faits pour les accorder à ses idées préconçues. Encore moins ces communistes pouvaient-ils admettre certains arguments spécieux évoqués à cet effet, à savoir que la répression avait contribué à la « fusion » des deux communautés, puisqu'elle « s'abat sur les Algériens de toutes origines », ou encore que « la nation algérienne tout entière combat pour sa libération, y compris les Algériens d'origine européenne » (et de citer les cas, exceptionnels, de Maillot, Yveton, etc.)<sup>179</sup>. La tragique polarisation raciale en Algérie, l'éclatement du PCA, l'isolement complet de ceux qui y restaient — autant d'éléments qui donnèrent un démenti cinglant à cet échafaudage théorique du PCF. Presque aussi important dans ce contexte fut la résurgence, au cours de la guerre, d'une conscience nationale très aiguë, aux caractéristiques arabo-musulmanes incontestablement viscérales. La direction du PCA, à majorité musulmane et appartenant notamment à la génération d'après 1945, fut profondément secouée par cet ensemble de

178. MONETA, *op. cit.*, p. 248-249 ; LAFON, *op. cit.*, p. 124 ; L. FEIX, *Imposer la paix en Algérie*, p. 3 ; Id., *Les problèmes de l'Union*, p. 24-25 ; EGRETAUD, *op. cit.*, p. 159-170.

179. MONETA, *op. cit.*, p. 248 ; FEIX, art. cité, p. 3-4.

phénomènes qui les affectèrent jusqu'au fond d'eux-mêmes. Le séisme donna naissance à un large processus d'examen de conscience.

On peut glaner des indices épars de cette évolution dans les écrits clandestins du PCA comme dans des mémoires et des journaux personnels de ses militants. C'est ainsi que le critique littéraire d'une revue communiste fit l'éloge (fin 1956) de *Nedjma*, de Kateb Yacine, pour le portrait qu'il brosse du petit-blanc aux environs de 1945 : des gens de situation modeste, « mais de la race des seigneurs », indifférents à la souffrance des colonisés, et n'entendant point la révolte qui gronde <sup>180</sup>. Le comportement des Européens — y compris la plupart des adhérents et des sympathisants du PCA — durant la guerre, ne cessa point d'affliger les militants restés fidèles au parti. Henri Alleg n'eut pas de réponse à cette question posée (fin 1957) par un communiste arabe, écroué comme lui en prison :

« Qu'est-ce qu'on va faire avec ces Européens ?... Ils ont tété le racisme avec le lait de leur mère... Tu crois qu'ils voudront être comme tout le monde quand on aura l'indépendance, et pas comme des patrons ? C'est vrai, il y en a aussi des bons. Mais même des ouvriers marchent avec les colonialistes... »

Abdelhamid Benzine, ancien rédacteur à *Alger républicain*, écrit, dans le journal qu'il tenait au maquis :

« Nous avons le cœur serré par le récit des atrocités commises... Notre haine est sans limite et nous fait souffrir. Et comment, dans de tels moments, puis-je expliquer à mes compatriotes que tous les Européens d'Algérie ne sont pas les mêmes ? Pour un Maillot ou un Maurice Laban, combien y en a-t-il qui applaudissent aux crimes de la Main rouge quand ils ne travaillent pas pour elle ? <sup>181</sup> »

D'autre part, les communistes européens militants de la clandestinité, qui se définirent avec Maillot comme « fils de la patrie algérienne » <sup>182</sup>, comprirent que, pour s'intégrer complètement, ils devaient apprendre l'arabe. Des cours sérieux d'arabe furent ainsi organisés sous les auspices du parti, dans les prisons et dans les camps d'internement <sup>183</sup>. Le sentiment qui prévalait était que

180. *Réalités algériennes et marxisme*, 1, novembre-décembre 1956, p. 19, 20-21, 23.

181. ALLEG, *Prisonniers de guerre*, op. cit., p. 122. A. BENZINE, *Journal de marche*, Alger, SNED, 1965, p. 78 (note du journal, datée du 5 septembre 1956).

182. Cité dans PERRY, op. cit., cf. Les déclarations analogues de L. Hannoun et A. Moine à leurs procès (*Informations algériennes*, 11, décembre 1958), et *Lettres au GPRA*, p. 12.

183. ALLEG, op. cit., p. 98, 120 ; interview de R. Manaranche.

c'était à eux d'être acceptés ; le processus d'intégration étant maintenant conçu comme la fusion des Européens dans une communauté nationale arabo-musulmane bien constituée, plutôt que comme une fusion ethnique indiscriminée où chaque élément constitutif se trouve sur un pied d'égalité. Un prisonnier communiste européen, conduit à la salle de torture, réagit avec gratitude quand des prisonniers arabes FLN le saluèrent au passage :

« " Courage, frère ! " Et dans leurs yeux, je lisais une solidarité, une amitié, une confiance si totales que je me sentais fier, justement parce que j'étais un Européen, d'avoir ma place parmi eux ».

Et l'un des étudiants en médecine qui fabriquaient des engins à Alger eut du mal à prouver à une combattante musulmane sceptique qu'il prenait part à la lutte, non en tant que Français généreux mais parce qu'il se sentait Algérien de naissance <sup>184</sup>.

Ce processus entrevu en filigrane déboucha sur un réexamen des comportements et des croyances passés ; résultat inéluctable puisqu'on y arriva, selon le même cheminement et d'une manière indépendante, à la fois dans le petit appareil politique clandestin (dirigé par Hadj Ali et Hadjerès) et parmi les adhérents au maquis ou en prison depuis 1956-1957 <sup>185</sup>.

Produit le plus important de cette évolution : l'« Essai sur la nation algérienne », publié en juillet 1958 dans la revue doctrinale *Réalités algériennes et marxisme* (et reproduit plus tard par les *Cahiers du communisme*) <sup>186</sup>. Le chapitre-clé traite de la question de l'identité :

« La nation est formée d'Algériens autochtones. Elle ne comprend pas les Européens d'Algérie. Seuls les indices économiques et de territoire existent pour les deux éléments ethniques. Par contre, il faut noter l'absence entre ces derniers d'une communauté stable, historiquement constituée, de langue et de formation psychique. Pour ce dernier indice, il faut même ajouter que SUR LE PLAN DÉCISIF DE L'HEURE, L'INDÉPENDANCE, l'immense majorité des Européens se dresse contre l'aspiration des musulmans » <sup>187</sup>.

Si les musulmans répondaient à tous les critères de Staline, leur sentiment collectif n'était pas national à ses débuts : il n'avait

184. ALLEG, *La question*, Paris, J.-J. Pauvert, 1958, p. 106, 25-26 ; COURRIÈRE, *op. cit.*, vol. 2, p. 349.

185. Interviews de Manaranche, Smadja, Nahori.

186. *Réalités*, 2, p. 3-35 et supplément au numéro d'août 1958 des *Cahiers du communisme*. Tous les renvois ci-après se réfèrent aux *Cahiers*. Cf. L. BOUHALI, « L'Algérie appartient aux Algériens », supplément à la *Nouvelle revue internationale*, octobre 1958.

187. *Essai*, p. 18.



pas la force, la profondeur, la maturité et la qualité qu'il possède actuellement. C'est l'aboutissement d'une très longue évolution de leur formation nationale prenant sa source dans l'histoire des Berbères, premiers unificateurs du pays, dont la résistance populaire aux Romains fut motivée par « l'attachement à la terre et l'amour de la liberté ». Puis ce fut la conquête arabe, véritable charnière de l'histoire algérienne :

« Avec l'arrivée des Arabes prend fin un long cauchemar, celui des invasions que suivaient la ruine du pays, la mise en esclavage des populations. Venu de l'Est avec la lumière, l'Islam va transformer d'une façon radicale la physionomie du pays... Si les Berbères résistèrent au début de la pénétration arabe, habitués qu'ils étaient jusque-là à ne connaître que la servitude et l'humiliation avec l'envahisseur étranger, ils ne furent pas longtemps à s'apercevoir du caractère libérateur de l'idéologie apportée par les nouveaux venus. Ils " se convertirent en masse à l'Islam, religion de rite simple, alliant la nouveauté à la force et à la beauté ; profondément égalitaire, elle donnait en principe aux nouveaux convertis les mêmes droits que leurs conquérants " ».

Les Turcs, pour leur part, poussèrent l'évolution vers la phase de l'unification politique du territoire :

« En 1520, avec Khaïr Dine, naît un Etat algérien avec Alger comme capitale. D'abord dépendant de la Turquie, cet Etat devient de plus en plus autonome en même temps que se dessinent les contours et la physionomie propres à chacun des trois pays d'Afrique du Nord. Quand les Français débarquent à Alger, ils trouveront un Etat souverain entretenant des relations diplomatiques avec plusieurs pays étrangers, dont la France, avec son armée, son administration, ni plus ni moins moderne que les Etats existant à la même époque en Tunisie et au Maroc, ainsi que dans certains pays d'Europe »<sup>188</sup>.

La conquête française, loin d'accélérer le mécanisme — ainsi que le parti s'était plu à l'affirmer naguère — était maintenant perçue en accord avec la thèse de l'historiographie nationaliste, comme lui donnant le coup d'arrêt. La conquête avait pourtant son côté positif : croissance économique, éclatement de la société traditionnelle, unification politique — autant de facteurs qui durent secouer les Algériens de leur léthargie. Des catalyseurs externes y étaient également pour quelque chose, et d'abord le « mouvement de renaissance des peuples arabes »<sup>189</sup>. Le nationalisme algérien, au sens moderne du terme, apparut à l'état embryonnaire à l'époque de l'émir Khaled et de l'ENA ; il naquit au début des années quarante et atteignit sa maturité une décennie plus tard<sup>190</sup>.

188. *Ibid.*, p. 4-5 ; cf. B. KHALFA, *Certitudes* (Poèmes), Paris, 1961, p. 27-30, 33.

189. *Ibid.*, p. 6, 8, 10, 12.

190. *Ibid.*, p. 14-17.

Dans cette interprétation presque exclusivement arabomusulmane, le rôle des Européens fut marginal. Leur contribution économique était chèrement payée par les ravages de la conquête et l'exploitation des couches inférieures indigènes ; les traditions de lutte sociale ramenées en Algérie par les exilés de 1849 et de 1871 n'étaient considérées que comme de faibles catalyseurs. Sur le fond du problème, l'*Essai* ne mâche pas ses mots : « Colonisateurs et colonisés étaient partis de deux pôles opposés, séparés par le cloisonnement de deux sociétés étrangères l'une à l'autre et par les préjugés raciaux des Européens »<sup>191</sup>. Si le « fait national » était ouvert aux Européens, il ne leur devait rien de significatif et ne dépendait point de leur intégration.

Tout cela impliquait, à coup sûr, une critique sévère de la thèse de « nation algérienne en formation », critique explicitée dans un chapitre ultérieur de l'*Essai*. Mais le PCF étant toujours le supérieur hiérarchique du PCA — et jouissant en outre, dans sa politique algérienne très prudente, de l'appui russe (jusqu'en 1960) — on fut obligé de déguiser ce chapitre sous le manteau de l'autocritique : la thèse thorzienne avait été correcte, mais le PCA l'avait mal interprétée :

« 1. Au lieu d'en dégager les deux aspects fondamentalement justes : formation de la nation (aspect principal) et voie ouverte à l'intégration d'Européens (aspect secondaire), il l'a interprétée d'une façon dogmatique, de telle sorte qu'il apparaissait que la nation ne pouvait se former avant la fusion de tous les éléments ethniques, y compris des Européens. Or, le processus de prise de conscience de la nation algérienne, déjà développé chez les musulmans, ne pouvait pas avoir le même contenu pour l'immense majorité des Européens, et ce malgré les efforts courageux du Parti communiste algérien qui a réussi à former des patriotes algériens d'origine européenne ou israélite. La fusion ou le mélange des deux principaux éléments ethniques actuels est impossible dans le cadre colonial. Raisonner autrement, c'est faire preuve d'idéalisme, c'est penser que la mentalité des Européens pourra se modifier sans que soit brisé le régime économique de type colonial qui engendre (sans que cela soit schématique) cette mentalité. La libération nationale sera l'œuvre des masses musulmanes qui subissent l'oppression coloniale et constituent de ce fait les forces révolutionnaires.

Ainsi, l'expression « nation en formation » qui implique l'idée de mouvement, de progrès, était interprétée de telle façon qu'elle risquait de freiner le mouvement lui-même.

2. Interprétant à la lettre la formule " mélange de vingt races ", le parti communiste algérien affirmait que l'Algérie n'est ni française, ni arabe. Certes, l'Algérie n'est pas la France, ne peut être la France, ne veut pas être la France (Cheikh Ben Badis). Mais par ses caractéristiques profondes, elle est de civilisation arabe, incontestablement. Et cela ira en s'accroissant »<sup>192</sup>.

191. *Ibid.*, p. 10, 12.

192. *Ibid.*, p. 23-24.

Le caractère foncièrement arabe de l'algérité devint, en effet, le thème favori des publications du PCA (dont l'une, *Liberté*, fut rebaptisée — geste symbolique — *Al Houryya*). On y étudiait et exaltait la culture indigène, préconisant une collaboration étroite des pays du Maghreb et du reste du monde arabe avec autant d'insistance, ou peu s'en faut, que l'on y prêchait la coopération avec le camp socialiste<sup>193</sup>. Allait-on pour autant exclure les Européens de l'Algérie nouvelle ? Non, certes ; ils pouvaient y rester, mais à une échelle amoindrie et sans trop d'illusions. « Les meilleurs d'entre eux » participaient depuis longtemps à la « lutte pour l'indépendance de l'Algérie » et contre « l'idéologie colonialiste et raciste », dans les rangs du PCA notamment, qui avait posé les fondations pour l'intégration éventuelle des Européens. Force fut d'admettre, cependant, que cela n'avait pas été valable pour toute sa clientèle pied-noir. « Le vote des électeurs européens (près de 20 %) pour le Parti communiste algérien signifiait beaucoup plus (pour le plus grand nombre d'entre eux) un attachement à ses positions de classe qu'à son programme de libération nationale »<sup>194</sup>. Ce fut encore moins valable pour le reste des petits-blancs (surtout à partir de 1954).

Une fois la vision du passé amendée, les perspectives d'avenir subirent à leur tour des mutations inévitables. Même dans le meilleur des cas (voir *infra*, p. 254), où tous les Européens seraient restés dans une Algérie décolonisée (en optant pour la nationalité algérienne), la personnalité nationale serait demeurée la même. La culture européenne n'y aurait été qu'une sous-culture mineure :

« Dans l'Algérie libre de demain, avec l'enseignement de la langue arabe, la renaissance culturelle qui s'ensuivra, la mise à jour des valeurs passées fécondées au contact de la civilisation moderne, avec l'épanouissement qui en résultera dans les lettres et les arts, avec l'écart démographique considérable entre les deux éléments ethniques, écart qui ira en s'accroissant, les caractéristiques arabes du pays ne feront que se développer. L'intégration d'Européens et d'Israélites à la nation algérienne, tout en l'enrichissant d'apports nouveaux, ne changera pas fondamentalement ses caractéristiques principales et originales »<sup>195</sup>.

Pour le présent, le PCA ne cachait pas sa conviction que les Européens étaient pleins de préjugés, hantés par des cauchemars

193. Cf. L. BOUHALI dans *Nouvelle revue internationale*, octobre 1958, p. 4-6 ; *La Nouvelle critique*, janvier 1960, numéro spécial consacré à la « culture algérienne » (voir notamment les articles de HADJERËS, HADJ ALI et Y. LACOSTE) ; HADJ ALI, *Aspects actuels*, p. 15 ; *Notre peuple vaincra*, p. 125 ; *Informations algériennes*, 1, janvier 1958, p. 4.

194. *Essai*, p. 12 ; *Ibid.*, p. 25.

195. *Ibid.*, p. 24.

et de plus en plus portés vers les ultras et la « chasse à l'Arabe ». Le danger fut grand de voir « le fossé sanglant des crimes coloniaux se creuser davantage, sous peine de compromettre irrémédiablement la cohabitation, sinon la fusion des deux communautés »<sup>196</sup>. Pourtant, il y avait encore une issue : « Les ouvriers et les démocrates européens » devaient, pour assurer leur propre avenir et celui de leurs enfants, « isoler les ultras » en s'en dissociant. Il ne fallait pas qu'ils fissent le jeu des « maîtres de l'Algérie et de leurs hommes de main, [qui] spéculent sur la peur de l'avenir et sur le racisme ». « Cette [première] condition est nécessaire mais non pas suffisante. Il faut aller plus loin ! » S'il ne les appelait pas à adhérer à l'ALN — encore qu'il glorifiât la poignée qui l'avait fait — le parti demandait tout d'abord au petit peuple européen de « prendre résolument parti contre le régime colonial et les constructions de soutènement échafaudées pour l'empêcher de s'écrouler (loi-cadre, etc.) ». Il leur incombait, ensuite, d'« aider les familles des victimes de la répression, assurer la collecte de fonds et de médicaments » et enfin « exiger avec le peuple algérien des négociations sur la base de son droit à l'indépendance ». Cela fait, il n'y aurait aucun obstacle qui les empêcherait de s'intégrer à l'Algérie libérée. D'autant plus qu'une fois liquidé le régime colonial, avec « sa politique de division et le complexe de supériorité qu'il a inculqué au peuplement européen », l'obstacle principal sur la voie de la fusion aurait été écarté<sup>197</sup>.

Quelles options furent donc ouvertes aux Européens ? Sur ce chapitre, le PCA s'attacha toujours à sa formule de « choix double » (nationalité algérienne ou française). Dans la première hypothèse, il n'y aurait point de distinction d'origine entre Européens et Arabes (en ce qui concerne droits, devoirs et nature légale de leur nationalité), car « la future république algérienne ne serait pas d'essence théocratique »<sup>198</sup>. La formule à trois volets proposés par le MTLD d'avant 1954 — qui comportait une nationalité automatique comme apanage des seuls musulmans (voir *supra*, p. 199) — fut encore rejetée par les communistes ; les valeurs universelles l'emportèrent ainsi sur les tendances particularistes. De fait, la propagande menée par le FLN pendant la guerre était dans l'ensemble — et à quelques notes discordantes près — assez ambiguë

196. *Informations algériennes*, 6, juin 1958, cf. *Essai*, p. 18-20.

197. *Ibid.*, p. 12, 18, 20, 21 ; *Informations algériennes*, 6, juin 1958 ; *Liberté*, (clandestine), 24, juin 1958.

198. PCA, *Lettre aux Européens d'Algérie* (tract, Alger, 7 octobre 1957) ; cf. *Lettres au GPRA*, p. 12 ; *Informations algériennes*, 32, mai 1961 ; O. SOUFI, « La nation algérienne et la minorité européenne », *Réalités algériennes et marxisme*, 6, 1961 ; B. HADJ ALI, *Aspects actuels...*, p. 14.



pour pouvoir être interprétée comme étant favorable à la formule à deux volets <sup>199</sup>.

Par conséquent, la formation des esprits européens faisait toujours figure de panacée dans la pensée du PCA. Adjurant le FLN de ne point « négliger les efforts politiques en direction de la minorité européenne » <sup>200</sup>, il lança pour sa part toute une série d'« appels » (ou de « lettres ouvertes ») visant cette communauté assiégée <sup>201</sup>, et dont la note dominante se fit de plus en plus désespérée au cours des trois années finales des hostilités. Si d'emblée on y parla des extrémistes comme de simples « trublions fascistes », de « comités qui tous ensemble ne représentaient qu'une infime minorité de la population européenne », le parti se trouva vite obligé (à partir de mai 1958 notamment) de se rendre à l'évidence que ces derniers « ont réussi à tromper les Européens d'Algérie, tirant profit de leurs inquiétudes pour leur survie et de leurs complexes raciaux ». « La souveraineté française » fut le cri de guerre jusque dans les milieux ouvriers, objectif prioritaire de ce dernier assaut de la propagande PCA ; on fit la sourde oreille à ses stridentes admonitions contre le soutien à « la politique aventuriste » de l'OAS. Le spectre de l'« exode [européen] dramatique », déjà brandi dans *l'Essai* de 1958, allait bientôt se réaliser.

Le drame algérien arrivant à son dénouement tragique, en 1962, les anciens adhérents et sympathisants européens quittèrent le pays. De la poignée restée fidèle au PCA, d'aucuns — cadres supérieurs et moyens notamment — optèrent d'y demeurer en tant que citoyens algériens (par exemple, Caballero, Alleg, Salort, Justرابو, Zannettacci, Bouaziz) <sup>202</sup>. Avec leurs camarades musulmans, ils seront pourtant déçus lorsque le Code de nationalité (1963) adoptera la formule triple du MTLN, aux termes de laquelle les Européens seront tenus de déposer une demande d'inscription pour l'acquisition de la nationalité algérienne, tandis que seules les personnes « dont au moins deux ascendants de ligne paternelle...

199. Cf. GPRA, *Tous Algériens*, 1961 ; MANDOUZE, *La Révolution algérienne par le texte*, Paris, Maspero, 1961. Remarquons que le PCA renonça à la garantie de représentation proportionnelle (*Droit à l'indépendance*, p. 37 ; HADJ ALI, *Aspects actuels...*, p. 14).

200. *Lettres au GPRA*, p. 12 ; *Réalités algériennes et marxisme*, 5, mai 1966, p. 33.

201. PCA, *Lettre aux Européens d'Algérie* ; tract (26 novembre 1957) cité par *Informations algériennes*, 1, janvier 1958 ; « Appel aux Européens d'Algérie » (tract du début mai 1958) cité dans *Ibid.*, 6, juin 1958 ; *Liberté* (clandestine) 24, juin 1958 ; *Réalités* 5, mai 1960, 6, 1961 ; tract (26 novembre 1961) cité dans *Informations algériennes*, 29, janvier 1961 ; tract (4 mai 1961) cité dans *Ibid.*, 32 ; *Al-Houryya*, (PCA, Alger), 14 février 1962.

202. *Alger républicain*, 1962-1963, *passim* ; H. ALLEG, *Les torturés d'El-Harrach*, *passim* ; interviews de Bouaziz et Smadja. Alleg et Justرابو quittèrent l'Algérie en 1965, Bouaziz en 1968.

jouissaient du statut musulman » avaient droit à « la nationalité d'origine » c'est-à-dire automatique)<sup>203</sup>. Le Code frustra ainsi cette espérance exprimée par l'*Essai* (p. 21) à savoir :

« Le sentiment national chez les musulmans se débarrassera petit à petit des restes d'étroitesse que l'oppression, le caractère atroce de la répression et le comportement de la population européenne dans sa majorité engendrent naturellement. La qualité du sentiment national algérien, large, tolérant, et dont l'humanisme s'enrichit des hautes valeurs universellement admises par les peuples et inscrites dans la Charte des Nations Unies, sera ainsi plus ouverte, plus accessible aux Européens et donnera progressivement à l'attachement de ces derniers à l'Algérie un contenu patriotique réel ».

D'autres communistes européens, incapables de partager la conscience d'algérité arabo-musulmane ou de se résigner à vivre en tant que membres d'une « minorité européenne », conclurent, la mort dans l'âme, que « l'Algérie nouvelle devrait se faire sans eux » et partirent<sup>204</sup>. André Castel, qui resta en Algérie et embrassa l'Islam, ne fut-il pas le plus conséquent de tous<sup>205</sup> ?

Les initiatives du PCA sur ces six points, sa déviation par rapport à la ligne du PCF, son attitude critique implicite enfin du « parti-frère aîné » — autant d'actes qui ne pouvaient passer sans réaction. Tout au long de la guerre s'échelonnent ce que l'on appelait avec pudeur des « malentendus passagers » remontant à mai 1955<sup>206</sup>. Le conflit le plus significatif s'engagea — ainsi que l'on pouvait s'y attendre — autour de l'*Essai* (1958) que le PCF refusa d'abord de reproduire dans les *Cahiers du communisme*, encore que l'on en ait adouci le style avant de le publier dans la revue du PCA clandestin. Ce ne fut qu'au terme de longues chamailleries et à l'aide d'adroites manœuvres du PCA — utilisant l'atout de ses rapports naissants avec le Parti communiste italien — que le PCF s'inclina ; il prit soin cependant de publier ce document dans un supplément des *Cahiers* et non pas dans un numéro régulier<sup>207</sup>.

Ce qui empêcha la dégradation des rapports entre partis dans un conflit ouvert (voire même une rupture), ce furent, d'une part, la position hiérarchique du PCF, toujours chargé de contrôler les

203. Texte dans *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 2, 1963, p. 807 ; la formule se dessine en filigrane déjà au Programme de Tripoli (*Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1, 1962, p. 660-663, 686). Notons que Gherroudj, commandant du maquis PCA, rallié plus tard au FLN, fut parmi cette poignée de députés à l'Assemblée constituante qui s'opposait au Code. Cf. D. C. GORDON, *The passing of French Algeria*, Oxford University Press, 1966, p. 39, 162-163.

204. Interviews de Nahori, Smadja, Manaranche.

205. Interviews des professeurs Tiano et Wallich. Pour un cas analogue, cf. T.M. MASCHINO et F. M'RABET, *L'Algérie des illusions*, Paris, 1972, p. 35-41.

206. *L'Humanité*, 2 mai 1955 ; *Cahiers du communisme*, 2, 1962, p. 190.

207. Interview de Nahori.

partis maghrébins, et, de l'autre, l'appui soviétique à la politique algérienne du PCF jusqu'en 1960. Il faut y ajouter un troisième frein, plus déterminant peut-être : en dernière analyse, le PCF fut contraint, par des circonstances objectives, de se rallier sur la plupart des points aux positions du PCA. Même sur la question de l'identité, les communistes français commencèrent à s'exprimer (dès 1960-1961) en des termes purement arabo-musulmans (encore était-ce sans renier la thèse thorézienne ni ses interprétations passées) <sup>208</sup>.

La tension n'en était pas moins évidente. A travers les polémiques sur les questions de la guerre, c'est le « rôle dirigeant » du PCF ainsi que ses prémisses doctrinales que l'on contrait. Le communisme algérien voyait évoluer dans son sein une tendance indéniable vers l'« égalité et l'indépendance totale » vis-à-vis du PCF, formule acceptée par ce dernier (avec la bénédiction de Moscou) dans un communiqué conjoint des deux partis à la fin 1962 <sup>209</sup>. Les débats internes du PCA poussèrent la révision plus au fond, abordant le cœur même de l'euro-péo-centrisme ; ce concept, essentiel dans les écrits marxistes-léninistes, servant de fil conducteur à la politique du PCF (et de l'URSS) en matière coloniale (ou maghrébine) <sup>210</sup>. En 1958-1959, les prisonniers communistes du camp de Lodi discutaient déjà de la question de savoir si cette phrase usée jusqu'à la corde — « le PCF, notre frère aîné, notre allié le plus naturel et le plus sûr » — n'avait pas été la source de la débâcle de leur propre parti <sup>211</sup>.

Non que le blâme ait été rejeté sur le seul PCF. Honnêtes et rigoureux dans leur examen de conscience, les militants algériens recherchèrent leurs propres erreurs. D'abord, avoir sous-estimé la force du nationalisme algérien « même après 1946 », d'où le « recul sur les positions nationales sous la pression de l'idéologie coloniale véhiculée par les Européens, retard à percevoir les profonds changements dans les masses musulmanes et à adapter la définition de Maurice Thorez à l'évolution des événements ». Ensuite, avoir « accordé une importance exagérée à la place des Européens dans la nation », et avoir sous-estimé les sentiments anticolonialis-

208. Cf. *La Nouvelle critique*, janvier 1960, numéro spécial consacré à la « Culture algérienne ». Cf. l'édition de 1957 d'EGRETAUD, *Réalités de la nation algérienne*, p. 159-160 (où les deux communautés sont mises sur un pied d'égalité), avec l'édition de 1961, p. 189-191 (où la culture nationale est présentée comme arabo-musulmane et les Européens comme « minorité » en voie de fusion).

209. *El-Houryya*, 23 novembre 1962.

210. Cf. S. AVINERI, *Karl Marx on colonialism and modernization*, New York, Doubleday, 1968, introduction ; S. SCHRAM et H. CARRÈRE d'ENCAUSSE, *op. cit.*, introduction ; PERRY, *op. cit.*, p. 498-501, 560, 564, 678-680, 686-687, 692-697, 701-702.

211. Interviews de Manaranche, Smadja, Nahori.

tes des ouvriers européens, spécialement à la base et dans les couronnes extérieures du PCA. Celui-ci ne tint pas compte que le « régime colonial a rendu [les travailleurs européens] plus perméables à l'idéologie raciste et colonialiste, grâce à une entreprise de corruption sociale qui en fit des privilégiés par rapport à la grande masse des musulmans »<sup>212</sup>.

En un mot, le parti se déclara coupable d'avoir mal évalué la mesure dans laquelle la situation coloniale l'avait façonné lui-même ; autrement dit, d'avoir échoué à mettre sur pied une contre-société authentique. Sur cette lancée, le parti devait passer à l'examen en profondeur de l'europhéocentrisme (ainsi que de ses corollaires : dépendance vis-à-vis du prolétariat français et de son « parti d'avant-garde »). L'europhéocentrisme n'était-il pas lui aussi la réflexion de cette influence omniprésente de la situation coloniale ? Ce concept n'était-il que le dérivé de la suprématie culturelle de l'impérialisme européen ? Et la dépendance hiérarchique à l'égard du PCF n'avait-elle été que le miroir des rapports entre colonie et métropole ? De même, les « deux organisations à base raciale » coexistant au sein du PCA n'avaient-elles pas reproduit le modèle des rapports colonisés-colonisateurs ?

Comme pour la question de l'identité nationale, le parti mit un certain temps avant d'énoncer nettement le problème. Ce ne fut qu'en 1965 — le conflit sino-soviétique aidant peut-être — que Bachir Hadj Ali publia son article « Quelques leçons du combat libérateur en Algérie »<sup>213</sup>. Comme en 1958, la critique du PCF se déguisa en discussion des « faiblesses et erreurs du PCA ». L'article s'ouvre sur la condamnation des déclarations de ce parti en novembre 1954 et janvier 1955, c'est-à-dire des positions inspirées par celles du PCF. Le PCA aurait dû ne pas hésiter et participer immédiatement à la lutte armée au lieu de prendre de telles « positions inopportunes ». C'est que le parti avait persévéré dans ses illusions quant à la possibilité de coexistence « entre Européens et Algériens » ; il sous-estimait les possibilités de développer une guerre de libération, guerre qui allait dresser « la presque unanimité des Européens contre notre peuple » (c'est nous qui soulignons).

Les raisons de cette « sous-estimation de l'action armée » ? Ici Hadj Ali révèle son jeu :

a. « Pendant longtemps le PCA surestimait les possibilités de la révolution prolétarienne en France, ce qui aboutissait à faire croire que la victoire en Algérie passait par la victoire du prolétariat en France ».

212. *Essai...*, op. cit., p. 24, 25.

213. *Nouvelle revue internationale*, 77, janvier 1965, p. 17-38.



b. « Le PCA estimait que le déclenchement de la guerre de libération nationale en novembre 1954 était peut-être prématuré, parce que les conditions de l'insurrection n'étaient pas réalisées telles que les avait énoncées Lénine. Or... les conditions dont parlait Lénine s'appliquaient aux pays capitalistes et non au Tiers-Monde » <sup>214</sup>.

L'européo-centrisme, présent au berceau du communisme algérien — sous la forme de la thèse de Serrati et de la résolution de Sidi-Bel-Abbès — était enfin extirpé.

214. *Ibid.*, p. 34. Pour une critique analogue, voir A. CÉSAIRE, *Lettre à Maurice Thorez*, Paris, Ed. Présence africaine, 1956, p. 8-9, 12-13, 15.



## CONCLUSION

Faisant suite au débat fondamental du début des années cinquante et à l'éclosion de « deux organisations à base raciale » au sein même du PCA, les événements de la guerre et les leçons qu'en tirèrent les communistes mettent en relief les lignes de force de la situation coloniale que nous avons déjà rencontrées, sous une forme plus ambiguë, au cours des phases préliminaires de notre enquête. Retenons-en l'essentiel : juxtaposition physique de deux communautés n'entrant jamais en interaction sociale véritable ; rôle prépondérant des mentalités collectives polarisées autour de l'image de Soi et de l'Autre et opérant par le truchement de groupes de référence et de stéréotypes raciaux et culturels. Les réalités de la domination économique et politique sont évidemment à la base de cette antinomie colonisateurs-colonisés, qui se cristallise au niveau social et culturel, s'étant dotée en cours de route d'une dynamique propre et de qualités suraiguës excluant toute situation intérimaire. De sorte que seront immanquablement tués dans l'œuf les rapprochements que l'on pourra faire en théorie entre certaines parties de chaque communauté, fût-ce sous un rapport restreint et bien précis (par exemple, exploitation économique de petits-blancs, de prolétaires et de paysans indigènes). L'échec du *projet de contre-société* dans la situation coloniale algérienne n'est pourtant pas réductible aux seules faiblesses de l'analyse léniniste du phénomène impérialiste (notamment son européen-centrisme congénital et sa négligence du facteur mentalité), faiblesses qu'à la limite on pourrait parer en élaborant une version améliorée. En dernière analyse, l'échec ne provient-il pas de la contradiction fondamentale entre le projet, qui est du ressort de la tactique, et l'analyse, qui est du ressort de la stratégie ? Autrement dit, ne provient-il pas du fait qu'on se proposait justement de fonder une micro-société unique, composée de colonisés et de colonisateurs, tandis que la situation coloniale était celle de deux sociétés totalement sépa-

rées ? Il fallait, pour que cette micro-société survive, choisir entre les deux communautés, tant au niveau du recrutement qu'à celui de l'identité collective. C'est justement cette possibilité qui était exclue d'avance, compte tenu des postulats de base de l'analyse léniniste du phénomène de l'impérialisme. En dernier ressort, le PCA fit ainsi les frais de la contradiction innée — existant à tout le moins dans une colonie de peuplement, avec présence massive de colonisateurs de situation modeste — entre cette analyse et le projet, léniniste lui aussi, de contre-société.

Albert Memmi l'a bien dit en brossant le portrait du « colonisateur qui refuse » :

« Les colonisés au milieu desquels il vit ne sont pas les siens et ne le seront pas. Tout bien posé, il ne peut s'identifier à eux et ils ne peuvent l'accepter.

Lorsqu'il lui arrive de rêver à un demain, un état social tout neuf où le colonisé cesserait d'être un colonisé, il n'envisage guère, en revanche, une transformation profonde de sa propre situation et de sa propre personnalité. Dans cet état nouveau... il continuera à être ce qu'il est, avec sa langue préservée et ses traditions culturelles dominantes.

...On comprend maintenant un des traits les plus décevants du colonisateur de gauche : son inefficacité politique. Elle est d'abord en lui. Elle découle du caractère particulier de son insertion dans la conjonction coloniale. Sa revendication, comparée à celle du colonisé, ou même à celle du colonisateur de droite, est aérienne... Le colonisateur de droite est cohérent quand il exige le *statu quo* colonial, ou même quand il réclame cyniquement encore plus de privilèges, encore plus de droits ; il défend ses intérêts et son mode de vie, il peut mettre en œuvre des forces énormes pour appuyer ses exigences. L'espoir et la volonté du colonisé ne sont pas moins évidents et fondés sur des forces latentes, mal réveillées à elles-mêmes, mais susceptibles de développements étonnants. Le colonisateur de gauche se refuse à faire partie du groupe de ses compatriotes ; en même temps il lui est impossible de faire coïncider son destin avec celui du colonisé... Sa situation actuelle est formellement inacceptable par l'idéologie du colonisateur de gauche, et, si cette idéologie triomphait, elle mettrait en question son existence même...

... Serré d'un peu près, le rôle du colonisateur de gauche s'effrite. Il y a, je le crois, des situations historiques impossibles, celle-là en est une »<sup>1</sup>.

1. A. MEMMI, *Portrait du colonisé*, Paris, J.-J. Pauvert, 1970, p. 97-99.



Achevé d'imprimer  
sur les presses de  
L'IMPRIMERIE CHIRAT  
42540 Saint-Just-la-Pendue  
en avril 1976  
Dépôt légal 2<sup>e</sup> trimestre 1976 N° 10369









002563

UNIVERSITY OF VICTORIA  
*Library*  
VICTORIA, B.C.



